TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 987 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 28 MAI 1980



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 58 pes. ; Grande-Bretagne, 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Italie 600 L ; Liban 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

LA RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS ANTISOVIÉTIQUES A KABOUL AURAIT FAIT CINQUANTE MORTS

LIRE PAGE 5

Les entretiens sino-japonais et la crise sud-coréenne

M. Hua Guofeng à Tokyo

La crise gouvernementale japonaise n'a pas empêché le président Hua Guofeng de se rendre, comme prévu, en visite officielle à Tokyo, où il est le premier chef d'État chinois à séjourner depuis la guerre. Diverses constantes dominent en effet les relations des deux pays, qui dépassent les rivalités de faction entre les dirigeants japonais. La démonstration en a été faite à plusieurs reprises depuis la normalisation des relations diplomatiques en 1972, et il y avait beaucoup de similitude entre le langage tenu par M. Fukuda en 1978 à Tokyo devant M. Deng Xiaoping et celui de son successeur, M. Ohira, l'année suivante à Pékin.

Constantes positives d'abord : la Chine et le Japon sont également intéressés au développement d'une coopération économique et technologique à la mesure des besoins et des capacités de chacun des deux pays. Les liens, dans ce domaine, sont assez solides pour avoir résisté à quelques déceptions. Les hommes d'affaires nippons ne sont pas des saints et les équipements qu'ils ont livrés n'ont pas toujours donné entière satisfaction. Les planificateurs chinois, pour leur part, ont montré une fâcheuse tendance, au nom du « réajustement », à modifier des projets sur lesquels comptait l'industrie japonaise. Ces contretemps n'ont pas empêché le Japon de s'établir de très loin comme le premier partenaire commercial de la République populaire. Les perspectives d'avenir s'appuient désormais sur de larges et solides accords de crédit que la visite de M. Hua Guofeng devrait encore confirmer.

Le dialogue politique a été jusqu'à présent moins fructueux. Soucieux de maintenir une diplomatie d'équilibre — sinon d'équidistance, — le Japon n'était pas disposé à se laisser enrôler dans la croisade à laquelle Pékin le conviait contre l'« hégémonisme » soviétique. Les incitations chinoises à un réarmement japonais contre le même adversaire ont été accueillies à Tokyo avec encore plus de froideur. La manière, enfin, dont le Japon a réagi en février 1979 à l'entrée des forces chinoises au Vietnam témoigne de son extrême hésitation à se comporter envers la Chine populaire en allié autant qu'en ami. M. Ohira, lors de sa visite à Pékin l'été dernier, a souligné avec une franchise à peine diplomatique les divergences qui séparaient encore les deux pays.

Les événements d'Afghanistan, d'Iran, l'aggravation de la tension internationale, ont-ils modifié ces constantes ? Certainement pas en ce qui concerne les échanges commerciaux sino-japonais. Non seulement la visite du président Hua Guofeng devrait donner à ces échanges un élan nouveau, mais le pétrole chinois prend un intérêt supplémentaire pour le Japon à l'heure où des menaces de rupture d'approvisionnement se dessinent du côté du golfe Persique. Mais rien n'indique non plus que Tokyo soit aujourd'hui plus qu'hier prêt à s'engager dans un front diplomatique — pour ne rien dire d'une alliance militaire — activement dirigé contre l'U.R.S.S. Les gestes timides consentis récemment dans cette direction, comme le boycottage des Jeux olympiques, ressemblent plus à des concessions de circonstance qu'à des changements d'orientation.

Il serait au demeurant surprenant que la prudente diplomatie japonaise prenne le risque d'un quelconque alignement au moment où l'on est en droit de se poser des questions sur la fermeté et la cohérence de la politique de Washington et où la Chine elle-même garde la porte ouverte à un dialogue avec Moscou.

(Lire nos informations page 6.)

LA HAUSSE DES PRIX A DÉPASSÉ 1 % EN AVRIL

(Lire page 48.)

Les forces de Séoul ont repris le contrôle de Kwangju

L'armée sud-coréenne a pris le contrôle, à l'aube du mardi 27 mai, de la ville de Kwangju, à la suite d'une intervention-éclair qui aurait fait, selon notre envoyé spécial, dix-huit morts. Les autorités font état, pour leur part, de seize tués parmis les insurgés. Kwangju, capitale de la province de Cholley, dans le sud du pays, se trouvait en état d'insurrection depuis une semaine.

La soudaineté de l'attaque de l'armée a surpris les étudiants retranchés dans le bâtiment du gouvernement provincial. Mardi matin des spécialistes s'employaient à déminer l'immeuble que les insurgés étaient résolus à faire sauter en cas d'attaque des militaires.

Dans un communiqué, M. Lee Kwang-pyo, ministre de l'information, a appelé à l'entraide nationale « pour cicatriser les tragiques blessures du peuple de Kwangju ». *Un comité spécial de secours doit approvisionner la ville en vivres et produits de première nécessité.*

Lundi, la Chine avait soutenu le mouvement insurrectionnel accusant les États-Unis de « connivence » *avec le régime* « fasciste » *de Séoul. La situation en Corée devrait être abordée au cours des entretiens que M. Hua Guofeng a commencés mardi à Tokyo avec les dirigeants japonais.*

Une ville morte

De notre envoyé spécial

Kwangju. — Rues désertes, grandes artères bloquées par des chars, patrouilles vérifiant l'identité des rares passants et inspectant les maisons l'arme au poing : Kwangju, qui fut pendant dix jours le théâtre d'une insurrection armée, est devenue, ce mardi 27 mai, une ville silencieuse, comme morte, désertée par sa population. A chaque carrefour important, des mitrailleuses sont en batterie derrière des sacs de sable ; près de l'entrée de chaque ruelle, des soldats, baïonnette au canon, font le guet, inspectant du regard les toits aux alentours. Depuis le milieu de la journée de lundi à mardi, Kwangju est à nouveau aux mains des forces de l'ordre.

Mardi matin, on voyait encore ici et là des corps allongés au travers des rues, près des bâtiments du gouvernement provincial qui, hier encore, était la forteresse des étudiants. Selon les premiers décomptes faits par des journalistes, dix-huit civils auraient été tués.

C'est à 3 heures du matin qu'une vingtaine de chars de l'armée sont entrés en action.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

Le sort du Marché commun

Les Neuf cherchent à Bruxelles s'il est encore possible de sauver la C.E.E.

Les ministres des finances des Neuf examinent ce mardi 27 mai, à Bruxelles, s'il existe encore un moyen de régler le problème de la contribution britannique au budget de la Communauté européenne. Il semble peu vraisemblable qu'un arrangement puisse être trouvé à cette réunion. Du moins devrait-elle permettre de savoir si les négociations sur l'affaire anglaise peuvent continuer ou bien si, faute d'un rapprochement des points de vues en présence, elles sont désormais closes.

Ce constat pourrait être fait de manière plus formelle par les ministres des affaires étrangères des Neuf, qui se réuniront, en principe, les 29 et 30 mai à Bruxelles. Cette réunion est précédée, ce mardi après-midi, d'un entretien du ministre italien des affaires étrangères, M. Colombo, qui préside le Conseil des Neuf, avec le président Giscard d'Estaing. Dans l'hypothèse d'un échec dûment confirmé, il reviendrait aux chefs de gouvernement, qui se retrouvent les 12 et 13 juin à Venise, à en tirer les conséquences, autrement dit à organiser la crise.

Le représentant personnel du président de la République pour la* préparation *des sommets des pays industrialisés, M. Bernard Clappier, devait être reçu mardi après-midi à 17 h 30 par M. Giscard d'Estaing.

Mercredi 28 et jeudi 29 mai, les ministres européens de l'agriculture tiennent session, de leur côté, à Bruxelles pour fixer les nouveaux prix agricoles. L'accord conclu à Huit à Luxembourg en marge du dernier conseil européen, et auquel le Parlement européen vient de donner son aval, va-t-il pouvoir être appliqué et comment ? C'est l'autre face du même dossier politique : celui de l'attitude britannique dans le Marché commun.

La Grande-Bretagne toujours isolée

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — A l'ouverture de ces réunions ministérielles, on ne peut apporter que quelques éléments de réponse aux questions posées. Première observation à faire : les Huit refusent un lien précis, rigide, entre le problème de la *contribution* britannique et la fixation des prix agricoles. Ils considèrent qu'en tout état de cause les échéances qu'impose le fonctionnement normal de la Communauté doivent être respectées, autrement dit, que les prix agricoles doivent être fixés. En application de cette thèse, les ministres des affaires étrangères, contrairement à ce qui avait été proposé un moment par la présidence italienne, ne siégeront pas à la *même date, mais un peu* après les ministres de l'agriculture.

Que se passera-t-il si les Britanniques refusent de s'incliner, c'est-à-dire de fixer les prix agricoles ? On ne peut que se montrer très prudent sur la capacité des Huit à maintenir leur cohésion. Les bruits selon lesquels les Français se résigneraient à une reconduction temporaire des prix de la campagne actuelle — à condition d'être autorisés à appliquer les mesures nationales qu'ils ont en réserve — ne sont pas de nature à faciliter cette entente.

Plusieurs des Huit, en particulier les Allemands et les Italiens, sont hostiles à une telle formule. *Ce qu'ils recherchent et estiment* nécessaire à la survie du Marché commun agricole, c'est un accord communautaire conforme aux règles. Ils considèrent, non sans raison, que l'adoption de mesures nationales — alors même que le constat de la crise entre le Royaume-Uni et les autres États membres n'est pas encore établi — ne peut que donner des arguments aux Anglais pour poursuivre leur travail de sape à l'encontre de la *politique agricole commune.*

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 43.)

POINT
Au seuil de l'école

Voici donc trois nouveaux présidents pour les plus importantes fédérations de parents d'élèves — près de deux millions et demi d'adhérents à elles trois. Après l'exemple donné par M. Antoine Lagarde, arrivé au terme de son mandat, c'est au tour de M. Henri Lefebvre, représentant des parents de l'enseignement privé, et surtout de M. Jean Cornec — près de vingt-quatre ans de présidence ininterrompue — de passer la main.

Dans chaque fédération, on assure que la continuité l'emporte. Pourtant, au-delà des personnalités et des styles, des évolutions sont probables. L'enjeu : dessiner l'espace du militantisme « parent d'élève », dont la définition, entre les différentes féodalités qui se partagent les enfants, reste encore incertaine.

Hier cantonnés dans la mouvance du militantisme politique pour une certaine école — mais en dehors d'elle — les parents ont franchi le seuil de cette école où ils souhaitent aujourd'hui se faire entendre. Hélas ! le nouveau pouvoir qu'ils réclament se heurte à d'autres bien établis, qui n'ont eu de cesse d'enfermer les associations de parents dans un rôle limité : au mieux figurants, au pire courroies de transmission. L'Église utilise les parents de l'enseignement libre comme masse de manœuvre ; le ministère de l'éducation s'appuie sur le soutien de la Fédération ex-Lagarde pour se satisfaire de sa politique; les syndicats enseignants de la Fédération de l'éducation nationale revendiquent la solidarité des parents « Cornec » tout en leur fermant l'accès au domaine réservé de la salle de classe.

Des parents, militant ou non dans les associations, dénoncent un « simulacre de participation » et multiplient les « actions incontrôlées ». Mais le bouillonnement de la base ne parvient pas toujours jusqu'aux états-majors. A cet égard, l'accession d'un professeur d'école normale d'instituteurs à la tête de la Fédération ex-Cornec et celle d'un élève des jésuites à la tête de l'UNAPEL sont caractéristiques : le Syndicat des instituteurs, d'une part, et la hiérarchie catholique de l'autre, semblent assurés contre toute dérive...

(Lire page 14.)

A PROPOS DU PROJET « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

La punition des juges

Avocats et magistrats devaient manifester en robe ce mardi 27 dans l'après-midi contre le « projet Peyrefitte » dans la galerie de Harlay du palais de justice de Paris. Des réunions et manifestations semblables étaient prévues le même jour dans plusieurs villes de province, à Marseille, Lyon, Bordeaux et Grenoble notamment.

Tandis que l'opposition des juristes au « projet Peyrefitte » grandit, le *Collectif* de défense des libertés, qui groupe notamment les partis de l'ex-programme commun, le P.S.U., la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, devrait se réunir incessamment à la demande des socialistes. Cette mobilisation intervient alors que la commission des lois de l'Assemblée nationale reprend ce mardi 27 l'examen du texte et se prononce sur la question préalable déposée par M. Raymond Forni (P.S., Territoire de Belfort).

par JACQUES ROBERT (*)

Quelle justice veut-on, aujourd'hui, pour la *France ? Le débat* qui reprend sur le projet Peyrefitte devrait permettre de répondre *clairement à cette question.* Ou il n'aura servi à rien... Car au travers des nombreuses modifications proposées aux dispositions du code pénal et du code de procédure pénale, c'est toute une *conception de la justice qui se* trouve en cause. Et le peuple français — au nom duquel cette justice est rendue — a le droit d'être pleinement informé de ce qui se trame à son sujet.

Toute justice qui veut efficacement protéger le citoyen doit présenter *trois caractères : être accessible, indépendante* et *humaine.*

Accessible, c'est-à-dire facilement utilisable, ce qui signifie : ni trop compliquée dans ses règles de compétence et de saisine, ni trop chère, ni trop lente.

Indépendante, cela implique que ceux qui sont chargés de la rendre n'obéissent à aucun autre ordre que celui de leur conscience personnelle, basée sur l'intime conviction.

(*) Professeur de droit public à l'université Paris-II.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR
Détente

Il est des politiques à double sens qu'on qualifie, en général, de subtiles.

Il est des routes à double sens où on court le risque de rencontrer un véhicule venant en face de soi.

Il est des mots à double sens dont peuvent se servir des esprits avisés pour dire le contraire de ce qu'ils veulent exprimer.

Le mot « détente » paraît entrer dans cette catégorie. Si on l'applique à la diplomatie, il rassure ; s'il désigne une pièce essentielle d'une arme à feu, il fait peur.

Voilà pourquoi, depuis qu'on nous parle de détente, je redoute que certains ne cherchent, en la poursuivant dans les rencontres internationales les plus farfelues, à découvrir le meilleur moyen d'appuyer sur elle à titre expérimental.

PIERRE DEBASSAC.

« LA TROISIÈME VAGUE », D'ALVIN TOFFLER

Vers la « démassification »

M. Alvin Toffler aime enfoncer des clous. *Le Choc du futur* avait frappé l'opinion il y a dix ans par ses thèses non conformistes. Pour l'analyste américain, nous allions tourner le dos à la standardisation, le rythme du changement avait parfois des conséquences plus importantes que sa direction, « l'hyperchoix », c'est-à-dire la faculté de se déterminer selon des voies de plus en plus nombreuses, *déclenchait* des traumatismes, mais, tous comptes faits, l'avenir était plutôt séduisant si l'homme apprenait *mieux à s'adapter.*

Une décennie a passé. Des menaces nouvelles sont apparues, mais l'auteur persiste et signe. *La Troisième Vague* déroule sans complexe *ses six cents pages*, mais cette fois l'auteur s'intéresse davantage au cap qu'à l'allure du changement. Comme il ne se pique pas de géopolitique, et qu'il met entre parenthèses les risques de conflagration, sa tâche est évidemment plus aisée. Le « *toutes choses égales par ailleurs* » est commode. Mais comment travailler si l'on ne se protège pas contre les cavaliers de l'Apocalypse ou le brouillard des probabilités irrationnelles ? Aussi A. Toffler demande-t-il honnêtement une sorte d'acte de foi à son lecteur, ce qu'il appelle la « *prémice révolutionnaire* » : un futur sain et désirable est du domaine du possible.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 42.)

Le Monde

idées

LE « NON » DES QUÉBÉCOIS

Les Québécois ont donc répondu non, de manière très nette, à la question pourtant fort prudente qui leur était posée par leur gouvernement sur la « souveraineté-association ». Pourquoi ? Pierre de Menthon met en cause la « trahison des notables » ; Jacques Thibau, l'américanisation. Pour Pierre Guillaume, il s'agit d'un vote « courageux », qui dissipe un « rideau de fumée » et rend l'espoir à ceux qui ont entrepris de bâtir, avec le Grand Canada, une « Amérique différente ». Pour Jacques Cellard aussi les Québécois ont mieux à faire que de regarder en arrière.

Mieux à faire

par JACQUES CELLARD

L'IMPORTANCE du non au référendum était dans l'ordre des choses. On a trop oublié ici que l'ampleur des alternances électorales au Canada, et par conséquent au Québec, tient au scrutin uninominal à un tour.

En ce sens, 1980 répète 1973 : l'effondrement du P.Q. à l'époque, et la victoire outrageusement totale du parti libéral n'ont signifié rien de plus, ni rien de moins, que le retournement de 1976. La sympathie, la mauvaise conscience que connaissent à l'égard du Québec tous les Français qui l'ont approché, les analyses lyriques, ont fait penser que l'accession triomphale du P.Q. au pouvoir, en 1976, ouvrait une ère nouvelle pour le Québec.

En fait, bien des indépendantistes ou des péquistes et le plus grand nombre de leurs amis français ont refusé de voir que l'excès de 1976 corrigeait celui de 1973, mais que les données fondamentales du problème ne changeaient pas au rythme brutal des scrutins.

Ce qui est vrai du passé l'est de l'avenir. Les perdants du oui reviendront avant la fin de cette année devant le corps électoral. Rassuré sur les suites possibles d'un maintien au pouvoir du P.Q., et plutôt satisfait somme toute de son comportement, l'électorat francophone se fera très probablement un devoir de remettre les choses en l'état antérieur. La décision appartient à ce cinquième de la population électorale du Québec francophone qui, en refusant jusqu'à l'isoloir d'afficher un choix pour le non fait depuis beau temps, a rendu possible les anticipations les plus déraisonnables, avant de transformer un « sursis à statuer » en un verdict sans appel.

Sans appel, il faut bien le reconnaître. Depuis 1976, pour rendre le oui accessible aux inquiets, la question posée a été édulcorée, au point de ne plus guère offrir que l'occasion de manifester sans trop de risques une adhésion sentimentale à l'idée d'un Québec indépendant.

Une improbable « nouvelle donne »

En dépit de ces prudences, « ça ne s'est pas arrangé avec le gars des vues ». Quant à une « nouvelle donne », elle est hautement improbable. Les modifications prévisibles vont plutôt dans le sens d'une intégration de plus en plus grande de cette société dans l'ensemble nord-américain, et, par voie de conséquence, canadien.

Les amis du Québec ne devraient pas souhaiter un recommencement plus ou moins lointain de l'épreuve, même avec des chances de succès. Les Français un peu familiers de « là-bas » ont tous, en parts égales, de très chaudes et intelligentes amitiés dans l'un et l'autre camps. Discrètement attentifs, ils n'ont pu qu'assurer leurs amis du oui comme ceux du non que, en tout état de cause, et quelle que soit l'issue du référendum, ils restaient plus disposés que jamais à collaborer avec eux à toutes les entreprises qui aideront la culture et le mode de vie québécois-français à résister à la formidable pression nord-américaine.

Le référendum a obligé les Québécois à « sortir le cadavre du placard », ce qui n'est pas toujours une bonne chose ; il a fait vivre trop de familles de là-bas, dans une atmosphère d'affaire Dreyfus pour que personne ne puisse envisager de gaieté de cœur de « remettre ça » un jour.

C'est précisément à travers cette « affaire Dreyfus québécoise » que les questions essentielles pourraient être posées. Non pas par nous : quoi qu'il fasse, il manquera toujours à un Français, pour analyser les problèmes du Québec, le vécu de chaque jour. Loin d'aider à la compréhension, la communauté de langue la perturbe. Vivant encore dans une société à une langue les Français intéressés se partagent entre deux perceptions du Québec : pour les uns, une communauté que l'emploi d'une autre langue rend foncièrement différente des communautés anglo-saxonnes et qui, par conséquent, doit devenir indépendante si elle ne veut pas être assimilée, disparaître en tant que telle. Pour les autres, une communauté qui ne diffère de celles qui l'entourent que par la langue maternelle (le français), et très peu par la langue des relations de travail, dans la mesure où le caractère foncièrement nord-américain de la communauté québécoise francophone lui interdit d'ignorer la langue sur-majoritaire de l'ensemble nord-américain.

La réalité québécoise n'est pas si simple. Parler de « peur », de refus de la vie, à propos des partisans francophones du non, c'est se refuser à prendre en compte la réalité du dynamisme bi-culturel, et le plus souvent bilingue, du Canada central : Ontario et Québec, Montréal et Toronto. C'est prétendre rejeter hors de l'histoire à faire, les francophones et les anglophones qui, de chaque côté de la rivière des Outaouais, peinent, parfois tragiquement, à faire la démonstration que ce qui a été tissé par l'histoire, et trop longtemps subi, pourra un jour être accepté et assumé.

En ce sens, c'est aux anglophones du Québec et de l'Ontario (et du Nouveau-Brunswick dès aujourd'hui), qu'il revient maintenant de faire basculer le destin du Canada vers l'affirmation concrète, quotidienne et active, du respect pour l'Autre et de sa solidarité avec lui.

Les vrais problèmes du Canada ne sont déjà plus là. Ils s'appellent Alberta ou Colombie britannique. Alors que les nationalismes empoisonnent de plus en plus dangereusement la planète, les Canadiens anglais en premier lieu, et les Québécois, ont mieux à faire que de regarder en arrière.

La sève figée

par PIERRE DE MENTHON (*)

UNE fois de plus, les notables ont trahi. Par toutes sortes de moyens, la peur a été distillée, qui glace, fige, et interrompt ce qui était un mouvement naturel, une sève qui sourd de l'arbre au printemps, après un trop long hiver.

Le drame du Québec a toujours été que la puissance fédérale, disposant de l'argent, des principales entreprises, des médias et d'une longue tradition de prestige et d'autorité, trouve, au Québec, non seulement l'aide quasi évidente des anglophones, mais celle d'un bon nombre de dirigeants et de cadres canadiens français, entourés d'une large clientèle, qui voit dans le statu quo la sauvegarde de ses biens et de sa sécurité.

Cette crainte de perdre ce qu'elle a, d'avoir à supporter une baisse du niveau de vie, finit par être prédominante chez une foule de gens qui prennent trop facilement pour acquis ce que lui répètent à longueur de journée les responsables fédéraux, à commencer par le premier ministre du Canada, lui-même Québécois.

Rien n'aurait dû paraître plus suspect que l'assertion sans cesse répétée que toute négociation était impossible, alors que Ottawa non seulement s'est toujours refusé à la tenter, mais s'est efforcé bien souvent, au contraire, de renforcer la centralisation.

Quant à l'argument économique, il est archi-faux, puisque le Québec est particulièrement riche en ressources naturelles, que ne cesseront d'apprécier les autres provinces et les Etats-Unis.

Le P.Q. doit s'implanter

Non, le changement effraie, à lui seul. Ceux qui sont en place n'ont pas de peine à dramatiser, en les déformant, les moindres conséquences de ce qui n'est pourtant qu'une évolution, et non une révolution. Une part de la population, dans le doute et l'inquiétude du lendemain, préfère se limiter à ce qu'elle connait et n'aurait garde de sauter le pas. Il vaut mieux tenir que courir.

Il semblait pourtant que ce carcan de la peur avait été quelque peu desserré, avec l'arrivée du parti québécois au pouvoir. Celui-ci avait fait la preuve de sa maturité, de son habileté à gouverner. Il avait écarté tout geste qui aurait pu inquiéter.

Mais cela ne pouvait suffire. Après douze ans d'existence seulement et un électorat qui ne dépassait pas 41 %, il reste au P.Q. à s'implanter plus profondément, à élargir son audience, en particulier chez les plus âgés et chez les plus jeunes, ainsi que dans des milieux difficilement accessibles comme celui des affaires. Il convient aussi de s'introduire dans certains bastions, comme le domaine quasi réservé de l'information.

Je ne doute pas que le parti québécois y arrive, s'il persévère dans l'unité et la continuité, car il bénéficie de nombreux talents et d'un enthousiasme encore ardent. Il n'est que d'entendre René Lévesque pour s'en convaincre. Le P.Q. a surmonté déjà beaucoup d'épreuves.

Il a survécu et s'est développé. René Lévesque et ceux qui l'entourent ne se sont jamais découragés. L'échec ne devrait pas les atteindre dans leur fondement. Le temps est encore devant eux. Des occasions plus favorables se présenteront. Ottawa devra tenir compte de cette volonté inébranlable et ne pourra pas indéfiniment repousser des ouvertures.

Il est vrai cependant qu'à plus long terme le temps ne travaille pas forcément en faveur du Québec. Par suite des données démographiques et de l'immigration, la part de la population de langue française au Canada s'amenuise. Le combat constant, vigilant, indispensable, pour défendre la langue parlée par six millions de francophones, qu'entourent sur ce continent deux cent millions d'anglophones, risque d'être épuisant et de ne pouvoir être indéfiniment soutenu, à défaut d'un gouvernement ayant les coudées franches au Québec.

C'est là un aspect qui donne de l'urgence à la souveraineté-association prônée par le P.Q. Baisser les bras, il ne peut en être question, puisque tout l'avenir du Québec est en cause. Le problème est si essentiel pour l'identité québécoise, touchant à l'être ou au non-être, qu'il sera fatalement repris d'ici peu et dans des circonstances qui, cette fois-ci, ne pourront que déboucher sur la réussite.

Il n'est guère d'exemple dans une démocratie qu'un peuple ne trouve pas les moyens d'affirmer ses droits, et de les faire valoir. Les forces de vie finissent par l'emporter. La sève jaillit, la source trouve son chemin.

Les Français se sont tus au cours de la campagne du référendum pour ne gêner en rien la libre expression des opinions québécoises. Mais que nos frères et amis du Québec le sachent, nous sommes avec eux dans la peine comme nous le serons dans la joie.

(*) Consul général de France à Québec, de 1967 à 1972.

Vaincu par l'américanisation

par JACQUES THIBAU (*)

CE que tout le monde savait est arrivé : les 17 % d'anglophones du Québec ont répondu non. La défaite n'est pas dans ce vote attendu, elle est dans le refus d'un francophone sur deux de suivre René Levesque.

Pourquoi tous ces noms si français du Québec égrenaient-ils tristement, dans la nuit du 20 mai, la victoire du non ? En réalité, le projet québécois d'affirmation de l'identité personnelle et collective dans le cadre d'une communauté nationale se heurtait à ce qui ne pouvait que le nier : l'américanisation du Québec.

Pendant deux cents ans, le Canadien français avait su résister à la domination britannique. Il s'était conservé dans un cocon traditionnel, religieux et nataliste. Depuis vingt ans, il s'ouvrait au monde et de son long sommeil surgissait une créativité qui nous surprenait, nous touchait, nous entraînait.

Mais cette ouverture avait lieu au moment où la puissance et la force de l'américanisation déferlaient sur le monde. Comment le Québec, si proche de l'Amérique y aurait-il résisté, alors que nous, de l'autre côté de l'Atlantique, y succombions peu à peu ?

L'américanisation est contradictoire avec tout autre projet national que celui des Etats-Unis d'Amérique. En dehors de ceux-ci, elle est d'abord mise en route d'un fantastique rouleau compresseur qui nivelle les spécificités, les particularités, les identités. Peut-être les sociétés étrangères, une fois tout à fait américanisées, connaîtront-elles la divinité dont depuis Tocqueville nous parons l'Amérique. Aujourd'hui, l'américanisation demeure d'abord le fameux « melting-pot », c'est-à-dire l'homogénéisation.

Phénomène contradictoire avec la perspective de l'identité québécoise, René Levesque n'a pas été vaincu par les vieux Britanniques de Montréal, mais par l'américanisation de la société du Québec. La puissance économique est américaine, le pouvoir idéologique également. Ce sont eux qui ont gagné. Pierre-Eliott Trudeau a été leur agent, beaucoup plus que le représentant d'un hypothétique Canada fédéraliste.

Pourquoi un pays où les moyens de communication de masse commencent par explorer tous les chemins de la créativité mais finissent par diffuser les séries de télévisions américaines à longueur de journée s'engagerait-il dans un projet national ?

Pourquoi un pays où le contrôle de l'économie par quelques firmes américaines contribue à entretenir dans le chômage assisté une large part de la population active soutiendrait-il une volonté nationale ?

Pourquoi une jeunesse, pour laquelle l'américanisation coïncide souvent avec la marginalité, croirait-elle à un avenir collectif basé sur une identité qui s'estompe ?

Le sentiment qui nous a submergé mardi dernier lorsqu'est tombé le résultat était beaucoup plus qu'une quelconque tristesse à l'égard de nos cousins d'outre-Atlantique. Il était la conviction que dans le cadre de l'américanisation il n'y avait pas d'avenir spécifique, pas plus pour nous et pour l'Europe que pour le Québec.

Pourtant, au milieu de la nuit, j'entendis qu'une ville avait donné une proportion convenable aux « oui » : Sherbrooke. Il y a quelques années, j'avais assisté, dans cette agglomération limitrophe des Etats-Unis, à un dur combat entre les habitants québécois et les propriétaires d'un réseau de télévision par câble. Celui-ci était conçu par les premiers comme un moyen de créer une télévision communautaire, lieu d'échange et d'expression pour la population francophone, alors que les seconds entendaient le faire servir à la diffusion commerciale des séries et des films américains.

L'âpreté de la lutte m'avait montré que, au milieu d'une américanisation ambiante, la revendication de l'identité et de la spécificité restait forte. Elle le demeure, aujourd'hui comme hier. Encore faut-il bien mesurer ce qui s'oppose à elle et ce qu'elle doit combattre. Sur ce plan, la défaite du 20 mai peut nous servir de leçon.

(*) Auteur de la *France colonisée*.

Canadiens français

par PIERRE GUILLAUME (*)

LES prises de position se sont multipliées tant dans la presse que dans le monde politique français à l'approche du référendum québécois. Beaucoup ont frôlé l'indécent et l'absurde. Il y a indécence en effet à vouloir dire aux Canadiens français comment ils doivent voter. Il y a absurdité à suggérer que l'honneur de la France puisse être, d'une quelconque manière, servi par l'accession du Québec à l'indépendance.

Tant de réactions passionnelles vont inciter aujourd'hui à produire des commentaires fallacieux d'une consultation populaire dont les résultats sont pourtant sans ambiguïtés ; non seulement le vote québécois est clair, mais il est cohérent : lorsqu'en novembre 1976 le Parti québécois a été porté au pouvoir à Québec, il l'a été, non pas sur un programme indépendantiste, mais sur une promesse de gestion plus efficace et plus honnête d'une province blessée par les échecs du gouvernement libéral de M. Bourassa.

Dans une conjoncture bien difficile, M. Lévesque, s'il n'a pu tenir toutes ses promesses, n'a pas pour autant déçu, et ce n'est pas sur son action économique et sociale qu'il est aujourd'hui désavoué. Des sondages déjà anciens avaient montré que les indépendantistes d'intention n'atteignaient jamais au Québec la base des 20 %. On l'avait oublié, mais les Québécois, dans leur cohérence, se sont refusés à courir l'aventure que pouvait leur ouvrir une formule délibérément floue et ambiguë. Ils n'ont pas voulu accorder un blanc-seing à des hommes dont, très majoritairement, ils ne partagent pas les arrière-pensées d'indépendance.

Un vote courageux

Cohérent, le vote québécois est aussi courageux, alors que les nationalismes se substituent un peu partout aux idéologies défaillantes. Il fallait une grande maturité pour résister aux promesses aussi vagues que flatteuses contenues dans un espoir d'indépendance rendu plausible par les immenses potentialités du Québec. C'est un pari ambitieux que de vouloir faire, avec les autres Canadiens, du Canada une Amérique différente, terre d'abondance certes, mais aussi de démocratie.

Quel contraste avec le jeu lamentable des rivalités intra-européennes !

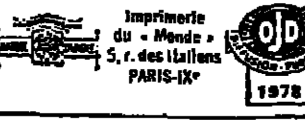
Un rideau de fumée se dissipe, mis en place par les seuls Québécois qui aient une réelle audience en France, les membres de cette intelligentsia formée dans les universités hâtivement rénovées des années 60 et devenue, au milieu des années 70, classe de gouvernement. Elle n'était pas aussi représentative que l'on voulait le croire ici du sentiment démocratique québécois. Elle n'est pas non plus exclusive, et il est temps que soit perçu le terrorisme idéologique qu'elle faisait régner au Québec, où des esprits remarquables étaient condamnés au silence sous le soupçon d'une véritable trahison ; M. Ryan lui-même ne nous a-t-il pas été présenté comme vendu à l'impérialisme anglo-saxon !

Accepter le vote québécois, c'est, pour bien des observateurs français, qui rêvaient d'être quelque peu acteurs, accepter la différence. C'est admettre que l'on puisse être francophone sans le chauvinisme, qui fait partie de notre tradition. C'est comprendre que l'on puisse être Canadien français, héritier non pas d'une, mais de deux traditions, dont on peut toujours espérer qu'elles débouchent sur une synthèse novatrice.

Nous percevons mal la complexité d'un monde francophone, dès lors qu'il ne s'inspire plus directement de l'exemple hexagonal. Dans le cas présent, nombreux seront les beaux esprits déçus que les Québécois n'aient pas voulu tenté l'aventure que leur promettait une idéologie nationaliste sommaire. Ce refus est pourtant la marque de la personnalité canadienne française ; elle est manifestation d'authenticité de ces francophones d'Amérique, plus à même que jamais de négocier seuls leur propre destin avec les autres Canadiens.

(*) Directeur du Centre d'études canadiennes, université de Bordeaux - I.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Ouganda

A SIX MOIS DES ÉLECTIONS

Le retour de l'ancien président Milton Obote divise le pays

Ancien président de l'Ouganda, renversé en 1971 par le *maréchal Idi Amin, M. Milton Obote devait regagner* ce mardi 27 mai son pays, après neuf ans d'exil en Tanzanie. Ce retour de l'ancien président divise profondément l'Ouganda. D'un côté, des milliers de partisans ont déjà fait route vers la ville frontalière de Bushenyi, au sud du pays, où M. Obote doit participer à une manifestation du Congrès populaire ougandais dès son arrivée de Tanzanie. De l'autre, des rumeurs de grèves de protestations courent à Kampala, où il n'est pas populaire. M. Obote aurait l'intention de rester à Bushenyi quelques jours avant de se rendre dans la capitale.

L'homme de la seconde chance

Si, en politique, la patience est l'art d'espérer, celle dont fit preuve M. Milton Obote trouve aujourd'hui sa récompense. Neuf années d'exil en Tanzanie : c'est une bien longue attente pour un personnage aussi avide de pouvoir et si imbu de sa légitimité. « Je suis un peu comme le capitaine d'un navire, *redisait-il voici* quelques semaines. Je rentrerai le dernier au pays. »

Ses amis politiques, civils et militaires, installés depuis peu aux commandes du pays, ont, il est vrai — et quoiqu'ils s'en défendent, — fait place nette pour l'accueillir. Sans doute voient-ils en lui le seul homme capable de restaurer la stabilité et de forger l'unité nationale. Ses détracteurs fort nombreux, remâchent leur rancune et lui refusent « une seconde chance ». *En regagnant l'Ouganda, l'ancien président retrouve, intactes, les passions qu'il suscitait naguère.*

Depuis un an, M. Obote ne songeait qu'au retour, alors que les nouveaux dirigeants s'entre-déchiraient, aussi impuissants à rétablir la sécurité qu'à relancer l'économie. L'exilé de Dar-Es-Salaam multipliait les contacts avec ses « hommes de l'intérieur » *et remettait en route son parti. L'U.P.C. (Uganda People's Congress) est aujourd'hui la mieux structurée des formations politiques ougandaises. Nul doute qu'elle le choisira comme candidat à l'élection présidentielle de décembre. Il lui fallait revenir en mai au pays pour pouvoir justifier d'au moins six mois de résidence en Ouganda au moment du scrutin.*

Dans la course au pouvoir qui s'engage dès maintenant, M. Obote dispose de maints atouts : la présence d'alliés à la tête de l'Etat — une bonne moitié des ministres lui sont favorables, — la forte implantation de son parti, la lassitude de la population aspirant à l'ordre. A cinquante-cinq ans, il a la stature d'un vétéran auprès de qui les autres politiciens ougandais font figure d'amateurs ou de débutants.

Qu'il ait ou non eu partie liée avec les auteurs du coup d'Etat, ceux-ci lui ont laissé le champ libre. Il n'est pourtant pas sûr que le putsch l'ait totalement comblé d'aise. Renversé par l'armée, il ne tient pas outre mesure à ce que ses chefs lui tiennent l'étrier. Ne serait-ce que pour ne pas être plus tard leur obligé. « Je n'accepterai aucun poste de la commission militaire, *affirmait-il récemment.* Je m'adresserai directement au peuple. »

Mais pourra-t-il faire oublier les excès commis du temps où il régnait en maître ? Le coup de force de 1966, la brutale mise au pas de ses adversaires, la répression des intellectuels, le recours fréquent à la détention préventive, la suppression du multipartisme, « les arrestations arbitraires et la mise en place d'un système policier, ce n'est pas Amin qui les a inaugurés, tout cela, c'est Obote », *nous rappelaient l'an dernier les étudiants de Makerere. Abus de pouvoirs, mais aussi contradictions : l'ancien président affirmait vouloir extirper le tribalisme, mais il avait des faiblesses pour les* « gens du Nord ».

Son plus lourd handicap réside dans l'hostilité des Bougandais qui ne lui ont jamais pardonné l'humiliation infligée au kabaka (roi). A cause d'elle, M. Obote ne disposera jamais d'une assise nationale. A-t-il, à la faveur de l'exil, médité les leçons de son règne ? Dans un quartier chic de Kololo, l'une des sept collines de Kampala, une grande villa, fraîchement repeinte en jaune, attend l'ancien président. Est-ce la dernière étape vers le retour à State House, la résidence présidentielle qui surplombe le lac Victoria ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

République Sud-Africaine

ARRÊTÉS LORS D'UNE MANIFESTATION

Cinquante-deux religieux ont été détenus pendant une nuit par la police

De notre correspondante

Johannesburg. — Cinquante hommes d'Eglise de toutes races et de plusieurs religions ainsi que deux femmes ont été arrêtés lundi matin 26 mai alors qu'ils *marchaient* vers John Vorster Square, le quartier général de la police de Johannesburg, pour protester contre l'arrestation samedi du Révérend John Thorne, ministre de l'Eglise de la congrégation et ancien secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises. Revêtus de leurs habits religieux, portant croix, chapelets et Bibles, chantant des hymnes religieuses, les cinquante-deux hommes et femmes, anglicans, méthodistes, presbytériens, congrégationnistes ou catholiques, ont défilé lundi matin dans le centre de Johannesburg.

Peu intimidés par la volonté pacifique de cette manifestation et par le haut rang de plusieurs des manifestants, la police, en tenue de camouflage, somma ceux-ci de se disperser et les embarqua dans ses fourgons lorsqu'ils ne se plièrent pas aux ordres. Les passants qui refusaient de circuler reçurent des coups de matraque.

Ironiquement, tandis que l'évêque Desmond Tutu, actuel secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises, l'évêque anglican Timothy Bavin, le secrétaire général de l'Eglise presbytérienne, Chris Aitken, celui de l'Eglise unie de la congrégation, et d'autres manifestants, ont passé la nuit au poste de police avant de comparaître pour attroupement illégal, le Révérend John Thorne a été libéré lundi après-midi.

Bien que la police n'ait pas justifié l'arrestation du Révérend Thorne, celle-ci semble liée au discours qu'il a prononcé récemment en faveur des lycéens métis qui manifestent contre la ségrégation et la discrimination raciale dans l'enseignement.

Les grèves continuent à travers le pays dans les établissements métis, indiens et même noirs au Cap, à Durban et à Port-Elizabeth. La police procède quotidiennement à des arrestations tant parmi les étudiants que parmi les sympathisants des grévistes. — C. Ch.

● *Le sergent-chef Samuel Doe,* chef de l'Etat libérien, est arrivé lundi 26 mai à Lomé pour prendre part au sommet des chefs d'Etat membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'ouvre ce mardi dans la capitale togolaise. Le sergent-chef Doe a voyagé en compagnie de M. Ahmed Sekou Touré, chef de l'Etat guinéen. Quatre autres chefs d'Etat membres de la CEDEAO se trouvent actuellement à Lomé. Il s'agit des présidents Sangoule Lamizana (Haute-Volta), Mathieu Kerekou (Bénin), Seyni Kountche (Niger) et Leopold Sedar Senghor (Sénégal). — *(Reuter.)*

AMÉRIQUES

El Salvador

LES MOUVEMENTS DE GRÈVE SE MULTIPLIENT

San-Salvador *(A.F.P., U.P.I.).* — Trois mille employés des tribunaux ont décidé le lundi 26 mai d'entamer une grève illimitée, pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail ainsi qu'une assurance-vie.

Selon la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens, trente syndicats, comptant plus de quarante mille affiliés, sont désormais en grève. Il s'agit, notamment, des employés des égouts et des chemins de fer, ainsi que des instituteurs.

Pour leur part, environ sept cents médecins ont déclaré qu'ils poursuivraient leur grève pour une durée indéterminée, en signe de protestation contre l'enlèvement, suivi d'assassinat, de deux de leurs confrères. Le mouvement, qui touche quatorze hôpitaux et deux cents dispensaires, a obtenu le soutien du nouvel archevêque de San-Salvador, Mgr Rivera y Damas, qui a, lors de son homélie dominicale, demandé que la haine *« respecte la neutralité des hôpitaux ».*

Dans un communiqué envoyé à la presse locale, l'Armée pour le salut du Salvador (E.S.S.), organisation formée la semaine dernière et qui regroupe tous les mouvements d'extrême droite du Salvador, a menacé d'exécuter les journalistes considérés comme *« alignés sur la gauche »* dans le pays. *« Le Salvador sera la tombe des communistes. Prépare-toi à la creuser »,* déclare le communiqué.

Trois francs-tireurs des Forces populaires de libération (F.P.L.) qui avaient attaqué une voiture de police ont été tués le 26 mai. Cinquante soldats, quatre voitures blindées et un char d'assaut ont participé à l'opération.

République Dominicaine

DEUX ANS APRÈS SON ÉLECTION

Le président Guzman s'efforce de ne pas déplaire à Washington

De notre envoyé spécial

Saint-Domingue. — *« Guzman et le changement. »* A en juger par l'ambiance plus détendue qui règne aujourd'hui à Saint-Domingue, ce slogan électoral sans grande originalité n'était pas tout à fait un vain mot. Deux ans après l'élection de M. Antonio Guzman à la présidence de la République, il a commencé à se traduire dans la réalité. En premier lieu par le rétablissement des libertés formelles. Ainsi une amnistie générale a permis la libération de quelque deux cents prisonniers politiques, les lois d'exception ont été levées et les partis d'opposition jouissent de toutes les garanties constitutionnelles.

Dans une Amérique latine où les droits fondamentaux sont trop souvent bafoués, ces premiers résultats ne sont pas négligeables. Pour renouer avec les normes démocratiques, il a d'abord fallu faire respecter le principe de l'alternance après douze ans de « règne » du président Joaquin Balaguer. Devenu membre de l'Internationale socialiste en 1976, le parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.), qui était alors la principale formation d'opposition, avait usé de ses relations extérieures pour assurer la régularité du scrutin. Une délégation de l'Internationale socialiste s'était d'ailleurs rendue sur place pour suivre le déroulement du vote, et les pressions des Etats-Unis n'ont sans doute pas été de trop pour imposer le verdict des urnes puis la passation normale du pouvoir.

Dans un pays encore marqué par le souvenir de l'intervention des « marines » en 1965, le président Guzman s'est employé à consolider ce fragile retour à la démocratie. *« Son principal souci* nous confiait avec franchise l'un de ses conseillers, *est davantage de mener à terme son mandat constitutionnel que de bouleverser les structures. »* A toutes fins utiles, l'une des premières mesures du nouveau président avait été de mettre à la retraite ou d'envoyer en mission à l'étranger une cinquantaine de généraux et de colonels. En même temps, il a multiplié les gestes d'apaisement pour se concilier les bonnes grâces des militaires.

Mais, en composant avec les milieux conservateurs, le chef de l'Etat se trouve parfois en porte à faux avec son propre parti. Particulièrement déçue dans ses espoirs de réforme, la base populaire du P.R.D. ne parvient guère à se reconnaître dans le pragmatisme prudent de ce grand propriétaire terrien. Des frictions n'ont d'ailleurs pas tardé à apparaître entre le président de la République et M. Pena Gomez, l'incontestable leader du parti et artisan de son affiliation à l'Internationale socialiste.

Divergences avec les syndicats

La gauche du P.R.D. dénonce l'influence que certains secteurs de droite continuent d'exercer sur la politique gouvernementale, et M. Pena Gomez est allé jusqu'à accuser le président d' *« oublier le programme du parti ».* Autre pomme de discorde, partisans et adversaires de M. Guzman s'affrontent au sein du P.R.D. à propos d'une éventuelle nouvelle candidature de l'actuel président aux élections de 1982. Des divergences sont également perceptibles avec les syndicats, dont les dirigeants ont été arrêtés et des manifestations interdites.

Avec un chômage endémique et les séquelles du cyclone David qui a dévasté les deux tiers du pays en août dernier, l'avenir économique reste incertain. Le gouvernement ayant déjà hérité d'une situation financière précaire, la République Dominicaine doit désormais dépenser autant pour ses importations de pétrole qu'elle perçoit pour ses exportations de sucre. La République Dominicaine n'échappe cependant pas complètement aux tensions perceptibles dans la région ni à la psychose anticommuniste qui a gagné les dirigeants d'autres pays depuis l'arrivée des sandinistes au pouvoir au Nicaragua. Ainsi, le thème d'une prétendue menace de subversion communiste revient régulièrement dans les commentaires de la presse et les déclarations des hommes politiques. Répondant à ses détracteurs de droite, le président Guzman a toutefois nié qu'il y ait *« une infiltration communiste dans l'administration et les services gouvernementaux ».*

Quitte à s'attirer les foudres de la gauche, le chef de l'Etat prend également soin de ne pas déplaire à Washington. Ainsi vient-il d'apporter son appui à l'initiative du président Carter de boycotter les Jeux olympiques de Moscou. Autre signe du maintien de rapports privilégiés avec les Etats-Unis, la visite au début de l'année, à Saint-Domingue, du général Robert Schweitzer, directeur de la stratégie, des plans et de la politique de l'armée américaine. Lors de son séjour, le général avait renouvelé les promesses d'appui des Etats-Unis à la *défense de la souveraineté* de la République Dominicaine. Rejetant certaines critiques des milieux de gauche, le président Guzman avait démenti l'éventuel établissement d'une base militaire américaine en République Dominicaine. En revanche, il a admis *que son gouvernement était en* train de négocier des fournitures d'armes nouvelles pour la modernisation des forces armées.

A propos de l'avenir des rapports avec Cuba, le président dominicain a clairement fait savoir que son gouvernement n'avait pas l'intention de rétablir des relations diplomatiques avec La Havane, même s'il envisageait d'instituer des échanges culturels et commerciaux avec certains pays d'Europe orientale.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

États-Unis

Renonçant à sa candidature à l'investiture républicaine

M. Bush se rallie à M. Ronald Reagan

Houston *(A.F.P.).* — M. George Bush a annoncé, lundi 26 mai, à Houston (Texas), qu'il n'était plus candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle du 4 novembre prochain et qu'il allait désormais aider M. Ronald Reagan à battre M. Jimmy Carter. La décision de M. Bush, âgé de cinquante-six ans, ancien représentant du Texas, ancien ambassadeur auprès des Nations unies, ancien chef du bureau de liaison américain à Pékin et ancien directeur de la C.I.A., n'a guère surpris. Il avait déjà renoncé à disputer à M. Reagan l'élection primaire de Californie et n'avait plus assez d'argent pour mener une campagne active dans les autres Etats qui tiendront des primaires le 3 juin.

Devant des centaines de ses partisans déçus, M. Bush a déclaré qu'il avait déjà envoyé un télégramme de félicitations à M. Ronald Reagan pour sa *« superbe victoire »* dans les élections primaires précédentes du parti républicain. Il était le dernier candidat à avoir résisté à l'avance de l'ancien gouverneur de Californie. Le plus important maintenant, a-t-il dit, est que les républicains soient *« unis pour sauver notre pays de l'incompétence, de la faiblesse et de l'absence de direction de Jimmy Carter ».*

« Je n'ai jamais abandonné un combat de ma vie, a dit M. Bush avec émotion, *mais je sais compter jusqu'à 998... et ma campagne est terminée. »* Le candidat du parti républicain doit obtenir au moins 998 mandats de délégués pour avoir la majorité des voix à la Convention nationale du parti. La plupart des pointages accordent déjà plus de 1 000 mandats à M. Reagan.

M. Bush, qui est un conservateur plus modéré que M. Reagan, avait remporté, depuis le début de l'année, quelques succès dans les élections primaires, notamment dans les grands Etats industriels du Michigan, de Pennsylvanie, ainsi qu'au Massachusetts. Mais il n'avait recueilli que 250 mandats environ, soit quatre fois moins que M. Reagan.

150 000 dollars de dettes

L'ancien directeur de la C.I.A. a indiqué qu'il demanderait à ses délégués de voter pour M. Reagan lorsque la convention nationale du parti républicain se réunira à Detroit à la mi-juillet.

M. Bush a fait preuve d'un agacement visible quand on lui a demandé, à nouveau, lundi, s'il accepterait d'être candidat à la vice-présidence à côté de M. Reagan. *« Je ne veux plus répondre à d'autres questions à ce sujet »,* a-t-il dit. Il figure néanmoins parmi les quatre ou cinq personnalités susceptibles d'être retenues par le candidat républicain à la présidence.

Dans son télégramme de félicitations à M. Reagan, M. Bush affirme : *« Je m'engage à soutenir de tout cœur les efforts d'un parti uni cet automne pour battre Jimmy Carter et faire élire non seulement un président républicain, mais des sénateurs, des représentants et des dirigeants locaux républicains qui travailleront à notre but commun de rétablir la confiance du peuple américain dans leur gouvernement et dans l'avenir de notre pays. »*

M. Bush n'a pas fait allusion, dans sa déclaration, aux difficultés financières éprouvées par sa campagne depuis que la victoire de M. Reagan a commencé à paraître inéluctable il y a plus d'un mois. Un membre de son entourage a indiqué qu'il avait déjà environ 150 000 dollars de dettes et qu'il aurait dû en emprunter 600 000 ou 700 000 de plus s'il avait voulu continuer à faire campagne jusqu'aux dernières élections primaires du 3 juin, même en abandonnant la Californie à M. Reagan.

Les autres candidats républicains qui se sont retirés depuis le début de la campagne électorale ont également promis de soutenir M. Reagan. La seule exception est M. John Anderson, représentant de l'Illinois, qui a décidé de se présenter comme candidat indépendant.

● *Le porte-parole du département d'Etat,* M. Hodding Carter, a annoncé, vendredi 23 mai, qu'il démissionnerait le 1er juillet prochain. M. Hodding Carter avait été nommé par l'ancien secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, qui a lui-même démissionné le 28 avril parce qu'il était en désaccord avec le raid décidé par le président Carter pour libérer les otages de Téhéran. — *(A.F.P.)*

● *Manifestations anti-nucléaires à Seabrook.* — Trente-huit personnes ont été arrêtées au cours des manifestations anti-nucléaires qui ont eu lieu du samedi 24 au lundi 26 mai devant la centrale en construction de Seabrook, dans le New-Hampshire. — *(A.F.P.)*

● *Un avocat de Washington* conteste la nomination de M. Fraser au conseil d'administration de Chrysler. M. Robert J. Hickey a introduit récemment une action devant le Conseil national du travail, visant à faire déclarer *« illégale »* l'entrée du président du Syndicat des ouvriers de l'automobile chez Chrysler, car, selon lui, il ne pourra pas faire preuve de toute la bonne foi requise lorsque, en tant que président du Syndicat de l'automobile, il négociera avec les autres constructeurs américains tels que Ford ou G.M. — *(A.F.P.)*

● ERRATUM. — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans l'article sur les émeutes de Miami (*le Monde* du 20 mai) que la police de la ville était en grande majorité noire. En réalité, la plus grande partie de ses membres sont des Blancs.

Canada

En visite à Ottawa

M. Lopez Portillo critique l'idée d'un « marché commun énergétique nord-américain »

Ottawa *(A.F.P., Reuter, U.P.I.).* — Le Mexique est opposé à la création d'un marché commun nord-américain entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, a déclaré, lundi 26 mai, à Ottawa, M. Lopez Portillo, président mexicain, au premier jour de sa visite au Canada. *« Il est impossible, dans les circonstances actuelles, de mettre sur pied une association économique régionale, qu'elle soit de nature générale ou plus particulièrement centrée sur les questions énergétiques »,* a déclaré M. Lopez Portillo, devant le Parlement canadien.

M. Lopez Portillo a estimé qu'une telle association servirait seulement les deux pays plus développés du Nord, qui *« font une consommation excessive de pétrole »* et *« ont un niveau de vie très élevé auquel le Mexique ne peut prétendre ».*

Plusieurs hommes politiques des Etats-Unis, notamment M. Ronald Reagan, avaient appelé de leurs vœux un « marché commun énergétique » entre les trois pays. En revanche, Washington s'était montré réservé et il a été précisé à Ottawa que la question n'avait même pas été abordée entre MM. Lopez Portillo et Trudeau.

Tout est fait des deux côtés pour souligner les bonnes relations qui règnent entre les deux pays, mais il semble que le Canada n'obtiendra pas, sur le plan pétrolier, les avantages qu'il avait espérés : la fourniture par le Mexique de 100 000 barils de pétrole par jour pendant dix ans contre l'achat de divers équipements (télécommunications, technologie électrique, nucléaire).

L'accord qui devrait être signé ce mardi sera sans doute un accord de principe, avec une possible assurance de livraison annuelle de 50 000 barils par jour, renégociable chaque année. Les Canadiens espèrent en outre pouvoir vendre leur réacteur nucléaire « Candu » (uranium naturel, eau lourde).

M. Lopez Portillo devrait quitter, mercredi 28 mai, le Canada, dernière étape d'un voyage qui l'a conduit en France, en R.F.A. et en Suède.

PROCHE-ORIENT

Israël

Reprochant à M. Weizman d'avoir « cherché à l'évincer »

M. Begin accuse le ministre démissionnaire de la défense de s'être posé en « seul homme de la paix » dans le gouvernement

De notre correspondant

Jérusalem. — Ce n'est pas seulement une démission, c'est une rupture qui, de l'avis général à Jérusalem, ne manquera pas de provoquer d'importants remous, non seulement en Israël mais aussi à l'étranger. L'ancien ministre de la défense, M. Ezer Weizman, en remettant, le 26 mai, sa lettre de démission à M. Begin, ne s'est pas contenté de remplir une formalité.

Dans les mêmes circonstances, il n'a pas voulu observer la même discrétion qu'avait eue M. Moshe Dayan, ancien ministre des affaires étrangères. Il s'est livré à une attaque très vive contre toute la politique du gouvernement, dénonçant plus particulièrement l'attitude du premier ministre. Immédiatement, M. Begin a répliqué en faisant publier une réponse à M. Weizman, sans même attendre que ce texte ne parvienne au destinataire. Le premier ministre a notamment accusé M. Weizman d'avoir cherché à *« l'évincer »*.

Dans sa lettre, M. Weizman déclare que le gouvernement et M. Begin ont *« conduit la nation dans un gouffre où elle vit dans un état de dépression qu'elle n'avait jamais connu »*, non pas parce que le cabinet a été confronté à des *« difficultés particulières »*, mais parce qu'il a fait preuve de son *« incapacité à gouverner »*.

Le ministre démissionnaire critique à la fois la politique économique et sociale et la façon dont la négociation avec l'Egypte a été menée. Sur ce point, il emploie les mots les plus durs, en sachant manifestement quels échos ils pourraient avoir aussi bien à Jérusalem qu'au Caire, à Washington et dans les capitales européennes, et c'est précisément ce qui a provoqué la riposte du premier ministre.

M. Weizman affirme qu'il était possible de faire des progrès décisifs dans les négociations sur l'autonomie et que le gouvernement israélien n'a pas saisi les occasions qui se présentaient, préférant *« marquer le pas »*. Cette accusation a été relevée avec une attention particulière dans les milieux politiques de Jérusalem, alors que l'Egypte vient d'interrompre les pourparlers en reprochant à Israël de ne pas jouer le jeu de la négociation.

Par ailleurs, M. Weizman n'a pas caché ses ambitions. En faisant ses adieux à l'état-major de l'armée, l'ancien pilote de chasse a déclaré qu'il *« redécollerait »* un jour, ajoutant qu'il ne savait pas encore dans *« quel avion »* et pour *« quelle destination »*.

Sur un ton dramatique exprimant toute sa colère, M. Begin a fait savoir, dans sa réplique, que M. Weizman avait agi avec une *« légèreté choquante »*. Il souligne qu'au sujet des négociations la *« gravité des accusations est incommensurable »*. M. Begin répond que *« rien »* ne permet de dire que le gouvernement israélien *« porte la responsabilité de l'absence de progrès dans le processus de paix »*. Il rappelle que c'est l'Egypte qui a décidé à *« deux reprises »* d'arrêter les discussions, après avoir présenté des exigences qui ne correspondaient pas aux accords de Camp David.

L'irritation de M. Begin est d'autant plus grande que les critiques de M. Weizman tombent à *« un très mauvais moment »*, reconnaît-on dans l'entourage du premier ministre. En effet, les dirigeants israéliens redoutent une initiative diplomatique européenne au Proche-Orient qui pourrait prendre forme lors du prochain *« sommet des Neuf »* à Venise.

M. Begin a fait en outre remarquer à M. Weizman : *« Une nouvelle fois, vous avez voulu apparaître, dans certains pays étrangers, comme le seul homme de la paix au sein d'un gouvernement dont les autres membres voudraient la faire échouer »*. Lorsque M. Begin affirme que M. Weizman a tenté de *« prendre sa place »*, il fait allusion à l'interview télévisée au cours de laquelle M. Weizman s'était déclaré en faveur d'élections anticipées (*le Monde* du 18 avril). Le premier ministre souligne que l'ancien ministre de la défense avait choisi précisément le jour où il se trouvait hors d'Israël pour une mission *« d'importance nationale »* auprès du président Carter.

FRANCIS CORNU.

En Cisjordanie

Regain de tension à Hébron

De notre correspondant

Jérusalem. — Hébron vient de connaître un soudain regain de tension. Le couvre-feu a été de nouveau imposé dans le centre de la ville au cours de la soirée du lundi 26 mai. Un jeune homme a frappé d'un coup de couteau un policier israélien qui participait à une patrouille. Le policier a été légèrement blessé à l'épaule. L'agresseur a réussi à prendre la fuite. Deux personnes qui se trouvaient sur les lieux ont été arrêtées par les autres membres de la patrouille. La population d'Hébron a subi un couvre-feu permanent pendant seize jours après l'attentat commis le 2 mai contre des colons israéliens.

D'autre part, l'adjoint au maire d'Hébron nommé par les autorités militaires pour remplacer le maire, M. Fahed Kawasmeh, expulsé le 3 mai, a déclaré qu'il acceptait seulement d'assurer la gestion des affaires courantes de la municipalité *« dans l'attente du retour de M. Kawasmeh »*.

Dans l'ensemble de la Cisjordanie, l'armée continue d'appliquer des méthodes très sévères pour réprimer les moindres troubles. A Jenine, quatre magasins ont été fermés le 26 mai parce que, dans le voisinage, des pierres avaient été lancées contre des véhicules israéliens. Près de Naplouse, les façades de trois maisons ont été murées et les familles qui les habitaient ont été évacuées, trois membres de ces familles étant accusés d'avoir lancé des cocktails Molotov sur des camions militaires. — F. C.

LA NÉGOCIATION ENTRE LE CAIRE ET JÉRUSALEM

Le ministre égyptien des affaires étrangères se félicite des déclarations du prince Fahd

« L'Egypte est prête à tendre la main à qui lui tend la sienne », a déclaré, lundi 26 mai, M. Kamal Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, commentant l'interview accordée par le prince Fahd Ben Abdel Aziz, prince héritier saoudien, au *Washington Post* (*le Monde* du 27 mai).

« Ces déclarations témoignent des efforts déployés par l'Egypte pour l'instauration de la paix au Proche-Orient », a ajouté M. Ali, se référant à la partie de l'interview où le prince Fahd déclarait : *« Le président Sadate a fait tout ce qu'il a pu, c'est aux Israéliens de montrer qu'ils veulent la paix. »*

M. Ali a enfin estimé que les déclarations du prince Fahd constituaient *« un message pour Israël confirmant que les Arabes sont prêts à se joindre aux négociations pour une paix globale au Proche-Orient »*.

Au sujet de la date du 26 mai, le ministre égyptien a déclaré : *« Nous espérions réaliser les objectifs fixés par les accords de paix, mais la position israélienne nous en a empêché. Les négociations doivent reprendre, mais dans des conditions meilleures que celles qui ont prévalu au cours de la dernière période. »*

Il a conclu en réaffirmant que Jérusalem-Est faisait partie intégrante de la Cisjordanie et que l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza devait être *« totale »*.

En revanche, le Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.) de M. Nayef Hawatmeh a réagi violemment aux propos du prince Fahd en affirmant que *« les cheikhs du pétrole n'ont pas le droit de parler au nom du peuple arabe en général et du peuple palestinien en particulier »*.

Dans une déclaration faite à Beyrouth, M. Bassam Abou Charif, l'un des responsables du F.P.L.P., a réaffirmé que *« Sadate a trahi la cause arabe »* et que *« ceux qui rejoindraient Sadate seraient eux-mêmes des traîtres à la cause arabe »*. — (A.F.P.)

Iran

Les émissaires de l'Internationale socialiste ont quitté Téhéran sur un constat des « divergences » au sein de l'équipe dirigeante

Les trois dirigeants de l'Internationale socialiste qui ont passé vingt-quatre heures à Téhéran, MM. Bruno Kreisky, Felipe Gonzalez et Olof Palme, ont quitté, lundi soir 26 mai, l'Iran, *« satisfaits »* de leurs entretiens, mais sans avoir rien obtenu en ce qui concerne les otages américains. Ils ont estimé avant leur départ qu'une solution à la crise sera trouvée dès que l'unanimité se dégagera au sein des milieux dirigeants de Téhéran.

Après avoir recueilli les avis des autorités et de l'opposition (au sein du Conseil de la révolution), les trois hommes politiques ont été d'accord pour affirmer qu'ils avaient constaté l'existence de *« plusieurs tendances »* parmi les dirigeants. Pour sa part, M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol, a reconnu que certaines personnalités iraniennes étaient des *« nationalistes »* et que d'autres étaient capables de *« déborder »* le cadre national.

L'existence de *« nuances »* et de *« différences »* a été soulignée par le chancelier Kreisky, qui a admis que certains dirigeants politiques affichaient moins *« d'ouverture et de compréhension »* que d'autres. De son côté l'ancien premier ministre suédois Olof Palme a tenu à rester optimiste. *« La multiplicité des tendances politiques que les Iraniens sont à même de comprendre,* a-t-il dit, *n'empêchera point que les choses s'achemineront peu à peu vers une solution. »*

Les trois vice-présidents de l'Internationale socialiste ont tous été d'accord pour souligner l'unanimité des dirigeants politiques iraniens dès lors qu'il s'agissait de préserver l'indépendance nationale. A ce propos, M. Felipe Gonzalez s'est déclaré *« persuadé que la neutralité — dans le cadre des relations Nord-Sud et non Est-Ouest — reste la meilleure solution pour l'Iran puisqu'elle correspond au sentiment de l'ensemble des Iraniens »*.

Cependant, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Sadegh Ghotbzadeh, a tenu à rappeler que *« la révolution iranienne entend pratiquer une neutralité active en luttant contre l'Est et l'Ouest et non pas passive, à la façon autrichienne »*. Il a ensuite réaffirmé *« qu'aucune solution pacifique ne pourrait intervenir et que toute médiation échouerait tant que les Etats-Unis n'accepteraient pas d'analyser les causes de la crise »*.

« La volonté des Etats-Unis a toujours rendu vaines les propositions faites par l'Iran pour résoudre, notamment, le problème des otages », a conclu M. Ghotbzadeh.

Un appel de dirigeants kurdes

Le parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.) avait lancé lundi un appel à la délégation de l'Internationale socialiste pour qu'elle demande aux autorités iraniennes *« de mettre fin au massacre, au bombardement et au blocus économique du Kurdistan »*.

Dans un communiqué publié à Téhéran, le P.D.K.I. rappelle les combats au Kurdistan où *« près de deux mille personnes ont été tuées dans la seule ville de Sanandaj »*. *« Les villes kurdes,* poursuit le communiqué, *sont depuis plus d'un mois victimes d'un blocus économique, et la population manque de vivres et de médicaments. »*

S'adressant aux trois membres de la délégation de l'Internationale socialiste, le P.D.K.I. avait exprimé l'espoir *« que le sort des six millions de Kurdes n'aura pas moins d'intérêt à leurs yeux que celui des otages américains »*.

Le vice-ministre iranien de l'intérieur, M. Mir Salim, s'est déclaré, lundi, hostile à l'*« arrestation injuste »*, l'avant-veille à Téhéran, de neuf gouverneurs et maires de cinq villes kurdes (*le Monde* du 27 mai). Il a indiqué qu'il avait effectué des démarches pour obtenir leur libération. Il a estimé que les neuf personnalités en question, accusées de collaboration avec les combattants kurdes, *« n'avaient pas commis de faute à leur poste »* et que *« si leur arrestation était motivée par des activités antérieures, il fallait mener une enquête avant de les emprisonner »*.

Les pertes des forces gouvernementales au Kurdistan s'élèvent à cinq cents morts et mille quatre cents blessés depuis la reprise des combats, il y a environ un mois, indique un communiqué publié lundi par le général Chadmeh, chef d'état-major de l'armée. Ce bilan des pertes subies par les *pasdarans* (gardiens de la révolution) et les forces armées n'empêchera pas les forces de l'ordre *« d'en finir »* avec les *« contre-révolutionnaires du Kurdistan »*, a ajouté le général Chadmeh.

● *Le quotidien libéral britannique « Guardian »* affirme mardi que son correspondant à Téhéran, M. Nicholas Cumming-Bruce, est détenu par les gardiens de la révolution, qui lui reprochent de ne pas avoir un *« visa de journaliste valide »*. Le *Guardian* précise que M. Cumming Bruce, journaliste indépendant, en poste en Iran depuis huit mois, avait regagné Téhéran il y a un mois, après des vacances en Grande-Bretagne. L'ambassade d'Iran à Londres avait refusé de renouveler son visa pour des *« raisons non précisées »*. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

● *M. SANDRO PERTINI*, président de la République italienne, est arrivé lundi 26 mai à Madrid pour une visite officielle de trois jours. — *(A.F.P.)*

● TRENTE-TROIS INTELLECTUELS ET ARTISTES BASQUES ont condamné lundi 26 mai la violence au Pays basque. Dans un communiqué remis à la presse, les signataires critiquent notamment les attentats, qui, selon eux, *« constituent un véritable frein à toute pacification du Pays basque »*. Parmi eux, figurent deux ethnologues, MM. José Miguel Barandiaran et Julio Caro Baroja, le poète Gabriel Celaya et le sculpteur Eduardo Chillida. — *(A.F.P.)*

Inde

● *DEUX PERSONNES ONT ETE TUEES* et cinq autres blessées, lundi 26 mai, à la suite d'affrontements dans l'Etat d'Assam, où des manifestations contre les immigrants se déroulent depuis plusieurs semaines. D'autre part, six personnes ont été tuées dans le Bihar par l'explosion d'un engin qu'elles étaient en train de fabriquer. — *(A.F.P.)*

Namibie

● *M. SAM NUJOMA*, président de la Swapo (organisation du peuple du Sud-Ouest africain, Namibie), est attendu à Paris ce mardi 27 mai, où il sera notamment reçu par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères. Il tiendra également une conférence de presse. Paris doit accueillir, du 19 au 21 septembre, une Conférence mondiale de solidarité avec la lutte du peuple namibien.

Népal

● DEUX DIRIGEANTS DE LA FRACTION MARXISTE-LENINISTE du parti communiste népalais (interdit), Mme Sahana Pradhan et M. Hiranaya Lal Shrestha, ont été arrêtés dimanche 25 mai, apprend-on à Katmandou. Les deux dirigeants avaient participé la veille à un rassemblement pour réclamer l'instauration du multipartisme et la libération des prisonniers politiques. — *(A.F.P.)*

Nicaragua

● UNE LOI PROTEGEANT LA PROPRIETE PRIVEE a été approuvée le lundi 26 mai par le gouvernement, qui a indiqué que celle-ci était *« définitivement garantie par la révolution »*. Le commandant Daniel Ortega, membre de la junte, a déclaré que les abus des autorités et les confiscations illégales d'entreprises appartiennent désormais au passé. En vertu de la nouvelle loi, ces confiscations seront décidées par les tribunaux. D'autre part, le journal *la Prensa* a recommencé à paraître lundi après trente-six jours de suspension, revendiquant une position « indépendante ».

Philippines

● DEUX CHEFS DU FRONT DE LIBERATION MORO, Abba Aga et Amilhamja Buaya, se sont rendus dimanche 25 mai, avec une centaine de leurs hommes, à la garde nationale philippine, à Sucuban-Luuk (neuf cent trente kilomètres au sud de Manille). Selon le ministre philippin de la défense, le Front de libération moro (musulman) a organisé, du 1er janvier au 15 avril de cette année, vingt-neuf attentats à la bombe, qui ont tué quarante et une personnes et blessé 486 autres.

CORRESPONDANCE

Les relations irako-iraniennes

UNE MISE AU POINT DE M. GHASSEMLOU secrétaire général du P.D.K.I.

A la suite de notre éditorial sur les relations irano-irakiennes paru dans le Monde *du 3 mai, M. Ghassemlou, secrétaire général du P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan), nous a adressé une lettre dans laquelle il affirme que le gouvernement irakien n'a jamais fourni une aide quelconque au mouvement autonomiste kurde.*

Je profite de cette occasion, écrit M. Ghassemlou, pour rappeler que, contrairement aux Oveisy, Bakhtiar et autres opposants pro-impérialistes dont mon parti condamne les menées contre-révolutionnaires, le mouvement national kurde n'est pas opposé à la révolution iranienne, au succès de laquelle il a d'ailleurs largement contribué. Notre lutte vise à consolider celle-ci en lui donnant un contenu progressiste par l'octroi des droits démocratiques et nationaux aux diverses composantes nationales de la population iranienne lesquelles, après des décennies de sacrifices et de luttes, entendent bien à présent jouir des avantages et des droits nouveaux. La révolution sera d'autant mieux défendue par le peuple qu'elle saura faire droit aux revendications légitimes de celui-ci.

Autre point à préciser : notre parti, à maintes reprises, même dans les pires moments de la sanglante guerre imposée à la population du Kurdistan et malgré les atrocités et les massacres perpétrés contre notre peuple, a déclaré qu'il ne voulait pas renverser le régime de Khomeiny mais obtenir les droits légitimes du peuple kurde dans le cadre de ce régime, qu'il s'agit de démocratiser et où tout n'est pas encore définitivement joué.

Face à la légitimité de nos revendications et à l'audience de notre lutte, y compris dans les milieux progressistes - persans, l'aile belliqueuse, chauvine et totalitaire du Conseil de la révolution, pour nous discréditer, s'est employée à présenter notre mouvement comme un *« instrument de l'étranger »*. J'observe que selon les périodes l'identité de cet *« étranger »* maléfique et comploteur, sorte de substitut de Satan, a varié : en mars 1979, à en croire M. Bani Sadr, il s'agissait des Soviétiques, hostiles à la révolution islamique; en été dernier, les Kurdes étaient présentés comme des *« agents du communisme, de l'impérialisme et du sionisme ! »* Récemment, M. Bani Sadr qui, après avoir décidé avec l'état-major d'une nouvelle offensive contre le Kurdistan, causant destructions de villes, massacres et exode de la population civile, exploitait une fois de plus l'affaire des otages américains à des fins de politique intérieure pour tenter d'éliminer les forces démocratiques et progressistes en déclarant, sans crainte de se contredire, qu'il y avait une *« relation entre les événements du Kurdistan et l'agression américaine contre l'Iran »*.

En somme, pour les dirigeants iraniens, qui passent volontiers sous silence la part très importante prise par le peuple kurde dans la lutte contre la monarchie, celui-ci, incapable d'agir pour son propre compte, ne serait qu'une masse de manœuvre utilisée par des puissances étrangères pour déstabiliser l'Iran. Leur fanatisme et leur chauvinisme *« grand persan »*, produit de l'idéologie monarchiste, les empêchent de comprendre autrui, d'accepter ses revendications de la différence, de l'expression de sa propre identité et de l'équité.

Une telle mentalité, si elle devait finir par accaparer la direction de la révolution, conduirait l'Iran au désastre d'une longue guerre civile opposant au pouvoir central les mouvements autonomistes des nationalités non persanes, qui forment la grande majorité de la population iranienne, ainsi que les forces démocratiques et progressistes résolues à combattre pour empêcher le remplacement d'une dictature par une autre.

EUROPE

Pologne

UNE QUARANTAINE DE DISSIDENTS APPRÉHENDÉS EN PROVINCE

Varsovie (*A.P.*). — Une quarantaine de dissidents polonais ont été appréhendés, le lundi 26 mai à Sandomierz, dans le sud-est de la Pologne, à la suite d'un incident qui les a opposés à un homme qui serait un policier en civil agissant comme *« agent provocateur »*, a-t-on appris de sources dissidentes à Varsovie.

Ce groupe était composé d'observateurs venus à une audience en appel du procès d'un militant des droits de l'homme, Jan Kozlowski, condamné à deux ans de prison sous l'accusation d'avoir battu un homme. Les dissidents affirment que cette condamnation était due en fait aux activités politiques de l'intéressé, et que toute l'affaire était un *« coup monté »*.

Après que le groupe d'observateurs eut quitté le tribunal, trois civils commencèrent à les bousculer en essayant de les séparer du reste de l'assistance. La foule s'étant rapprochée, deux des inconnus s'enfuirent, mais le troisième ne put faire de même. Alors qu'il refusait de révéler son identité, le groupe l'emmena au poste de police, où le Père Ludwig Wisniewski, un moine de Lublin, exigea de savoir à qui il avait affaire.

Mais le Père Wisniewski ne devait pas ressortir du commissariat. De surcroît, des policiers appréhendèrent le reste de son groupe. Une seule personne fut relâchée, l'écrivain Jan Jozef Lipski, qui fut mis à bord d'un autobus quittant la ville.

R.D.A.

● M. GUNTER WEINHOLD, ingénieur est - allemand de vingt-huit ans, a été arrêté le 1er mai dernier à Dresde, au cours du défilé de la fête du travail, pour avoir déployé en passant devant la tribune officielle une banderole portant ces mots : *« Chacun est libre de quitter son pays, nous aussi »*, a-t-on appris lundi 26 mai à Berlin-Ouest. Depuis, sa famille est sans nouvelles de lui et ignore même où il est détenu. M. Weinhold avait déposé sans succès plusieurs demandes d'émigration vers l'Allemagne de l'Ouest depuis trois ans. — *(A.F.P., A.P.)*

ASIE

Afghanistan

La répression des manifestations antisoviétiques à Kaboul aurait fait une cinquantaine de morts

Le bilan des manifestations de ces derniers jours à Kaboul est lourd : selon des voyageurs arrivés à New-Delhi en provenance de la capitale afghane, cinquante étudiants, dont trente jeunes filles, ont été tués et environ huit cents blessés au cours des affrontements avec les forces de l'ordre depuis deux semaines. D'autre part, une touriste française, âgée de vingt-cinq ans, a été arrêtée, dimanche 25 mai à Kaboul, alors qu'elle prenait des photographies d'une manifestation, a-t-on appris dans la capitale indienne.

Les témoignages sur les troubles, cités notamment par l'A.F.P., font état d'une répression extrêmement brutale de la part des soldats gouvernementaux et soviétiques. *« J'ai vu les corps de plusieurs de mes étudiants, que l'on ramenait chez eux, criblés de balles ou avec des marques de torture et des traces de coups »*, a déclaré une Afghane, professeur à l'université de Kaboul, qui a réussi à s'enfuir. Ce témoin a confirmé que la troupe fouillait les maisons pour arrêter les jeunes sans discrimination. *« L'université, les collèges et écoles sont déserts. Personne n'assiste aux cours en dehors d'une poignée d'étudiants favorables au gouvernement de M. Babrak Karmal. Les autres sont dans la rue pour combattre les Russes. »*

Selon une Française qui travaille à Kaboul, vingt Soviétiques ont été tués ou blessés, la semaine dernière, dans une embuscade montée par des étudiants dans le Bazar de Kaboul.

« D'habitude, nous n'allons pas au Bazar après le coucher du soleil, mais j'ai dû y aller mercredi, et tout d'un coup j'ai entendu des armes automatiques. Cela a provoqué une confusion. Quelqu'un a dit que les étudiants avaient attaqué les Soviétiques. J'ai couru pour m'abriter et j'ai vu une ambulance qui transportait des Soviétiques. Je ne sais pas s'ils étaient morts ou blessés », a-t-elle raconté.

Le même jour, sept jeunes filles ont été tuées par des miliciens afghans, ajoute ce témoin, assurant en outre : *« Après la grande manifestation du 27 avril, les étudiants ont manifesté pratiquement chaque jour. »* Elle a précisé : *« Au moins cinq manifestations différentes ont eu lieu mercredi, tout près de l'université, et nous avons entendu les soldats gouvernementaux ouvrir le feu sur les étudiantes. »*

Toujours selon la même Française travaillant à Kaboul, les milices gouvernementales emploient contre les manifestants étudiants des aiguillons à bestiaux électriques. Elle a, elle-même, vu utiliser ces engins, et précise que leur effet est très douloureux.

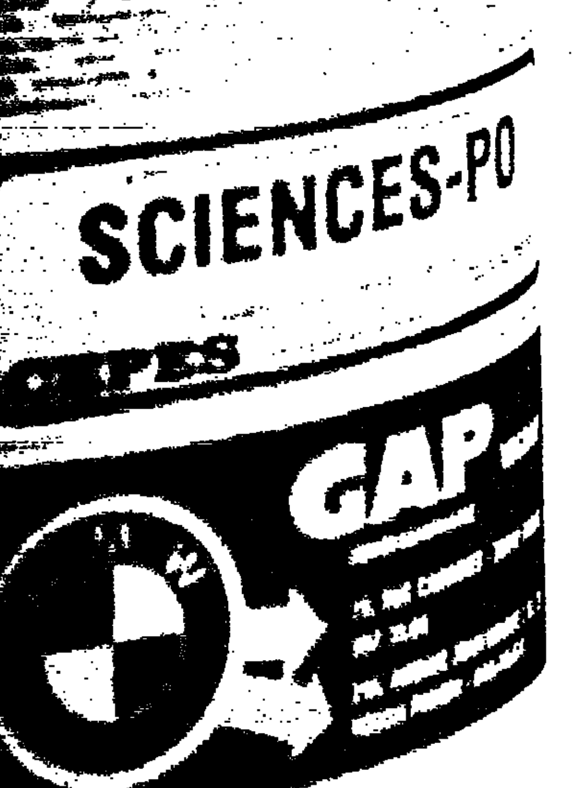
La « Pravda » : vie idyllique à Hérat

Cependant, à Moscou, nous indique notre correspondant, la *Pravda* a publié, mardi 27 mai, un reportage sur la région de Hérat, où des troubles ont eu lieu dernièrement. Immédiatement après l'annonce de la prise de Hérat par les moudjahidin musulmans, l'agence Tass avait démenti cette information diffusée en Occident. Le tableau que trace aujourd'hui les envoyés spéciaux de la *Pravda* de la vie à Hérat, est contrasté. Ils s'efforcent à la fois de montrer que tout est normal, que les autorités ont la situation bien en main, que les ouvriers et les paysans vaquent à leurs occupations habituelles, que les relations entre le pouvoir politique et les croyants musulmans sont bonnes et, d'autre part, de dénoncer les dangers que font courir les bandes d'insurgés *« entraînées et armées par l'étranger »*.

De l'aéroport au centre-ville, les deux journalistes soviétiques n'ont vu que des champs bien cultivés. Dans les rues d'Hérat, des garçonnets courent — *« des garçonnets afghans joyeux, gais, souriant de toutes leurs dents comme dans toutes les autres villes d'Afghanistan »*. Le gouverneur de la province, dont on avait annoncé la mort, se veut rassurant : la vie s'écoule comme à l'ordinaire, explique-t-il. Toutes les institutions publiques fonctionnent. Son bureau est ouvert à tous ; chaque jour, il reçoit une centaine de personnes venues de différents arrondissements demander de l'aide. Tous les vendredis, il se rend dans une des trois cents mosquées ouvertes à Herat et il parle avec les croyants qui posent des questions et écoutent les réponses. Il explique patiemment aux quatre cent cinquante mollahs que compte la ville la politique religieuse du parti et du gouvernement.

Si tout est *« normal »*, tout pourtant n'est pas calme. Mais, d'affrontements entre des groupes de moudjahidin et l'armée afghane — et *a fortiori* l'armée soviétique — il n'est pas question dans cet article. On y parle d'une bande de cinq cents rebelles, mais pour dire qu'elle s'est rendue récemment aux autorités. *« Les ennemis de l'Afghanistan misent de plus en plus sur le terrorisme individuel »*, écrit la *Pravda*. L'insécurité serait uniquement provoquée par des actes de violence d'agents subversifs et terroristes soutenus par l'étranger. Si la vie à Hérat n'est pas facile, c'est parce que *« des torrents de propagande hostile sont déversés sur la ville (...). Par la tromperie, les menaces, les balles, on cherche à faire dévier le cours révolutionnaire. Mais les gens ont compris qu'ils sont sur la bonne voie »*. Pour s'opposer aux agissements des « terroristes », on a créé dans la ville un grand détachement d'auto-défense composé essentiellement des militants du parti et des combattants de la milice populaire. Selon la *Pravda*, les *« actions terroristes »* ont brusquement diminué.

● *La commission du droit international de l'ONU*, composée de vingt-cinq juristes désignés en fonction de leurs compétences, qui tient à Genève sa trente-deuxième session, vient d'être le théâtre d'un précédent d'ordre politique jugé très grave : juriste de nationalité soviétique, M. Svakov, a réclamé purement et simplement le renvoi du juriste de nationalité afghane, M. Tabiri, sous le prétexte que ce dernier avait quitté son pays depuis un certain temps, en d'autres termes parce qu'il n'est plus revenu en Afghanistan depuis l'intervention de l'armée rouge. Les suites à donner à cette affaire seront examinées au cours de cette semaine. — *(Corresp.)*



ASIE

Chine

Les surprises de la poste

De notre correspondant

Pékin. — *Les postes chinoises peuvent être riches de surprises. Un tract polycopié sous enveloppe timbrée expédiée de Pékin, parvenu lundi 21 avril au bureau du* Monde *dans la capitale chinoise, réclame avec vigueur une normalisation rapide des relations entre la Chine et l'Union soviétique.*

« Plus que jamais, *écrivent les auteurs de ce document,* nous avons besoin d'une situation de paix internationale. Notre pays a rétabli ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis, a signé un traité de paix et d'amitié avec le Japon et a renforcé ses relations d'Etat à Etat avec des pays socialistes, des pays du tiers-monde et avec ceux de la Communauté économique européenne. Mais pourquoi le problème des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. reste-t-il en suspens ? (...). A en croire des informations récentes, il est surtout regrettable que nos efforts pour parvenir à une solution dans les rapports sino-soviétiques ne correspondent pas aux intérêts réels de notre pays mais ne soient accomplis qu'en conformité avec les vues de nos « amis » américains et avec les intérêts des Etats-Unis (...). Pour accomplir la tâche importante qu'est la réalisation des quatre modernisations :

» — Il faut reprendre au plus tôt les pourparlers avec l'U.R.S.S. ;

» — Dans ces pourparlers, nous devons nous efforcer de parvenir à un compromis afin de normaliser les relations entre les deux pays ;

» — Nous devons résolument critiquer la politique de trahison qui porte atteinte aux intérêts du peuple chinois en poussant à un alignement unilatéral sur les pays occidentaux et sur les Etats-Unis. »

Ce tract est signé d'une « Alliance pour la renaissance de la Chine », qui ne précise pas son adresse.

Le désir d'une amélioration des relations avec l'U.R.S.S. s'était déjà exprimé dans une affiche apposée au mois de décembre 1978 sur le « Mur de la démocratie » — mais sans que la politique de rapprochement avec les Etats-Unis soit pour autant critiquée.

Il est bien difficile d'apprécier la valeur, voire l'authenticité, de ce genre de littérature qui, par une curieuse coïncidence, nous parvient au moment où le nouvel ambassadeur de Chine en U.R.S.S., M. Yang Shouzheng, rejoint son poste à Moscou.

A moins qu'il ne s'agisse, à retardement, que d'un original poisson d'avril.

ALAIN JACOB.

Japon

EN VISITE A TOKYO

Le président Hua Guofeng a commencé ses entretiens avec M. Ohira

M. Hua Guofeng, premier ministre et président du parti communiste chinois, a commencé ce *mardi 27 mai ses entretiens* avec le chef du gouvernement japonais, M. Ohira. Il devait également être reçu dans la journée par l'empereur Hirohito. C'est le second voyage de M. Hua dans le monde occidental après sa tournée en Europe de l'Ouest, à l'automne dernier.

Parmi les personnalités qui accompagnent M. Hua Guofeng figurent notamment le vice-premier ministre spécialiste de la planification économique, M. Gu Mu, et le ministre des affaires étrangères, M. Huang Hua. Un accord de coopération scientifique et technique doit être conclu *à l'occasion de cette visite.*

Dans un éditorial publié à Pékin, *le Quotidien du peuple* exprime l'appréciation de la Chine pour *« le rôle constructif joué par le gouvernement et le peuple japonais dans l'opposition à l'agression et à l'expansion et dans la sauvegarde de la paix mondiale ».* Sans nommer l'U.R.S.S. ni le Vietnam, l'organe du P.C. chinois dénonce cependant les *« grands et petits hégémonistes »* qui, dit-il, font peser de *« graves menaces militaires sur un bon nombre de nations souveraines ».*

A Moscou, l'agence Tass a, pour sa part, qualifié de *« dangereuse »* la visite officielle du président Hua au Japon, accusant Pékin de vouloir *« entraîner Tokyo dans sa stratégie aventurière antisoviétique ».*

Sur le plan économique, la coopération sino-japonaise est en constant accroissement. En 1979, les ventes japonaises (surtout des machines) à la Chine ont atteint 3,7 milliards de dollars (+ 22 % par rapport à 1978) et les achats (principalement des textiles) 2,9 *milliards de dollars* (+ 45 %). La Chine est le septième client du Japon et son dixième fournisseur.

Les deux pays avaient signé, en février 1978, un accord commercial de huit ans portant sur 10 milliards de dollars. En 1979, les deux *parties ont décidé* de le prolonger jusqu'en 1990 et de porter son montant à 30 milliards de dollars. Aux termes de l'accord le Japon fournit à la Chine des usines, du matériel d'équipement et de la technologie et achète des *matières premières,* notamment du charbon et du pétrole.

Pour financer les achats chinois, la Banque Export-Import du Japon a offert en 1979 à la Banque de Chine un prêt de 1,68 milliard de dollars et, avec un groupe de banques privées nippones, un prêt complémentaire de 8 milliards de dollars. La semaine dernière, la Banque Import-Export a accordé quatre prêts supplémentaires totalisant 553 millions de dollars en particulier pour la *prospection* de champs pétrolifères dans la baie de Bohai et des mines de charbon du Shanxi. — *(A.F.P.)*

A LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

M. Waldheim réclame une meilleure coordination des secours à la population cambodgienne

Genève (Nations unies). — M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a appelé, lundi 26 mai, dans son discours d'ouverture à la conférence sur l'aide à la population cambodgienne, à une plus grande coopération afin d'améliorer d'urgence la distribution et le contrôle des secours humanitaires au Cambodge.

Dans son allocution, qui a été lue par Sir Robert Jackson, son représentant pour les questions cambodgiennes, lui-même souffrant d'une extinction de voix, M. Waldheim a *déclaré qu'il avait* été clair dès le début que la logistique serait le principal obstacle à l'exécution d'un grand programme de secours. *« Aujourd'hui encore,* a-t-il dit, *on ne peut pas dire qu'un système permettant de contrôler efficacement l'acheminement des secours ait été mis en place malgré le dévouement et les efforts soutenus des organismes des Nations unies et du Comité international de la Croix-Rouge. »*

M. Waldheim a indiqué que, pour l'exécution du programme à long terme, 284 millions de dollars étaient nécessaires dont 103 sont déjà assurés. Selon le secrétaire général, il convient d'accorder la priorité absolue à la livraison de semences de riz et au programme de redressement agricole afin de rétablir l'autosuffisance du Cambodge.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, a déclaré pour sa part que *« la France ne se déroberait pas à un nouvel appel ».* Mais il a ajouté que le Cambodge *« doit s'ouvrir davantage aux opérations d'assistance ». « Je lance aux autorités compétentes un appel solennel pour qu'elles assument leurs responsabilités »,* a encore dit M. Stirn, qui a souligné *l'adhésion de Paris* à la proposition thaïlandaise de voir des observateurs internationaux exercer sur les confins khméro-thaïlandais *« le contrôle impartial et efficace qu'exige la situation ».*

Le chef de la délégation française a déploré le refus de l'U.R.S.S. et du Vietnam de participer à cette conférence, mais *il a pris note avec satisfaction* de la décision de dernière minute de Moscou d'occuper *finalement* un fauteuil d'observateur.

Les autorités de Phnom-Penh (pro-vietnamiennes) ont qualifié pour leur part de *« grave ingérence »* dans leurs affaires intérieures la conférence des Nations unies. La délégation khmère rouge, dirigée par Mme Ieng Thirit, qui assiste à la réunion de Genève en qualité d'observateur, a estimé au contraire que cette rencontre est un progrès par rapport à de précédentes du même genre *« parce que presque toutes les délégations ont mis l'accent sur la cause profonde à l'origine de la famine qui menace le peuple cambodgien, à savoir l'agression étrangère ».*

Quant à la Chine, elle a d'entrée de jeu donné un tour politique à la conférence. M. He Ying, *vice-ministre des affaires étrangères,* a en effet réclamé le retrait total et immédiat des troupes étrangères du Cambodge, mesure indispensable, à ses yeux, pour de résoudre la question des réfugiés.

Pakistan

L'adultère en cour martiale

Islamabad *(A.F.P., A.P.).* — Le *régime militaire* du Pakistan a pris, lundi 26 mai, une série de mesures destinées à réduire *l'opposition politique* ouverte et à restreindre le rôle des tribunaux civils. Selon l'une de ces *mesures, qui prend la forme* d'un amendement à la Constitution, l'administration de la loi martiale pourra, sans indiquer de motifs, détenir toute personne, ou restreindre ses libertés, pour une période indéterminée.

Par ailleurs, les tribunaux civils du degré supérieur se voient interdire de s'ingérer dans les affaires des cours de *justice militaire, qui pourront* juger des cas dont seule la Cour suprême avait jusqu'à pré*sent à connaître. Seront désor*mais passibles des tribunaux militaires les crimes suivants : *trahison, subversion, sédition,* sabotage, meurtre, viol, enlèvement, corruption, vol, pillage, contrebande, marché noir, *thé*saurisation et... adultère. Aucune cour d'appel ne pourra modifier le verdict de la Cour militaire.

D'autre part, le général Zia Ul *Haq, chef de l'Etat, a décidé* d'instaurer une juridiction islamique au niveau national pour *remplacer les tribunaux religieux,* créés l'année dernière après la promulgation des *châtiments islamiques.*

En annonçant ces mesures, le général Zia a mis en garde les *opposants en indiquant que* toute infraction à l'interdiction de *mener une* activité politique *pourrait entraîner des peines* allant jusqu'à quatorze années de prison. Ce durcissement du régime est intervenu à la veille d'une conférence que devait donner devant le barreau de Lahore Mme Benazir Bhutto, la fille de l'ancien premier ministre pendu l'an dernier.

C'est la seconde fois que le général Zia, qui a pris le pouvoir en 1977, amende la Constitution et modifie la loi martiale sur la détention préventive. Le 16 octobre dernier, le dirigeant pakistanais avait interdit toute activité politique, imposé la censure de la presse et ajourné indéfiniment la tenue d'élections législatives.

Corée du Sud

Une ville morte

(Suite de la première page.)

A l'aube, des hélicoptères déversaient des troupes fraîches *aux abords des bâtiments du* gouvernement provincial. Selon des témoins, une fusillade nourrie s'est produite au milieu de la nuit, suivie par l'entrée des chars dans la ville, une trentaine de minutes plus tard.

Les tirs des blindés ont été entendus à plusieurs reprises. Apparemment, les étudiants, armés de carabines et de fusils à tir rapide, n'ont pratiquement pas eu le temps de réagir à l'attaque ni de faire sauter les bâtiments administratifs. *Les* combats ont continué jusqu'au *début de la matinée. Vers midi,* on entendait encore quelques coups de feu *sporadiques.*

Deux cents étudiants auraient été arrêtés et seraient détenus dans les *locaux du gouvernement* provincial. A plusieurs reprises, ce mardi matin, nous avons vu les soldats emmener des jeunes gens. Un nombre important d'étudiants et de jeunes auraient réussi à quitter la ville avec des armes et seraient repliés dans les collines avoisinantes. Les environs de Kwangju sont quadrillés par la troupe, sur une profondeur de près *de 40 kilomètres. Des* contrôles extrêmement stricts ont lieu en plusieurs endroits sur la petite route de terre serpentant entre les rivières. Chaque véhicule est fouillé minutieusement.

PHILIPPE PONS.

ASIE

CAMBODGE : un voyage au bout du désastre

II. – La résurrection

Ruiné par des guerres successives, le Cambodge tente de survivre dans le chaos et la destruction et de rétablir, dans des conditions précaires, un semblant d'agriculture. Les difficultés pour l'obtention et la distribution de l'aide internationale demeurent considérables. (« Le Monde » du 27 mai.)

De notre envoyé spécial ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Battambang. — Sur la terrasse du siège de l'ancien archevêché de Battambang, la flamme hésitante d'une lampe à huile confectionnée avec une boîte de conserve lutte contre la nuit : ténacité et dénuement à l'image du Cambodge. Energique et chaleureux, M. Tes Heanh, responsable des engins mécaniques et des industries, détaille les difficultés auxquelles sa province se heurte pour la réhabilitation de la riziculture, richesse perdue du pays. Lors de la prochaine grande moisson, à la fin de l'année, l'échec ou le succès de Battambang pèseront lourd : c'est, en effet, le grenier à riz du Cambodge et on cultivait ici, jusqu'en 1973-1974, quelque 500 000 hectares de rizières. La production suffisait à assurer les besoins du pays.

De près de 4 millions de tonnes avant la guerre, elle était tombée en 1974 à seulement 635 000 tonnes pour tout le Cambodge républicain, réduit à une peau de chagrin. En janvier dernier, elle a été à peine supérieure de moitié à ce chiffre. La famine a sévi. Pourra-t-on éviter son retour dans les prochains mois ?

A Phnom-Penh, les planificateurs prévoient la mise en culture, autour de Battambang, de 320 000 à 250 000 hectares de rizières. *« Il n'est pas sûr que nous puissions réaliser la moitié de cet objectif »*, estime M. Heanh. Tout manque : charrues, engrais, moyens de transport, carburant, argent, tracteurs et animaux de trait, infrastructures, administration.

Avant 1975, M. Heanh était représentant d'une grande marque de tracteurs. *« Il y en avait plus de mille dans cette province, la plus mécanisée. J'ai pu en récupérer et en réparer soixante-dix. Ils sont vieux, ils vont tourner au maximum, certains vont casser. Je n'ai pas de pièces de rechange. J'en attends de la F.A.O., ainsi que des motoculteurs. Il manque aussi beaucoup d'animaux de trait et des milliers de paysans utilisent les leurs pour aller à la frontière thaïlandaise chercher le riz et les semences. Il se développe chez certains un esprit mercantile. Beaucoup font plusieurs voyages. Lorsque les pluies tomberont, un nombre incalculable de bœufs seront trop épuisés pour les labours. »*

En effet, le trafic avec la frontière khméro-thaïlandaise — et la contrebande de biens de consommation dont elle se double — n'agit pas seulement comme un nécessaire recours. Il engendre l'affairisme et la corruption, désorganise les transports et provoque des effets déstabilisateurs.

De surcroît, le programme de constitution de stocks alimentaires avant la mousson souffre de nombreuses carences. *« Les routes sont mauvaises, les ponts branlants, les camions de la province sont vieux et tombent sans cesse en panne. Il nous faut une semaine pour faire un aller et retour Battambang-Phnom-Penh (600 kilomètres). Le train ne peut emporter que 400 tonnes par voyage, une fois tous les quatre jours. Les semences livrées par les organisations internationales ont du retard pour le riz flottant. En plus, la variété fournie est adaptée à des profondeurs d'eau de 2 à 3 mètres. Or, ici près des lacs, les fonds sont de 9 à 10 mètres... »*

Phnom-Penh, estiment les responsables, ici comme ailleurs, semble se réserver toutes les priorités et oublie trop les provinces. *« On pense, sans doute, que le commerce avec la Thaïlande subviendra à nos besoins,* dit M. Heanh, *mais les Thaïlandais ne laissent passer que des bonbons, des sarongs et des vélos. Ce n'est pas avec cela que je vais relancer l'agriculture. »*

Sur le plan des distributions alimentaires, les statistiques de la province font apparaître que, dans le meilleur des cas, la population — qui avoisine le million — a reçu, par personne, 3,5 kilos de riz en avril. Mais bien des gens interrogés affirment avoir eu moins, ou rien du tout.

Eviter la catastrophe

A Svay-Rieng, à l'autre extrémité du pays, l'une des six provinces les plus déficitaires, où la F.A.O. s'efforce d'implanter des programmes intégrés (semences, engrais, tracteurs), on retrouve les mêmes problèmes en pis. Le vice-ministre de l'agriculture, M. Som Ol, nous dit : *« Il nous faut 80 000 tonnes de semence. Les organisations internationales doivent nous en fournir 30 000, le Vietnam au moins 10 000 et certaines provinces en ont gardé malgré la mauvaise récolte. Mais il risque de nous en manquer 25 % pour atteindre notre objectif : 700 000 tonnes de riz cette année. »*

La propriété privée est toujours supprimée. Le régime organise, à la vietnamienne, des brigades de solidarité au sein desquelles les familles partagent leurs forces et leurs moyens de travail. Chacune doit cultiver de 1 à 2 hectares. Tout sera partagé, en fonction du labeur de chacun. Il n'y aura pas, cette année, de taxe d'Etat. On ignore cependant, après la collectivisation forcenée des Khmers rouges, comment les paysans réagissent à cette nouvelle organisation collective. M. Som Ol conclue, pessimiste : *« Si nous n'avons pas une bonne récolte cette année, c'est la fin. »*

Les organisations internationales : l'UNICEF, le C.I.C.R., la F.A.O., le PAM, Oxfam (Grande-Bretagne), le Conseil œcuménique des églises, World Vision (Etats-Unis), ainsi que les pays socialistes et le Vietnam, font de leur mieux, *mais pas tous de la même manière ni avec les mêmes intentions.*

Cependant, les blocages politiques, bureaucratiques, techniques et ceux dus à la quasi-inexistence d'infrastructures restent nombreux. En principe, on devrait pouvoir éviter la catastrophe, affirment les experts. Mais le dialogue avec des autorités doublées par les conseillers de Hanoï reste difficile. Les tracasseries paraissent nombreuses, la gestion laisse à désirer, l'utilisation des compétences et du matériel est souvent jugée inefficace, voire irrationnelle. Aux dernières nouvelles, près de 70 000 tonnes d'aide s'empilaient dans les entrepôts du port de Kompong-Som. Les autorités expliquent qu'elles donnent actuellement la priorité aux livraisons de semences.

Les organisations internationales, à quelques variantes près, pensent que les moyens fournis depuis six mois par l'aide occidentale, celle du Vietnam et celle des pays du bloc soviétique (plus de mille deux cents camions, des équipements portuaires, des chalands, des grues), devraient permettre de réaliser tous les programmes à la fois d'ici à la saison des pluies : stocks alimentaires et médicaux, semences. Peut-être, mais les lenteurs, les errements bureaucratiques des organisations internationales, leurs rivalités et les pressions politiques exercées par certains gouvernements donateurs doivent être mentionnés, tout comme l'absence de coopération des pays socialistes avec les sources d'aide non communistes.

Ces difficultés doivent être replacées dans le contexte des tragédies successives vécues par les Cambodgiens. Elles ne doivent pas masquer les efforts faits par les uns et par les autres depuis des mois ; elle auraient pu être notablement atténuées.

Est-il justifiable que tant de camions soient détournés, parfois pendant plusieurs jours, pour faire du transport en commun (généralement payable en or), comme on peut le constater un peu partout ? Comment expliquer, alors que la situation générale s'est améliorée, que les campagnes reçoivent si peu et que, par exemple, les dockers du port de Phnom-Penh, qui mettaient, en novembre, de soixante à soixante-dix heures pour décharger une péniche de 1 500 tonnes, en mettent désormais entre quatre cents à cinq cents ? Le coût moyen par bateau (loué à Singapour) pour de tels délais est estimé à 25 000 dollars... *« Dans les villes,* dit un conseiller vietnamien, *les tendances négatives du passé reprennent le dessus. L'aide engendre parfois une mentalité d'assistés et favorise la paresse de ceux qui l'obtiennent régulièrement quoi qu'ils fassent* (les fonctionnaires). *Elle alimente, c'est vrai, le marché noir et la corruption. »* Mais, placés dans une position déjà fort pesante, les Vietnamiens laissent faire, par tactique politique ou par incapacité. Les mêmes phénomènes négatifs persistent et s'aggravent aussi au sud du Vietnam. Après cinq années de socialisme, l'Indochine s'alimente plus que jamais aux circuits parallèles.

La misère des hôpitaux

« Il n'y a pas de rose sans épines. » Le proverbe, sibyllin, s'étale en rouge sur le mur d'un bâtiment colonial abîmé par la guerre. Accroché à la grille tordue, un écriteau vieillot indique en français : *« Hôpital »*.

Le dénuement, le sous-équipement de l'hôpital de Svay-Rieng et les misères qu'il abrite sont, une fois de plus, à l'image de la province et du pays. Ici, on opère sur une table rouillée, dans une pièce sans électricité, sans ventilation et sans appareillage adéquat, de nombreux blessés victimes chaque jour de l'explosion de mines. Elles truffent encore les zones frontalières avec le Vietnam. Sur des nattes, sans même un verre d'eau à leur chevet malgré la chaleur étouffante, gisent cinquante-quatre blessés et amputés, dont une majorité d'enfants. Plus loin, cinquante-trois malades squelettiques (dont trente et un tuberculeux) sont au dernier stade de la dénutrition : aucun n'est sous perfusion. Selon les responsables, tout fait défaut : le personnel qualifié (il n'y a pas de médecin khmer, mais un chirurgien vietnamien vient de temps à autre), le matériel, les médicaments. On est, par la nationale n° 1, à 120 kilomètres de la capitale, à une trentaine du Vietnam. Nous avions trouvé la veille à Tram-Khnar (45 kilomètres au sud de Phnom-Penh) une situation matérielle et une misère analogues. Toutefois, interrogés sur ces deux cas, le ministère de la santé et le C.I.C.R. nous ont déclaré que médicaments et équipements avaient été livrés récemment. Où sont-ils passés ?

Svay-Rieng et Tram-Khnar sont peut-être des cas exceptionnels, mais, dans une lettre adressée dernièrement à l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), le ministère des affaires étrangères du nouveau régime écrivait : *« De 80 à 95 % des enfants souffrent de malnutrition. Malgré les immenses efforts du Conseil populaire révolutionnaire, la santé de tout le peuple kampuchéen laisse beaucoup à désirer. »* Pourtant un gros travail a été fait. Depuis quinze mois, une vingtaine d'hôpitaux, des dispensaires, des infirmeries et des postes de santé ont été réorganisés, jusque dans les villages. Le personnel auxiliaire reçoit une formation accélérée. Chaque ville a son orphelinat.

A Phnom-Penh, le taux de mortalité, qui était en 1979 de 25 à 72 % pour les malades hospitalisés, est tombé à 7 %, et la *mortalité infantile* à 10 %. On ignore les chiffres en province, mais ils sont sans doute plus élevés. La pathologie reste liée à la sous-alimentation : polycarences nutritionnelles, anémies, dysenterie, tuberculose et paludisme.

Les facultés de médecine et de pharmacie ont rouvert leurs portes avec respectivement cinq cents et deux cents étudiants. Mais, même compte tenu de l'assistance vietnamienne, la pénurie de personnel qualifié est considérable. Cinquante-six docteurs en médecine sont restés sur place, soit le dixième des effectifs d'avant 1975. On sait qu'un nombre important de médecins et d'infirmiers ont péri sous le régime des Khmers rouges. D'autres ont fui avant 1975, d'autres se sont échappés du Cambodge entre 1975 et 1979 et sont partis à l'étranger. On en trouve aussi (de même que des enseignants, des ingénieurs, des fonctionnaires) dans les camps de réfugiés en Thaïlande et même dans les mouvements de résistance.

Nous avons demandé à Mme Chey Kanha, vice-ministre de la santé, et au docteur Nuth Savoeun, un pédiatre, les raisons du rejet des offres répétées d'envoi de personnel médical étranger, à de rares exceptions près. Les premières explications ne nous ayant pas paru convaincantes, il nous fut vivement répondu : *« Nous sommes dans une situation politique changeante. Nous n'acceptons que les vrais amis, les pays épris de paix et de progrès, pas ceux qui viennent pour nous espionner. (...) Nous ne voulons pas de ceux qui jouent le double jeu, qui aident Heng Samrin d'un côté et Pol Pot de l'autre. »* Le C.I.C.R. n'a jusqu'à présent pu faire accepter que quatre équipes médicales venues d'U.R.S.S., de Pologne, de Hongrie et de la R.D.A. et, il y a quelques jours, une équipe de la Croix-Rouge suédoise.

Neuf cent mille enfants scolarisés

La présence médicale de la France est limitée, mais elle cherche à s'étendre, indépendamment de la politique du gouvernement français. Deux jeunes médecins communistes (dont un dentiste qui fait autant de travaux de mécanique et d'électricité que de dentisterie) appartenant au Comité français d'aide médicale et sanitaire au Cambodge travaillent dans trois hôpitaux à l'organisation de consultations, à l'équipement de laboratoires et même, dans le cas de l'hôpital de Takéo, à sa reconstruction. Ils ont été précédés par quatre équipes de la même organisation. D'autre part, le Comité national d'aide au Cambodge (qui regroupe dix-huit organisations françaises) est en pourparlers avec les autorités pour recréer l'Institut national de lutte antituberculeuse, équiper deux dispensaires dans la région de Pnom-Penh et faire fonctionner deux équipes mobiles.

Dans le domaine de l'éducation, délaissée pendant quatre ans, les autorités — stimulées par les Vietnamiens pour qui ce secteur est essentiel dans la perspective d'un changement des mentalités, pour la promotion de la solidarité indochinoise et du socialisme — font un gros effort. Plus de neuf cent mille enfants et adolescents sont scolarisés. Le manque de locaux et d'instituteurs fait que les classes ont lieu par roulement, bien souvent sous les arbres ou entre les pilotis de maisons épargnées. Après une longue période d'analphabétisme, la majorité des écoliers recommencent le cycle de l'enseignement primaire. Il faudra des années pour remettre en marche tout le système scolaire, y compris les universités. Il y faudra aussi beaucoup de conseillers vietnamiens. Il en ira ici comme dans les autres secteurs d'une société dépourvue de tout. De haut en bas de la structure qui émerge avec difficulté, on retrouve la main de fer du Vietnam, dans le gant de velours d'une solidarité de circonstance.

Prochain article :

L'OCCUPATION

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. RAYMOND BARRE

Il y a quarante ans, la brève victoire de Narvik

Un beau fait d'armes, la prise de Narvik, qui mérite d'être commémoré, et qui a un peu redoré une campagne de Norvège dont ni les hommes d'Etat ni les stratèges français et britanniques n'ont eu à se féliciter, même si la foudroyante campagne de France leur en avait laissé le loisir.

La Norvège était, dès le début de la guerre, une proie *convoitée* par les deux belligérants. Au premier débarqué la honte d'avoir violé la neutralité d'un peuple pacifique et *l'avantage énorme de la surprise.* Au second, l'honneur de venir au secours de l'innocence bafouée et le désavantage de l'improvisation. L'Allemagne hitlérienne, en 1940, a gagné la course.

Le petit royaume scandinave était *un point-clé de la guerre. Non du* fait de ses ressources propres, mais parce que, à la saison des glaces, la Baltique étant bloquée, le port de Narvik, en face des îles Lofoten, recevait le minerai de la mine de fer suédoise de Kiruna. Suivant les *eaux territoriales, il était acheminé* par cargo vers l'Allemagne. Le fer de Kiruna représentait les deux tiers de la consommation du III[e] Reich.

Ces mêmes eaux territoriales norvégiennes offraient un abri commode aux navires allemands qui venaient *de l'Atlantique nord. Ainsi en fut-il* du pétrolier *Altmark,* ravitailleur de la marine allemande à qui le commandant du croiseur *Graf Spee* avait confié deux cent quatre-vingt-dix-*neuf prisonniers faits à bord* des navires anglais qu'il avait coulés. L'*Altmark,* aperçu par des avions anglais, se réfugia dans le Jössiovgfvord où, malgré les Norvégiens qui ignoraient sa cargaison, un commando du destroyer *Cossak* de la *Royal Navy s'en empara et délivra* les captifs.

Lorsque, après maintes tergiversations, Français et Anglais décidèrent — trop tard — d'aider la Finlande attaquée par les Soviétiques, ils *songèrent fortement le 5 février à faire* passer, de gré ou de force, leurs secours par Narvik, par son chemin de fer, et par Kiruna. Puis ils y renoncèrent.

Le 29 mars, le Conseil suprême allié décide cependant de sommer la Suède d'arrêter ses exportations de minerai vers l'Allemagne, de miner les côtes norvégiennes, et d'y envoyer un corps expéditionnaire. Ledit corps expéditionnaire n'existe d'ailleurs pas : les *forces* françaises et anglaises destinées à se *porter* au service de la Finlande avaient été dispersées. Paul Reynaud, président du conseil français, et Winston *Churchill, premier lord de l'Amirauté,* ont emporté la décision.

Surprise

Des notes sont envoyées le 5 avril à la Suède et à la Norvège, qui protestent. Le 8, ce dernier pays est averti que le mouillage des mines *va commencer. En fait, il l'est déjà* depuis quelques heures. Le 9 avril, avant le lever du jour, les Allemands débarquent en Norvège et envahissent le Danemark qui est contraint d'accepter une sorte de protectorat. Depuis le 14 décembre 1939, Hitler, *qui craint de voir la Baltique devenir* une mer anglaise, a donné l'ordre de préparer l'opération, qui sera baptisée Weserübung. Il en a désigné le chef, le général von Falkenhorst, *le 21 février.* Le 2 avril il a donné l'ordre d'exécution.

Les *Norvégiens résistent* de leur mieux. Oslo est pris après de brefs combats. Le roi Haakon VII et son gouvernement s'échappent vers le nord du pays. Stavanger et Trond*heim sont occupés. Kristiansand,* Hangersund et Bergen le seront le 10. Le 12 avril, les chasseurs de montagne allemands du général Dietl, qui ont commencé à débarquer dès le 9, occupent fortement Narvik.

Surprise totale chez les alliés. *Français et Anglais n'arrivent pas à* s'entendre et, chez les Britanniques, la Royal Navy et l'armée de terre ne l'ont jamais pu. Le commandement suprême revient aux Anglais dont la *Home Fleet règne en principe sur* l'Atlantique nord. Les Français fourniront un corps expéditionnaire commandé par le général Audet, et dont le général Béthouart, promu à titre temporaire, commande l'élément essentiel, une brigade de chasseurs *alpins.*

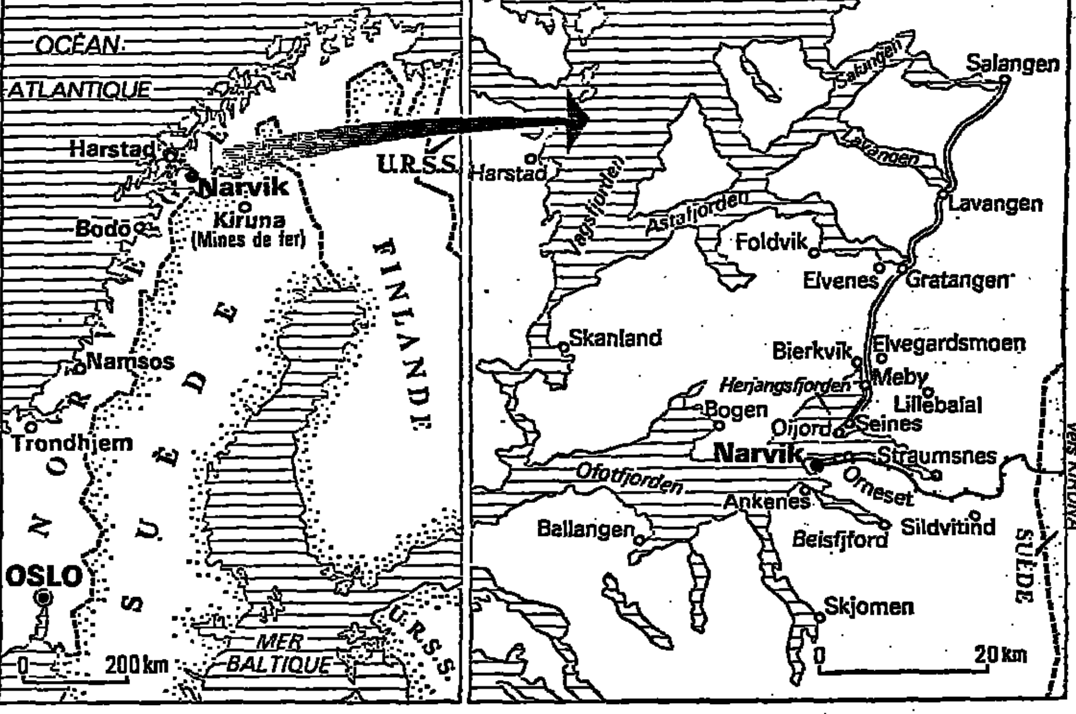
La Royal Navy a lancé une première attaque contre Narvik dès le 10 avril : cinq destroyers ont détruit une partie de la flotille allemande de débarquement, *au prix de lourdes* pertes. Le 13, le cuirassé *Warspite, un porte-avions,* et neuf destroyers ont coulé ce qui reste. Dietl est isolé, au moins du côté de la mer, car il dispose d'un aérodrome installé sur un lac gelé, des armes et *des munitions enlevées aux forces* norvégiennes. Les troupes britanniques débarquées et les troupes norvégiennes du général Fleischer ne peuvent s'emparer du port.

Plus au sud, la situation n'est pas brillante. A Namsos, au nord de *Trondheim, les forces du général an*glais Carton de Wiart, personnage héroïque et caricatural, et du général Audet font de leur mieux, dans le plus grand désordre. Carton de Wiart *décide le 23 avril de* rembarquer ses troupes sans prévenir Audet. *D'ailleurs, Chamberlain avait annoncé* le repli la veille à la Chambre des communes...

Paul Reynaud n'en avait, pas moins, dès le 17 avril, fait une décla*ration pour le moins présomptueuse : « Dès à présent, une chose est sûre : la route permanente du minerai de fer suédois vers l'Allemagne est coupée et restera coupée. »*

Devant le port de Narvik encom*bré d'épaves, l'amiral Lord Cork and* Orrery, commandant en chef en Norvège du Nord, et le major général Mackezy, commandant des forces terrestres, sont en désaccord formel. *L'amiral veut attaquer et les instruc*tions de l'Amirauté l'y poussent. Le général, lui, refuse d'aller au massacre « comme aux Dardanelles », et le War Office le confirme dans sa prudence et son désir de ne pas « *se sacrifier pour la carrière politique de M. Churchill* ».

Les Français et les Norvégiens s'exaspèrent de ces atermoiements. Lorsque *le général* Béthouart arrive de Namsos, la 27[e] demi-brigade de chasseurs alpins débarque à 75 kilomètres au nord de Narvik. Arrivent *également la 13[e] demi-brigade* de la



Légion étrangère sous les ordres du colonel *Magrin-Vernerey* et un groupe d'artillerie et une compagnie *de chars. Une brigade polonaise* — en grande partie recrutée en France — est sous les ordres du général Bohucz-Srysko.

Quinze jours de disputes

On disputera quinze jours durant de l'opportunité d'un débarquement. *Le général Mackezy refuse de s'en* mêler. Le général Béthouart arrive à compléter son matériel. D'accord avec le bouillant amiral Cork et avec l'appui du général norvégien Fleischer, désespéré de l'impuissance des alliés à aider son pays, il prend *les choses en main. Les nuits durent* deux heures, ce qui permet à l'aviation allemande, basée à Trondheim de bombarder presque sans arrêt les forces alliées.

Mackezy se décide enfin. Les Anglais attaqueront Narvik par le *sud, les Français, les Polonais et les* Norvégiens par le nord.

Le 1[er] mai, le 6[e] bataillon de chasseurs alpins débarque à Foldvik, abandonné par les Allemands, et pousse vers Gratangen, *où la liaison* est assurée avec les Norvégiens qui *viennent de s'en emparer. Objectif* Bjervik. Au sud, les Anglais de la 24[e] brigade des guards, appuyés par le 12[e] bataillon de chasseurs, progressent jusqu'à Ankenes, d'où ils *sont repoussés. L'Amirauté* de Londres et le War Office sont enfin tombés d'accord. Il faut prendre Narvik au plus tôt.

Lord Cork est ravi. Il met à la disposition du général Béthouart toute une flotte : le cuirassé *Resolution, deux croiseurs, sept à huit destroyers.* Une fois Bjervik pris, les navires se tourneront vers Meby et le camp d'Elvegaard, que les Allemands ont pris aux Norvégiens. Il faut attaquer à *minuit, seul moment où règne* encore un peu d'obscurité.

Le 10, arrivent les premières nouvelles de l'offensive allemande en Belgique. Le roi de Norvège s'est *réfugié* à Tromsoe. Les Allemands parachutent des renforts à Dietl, ravitaillé par avions et hydravions. Le 12, malgré Mackezy qui croit *toujours impossibles les débarquements* de vive force, l'escadre, avec des chalands et des moutiers norvégiens, les *put-put,* attaque. Bjervik, pris en tenaille par les forces débarquées et les unités françaises et norvégiennes venues du *nord,* est pris.

C'est ensuite *le tour de Meby, puis* d'Elvegaard. Dix avions allemands *bloqués par le gel sont capturés sur* le lac voisin. Mackezy est limogé et remplacé sur le champ par le général Auschinleck. Il reste à Béthouart à exploiter son succès. Il s'empare d'Ojord, dont les occupants se sont réfugiés dans la montagne.

Auschinleck, inquiet de voir les forces allemandes libérées par l'éva*cuation de Namsos, remontées vers* le nord, oriente face à elles les forces anglaises et le gros de la flotte. A Béthouart de prendre Narvik. Les bombardements aériens allemands sont de plus en plus fréquents et meurtriers.

Ce sera pour le 26, puis pour le 28. Le 25, lord Cork reçoit un télégramme : la bataille de France tourne mal. Il faut évacuer la Norvège. Il reste cependant « hautement dési*rable » de prendre Narvik, pour* détruire le port et la voie ferrée de Kiruna. Les ordres d'attaque sont maintenus. Mais les ordres d'évacuation sont discrètement préparés.

Dans la nuit du 27 au 28, la légion s'empare d'Omeset. Le croiseur *Cairo, à bord* duquel se trouvent Cork et Béthouart, est désemparé par un bombardement aérien. *La lutte est très dure mais,* à 6 heures du soir, les Norvégiens entrent à Narvik que cernent *à l'est et à l'ouest les légionnaires,* au sud les Polonais.

Dans Ankenes, les Allemands résistent longtemps aux assauts polonais. *Dietl se replie en direction de la* frontière suédoise, pressé jusqu'au *2 juin* le long de la voie ferrée par les Polonais et la légion. Il faut partir, prévenir les Norvégiens désespérés, qui seront obligés de capituler après leur abandon et le départ du roi *et du gouvernement. Le repli* se fera le 7 à la barbe des Allemands *épuisés, sans combat.* Les *pionniers* français ont détruit 300 mètres de voie ferrée et un tunnel. Les Français et les Polonais ont eu deux cent cinquante tués et cinq cents blessés.

Le corps *expéditionnaire français* arrive à la mi-juin en Angleterre. *La bataille de France est déjà perdue.* Il débarque en Bretagne où, privé de ses moyens, il lui faut se rembarquer presque aussitôt et se retrouve à Plymouth le 19 juin. La *plus grande partie de la 13[e] demi*-brigade de la légion, avec son chef devenu Monclar, se rallie à de Gaulle, résistant et « *mutin* » de la veille. « *Tu verras,* dit-il des hommes *de Vichy à Béthouart qui rentre avec* le gros de ses troupes, *c'est une bande de vieux dégonflés.* »

Le 2 juillet, départ vers le Maroc, *où, après* l'affaire de Mers-El-Kébir, le convoi est accueilli armes pointées à Casablanca : on le prend pour « *l'armée de de Gaulle* ».

Béthouart se retrouve colonel. Deux ans et demi plus tard, lors du débarquement allié en Afrique du *Nord, il encerclera avec ses hommes* la résidence générale pour forcer son chef, le général Noguès, à se *rallier,* et sera envoyé en cour martiale. La bataille de Narvik et son issue sinistre, mais victorieuse, marqueront les hommes *qui y ont participé, officiers et soldats.* Ils appartenaient à l'élite de l'armée. On les retrouvera. Le capitaine Koenig, futur vainqueur de Bir-*Hakeim, où s'illustra la 13[e] demi*-brigade de la légion, le capitaine Dewavrin, *chef, sous le nom* de Passy, des services secrets de la France libre, le capitaine Faure, à la carrière agitée. Et les visiteurs en mission comme le capitaine de *Brantes, père de Mme Valéry Giscard* d'Estaing, qui mourra déporté *à Mauthausen, ou le commandant* aviateur Stehlin, qui avait réussi à fuir la Finlande où il avait été envoyé. Les chasseurs seront un élément essentiel de la Résistance dans la région alpine.

Les Norvégiens n'ont pas oublié *la fraternité d'armes qui les avait* liés aux troupes françaises. Depuis la *guerre,* Narvik relevée de ses ruines, a toujours accueilli dans l'enthousiasme les survivants de cette *bataille* aux jours sans fin.

JEAN PLANCHAIS.



DIPLOMATIE

EN NORVÈGE

M. Barre affirme la volonté de la France de diversifier sa coopération avec Oslo

Après avoir consacré la première journée de son voyage en Norvège à visiter les installations de production de gaz naturel du gisement sous-marin de Frigg, au large du port de Stavanger, en mer du Nord, M. Raymond Barre s'est rendu ce mardi matin 27 mai à Oslo où il a eu un entretien en tête à tête avec son homologue norvégien, M. Odvar Nordli. Cet échange de vues consacré à la situation internationale et aux questions bilatérales devait être suivi en fin de matinée, puis l'après-midi, d'entretiens élargis entre les dirigeants norvégiens et la délégation française, qui comprend notamment MM. André Giraud, ministre de l'industrie, et Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Répondant à un discours du ministre norvégien du pétrole et de l'industrie qui avait souligné que la Norvège entend « *ne pas faire exclusivement dépendre son économie de l'exportation du gaz et du pétrole* », M. Barre a souhaité lundi soir que les deux pays nouent « des liens à la *fois plus étroits et plus diversifiés* ». Le voyage du premier ministre n'a pas été perturbé par la grève des contrôleurs du ciel qui paralyse depuis ce mardi matin le trafic aérien norvégien.

De notre envoyé spécial

Oslo. — En commençant son voyage, sous un soleil voilé, par une visite des plates-formes du champ de gaz de Frigg, dont les réserves (220 milliards de mètres cubes) équivalent celles de Lacq mais dont la production assurée par Elf-Aquitaine-Norge est le double de celle du gisement aquitain, M. Barre est entré immédiatement dans le vif du sujet. L'avenir du rôle des groupes français Elf-Aquitaine et Total dans la politique de la Norvège constitue en effet l'un des enjeux les plus importants pour la France de la coopération franco-norvégienne.

Au moment où la participation française au développement des ressources pétrolières et gazières norvégiennes est, d'une part, de plus en plus limitée à un rôle d'assistance technique par la politique de « norvégianisation » menée par Oslo et, d'autre part, battue en brèche par des groupes rivaux de plus en plus actifs, l'alternative est simple : sauf à accepter le déclin à terme de la présence française en mer du Nord, il s'agit pour Paris et les groupes français, notamment Elf-Aquitaine, d'accepter les bases d'une nouvelle forme de coopération souhaitée par Oslo.

Dès sa première allocution, prononcée sur la plate-forme centrale de Frigg, M. Barre a clairement affirmé que le gouvernement français comprenait « *parfaitement* » l'orientation nationaliste de la politique énergétique de la Norvège et retenait le principe d'une coopération industrielle excédant largement le secteur pétrolier, ainsi que le désire la Norvège, en contrepartie de ses ventes de pétrole et de gaz. « *Tout en reconnaissant le désir légitime du gouvernement norvégien de promouvoir en priorité le rôle des entreprises nationales, nous espérons pouvoir apporter une contribution suivie et particulièrement confiante aux développements futurs en mer du Nord,* a-t-il notamment déclaré. *Ma présence ici marque bien le souhait de la France de développer et de diversifier l'ensemble de nos relations économiques et commerciales (...). Je ne doute pas que nos échanges recevront une nouvelle impulsion et que se développera une coopération à long terme dans l'intérêt commun.* »

M. Barre a d'ailleurs souligné l'importance stratégique des ressources énergétiques de la mer du Nord : « *La Norvège aura à l'avenir un rôle majeur dans l'approvisionnement européen en hydrocarbures, contribuant à la sécurité et à la stabilité de cette partie du monde.* »

Il a également rendu hommage « *aux nouveaux travailleurs de la mer* », ces hommes et ces femmes qui œuvrent sur les nombreuses plates-formes plantées entre la Norvège et la Grande-Bretagne.

« La complémentarité de nos économies »

La position de la Norvège a été résumée lundi soir à Stavanger par M. Bjartmar Gjerde, ministre du pétrole et de l'énergie, qui a déclaré, au cours d'un dîner officiel offert par le maire de la ville: « *L'une de nos préoccupations est de mettre au point avec les gouvernements des autres pays une collaboration englobant le pétrole et l'industrie. Nous ne souhaitons pas faire exclusivement dépendre notre économie de l'exportation du gaz et du pétrole, et nous souhaitons développer une coopération susceptible de promouvoir notre potentiel industriel dans d'autres domaines. Le gouvernement est désireux de faire bénéficier l'industrie norvégienne d'un nouvel apport technologique et de lui ouvrir de nouveaux marchés. Les conditions actuelles devraient bien se prêter à une collaboration industrielle et énergétique utile et équilibrée entre la Norvège et la France.* »

M. Barre lui a notamment répondu : « *La complémentarité de nos économies, soutenue par une volonté politique commune, doit être la base de liens à la fois plus étroits et plus diversifiés entre la Norvège et la France. Les entretiens que j'aurai avec M. Nordli permettront d'approfondir ces liens à la fois politiques et économiques.* »

Les dirigeants norvégiens, qui paraissent assez réservés quant à l'intérêt des résultats des entretiens qu'ils avaient eus en novembre 1979 avec M. Giraud, ministre de l'industrie, attendent de toute évidence le gouvernement et les industriels français à leurs actes. Très courtisés depuis que le pétrole les a rendus riches — une délégation chinoise est attendue la semaine prochaine à Oslo, — ils entendent s'en tenir à la loi de l'offre et de la demande, même à l'égard des Français, bien que ceux-ci aient été, comme l'a rappelé M. Barre, « *parmi les premiers* » à contribuer au développement énergétique de la Norvège dans l'exploration des fonds de la mer du Nord.

Afin de dissiper ces doutes, M. Barre entend assurer le gouvernement d'Oslo de la volonté politique de la France d'accroître les échanges globaux entre les deux pays, suivant un processus de coopération étalé sur « *au moins plusieurs décennies* ».

ALAIN ROLLAT.

● *M. Gromyko*, ministre soviétique des affaires étrangères, *s'est* entretenu lundi 2 mai à Moscou avec l'ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S., M. Watson. L'entretien a porté sur « *certaines questions concernant les relations soviéto-américaines* », indique l'agence Tass, qui ne donne pas d'autres précisions. — *(A.F.P.)*

● *M. Debré*, à la tête d'une délégation du groupe des Démocrates européens de progrès de l'Assemblée européenne, est arrivé lundi 26 mai à Athènes pour une visite de quatre jours. Font également partie de la délégation MM. Messmer, Druon et de La Malène, président du groupe DEP, *essentiellement formé des députés* européens R.P.R. — *(A.F.P.)*

Le premier forage au nord du 62e parallèle va débuter

De notre correspondante

Oslo. — La mise en route de la *production* de pétrole et de gaz sur le plateau continental norvégien, au nord du 62e parallèle, prévue par le gouvernement n'aura pas lieu avant 1990 au plus tôt. Telle est la conclusion d'un rapport qui vient d'être soumis aux *autorités et élaboré* par un comité d'experts chargé, en 1976, d'étudier les conséquences d'une activité pétrolière dans cette région.

Jusqu'à présent, la production dans le secteur norvégien de la mer du Nord se situe au sud du 62e parallèle. Le premier forage au nord de celui-ci, à la hauteur de l'Islande, va commencer cette semaine. Selon le président du comité d'études, le secrétaire d'Etat au ministère du pétrole et de l'énergie, M. Trygve Tamburstuen, l'activité prévue pourrait *provoquer une certaine détérioration* de l'environnement marin... Mais, estime-t-il, pas de façon à perturber gravement l'équilibre écologique.

La société d'Etat norvégienne Statoil participera pour 50 % à l'exploration des trois blocs distribués, pourcentage qui pourrait atteindre 80 % dans l'éventualité de découvertes majeures. La société mixte Norsk-Hydro, dans laquelle les actionnaires français détiennent 18 % des parts, collaborera à l'opération relative aux trois blocs, en coopération avec d'autres sociétés norvégiennes et étrangères. Elf-Aquitaine fournira l'assistance technique sur l'un des périmètres. Le comité d'études estime qu'il sera possible de *transporter le pétrole jusqu'à* la côte à l'aide d'oléoducs mais n'exclut pas la possiblité d'un chargement sur place.

Cette année, la production de pétrole en secteur norvégien dépassera 50 millions de tonnes. L'année dernière, elle avait été de 39,6 millions de tonnes. — C. L.

Le Monde

société

CONGRÈS

L'Union des athées « contre tous les ayatollismes »

Pour les participants au congrès de l'Union des athées (1), qui se sont retrouvés environ une centaine, le dimanche 25 mai, dans un grand hôtel parisien, pour discuter du thème *« religions et droits de l'homme »*, le centre des débats, la cible de tous les ressentiments, ont été la prochaine visite, à Paris, de Jean-Paul II, cet *« ayatollah de Rome »* comme l'appelle l'un des congressistes, qui ajoute : *« Nous sommes contre tous les ayatollismes ! » « N'est-il pas légèrement osé*, ironise M. Dallan, un des dirigeants du mouvement, *de venir ici pour défendre les droits de l'homme, alors qu'on ne défend même pas les droits de l'enfant contre l'emprise de la superstition dans sa propre organisation ? »*

L'Union des athées avait déjà réagi devant le projet de voyage pontifical. Dans une lettre adressée à M. Giscard *d'Estaing lui demandant un temps* d'antenne régulier pour leur mouvement à la télévision, le président d'honneur, M. Francis Perrin, et le président actuel, M. Albert Beaughon, écrivent : *« La prochaine venue du pape à Paris porte à son paroxysme ce déséquilibre inacceptable de l'information publique. »* Dans une autre lettre à M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, pour dénoncer l'invitation officielle faite au pape par cette organisation comme *« particulièrement injustifiée et malencontreuse »*, les signataires se justifient ainsi : *« L'histoire de l'Eglise catholique romaine est, en effet, caractérisée par une violation systématique des droits de l'homme les plus élémentaires. L'Inquisition et les bûchers l'attestent éloquemment. Ils se sont perpétrés tant que l'Eglise en a eu le pouvoir. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen, proclamée en 1789 par des républicains courageux, fut condamnée avec la plus grande vigueur par les papes qui se sont comportés constamment en dictateurs dans les territoires qu'ils gouvernaient. »*

Mille deux cents adhérents

M. Beaughon ne se fait pas beaucoup d'illusions sur le succès de ces démarches. *« A part des réponses de parlementaires socialistes*, nous a-t-il dit, *ni le président de la République ni le directeur général de l'UNESCO n'ont répondu. Cela fait longtemps que nous demandons à pouvoir défendre notre point de vue à la télévision. Jusqu'à présent, on nous a accordé un quart d'heure par an dans le cadre de l'émission de FR 3, « Tribune libre ». La dernière, en septembre 1979, nous a valu pourtant trois cents lettres. »*

Combien de membres compte l'association ? *« Il y a mille deux cents adhérents officiels*, répond M. Louis Gabriel, délégué pour la presse, *ce qui est plus que le parti radical ! Puis nous avons d'innombrables sympathisants, car on peut dire qu'un bon tiers de Français sont athées ou indifférents. Enfin, notre mouvement progresse lentement et, signe encourageant, le tiers de nos adhérents ont moins de trente-cinq ans ! »*

Concrètement, y aura-t-il des manifestations lors de la venue de Jean-Paul II ? *« Non*, répondent les responsables de l'Union des athées. *Nous voulons simplement dénoncer le scandale, en temps de crise, d'un voyage qui coûtera 5 millions et demi de francs : somme qui sera payée en partie par des citoyens français qui s'opposent à la religion romaine. Nous voulons simplement faire entendre notre voix. »* Voilà qui est fait.

ALAIN WOODROW.

(1) Union des athées, 03330 Bellenaves, tél. (70) 58-30-13.

Les M.J.C. veulent être les partenaires à part entière des communes

De notre correspondant

Grenoble. — Le sixième congrès national de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (F.F.M.J.C.), qui a eu lieu du 24 au 26 mai à Grenoble, a vigoureusement condamné le « budget de misère » accordé en 1980 par l'Etat aux M.J.C. et son désengagement progressif de l'action culturelle et socio-culturelle.

« Jamais la situation budgétaire de l'institution n'a été aussi catastrophique », a souligné, devant les douze cents congressistes, le président de la Fédération, M. Robert Lenoir. Dans une motion, l'assemblée a demandé le doublement du budget du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, et réclamé l'abrogation de *« l'impôt inique sur l'éducation et la culture qu'est la taxe de 4,25 % sur les salaires »*, payée par les associations. Cette plate-forme de revendications a été adoptée après un débat houleux, pendant lequel une partie de l'assemblée a manifesté une certaine agressivité à l'égard des instances dirigeantes de la Fédération, insuffisamment engagées, selon elle, dans la lutte contre *« la politique d'austérité qui étouffe les M.J.C. »*.

Le congrès de Grenoble a démontré le climat d'incertitude qui règne sur l'avenir des M.J.C. Le projet de loi sur la réforme des collectivités locales comporte, selon les membres de la Fédération, des menaces pour la vie associative. *« Les collectivités locales revendiquent à juste titre d'intervenir dans la recherche des objectifs, la définition des priorités. Représentant les intérêts collectifs des populations, elles ont la volonté de participer de plus près à la vie culturelle de la commune. La réforme des collectivités locales qui se prépare va en effet transférer l'essentiel des compétences en ce domaine, mais sans pour autant résoudre la question des ressources. Oui, nous sommes satisfaits que les communes s'intéressent désormais au contenu de l'animation, mais nous pensons que le plurifinancement est une nécessité plus que jamais vitale »*, a indiqué, dans son rapport, M. Georges Bertrand, vice-président de la Fédération.

Il a souligné d'autre part que les directeurs et les animateurs des M.J.C. ne devaient plus regarder les responsables de la vie communale comme de simples *« bailleurs de fonds »*, mais comme de véritables partenaires. *« Nous constatons qu'il ne peut y avoir de M.J.C. au sens plein du terme en 1980 sans qu'un accord existe avec la municipalité sur les objectifs généraux, les règles de gestion de l'institution, sur le contenu de notre intervention »*, a ajouté M. Bertrand.

L'assemblée s'est déclarée favorable à la signature de conventions entre les villes et les M.J.C. comme cela existe depuis 1972 à Grenoble, la ville définissant les missions confiées à son partenaire, celui-ci décidant ensuite, *dans ce cadre, mais en toute* indépendance, des actions à mener.

CLAUDE FRANCILLON.

JUSTICE

LE DÉBAT SUR LE PROJET

Violence et subjectivité

Au cours du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 25 mai, M. Alain Peyrefitte a assuré que son projet de loi répondait à la montée de la violence et au sentiment d'insécurité des Français. Le garde des sceaux a cité certains chiffres qui, selon lui, confirment cette thèse, mais dont les spécialistes discutent le bien-fondé. Selon ses propres services, l'Etat, en raison de l'insuffisance des observations statistiques, ignore, pour une part, la réalité de la violence. Il s'agit, dans le cas du garde des sceaux comme dans celui de l'opinion qu'il invoque, d'une estimation subjective. Cette conclusion prend un relief particulier, à l'heure où le volet « sécurité » du projet est mis en avant pour s'assurer du soutien de la majorité.

Qu'a dit M. Peyrefitte ? Tout simplement que *« la sécurité des Français »* était *« menacée »*, que l'objectif du projet était de *« faire face à un problème que nous n'avons pas le droit d'ignorer, qui est la montée de la violence et du sentiment d'insécurité ». « C'est un fait incontestable, qui ressort des chiffres écrasants*, constate le ministre de la justice. *Depuis une dizaine d'années, les Français ressentent une montée de la violence objective : cela ressort des chiffres. »*

Une telle analyse a désormais valeur d'évidence, à force d'être répétée, clamée, par une opinion publique qui maîtrise de plus en plus mal ses spasmes de peur. Le garde des sceaux la reprend à son *compte*, l'authentifie, la certifie exacte, en la parant de fondements scientifiques. Et ce faisant, la présente comme la religion de l'Etat.

Le revirement n'est pas mince. M. Alain Peyrefitte avait montré jusqu'ici, non sans courage, un esprit de résistance face à *« l'idéologie de l'insécurité »*, qui veut que, pour apprécier la violence, la croyance populaire ait la vertu de la réalité scientifique. Le premier, le ministre de la justice avait mis en avant le danger qu'il y a à suivre la pente naturelle de l'opinion publique. N'avait-il pas écrit, en 1977, dans le rapport introductif du comité d'études sur la violence, qu' *« un sentiment d'insécurité se développe dans l'appréhension d'une réalité imprécise, qu'il s'alimente moins de faits concrets qu'il ne repose sur une image subjective de la criminalité (...) »* ?

M. Raymond Barre n'avait-il pas expliqué à son tour, le 12 octobre 1979, qu'il fallait *« tordre le cou à certaines idées reçues »* (*le Monde* daté 14-15 octobre) ? Ces vingt-quatre derniers mois, du magistrat qui sanctionnait un acte d'autodéfense au ministre de l'intérieur qui refusait de recruter toujours plus de nouveaux policiers — alors que *la France a déjà, et de loin*, le plus fort taux d'encadrement d'Europe, — les responsables de l'autorité policière et judiciaire ont fait serrer les rangs contre la vague grandissante de la *« subjectivité »* des Français.

Il arrivait même que, dans le désir d'endiguer le credo populaire de *« la montée de la violence »*, on présente des arguments parfois anachroniques : ainsi M. Christian Bonnet expliquait-il récemment dans un débat télévisé qu'il n'y avait pas plus de crimes en 1980 que dans la France du début du siècle...

Les homicides

Mais nous avions mal entendu. M. Alain Peyrefitte estime indirectement aujourd'hui que l'Etat s'est trompé. Qu'avec tout son arsenal *scientifique, et malgré ses nombreux* poste d'observation, il avait eu tort contre le bon sens national. Il n'y a nulle *« subjectivité »* dans la croyance populaire, explique le ministre de la justice. *« Les Français ressentent une montée de la violence objective. »*

Cette foi officielle, apparemment, n'est pas née de l'air du temps. Elle est déduite d'observations statistiques. *« Cela ressort des chiffres »*... répète le garde des sceaux : *« la grande criminalité a été multipliée par trois entre 1970 et 1980, donc en dix ans*, note-t-il. (...) *Beaucoup de rubriques sont en très forte augmentation : les vols à main armée, les hold-up, le proxénétisme, le trafic de drogue, les prises d'otages, les homicides crapuleux dans l'ensemble des homicides volontaires, les viols... »* Le ministre *de la justice assure aussi, mais sans* donner davantage de précisions, qu'après avoir constaté une certaine diminution de la délinquance en 1978 on notait *« un accroissement en 1979 »*.

C'est la première fois que ces chiffres sont mis en avant. Jusqu'ici les statistiques officielles faisaient état, après une forte poussée globale de la violence au début des années 70, d'une relative accalmie, ces dernières années. Pour ne citer que les chiffres les plus récents, rappelons que le 22 mars 1979, M. Alain Peyrefitte constatait, devant le comité national de prévention de la violence, que le taux de hausse de la délinquance était passé de 15 % en 1976 à 3 % en 1977.

L'année suivante, selon les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur, l'accroissement *n'est plus que de* 2,38 % (*le Monde* du 19 juin 1979), et, quelques mois plus tard, le comité national de prévention de la violence notait lui aussi *« une stagnation » de l'augmentation de la criminalité* en France (*le Monde* du 13 février 1980).

La violence se serait-elle subitement déchaînée ces dernières semaines ? Et principalement la *« grande criminalité »*, comme l'explique *le garde des sceaux ? Pour* les quatre premiers mois de 1980, les services statistiques de la Brigade de répression et d'intervention (BRI), plus connue sous le nom de « brigade antigang », police spécialisée dans la lutte contre le grand *banditisme, constatent*, en fait, pour la région parisienne, une diminution de la plupart de leurs *principales* rubriques : les vols à main armée contre des banques passent entre 1979 et 1980 de 159 à 125, les attaques contre des postes de 32 à 21, les hold-up contre des bijouteries de 8 à 0, etc.

De son côté, la gendarmerie nationale, qui pourtant notait une augmentation de 12,5 % de la violence globale entre 1978 et 1979, enregistre, elle, une baisse sensible des vols à main armée (— 5,82 %) et des vols avec violences (— 5,10 %)...

Les chiffres ont, on le sait, des vertus magiques dans le débat public. *On peut tout leur faire dire, ou* presque. C'est plus vrai encore pour les chiffres de la réalité criminelle. Non qu'ils soient sujets à davantage de manipulations, mais parce que leur valeur scientifique est très fragiles. En fait, la France ne possède pas *actuellement le moyen* sérieux d'apprécier l'évolution de la violence. L'Etat, comme l'électeur inquiet, en est réduit à une estimation subjective de la criminalité ambiante.

« Nous n'avons pas d'image fidèle de la criminalité », expliquent les spécialistes des équipes de recherche du ministère de la justice, les propres collaborateurs de M. Alain Peyrefitte. Les statistiques résistent en effet. Cela tient pour l'essentiel à des difficultés de méthodes et à *la précarité* des sources d'information.

En fait, les seuls *chiffres fiables* — d'ailleurs cités par le garde des sceaux à l'émission d'Europe 1 — sont ceux des homicides volontaires : 500 par an, c'est-à-dire autant qu'en 1900, *auxquels il faut ajouter les* 1 500 tentatives annuelles.

Mais pour le *reste* ? Les *spécialistes* estiment que 66 % des affaires sont classées par les parquets des tribunaux et, ainsi, *n'entrent pas* dans la comptabilité officielle... En *amont, les services de police n'enregistrent* que les affaires *« signalées »* : ils ne comptabilisent que les cas qu'ils traitent et ne transmettent souvent aux tribunaux que des dossiers *« vides »*, c'est-à-dire, sans désignation de catégorie statistique. Les services de sécurité des grands magasins, par exemple, ne transmettent souvent à la police qu'un vol sur dix. Habilités à traiter elles-mêmes leurs dossiers, les banques ne donnent pas toujours tous les chiffres concernant les chèques volés ou sans provision, etc.

Rien ne dit non plus, estiment ces mêmes spécialistes, que ce que la France profonde ressent comme une *augmentation de la criminalité* ne corresponde pas, en fait, à une *plus grande sensibilité à l'acte de* violence, à *une volonté nouvelle des victimes à se faire connaître et à* chercher à obtenir réparation. Ainsi, comment distinguer l'accroissement réel *du nombre* des cambriolages de la hausse des chiffres des *plaintes déposées par* des Français atteints dans leur intimité ?

Comment établir la différence entre une augmentation naturelle des crimes et des délits et un accroissement des chiffres *« provoqué artificiellement »*, soit par les assurances *qui ont généralisé ces dernières* années l'obligation du dépôt de plainte, soit par l'évolution de la vie sociale ou des mœurs, comme c'est le cas pour le viol. Aucun organisme ne connaissait, en 1975, la réalité de ce dernier acte criminel, pour la *simple raison que les victimes répugnaient* à se faire connaître. Comment faire alors la preuve de l'augmentation du nombre des viols ?

Flou artistique

Il en va ainsi pour les cambriolages de résidences secondaires comme pour les vols à l'étalage, *pour le proxénétisme* comme pour le trafic de drogue, rubrique dans laquelle la gendarmerie, *par exemple*, comptabilise aussi bien le lycéen toxicomane qui revend 10 grammes de haschisch à un camarade que le trafiquant d'héroïne. Autre handicap, qui découle directement des premières *« subjectivités »* françaises, *vers 1976 : en exigeant du* gouvernement qu'il recrute toujours *plus de policiers*, l'opinion publique grossit *artificiellement* l'importance de la délinquance. Il est logique que ce recrutement ait entraîné une hausse du nombre d'affaires traitées, *donc des données statistiques. Ce* qui n'implique pas automatiquement que la *criminalité ait augmenté dans* le même temps en pourcentages absolus. *« Si vous ne placez pas de gendarmes sur la route, rien ne vous dit*, estime un sociologue du ministère de la justice, *que des infractions au code de la route ne seront pas commises. Pourtant on ne comptabilisera que les infractions relevées par les gendarmes. Placez de plus en plus de gendarmes sur les routes et vous enregistrerez de plus en plus d'infractions. »*

Il est probable qu'un jour les *données statistiques sur l'ampleur de la* violence parviendront à un seuil d'équilibre. Mais tous les spécialistes estiment que la France, pour l'instant, en est réduite à observer un phénomène marqué surtout par le flou artistique. De ce constat devrait *découler une certaine humilité*. Par prudence, en cette matière particulière qui influence de manière aussi grave les fantasmes collectifs, les représentants de l'Etat devraient se garder des chiffres et montrer plus de sang-froid. A moins que M. Peyrefitte, entre deux *subjectivités*, ait délibérément choisi celle du plus grand nombre

PHILIPPE BOGGIO.

« LE PROJET N'A PAS LA FINALITÉ QUI LUI EST PRÊTÉE DEVANT L'OPINION PAR SES ADVERSAIRES » affirment douze juristes

Douze juristes ont adopté le texte suivant :

C'est l'honneur de notre peuple d'être passionnément attentif au maintien de ses libertés.

C'est le devoir permanent du gouvernement de répondre au besoin de sécurité en proposant au Parlement, interprète souverain de la volonté de la nation, les *mesures* les mieux propres à l'assurer.

Les juristes soussignés ont étudié minutieusement le projet du garde des sceaux.

Ils *ont tout d'abord constaté* que le projet n'a pas la finalité qui lui est prêtée devant l'opinion par ses adversaires, à savoir, par une politique de répression accrue, condamner les juges à l'*impuissance*, transformer les juridictions pénales en chambres d'enregistrement, diminuer les droits de la défense. Ils ont relevé que, par exemple, la *restructuration* des procédures rapides restitueraient à la défense le plein exercice de sa *mission*.

S'ils peuvent formuler, en revanche, certaines observations ou certaines suggestions, ils se refusent à les insérer dans un contexte *d'agressivité*.

Habitués à conduire leurs travaux dans la sérénité avec l'unique préoccupation de contribuer, par un apport positif, à l'édification du Parlement sur la portée des textes législatifs qui lui *seront soumis*, ils feront connaître, le cas échéant, les propositions qui leur paraîtraient répondre aux appréhensions légitimes de la majorité silencieuse.

[Ont signé ce texte : Mᵉ Roland Blanquer, avocat à la cour ; M. René Cénac, président de chambre honoraire à la Cour de cassation ; M. Bernard Chenot, membre de l'Institut ; Mᵉ Hervé Cren, avocat à la cour ; Mᵉ Damien, bâtonnier, de Versailles ; Mᵉ Jean Gallot, avocat à la cour ; Mᵉ Jean-Marc Gernigon, avocat à la cour ; Mᵉ Rémy Montagne, avocat à la cour ; Mᵉ Pierre Morand-Monteil, ancien bâtonnier ; Mᵉ François Sarda, avocat à la cour ; Mᵉ Gérard Savreux, ancien bâtonnier, ancien président de la conférence des *bâtonniers* ; M. François Terré, professeur de droit à l'université Paris-II.]

● *Des inconnus ont brisé les vitres* du local de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.), 60, rue François-Miron, Paris (4ᵉ). Dans un *communiqué*, la Fédération signale que ces faits, qui se sont produits dimanche 25 mai, ont déjà été précédés de quatre actions semblables et demande *« une action plus efficace dans la recherche des coupables »*.

SÉCURITÉ

Laxisme...

JUSTICE

« SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

La punition des juges

(Suite de la première page.)

Humaine, cela suppose que, par-delà les actes qui leur sont reprochés, les hommes — et eux seuls — sont jugés.

Or, sous le prétexte avancé d'une opinion troublée qui estimerait notre justice trop lente, trop timorée et trop indulgente, voici qu'on veut nous engager sur la voie d'une justice *accélérée, répressive, automatique* et *exemplaire*.

Tout n'est, certes, jamais tout bon d'un côté ni tout mauvais de l'autre. Il n'y a pas face à face aujourd'hui les partisans de l'ordre et les partisans de la justice, les défenseurs des honnêtes gens et les défenseurs des criminels, les réalistes et les idéalistes, la droite autoritaire et la gauche libérale, le Club de l'Horloge et la Ligue des droits de l'homme...

Il y a simplement, de part et d'autre d'une ligne de démarcation qui se creuse, ceux qui réagissent instinctivement en termes de force et ceux qui essaient, sans toujours y parvenir, de penser en termes de justice et de liberté.

Les uns et les autres sont, à l'évidence, totalement sincères. Mais ce sont deux conceptions diamétralement opposées de la justice qui se heurtent.

On saluera, bien sûr, pour les avoir appelées depuis si longtemps de nos vœux, les révérences discrètes faites par le projet Peyrefitte aux libertés individuelles dans certains secteurs (contrôle judiciaire de la détention des étrangers en instance d'expulsion au-delà de quarante-huit heures ; contrôle des établissements privés recevant des personnes soignées pour troubles mentaux). Elles ne parviennent pas néanmoins à cacher les deux inspirations fondamentales du projet, dont la corrélation est pour le moins contestable : *la défiance à l'égard des magistrats qui jugent ; la confiance, à l'inverse, affichée, dans les magistrats qui poursuivent.*

Laxisme...

Il fallait, d'abord, « punir » les juges pour leur prétendu laxisme. Les punir de ne faire point assez coïncider les peines demandées et les peines prononcées, les peines prononcées et les peines effectivement appliquées. Les rendre responsables — et eux seuls — de cette perte de crédibilité de la justice qui fait, paraît-il, naître l'angoisse collective et s'effondrer la dissuasion de la sanction.

Il faut donc, pour l'avenir, les empêcher de nuire en les mettant hors circuit. Ainsi rogne-t-on leur latitude d'appréciation en fixant des fourchettes de peines plus serrées, en rétrécissant l'éventail des sanctions par un relèvement du plancher et un abaissement du plafond. Ainsi limite-t-on leur éventuelle indulgence en « restaurant le sursis dans sa vraie dimension ». Une promesse certes, mais aussi une menace. Ce qui signifie que le sursis ordinaire sera accordé moins facilement, que sera même restreint celui qui s'assortissait d'une mise à l'épreuve, que seront mieux contrôlées les conditions dans lesquelles il est consenti aux auteurs de violences graves. Parallèlement, on limitera l'ouverture du bénéfice des circonstances atténuantes...

Mêmes restrictions, après la condamnation, pour les remises de peine, les permissions de sortie, les libérations conditionnelles. Les juges d'application des peines étaient-ils trop compréhensifs et *trop humains* ? Qu'à cela ne tienne ! On s'arrangera pour que ces mesures ne puissent plus être prises désormais qu'à l'unanimité d'une commission où siégeront *naturellement le directeur* de l'établissement pénitentiaire et le procureur de la République. Pauvre juge de l'application des peines, chargé de sauver ceux qui pouvaient l'être encore. C'est sa propre mort que l'on veut aujourd'hui !

...et lenteur

Il fallait ensuite « punir » les juges pour leur lenteur. Comme si la lenteur de la justice était leur faute et non celle du gouvernement, voire de la nation tout entière. Car, enfin, la longueur des procès ne tient pas au mauvais vouloir ni à l'inertie des juges mais aux conditions précaires dans lesquelles ils travaillent, c'est-à-dire à l'insuffisance des crédits qui leur sont alloués, donc à la pauvreté du budget de la justice.

La durée des procès a une autre cause, et celle-ci est parfaitement honorable : c'est la sauvegarde des droits de la défense *garantis* par le respect des procédures. On oublie trop que la procédure pénale n'a pas été faite pour le juge mais pour le justiciable et que, si elle est souvent longue, c'est parce qu'elle est scrupuleuse.

En invoquant l'impérieuse nécessité d'une accélération de la justice, le projet Peyrefitte fait d'une pierre deux coups. Il évacue à la fois le défenseur et le juge pour laisser le champ libre au procureur...

La manœuvre est astucieuse. On s'appuie sur les critiques faites depuis longtemps aux aux audiences de flagrant délit, donc aux juges qui les tranchent, pour les supprimer tout à fait et les remplacer par une procédure — *tout aussi expéditive que l'était* l'ancienne — mais s'appliquant désormais à tous les délits, *flagrants ou non, et conduite*, cette fois, par le seul parquet.

Ainsi, en matière correctionnelle, le procureur pourra-t-il à l'avenir, quand il l'estimera utile, saisir *directement le tribunal* correctionnel et demander à cette juridiction — ou à son président — de placer la personne déférée sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire.

Ainsi, en matière criminelle, les affaires considérées comme « élucidées » au terme de la seule enquête de police pourront ne plus comporter d'instruction préparatoire et être *directement* envoyées à la chambre d'accusation sur demande du procureur général, la longueur de l'instruction devant dépendre maintenant de la seule obscurité, supposée, de l'affaire.

En fait, la procédure de la *saisine directe* n'est que la généralisation, au profit du parquet, de la procédure ancienne — et contestable — du *flagrant* délit.

Pour punir le juge de l'indulgence qu'on lui prête et d'une lenteur *dont il n'est pas* seul responsable, se met donc insidieusement en place, sous le couvert d'un besoin accru de sécurité, un système qui donne au procureur *de la République* la mainmise intégrale sur le procès, depuis l'enquête jusqu'à l'exécution des peines.

Jusqu'à présent, il y avait deux degrés de juridiction pour les prévenus : le juge d'instruction, qui menait l'enquête, ordonnait les expertises, entendait les témoins, décidait ou non la détention ; et la chambre d'accusation que le prévenu pouvait toujours saisir et qui était chargée de vérifier la régularité et la validité de toutes les mesures prises au cours de l'instruction. Aujourd'hui, seule reste indispensable l'instruction, unique, de la chambre d'accusation, *qui ne peut plus être désormais* saisie que par le parquet.

Après la colère des juges, on comprend celle des avocats. A qui fera-t-on croire que le renforcement des pouvoirs *du parquet* est la condition d'une meilleure protection des droits de la défense ? A qui fera-t-on croire que constitue un progrès dans l'administration de la justice le retour au vieux système moyenâgeux d'une procédure *inquisitoriale*, entièrement basée sur la recherche superstitieuse de l'aveu et la *confusion* du criminel ? Car s'estompe, à l'évidence dans le nouveau brouillard qu'on veut faire planer sur notre droit la procédure *accusatoire*, qui repose sur un libre et égal débat mené, devant le juge souverain, entre la défense et l'accusation.

Si le projet Peyrefitte fait l'*unanimité* contre lui, ce n'est point par l'effet d'une conjuration irresponsable ou malveillante. Avocats, magistrats, professeurs de droit sont tous également préoccupés *par* certaines imperfections de notre justice face à la violence. Nul n'a le monopole du civisme ou de la lucidité. Mais il faut raison garder.

La grandeur d'une justice démocratique est de savoir s'adapter aux époques turbulentes sans renier ses principes et son idéal. Elle n'est pas de suivre, en les encourageant, les pulsions, souvent irréfléchies, d'une opinion publique légitimement inquiète.

Sa mission consiste avant tout à ne pas sacrifier, pour une efficacité, d'ailleurs contestable, à court terme, la réflexion indispensable sur les *causes* profondes du malaise de notre justice et de notre époque.

On ne tuera pas la violence par une répression accrue. On ne fera pas disparaître la criminalité en condamnant à tour de bras des révoltés qui n'ont plus rien à perdre. Notre arsenal législatif est déjà plein de toutes les armes nécessaires. Ont-elles été probantes ?

Ce qu'il faut, bien plutôt, extirper de notre société en déséquilibre, ce sont les maux endémiques et affreux *dont elle* est atteinte et sur lesquels il est faux de dire que nous ne pouvons rien : *la pauvreté, l'inculture, l'injustice, l'inégalité, le racisme, le mépris, la désunion, la solitude, le désespoir* et *la haine*.

C'est beaucoup plus difficile que de faire rédiger un simple texte. Cela exige de la volonté, de la ténacité, du courage et du temps.

JACQUES ROBERT.

UNE « TABLE RONDE » AU RASSEMBLEMENT DU P.S.

Le rassemblement du parti socialiste pour les libertés et contre le projet « Giscard-Peyrefitte » (*le Monde* du 23 mai) aura lieu, mercredi 28 mai à 20 heures, au théâtre de l'Empire, *41, rue de Wagram à Paris 17e*, métro Ternes. Avant le discours de M. Mitterrand, les personnalités suivantes prendront part à une « table ronde » : MM. Michel Vauzelle, délégué national du P.S., Jacques Ribs (droit et démocratie), Henry Buch (Fédération autonome des syndicats de police), Raymond Forni, député de Belfort, Henri Noguères (Ligue des droits de l'homme), Michel Marcus (Syndicat de la magistrature), Jean-René Farthouat (Confédération syndicale des avocats), Paul Bouaziz (syndicat des avocats de France) et Michel Gout (Fédération nationale des unions de jeunes avocats), ainsi qu'un représentant de l'Union syndicale des magistrats. Cette « table ronde » sera animée par Casamayor.

« LE FIGARO » : la concertation n'aurait peut-être pas été inutile.

Dans *le Figaro* du mardi 27 mai, Henri Paillard écrit notamment : *« Il semble que, depuis une semaine, le ministre de la justice ait pris la mesure exacte de l'hostilité manifestée à son projet. La façon dont il dit qu'il est prêt à accepter un débat ouvert, des amendements « qui ne changent pas l'esprit de son texte », en serait la preuve. Le débat à l'Assemblée nationale remplacera peut-être cette concertation qui a tant manqué à l'origine et dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle n'aurait peut-être pas été inutile. »*

LA VISITE DE JEAN-PAUL II

Le voyage de Jean-Paul II en France, du 30 mai au 2 juin, marquera la première visite d'un pape régnant depuis cent soixante-seize ans. Quel accueil les Français réserveront-ils au pape polonais ? Au cours des dix-huit mois de son pontificat, on a dit tout de Jean-Paul II — et le contraire. Il est moderne, mais conservateur ; il écoute beaucoup, mais il agit à sa guise ; il est un homme secret, un spirituel, mais il monopolise les médias...

Les Français n'ont pas la foi solide des Polonais, ni la ferveur des Irlandais, ni la simplicité des Africains. Ils sont cartésiens et rationalistes, mais ils sont curieux de savoir ce que le pape vient leur dire. Quelles relations se noueront entre l'ancienne « fille aînée de l'Eglise » et son nouveau père ? Notre correspondant Robert Solé décrit le climat qui règne à Rome, surtout dans les milieux français. Henri Fesquet analyse l'état d'esprit des Français avant la venue du pape.

Ce voyage représente un véritable casse-tête pour les organisateurs, tant ecclésiastiques que civils. Il est impossible de savoir combien de fidèles — ou de curieux — chercheront à voir le pape en personne. Malgré leurs appels lancés aux catholiques pour qu'ils fassent le déplacement, les évêques craignent la concurrence de la télévision. On note aussi l'annulation d'un certain nombre d'avions et de trains spéciaux en provenance de la province. Mais l'optimisme règne chez les organisateurs, qui comptent réunir cinquante mille jeunes au Parc des Princes, cent mille personnes à Saint-Denis, deux cent mille à trois cent mille à Lisieux, et plus d'un million pour la messe du peuple de Dieu, sur l'aéroport du Bourget, qui sera concélébrée par deux cent dix évêques et deux mille prêtres.

Tous les déplacements du pape dans la capitale, à bord d'une voiture tantôt ouverte, tantôt fermée, devraient également attirer des dizai-

Limites d'un voyage

L'Eglise catholique de France — ou, *comme disent les puristes* craignant des interprétations gallicanes, l'Eglise qui est en France — ne saurait prétendre réserver à Jean-Paul II un accueil aussi inconditionnel que la Pologne.

La différence de situation est évidente : en France, l'Eglise n'est pas sur la défensive ; la pratique religieuse est beaucoup plus faible ; les vocations sont rares. En outre, le culte de la personnalité n'a pas le vent en poupe.

Les Français affectionnent cependant les hommes courageux qui vont au devant des difficultés et tiennent des propos revigorants. Le « *n'ayez pas peur* », qui est un des leitmotive de ce jeune pontificat, entraîne des adhésions et pas seulement dans les rangs des catholiques.

Depuis longtemps la France n'est plus l'enfant chéri de Rome et, tant du point de vue politique que religieux, les difficultés se sont accumulées puis se sont déplacées, mais elles n'ont pas disparu. Faut-il rappeler la condamnation du Sillon, celle des prêtres-ouvriers, du catéchisme progressif, de plusieurs théologiens de race ? Face à la laïcité qui a en France un caractère très particulier, le Vatican est toujours resté d'une façon ou de l'autre réticent, et le pape actuel doit sans doute faire effort pour entrer dans la problématique française. *Pour la* plupart des croyants la séparation entre l'Eglise et l'Etat est un *bienfait*, et la venue du Pape en France n'est pas une affaire politique : c'est la fête *d'une famille spirituelle majoritaire.* C'est intentionnellement que le président Giscard d'Estaing n'accueille par Jean-Paul II à l'aéroport d'Orly, mais sur la place Georges-*Clemenceau. En tant que souverain* de l'Etat du Vatican, le pape doit passer les troupes en revue sur les Champs-Elysées : ce sera un des moments les plus paradoxaux et les *plus contestés au programme* de la visite.

La foule des fidèles et des curieux sera certainement considérable. Mais l'épiscopat français craindrait que la *participation à la messe du Bourget* du 1er juin n'atteigne pas l'ampleur souhaitée, malgré les sollicitations des curés de province. Aussi, appel a été fait à deux cent vingt journaux pour des *placards publicitaires* à titre gracieux. Le procédé a quelque chose d'étonnant, au moins lorsqu'il s'agit de journaux non confessionnels.

L'absence de concordat, cela a été remarqué, contribue à entretenir un certain flou dans le climat des relations extérieures de l'Eglise qui, *selon* les *époques et* les clivages politiques, peut être, en l'absence d'accords précis, tantôt *trop* favorisée, *tantôt* pas assez.

L'Eglise de France n'a pas à se plaindre des contacts qu'elle a dû prendre avec les autorités civiles *pour préparer le voyage du pape.* Des crédits ont été votés pour les aménagements nécessaires ; les ministères intéressés et la municipalité de Paris ont collaboré sans réserve avec les *ecclésiastiques.*

Le gouvernement français a peu à craindre de la venue du pape, encore qu'il ait sur le divorce, la contraception, l'avortement, la morale sexuelle, la vente des armes notamment, des opinions assez différentes. Mais sur la plupart de ces points, le pape n'est guère suivi en France. Jean-Paul II se fera-t-il insistant en ces matières, ou les mentionnera-t-il *évasivement* ? De toute façon, le résultat sera à peu près le même.

Une formule contestable

Quant au discours à l'UNESCO, il peut au contraire avoir un impact réel. Le pape est dans son élément. Son goût pour les problèmes sociaux et les droits de l'homme est connu. Le développement, la culture, l'alphabétisation, sont devenus des thèmes favoris de l'Eglise romaine avec toutes les implications politiques que cela suppose. Jean-Paul II est un des hommes de notre époque dont la vocation internationale est la plus affirmée et il dispose d'une certaine influence qui peut stimuler les initiatives en faveur des pays culturellement et médicalement sous-équipés.

La visite à Lisieux n'est pas seulement un hommage rendu à la *sainteté d'une vie cachée et à une mystique* qui, quoi qu'on en pense parfois, est aux antipodes de la mièvrerie et de la puérilité. La spiritualité incandescente de sainte Thérèse relève aussi de « l'envoi ». Cette propagatrice de la foi et de l'évangélisation est la patronne des missions. Jean-Paul II va cautionner la pureté de cette femme de prière et son intrépidité apostolique à une époque où le zèle missionnaire s'alanguit. Rappelons que Karol Wojtyla a consacré sa thèse de doctorat à « *la foi selon saint Jean de la Croix* » (édit. du Cerf).

Parler de malaise à propos de ce voyage serait exagéré, voyage qui n'est d'ailleurs qu'une avant-première, en vue du pèlerinage de Lourdes, en 1981. Evidemment, la formule de ces déplacements spectaculaires n'est pas satisfaisante. On rêve, comme à chaque fois, d'un voyage d'étude et de travail permettant de mieux connaître les milieux et les problèmes.

Mais, si le terme de malaise est impropre et s'il est vraisemblable que le séjour en France sera considéré comme un succès, il n'en demeure pas moins que, selon l'expression de Pierre Pierrard, Jean-Paul II et les catholiques français « *s'observent depuis dix-huit mois* ». Il est flagrant que le pape polonais et l'Eglise de France ne se trouvent pas sur la même longueur d'onde. « *Les Français ?* aurait dit un jour Jean-Paul II, *je ne sais pas très bien quoi leur dire. Et eux non plus.* » Et cette boutade — qui n'en est peut-être pas une — à l'adresse des Guides de France venus à Castel-Gandolfo en septembre dernier : « *Si je dois venir en France un jour, vous devez mériter ce voyage !* »

En tout cas, en acceptant de venir deux fois en France en un an, le pape fait non seulement preuve de zèle mais d'intérêt et peut-être d'un désir appuyé, non seulement d'approfondir un catholicisme qui ne lui est pas familier, mais de montrer clairement ce qu'il espère de la France catholique.

Jean-Paul II n'a pas d'expérience directe de *la laïcité à la française*, de ce qu'elle suppose de distance et de respect des deux parties, de la neutralité bienveillante d'un Etat qui, contrairement à ce qui se passe dans *les Etats communistes, se refuse* à avoir une idéologie religieuse propre.

Même sur le plan théologique proprement dit, le pape et les catholiques français moyens ne sont pas forcément en osmose. Nombre d'entre eux *accepteraient facilement un* clergé marié, et pas seulement à cause de la pénurie des prêtres, et se montrent de plus en plus gênés devant la misogynie latente de *l'Eglise institutionnelle et la persistance de la mise à l'écart des* femmes.

D'autre part, la conception traditionnelle des prêtres *défendue par le pape coïncide mal* avec celle qui est diffusée parmi le clergé français (1). A Rome, le prêtre-ouvrier fait difficulté et provoque des réticences ; en France, il est considéré le plus souvent comme un des fers de lance de l'apostolat moderne.

D'un côté, le cathéchisme hollandais, où les ouvrages de vulgarisation type Hans Küng sont réprouvés, de l'autre, ils sont considérés comme une des meilleures manières de présenter aujourd'hui la doctrine chrétienne à nos contemporains.

La dévotion mariale du pape, constamment rappelée, n'irrite pas seulement *les milieux protestants*, elle indispose beaucoup de catholiques. Les Français baignent dans un climat de relativisme dogmatique hérité d'une tradition forgée, entre autres, *par Voltaire, Comte et Renan.* En France, l'agnosticisme ou l'athéisme ont leurs lettres de noblesse. Celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas ont en commun un patrimoine *intellectuel, littéraire, national où la* religion s'intègre à pas de loup. Qui prend encore au sérieux en France, ce que l'on appelait le danger mortel de l'athéisme, l'immoralisme des *sans-Dieu, la perversité automatique* d'une philosophie non chrétienne ?

Bienveillance et énergie

Dire que le pape, classique dans ses réflexes, penche vers l'intégrisme est déraisonnable. La persistance de la rupture avec Mgr Lefebvre le prouverait à elle seule. Le vrai est que Jean-Paul II se fait le champion de Vatican II. Chacun le sait ; mais cela n'empêche pas de se demander s'il est normal en 1980 de se contenter de répéter les formules d'un concile achevé en 1965, et si ce *n'est pas l'esprit* de changement de Vatican II qui doit inciter à aller plus de l'avant.

Jean-Paul II est un homme plutôt pragmatique, prêt parfois à réviser *ses idées. Il arrive en France avec* le désir d'écouter et de comprendre. Il convient qu'il n'a pas la science infuse. « *On me reproche,* a-t-il dit récemment, *de trop voyager, mais j'ai plus appris en deux jours en Afrique qu'en deux ans au Vatican.* »

Le cardinal Roger Etchegaray a fait preuve d'optimisme en affirmant : « *Ce ne sera pas un inspecteur qui visitera ses troupes, mais un père qui viendra faire la connaissance de ses enfants.* » Sans doute, mais Jean-Paul II viendra aussi exhorter à plus de rigueur dans la foi et les mœurs, à moins de complaisance à l'égard des doctrines philosophiques et politiques dont la concordance avec le christianisme est contestable. Le pape est bienveillant, mais énergique. Il sait prendre le taureau par les cornes comme on l'a vu lors du synode romain des évêques des Pays-Bas, fin 1979.

Sous Paul VI déjà, dont la largeur *intellectuelle était plus nette*, le *Saint-Siège nourrissait plusieurs* griefs contre l'Eglise de France. En *si peu de temps, la tendance* n'a pu s'inverser. On peut être sûr que le pluralisme du catholicisme de France (doctrinal, pastoral, catéchétique, politique) *suscite toujours* une certaine méfiance à Rome.

Pourquoi d'ailleurs vouloir à tout prix que l'Eglise de France soit exemplaire — c'est le péché mignon des descendants des Gaulois. Elle aurait tort d'y prétendre. Il est sain de recevoir une stimulation de la part de l'évêque de Rome dont c'est le rôle évangélique de « confirmer ses frères » dans la foi et même de mieux repérer les points de convergence et de divergence.

Enfin, on ne saurait oublier les limites du déplacement papal qui est pour l'essentiel un voyage de prestige et de propagande. Le peuple chrétien y trouvera son compte dans la mesure où la piété s'y déploiera et ou des contacts humains et chaleureux s'établiront. Que de temps à autre l'Eglise prenne un visage réconfortant et d'allégresse collective est légitime. A condition que l'on garde à l'esprit que l'important est ailleurs.

HENRI FESQUET.

(1) Une série d'articles sur le sacerdoce a paru récemment dans la revue jésuite *Etudes* dont le contenu a éveillé l'attention de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, si l'on en croit le quotidien italien *la Repubblica* du 20 mai.

Le programme détaillé

VENDREDI 30 MAI

16 heures : Arrivée du pape à Orly, *où il est accueilli* par M. Raymond Barre et les cardinaux François Marty et Roger Etchegaray.

16 h. 20 : Le pape arrive en hélicoptère place Georges-Clemenceau, *où il est accueilli par M. Giscard* d'Estaing. Ils passent les troupes en revue, en descendant jusqu'à la Concorde.

17 heures : Cortège vers Notre-Dame, par le boulevard Saint-Germain, *la rue Dante et la rue Lagrange* (itinéraire accessible au public). « Te Deum » à l'intérieur de Notre-Dame, en présence des corps constitués.

18 heures : Messe sur le parvis de Notre-Dame.

20 heures : Départ pour la place de l'Hôtel-de-Ville, par l'avenue Victoria et la rue de Rivoli (les quais fermés au public).

20 h. 30 : Embarquement du pape sur une vedette au port de l'Hôtel-de-Ville (accès interdit au public), descente de la Seine jusqu'au pont de Iéna (accès interdit au public). Les quais de la Seine sont accessibles au public sur toute leur longueur, les berges sont interdites.

21 . 30 : Départ en voiture vers la nonciature par l'avenue des Nations-Unies, avenue d'Iéna et avenue du Président-Wilson : itinéraire accessible au public.

SAMEDI 31 MAI

8 heures : Rencontre à la nonciature avec les représentants des autres confessions chrétiennes.

10 heures : Visite au président de la République au palais de l'Elysée, départ de la nonciature par la place de l'Alma, le cours Albert-Ier, le cours de la Reine, l'avenue Winston-Churchill, l'avenue Marigny et la rue du Faubourg-Saint-Honoré : itinéraire accessible au public.

12 heures : Déjeuner à l'archevêché (rue Barbet-de-Jouy).

15 heures : Visite à la chapelle de la Médaille miraculeuse (rue du Bac) : rencontre avec des représentants de la catéchèse, des mouvements caritatifs et avec les religieuses.

16 h. 15 : Rencontre avec des Polonais, au Champ-de-Mars.

17 h. 30 : Départ en hélicoptère, de l'Ecole militaire pour la basilique Saint-Denis ; atterrissage dans le parc de la Légion d'honneur.

18 heures : Messe dans la basilique pour les travailleurs français et immigrés. Homélie sur le parvis de la basilique.

20 heures : Retour en hélicoptère à la nonciature, où le pape rencontre les responsables nationaux des mouvements de laïcs.

DIMANCHE 1er JUIN

8 heures : Le pape se rend à l'Institut catholique, où il rencontrera les professeurs et les élèves.

9 h. 30 : Départ de l'Ecole militaire en hélicoptère pour Le Bourget.

10 h. 30 : Messe concélébrée avec tous les évêques de France, les évêques invités et deux mille prêtres.

12 h. 30. A l'issue de la messe, le pape circulera au milieu des fidèles en voiture découverte, avant de regagner la nonciature.

15 h. 30 : Le pape se rend au séminaire d'Issy-les-Moulineaux en hélicoptère, avant de se réunir pour une séance de travail avec les évêques.

19 heures : Dîner avec les évêques.

20 h. 30 : Le pape se rend au Parc des Princes, en voiture, pour une veillée avec les jeunes.

LUNDI 2 JUIN

8 h. 15 : Rencontre de prière avec les représentants des organisations catholiques auprès de l'UNESCO.

9 h. 30 : Visite de l'UNESCO suivie d'un discours.

12 heures : Retour en voiture à la nonciature.

14 heures : Départ pour Lisieux, en hélicoptère de l'Ecole militaire.

15 h. 20 : Arrivée à la basilique de Sainte-Thérèse.

15 h. 45 : Messe devant la basilique.

17 h. 15 : Fin de la messe, départ pour le carmel.

17 h. 45 : Arrivée au carmel.

18 h. 30 : Décollage de l'hélicoptère pour l'aéroport de Saint-Gatien.

19 heures : Envol pour Rome de Saint-Gatien.

***

« Le Monde » publiera au fur et à mesure les programmes des retransmissions et émissions de commentaires diffusées par les diverses chaînes de télévision. Ces programmes ont été insérés dans le dernier « Monde Dimanche ».

Conseils pratiques

A PARIS : utiliser les transports en commun.

● **Cérémonies du vendredi 30, à Notre-Dame, samedi 31 au Champ-de-Mars, dimanche 1er au Parc des Princes.**

La R.A.T.P. conseille d'emprunter essentiellement le métro et le R.E.R., les itinéraires des lignes d'autobus étant susceptibles d'être modifiés.

— NOTRE-DAME : métro Saint-Michel, Châtelet, Hôtel-de-Ville ; R.E.R. Châtelet-les-Halles, lignes A et B (R.A.T.P.) ; Luxembourg, ligne B (R.A.T.P.) ; Pont-Saint-Michel, ligne C (S.N.C.F.).

— CHAMP-DE-MARS : métro Ecole-Militaire, La Motte-Picquet ; R.E.R. Champ-de-Mars, ligne C (S.N.C.F.).

— PARC DES PRINCES : métro Porte-de-Saint-Cloud, Porte-d'Auteuil.

***

● **Cérémonies du samedi 31 à la basilique de Saint-Denis.**

— METRO : Emprunter la ligne 13 Châtillon-Montrouge - Saint-Denis jusqu'à Saint-Denis-Porte-de-Paris. La station Saint-Denis-Basilique sera fermée de 14 heures à 22 heures. Il faudra pour chaque voyage deux billets métro-autobus, (un billet au départ de Paris + un deuxième à la sortie à Saint-Denis-Porte-de-Paris). Les possesseurs d'une carte orange, valable en mai pour les zones 1 et 2, devront utiliser un billet métro-autobus ordinaire à la sortie à Saint-Denis-Porte-de-Paris.

— S.N.C.F. : Trains à la gare du Nord. Service : un train environ toutes les 5 minutes de 15 heures à 19 heures et de 20 heures à 22 heures, descendre à la gare S.N.C.F. de Saint-Denis.

***

● **Cérémonie à l'aéroport du Bourget le dimanche 1er juin.**

— R.A.T.P.

Voyage aller : le métro ouvrira comme d'habitude à 5 h. 30. Emprunter la ligne n° 7 Mairie-d'Ivry-Fort-d'Aubervilliers jusqu'à Fort-d'Aubervilliers ou ligne n° 13 Châtillon-Montrouge - Saint-Denis-Basilique jusqu'à Saint-Denis-Porte-de-Paris. Au départ de ces deux stations, un service d'autobus spéciaux assurera la liaison avec l'aéroport du Bourget.

Voyage retour : à partir de 12 h., selon le même système.

Tarifs : trois billets métro-autobus par voyage : un pour le métro + deux pour l'autobus ou cartes orange valables en juin pour les zones 1 à 3.

— S.N.C.F. : trains directs à gare du Nord (annexe).

Voyage aller : descendre à la gare S.N.C.F. du Bourget (marche à pied sur environ 1.500 mètres) ; de 4 h. à 6 h. : un train environ toutes les 15 minutes ; de 6 h. à 11 h. : un train environ toutes les 5 minutes.

Voyage retour : de 12 h. à 18 h. : un train environ toutes les 5 minutes.

Tarifs : billets spéciaux aller-retour *vendus 5 F* à la gare du Nord ou cartes orange valables en juin : zones 1 à 3.

Eviter la route

L'affluence attendue sur les routes tout au long de la journée du dimanche 1er juin, *en raison* des différents rassemblements liés à la visite de Jean-Paul II dans la région parisienne rendra très difficile l'accès à l'Aéroport Paris-Charles-de-Gaulle.

En raison des difficultés certaines d'utilisation des voitures personnelles au cours de cette journée pour se rendre à l'aéroport ou pour en revenir, il est rappelé que la liaison Roissy-Rail entre la gare du Nord et l'Aéroport de *Paris-Charles-de-*Gaulle (départ toutes les quinze minutes de 5 h. 15 à 23 h. 30) fonctionnera normalement.

Des itinéraires spéciaux évitant *les sorties* nord de Paris seront suivis au cours de cette journée par les cars d'Air France, reliant l'Aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle au terminal de *la porte Maillot* (toutes les quinze minutes à partir de 4 h. 45), et à l'Aéroport de Paris-Orly (toutes les vingt minutes à partir de 5 h.) dans les deux sens. La durée du trajet sera nettement supérieure à la durée habituelle.

A LISIEUX : accès au centre par des navettes.

● **A LISIEUX** (journée du 2 juin) 140 hectares de parking devraient permettre d'accueillir quarante mille voitures. Six cents places de parking réservées à des cars sont prévues d'autre part. L'accès au centre et aux lieux de passage du pape se fera par cars-navettes. Tous renseignements relatifs à cette dernière partie du voyage peuvent être obtenus à l'office du tourisme de Lisieux, 11, rue d'Alençon, 14107 Lisieux Cedex (tél. : (31) 63-08-41).

EN FRANCE

nes de milliers de personnes ; sa sécurité sera assurée par quatorze mille trois cents policiers, C.R.S. et gendarmes, qui jalonneront les parcours et surveilleront tous les lieux de rassemblement. Ce dispositif policier est le plus important mis en place depuis longtemps dans la capitale française, même pour les chefs d'État les plus vulnérables. Il est vrai que les contacts avec la foule ne sont pas la règle. Les services de sécurité redoutent particulièrement des mouvements de foule et des débordements qui pourraient, comme à Kinshasa il y a quelques semaines, être meurtriers.

Du côté ecclésiastique, trente mille scouts assureront le service d'ordre au Bourget, et de nombreux prêtres et religieuses, ainsi que des militants laïcs, se sont portés volontaires pour l'organisation du voyage. L'Office de tourisme de Paris a lancé un appel aux Parisiens pour qu'ils hébergent chez eux les nombreux visiteurs qui risquent de ne plus trouver une chambre d'hôtel. — A. W.

Le pape vient-il réprimander ou soutenir ?

De notre correspondant

Cité du Vatican. — En quinze ans de pontificat, Paul VI n'était *jamais allé en France*. Jean-Paul II, lui, s'y rendra deux fois en l'espace d'une année. L'ancienne *« fille aînée de l'Église »* ne sait trop si elle doit être flattée de cette sollicitude ou s'en inquiéter. A l'origine, le pape ne prévoyait qu'un déplacement à Lourdes en 1981 pour le congrès eucharistique international. Malgré les souhaits de l'évêque de ce diocèse, qui voulait naturellement le garder « pour lui », Jean-Paul II en aurait profité pour visiter d'autres villes de France, dont Paris.

On s'était fait à cette idée, lorsque des bruits commencèrent à courir sur une probable réception du pape à l'UNESCO dès le printemps 1980. Un changement de programme ? Pourquoi ? *Diverses hypothèses surgirent* aussitôt dans des cercles catholiques, nourries par l'embarras *des autorités françaises*. Celles-ci étaient surtout furieuses de l'indiscrétion en provenance de l'UNESCO : elle faisait croire que Jean-Paul II ne se rendrait à Paris que pour visiter une organisation internationale. Finalement, le pape annonça lui-même son voyage le 9 avril — *« voyage exclusivement apostolique »*, — en indiquant quatre puissances invitantes : le président de la conférence épiscopale, l'archevêque de Paris, le chef de l'État français et le directeur général de l'UNESCO.

Plusieurs raisons sont avancées à Rome pour expliquer ces deux visites successives. Il est clair, tout d'abord, qu'un périple dans l'Hexagone en 1981 aurait éclipsé le congrès eucharistique. Or si le pape participe à cette manifestation, comme l'avait fait Paul VI à Bogota c'est précisément pour en souligner l'importance.

Attendre 1981 situait la France assez loin parmi les pays visités. Cela présentait deux sortes d'inconvénients : froisser les successeurs du général de Gaulle et, surtout, laisser croire que l'Église française est mal vue à Rome. Un tel retard était gênant aussi vis-à-vis de l'UNESCO, qui a été l'une des premières institutions à inviter Jean-Paul II. On est obligé de tenir compte au Vatican d'un certain ordre chronologique. D'autant que Paul VI, invité à plusieurs reprises par l'UNESCO, avait dû s'excuser, malgré des visites à l'ONU, à la F.A.O. et au Bureau international du travail.

Enfin un voyage à Paris n'était pas très souhaitable en pleine année électorale. Il aurait été mal interprété par les uns et certainement exploité par d'autres. En allant à Paris cette fois-ci, Jean-Paul II est dispensé de s'y rendre au moment des présidentielles. Le Saint-Siège fait très attention à ce genre de choses. On aurait tort d'interpréter la réception à laquelle participera *la famille Giscard* d'Estaing comme un quelconque soutien politique. Les conjoints *et les enfants des personnalités* reçues à Rome ont toujours droit à cette faveur.

« Je vous apporte la présence du pape »

Pour expliquer cette première visite en France, on est tenté d'ajouter un autre argument : l'impatience de Jean-Paul II. Impatience qui relèverait aussi bien de raisons personnelles que d'opportunité ecclésiale.

La France intéresse et attire l'ancien archevêque de Cracovie, même s'il la connaît assez peu. Depuis sa jeunesse, ce catholique nourri de récits de sainteté rêve de Notre-Dame, du *curé d'Ars*, de Thérèse de Lisieux... rien de comparable avec Paul VI, qui était imprégné, lui, de culture française, avait un secrétaire d'État français et, en la personne de M. Jean Guitton, un conseiller personnel de même nationalité. Chez Jean-Paul II, c'est un attachement sentimental, commun à beaucoup de *Polonais*. S'y ajoute un geste d'amitié à l'égard du cardinal François *Marty*, lequel a atteint la limite d'âge et ne sera sans doute plus archevêque de Paris lors du voyage pontifical de l'année prochaine.

On voit mal Jean-Paul II profiter de cette première visite pour annoncer le nom du successeur. Ce n'est pas dans les usages du Saint-Siège et ce ne serait d'ailleurs pas très aimable pour le cardinal Marty. Le pape cherche peut-être à se rendre compte du climat sur place avant d'installer le nouveau titulaire d'un poste aussi important. A ce propos, les tiercés vont bon train dans les milieux français de la Curie. Le nom du cardinal Etchegaray est toujours en tête : s'il n'est pas nommé à Paris, l'archevêque de Marseille recevrait une charge à Rome. Son voyage en Chine a été apprécié ici. On a aimé la façon dont le Basque plein de gentillesse a fait comprendre aux Chinois que l'Église patriotique était inacceptable, sans pour autant l'attaquer.

Au-delà de la nomination prochaine de l'archevêque de Paris, Jean-Paul II semble être impa*tient de se montrer aux catholi*ques français et de leur dire certaines choses. Il n'ignore pas la séduction qu'il exerce sur les foules. *« Je vous apporte la présence du pape »*, semble-t-il dire à tous ceux qui l'applaudissent. Trois sortes de public seront sur son passage à Paris et à Lisieux : les curieux, bien sûr ; les traditionalistes et les gros bataillons de l'Église post-conciliaire (action catholique, mili*tants paroissiaux, prêtres, reli*gieuses, etc.). Le pape espère-t-il rapprocher un peu ces deux der*nières catégories ?* Ce pourrait être l'une des conséquences de son voyage, alors que l'affaire Lefebvre traîne en longueur. A Paris, Jean-Paul II ira directement couper, si l'on ose dire, l'herbe sous le pied à l'intégrisme.

Mais n'en profitera-t-il pas aussi pour réprimander l'Église de France ? On se souvient de Paul VI recevant successivement les évêques de chaque région de l'Hexagone en 1977 et leur disant ce qu'il avait sur le cœur : l'ex-fille aînée manifeste *« une certaine fatigue spirituelle »* ; elle laisse se développer *« des positions extrêmes, qui ne servent pas la cause du Royaume »* ; elle témoigne d'un complexe *« anti-romain »*...

La France n'est pas dans le collimateur

Aujourd'hui encore, on entend à la curie toutes sortes de critiques à l'égard de l'Église de France. Critiques souvent formulées, à vrai dire, par des Français eux-mêmes. Aux reproches habituels — trop d'innovations, pas assez de fermeté, — s'ajoutent des remarques *sur* le *vieillissement* du clergé, le nombre relativement faible des vocations et le *manque de dynamisme* de cette Église, qui fut si active pendant la première moitié du siècle. Une Église avec laquelle les congrégations n'entrent pas toujours facilement en contact : elle s'est donné des « régions », des « secteurs », des « zones », bref, tout un vocabulaire qui désoriente un peu les Romains. *« Je réclame une traduction simultanée en français »*, dit un prélat normand.

Pas assez dynamique, l'Église du cardinal Etchegaray ? L'argument peut avoir une valeur historique, mais il ne frappe guère les Italiens, dont la conférence épiscopale est amorphe, pour ne pas dire inexistante. En fait, il y a *trois ou quatre curies* au Vatican, professant des idées différentes, et on ignore ce que Jean-Paul II lui-même pense exactement de la France. Sa vision des choses semble être beaucoup plus globale qu'on ne le croit dans l'Hexagone : ce n'est pas le « cas français » qui le tourmente, mais la crise de la foi dans la civilisation occidentale. Y a-t-il même un « cas français » ? Si le Saint-Père va à Paris, assure l'un de ses *collaborateurs*, ce *n'est pas* pour donner un coup de crosse ou même une leçon, mais pour *apporter éventuellement* un soutien.

On s'étonne ici d'un certain *provincialisme qui pousse* les catholiques français à se croire toujours le centre d'intérêt du Vatican. Les Espagnols partagent un peu cette manie, oubliant que le Saint-Siège s'intéresse au moins autant à l'Afrique, au Brésil ou aux pays de l'Est qu'à Madrid ou à Paris. *« On dirait que les catholiques français cherchent à tout prix à être dans le collimateur »*, constate un prélat romain.

Cela dit, le pape prépare avec beaucoup de soin les discours qu'il prononcera entre le 30 mai *et le 2 juin. A l'étranger*, il ne s'est jamais privé d'exprimer ses opinions, voire ses critiques. Prêtres et laïcs français entendront notamment un leitmotiv pontifical : chacun son rôle, chacun à sa place.

Comme à Washington avec M. Carter, le pape aura avec *M. Giscard d'Estaing* un rapide échange de vues sur la situation internationale. Le Saint-Siège *apprécie, en règle générale*, les initiatives de la diplomatie française. Il n'y voit pas une concurrence aux États-Unis, mais une contribution au rôle que l'Europe doit jouer. Il n'existe pratiquement aucun contentieux entre la France et le Saint-Siège, sauf l'avortement.

Jean-Paul II a *célébré* ses soixante ans le 18 mai. L'ayant vu sauter d'un avion à l'autre *en Afrique, la presse italienne* a cessé de diffuser des bruits sur sa mauvaise santé. Elle multiplie, au contraire, les bonnes nouvelles : le pape a pris, dès le *12 avril*, un bain d'une heure dans sa piscine de Castelgandolfo, il fait une heure de footing tous les jours *dans* les jardins du Vatican. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'un fabricant de chaussures vient de lui en offrir six paires, dont des tennis de couleur rouge.

La visite de Jean-Paul II à Paris et à Lisieux ressemblera à une *passegiata* (promenade) après le marathon africain et avant celui qui se prépare au Brésil. Son entourage a bien besoin de souffler : ce rythme l'épuise. Tout laisse à penser que ce pape pèlerin espacera ses voyages après avoir répondu à une série d'invitations en suspens. Mais les « visites apostoliques » continueront à marquer le pontificat de Jean-Paul II. *« Elles expriment une nouvelle manière d'être pape*, explique un responsable de la Curie. *Aux conclaves de 1978, nous avons en quelque sorte découvert que l'Église était immergée dans cette société de communication de masse. On ne l'en sortira pas et, à l'avenir, aucun pape ne pourra négliger une telle dimension. »*

ROBERT SOLÉ.

ÉDUCATION

A ORLÉANS

M. Jean Andrieu succède à M. Cornec à la tête de la Fédération des conseils de parents d'élèves

Orléans. — A l'issue du trente-quatrième congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), à Orléans, M. Jean Andrieu, quarante-six ans, a succédé le lundi 26 mai à M. Jean Cornec, soixante et un ans, à la présidence du plus important des mouvements de parents d'élèves qui groupe 1 013 506 familles. Cette transition s'est faite sans heurts. M. Andrieu, vice-président au sein du précédent conseil d'administration, étant apparu comme le dauphin indiscuté dès le début du congrès.

Avec 83,36 % des mandats en sa faveur, la résolution générale, comme au congrès de Brest en 1979, n'a pas été adoptée à l'unanimité (1 368 mandats pour, 67 contre, et 206 abstentions). Elle lance « un appel solennel au gouvernement afin qu'il accorde le collectif budgétaire indispensable pour assurer la prochaine rentrée ». En cas de réponse négative, la F.C.P.E. appellera « à amplifier l'action », et elle envisage, notamment, « une action nationale en octobre ».

De notre envoyé spécial

Qui l'aurait cru ? Alors qu'il personnalisait la F.C.P.E. depuis vingt-quatre ans, le départ de M. Cornec de la présidence n'a guère provoqué de remous à Orléans. Ni déchirement ni émotion. L'ovation des congressistes fut courte, et l'exposé du président sortant fut sans passion. « *C'est très simple*, a-t-il dit, *l'équipe continue, la Fédération reste égale à elle-même.* » Curieuse succession pourtant. A l'instar de la fédération concurrente, où M. Jean-Marie Schleret vient de succéder à M. Antoine Lagarde, c'est officiellement la continuité. En apparence tout au moins.

Car, ce départ précipité qui intervient un an plus tôt que prévu (M. Cornec reste membre du *conseil d'administration* jusqu'en 1981 avec le titre de vice-président) n'est pas sans raison de fond. Plusieurs membres de la direction nationale ont insisté auprès de M. Cornec pour qu'il prenne cette décision. Et l'indifférence relative du congrès n'est-elle pas à la mesure d'un certain décalage entre l'état d'esprit de la Fédération et les certitudes de son « *président historique* » ?

M. Cornec symbolise une tradition laïque qui, après avoir façonné le militantisme des parents d'élèves, semble n'épouser qu'imparfaitement les convictions et l'expérience des nouveaux adhérents. Trois caractères pourraient résumer ce profil traditionnel de la F.C.P.E. dont elle essaie progressivement de se défaire : trop de dépendance à l'égard des enseignants, et en particulier de la Fédération de l'éducation nationale, un anticléricalisme virulent, un recrutement social réduit aux classes moyennes et peu ouvrier.

En septembre 1978, la F.C.P.E. signait un texte avec le Syndicat national des instituteurs (SNI) qui stipulait que « *les parents s'interdiront d'intervenir dans tout ce qui relève de la fonction spécifique des membres de l'équipe pédagogique* ». Peu soucieuses de subtilités électorales, les envolées de M. Cornec contre l'école privée confessionnelle, particulièrement à Albi en 1977, n'ont pas été sans gêner ses amis du parti socialiste qui lui reprochaient ses « *bévues* ».

Les relations exclusives ou privilégiées avec la FEN sont un des thèmes récurrents des congrès de la Fédération : ce n'est qu'en 1971 que les places de « membres de droit » dans les instances de la F.C.P.E. (réservées au SNI, à la FEN) sont supprimées, et il faudra attendre 1980 pour que la F.C.P.E. envisage une déclaration commune avec la C.F.D.T. *Toutefois*, les confédérations ouvrières n'avaient pas été invitées à Orléans. Enfin, il n'y avait que 5 % d'ouvriers parmi les délégués du congrès, alors que le pourcentage était élevé pour les cadres moyens (13,05 %), les enseignants et les autres fonctionnaires (20 %).

Les mêmes choix politiques

Telle est la situation que le nouveau président sera tenté de faire évoluer. Il y a urgence. Plusieurs voyants rouges s'allument : la chute du nombre des adhérents (la F.C.P.E. en annonçait 1 093 000 il y a un an), la faible participation aux élections scolaires (37,83 % seulement des parents ont voté cette année dans les écoles et 36,30 % dans les lycées et collèges), et la multiplication des luttes menées par des parents de la base hors des consignes nationales. A Orléans, M. Andrieu *a déjà eu le temps de glisser que*, dans sa formulation traditionnelle, la défense laïque était quelque peu « *crispée* », que l'ouverture en direction des partenaires devait éviter « *l'ostracisme* », et qu'enfin la F.C.P.E. devait « *vivre sa diversité* », rester unie en acceptant ses différenciations internes.

C'est dans ce domaine que le nouveau président aura *fort* à faire. La F.C.P.E. reste divisée : les votes sur la résolution générale l'ont illustré. Surtout, ses conflits ont dépassé à Orléans le traditionnel affrontement entre une majorité socialisante et une minorité animée par des militants communistes. Terrain de bataille que n'avait choisi aucun des deux grands courants, la question des « *séquences éducatives* » *ou stages* en entreprises fut pourtant une des principales pommes de discorde de ce congrès. Une trentaine de départements sont intervenus en faveur de l'abrogation des stages en entreprise, et 42,45 % des mandats se sont prononcés dans ce sens. »

Parmi les autres décisions du congrès, la demande d'une réduction d'une semaine des vacances d'été a été retenue : temps à répartir en cours d'année pour allonger les petites vacances.

Evidemment, le cap reste à gauche. Dressant un bilan très sombre de l'état du système scolaire, la résolution finale a déjà pris date pour les élections présidentielles : « *1981 doit être pour la F.C.P.E. l'occasion de dresser le bilan d'un septennat de mutilation du service public d'éducation. Les choix politiques qui engageront le pays seront déterminants pour l'école et pour chacun. La F.C.P.E. affirme qu'elle a déjà choisi son camp.* »

EDWY PLENEL.

(Né à Agen (Lot-et-Garonne) en 1934, M. Jean Andrieu est spécialiste de télévision en circuit fermé et maître formateur à l'école normale d'instituteurs d'Agen. Il a trois enfants, dont deux sont scolarisés dans l'enseignement secondaire. Président du conseil départemental des parents d'élèves du Lot-et-Garonne depuis 1968, il est élu membre du conseil d'administration national en 1972, et, depuis, il est chargé à la F.C.P.E. de l'animation des stages de formation. M. Andrieu était vice-président de la F.C.P.E. depuis 1977.)

PAS D'ALLIANCE CONTRE NATURE

L'appel lancé par la fédération concurrente, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) ne fut pas entendu à Orléans. A l'issue du congrès de la PEEP, son nouveau président, M. Jean-Marie Schleret, s'était déclaré « sans *préjugés* » à l'égard de la F.C.P.E., prêt à la rencontrer et même à mener des actions avec elle (« le Monde » daté *18-19* mai).

La fin de non-recevoir est indiscutable. M. Emile Gracia, secrétaire général de la F.C.P.E., ne voit dans un éventuel rapprochement qu'« alliance contre nature » et « manifestation de *faiblesse* ». « *Nous ne serons* pas les entraîneurs motorisés de la PEEP qui profiterait de notre sillage pour faire un bout de route et nous abandonner après la première difficulté. »

M. Jean Cornec a ajouté sur un ton caustique : « Si la PEEP cesse d'approuver tout ce que fait le gouvernement, si elle cesse de condamner *nos* actions, alors on pourra peut-être discuter. »

VINGT-QUATRE ANS DE COMBAT LAÏC

« C'est le pape de la laïcité qui s'en va... » Cette réflexion d'un congressiste approche toutefois la personnalité de M. Jean Cornec, président de la Fédération des conseils de parents *d'élèves de 1956 à 1980* Vingt-quatre ans d'un combat laïc acharné, où, comme sans doute aux plus belles heures de l'école de Jules Ferry, l'Eglise reste l'adversaire privilégié, sinon principal. Vingt-quatre ans qui ont leurs lettres de noblesse, et en particulier la « pétition laïque » lancée en décembre 1959 contre la loi Debré sur l'enseignement *privé* : elle rassembla onze millions de signatures, provoqua une réunion de quatre cent mille personnes à Vincennes, et fut la première action unitaire d'une gauche divisée au lendemain de la victoire du général de Gaulle.

M. Jean Cornec, par ses origines et par sa personnalité, était le porte-parole idéal d'un tel combat. Fils d'un instituteur et d'une institutrice, il est né le 7 mai 1919, à Logonna-Daoulas, en plein cœur du Finistère, et il a grandi au milieu de la guerre scolaire qui, dans chaque village breton, opposait « rouges » et « curés ».

***Toutefois, les temps ont* changé. La nouvelle génération de parents n'est pas toujours aussi sensible aux thèmes laïques traditionnels. « Symboliquement, son départ dynamisera la fédération », disait à Orléans un des membres du conseil d'administration.**

Un débat organisé par le parti socialiste

Faut-il nationaliser l'ESSEC ?

« Pourquoi et comment nationaliser l'ESSEC ? » : *tel était le thème du débat qui a eu lieu récemment à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) installée à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Animé par M. Alain Richard, député socialiste de la première circonscription du Val-d'Oise, le débat était organisé par la section socialiste de l'ESSEC.*

A la fin de 1979, l'ESSEC a connu un déficit de plus 10,4 millions de francs pour un budget annuel de 55 millions. Cette situation, selon la section du P.S., pourrait entraîner vingt-cinq à trente licenciements, et le non-renouvellement de certains contrats promis au personnel enseignant, administratif et ouvrier, ainsi que la dislocation du centre de langues. Le centre d'enseignement pratique de la gestion a déjà fermé ses portes et quatre professeurs ont aussi démissionné.

Ces mesures de restriction pourraient s'ajouter à l'augmentation des droits de scolarité lors de la prochaine rentrée scolaire. En effet, institution de droit privé, l'ESSEC vit actuellement, pour les deux tiers, de la taxe d'apprentissage et, pour un tiers des droits de scolarité qui s'élèvent à 15 000 francs par an et par élève. Ces frais pourraient atteindre l'an prochain la somme de 17 000 francs, pour compenser le volume de la taxe d'apprentissage qui serait en diminution. Discutées en conseil d'administration le 20 mai, ces mesures de restriction devraient être décidées le 20 juin.

Comme solution à cette situation de crise, M. Alain Richard a proposé, mardi soir, la nationalisation de l'ESSEC, en précisant qu'il allait demander au groupe socialiste de l'Assemblée le dépôt d'une proposition de loi en ce sens ainsi qu'une rencontre avec le premier ministre. « Il s'agit, a-t-il ajouté, de maintenir la qualité de l'enseignement assuré par les grandes écoles, mais dans le cadre d'un service public. »

L'ESSEC est actuellement dirigée M. Jean Chenevier, ex-P.-D.G. de B.P. France, M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., assure la vice-présidence du conseil d'administration de l'école.

JACQUELINE MEILLON.

CARNET

Décès

— M. Timothée Oriol et ses enfants,
M. Philémon Oriol et ses enfants,
Les familles Oriol, Amstutz, Bienz,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Alexandre AMSTUTZ,
née Adeline Oriol,

survenu le 21 mai 1980, à Paris (12e), dans sa soixante-quinzième année.
La cérémonie religieuse et l'incinération auront lieu le jeudi 29 mai 1980, à 10 h. 15, au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise (entrée rue des Rondeaux à Paris-20e).
Ni fleurs ni couronnes.
18 bis, boulevard de la Bastille, 75012 Paris.
30, rue de Venise, 75004 Paris.

— Mme Reynold Arnould a la douleur de faire part de la disparition de

Reynold ARNOULD,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier des Arts et des Lettres,
Grand Prix de Rome de peinture (1939),
conservateur en chef des Galeries nationales du Grand Palais à Paris et du Musée national de Blérancourt (Aisne),

son époux, survenu à Paris le vendredi 23 mai 1980, à l'âge de soixante ans.
Ses amis pourront se réunir durant quelques instants de recueillement autour de son vivant souvenir, le mercredi 28 mai, à 14 h. 30, au Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower.
L'inhumation suivra dans l'intimité au cimetière de Garches (Hauts-de-Seine).
(Lire page 19.)

— Mme Meir Azoulay, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, sa sœur, son frère,
Toutes les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Meir AZOULAY,

survenu à Paris, le 24 mai 1980, dans sa soixante-dixième année, entouré de l'affection de tous les siens.
La levée du corps aura lieu le mercredi 28 mai 1980, à 16 heures, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin à Paris.
L'inhumation à 16 h. 45 au cimetière parisien de Pantin.
Ni fleurs ni couronnes.

— M. et Mme Roger de La Tullaye, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Marc Ingé,
M. Martial Barbou des Courières,
M. et Mme François Barbou des Courières et leurs enfants,
M. Alain Barbou des Courières,
Mlle Marguerite-Marie Barbou des Courières,
M. et Mme Jacques Barbou des Courières,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri BARBOU des COURIERES,
née Marguerite Vavin,

survenu le 23 mai 1980, dans sa soixante-seizième année.
Ses obsèques seront célébrées le mercredi 28 mai, à 8 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier (Paris-7e), sa paroisse, suivies de l'inhumation le même jour dans le caveau de famille à Limoges.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
21, rue Vaneau, Paris (7e).

— M. Meyer Bromberg,
M. et Mme Charles Weckstein,
Mme Moscovici et ses enfants,
M. Marc Weckstein,
M. et Mme David Blecher et leurs enfants,
font part du décès de

Mme Chana BROMBERG.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux, le mercredi 28 mai, à 16 h. 15.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jean Bruyère, son épouse,
M. et Mme Jean-Louis Bruyère,
Mlle Catherine Bruyère,
ses enfants,
Mme Claude Fleurant et ses enfants,
Mme Jean-Etienne André, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Alfred Baud, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Aliette Mounier-Kuhn, ses enfants et sa petite-fille,
Les familles Sayn, Hentschel, Jaupart et Cans,
ont la douleur de faire part du décès du

capitaine de frégate (R.) Jean BRUYERE,
officier de la Légion d'honneur,

survenu subitement à l'âge de cinquante-huit ans.
Un service religieux aura lieu le *mercredi 28 mai, à 9 heures*, au temple de Versailles.
L'inhumation aura lieu le 29 mai dans sa propriété de Sarzier à Charmes-sur-Rhône.

« Jésus-Christ dit : « Je suis la Résurrection et la Vie. Celui qui croit en moi vivra quand même il serait mort. »
Evangile de Saint-Jean, 25.

108, boulevard de la Reine,
78000 Versailles.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Anne HUREL du CAMPART,

à l'âge de vingt ans.
Les obsèques religieuses auront lieu, ainsi que l'inhumation, dans la plus stricte intimité à Heuland (Calvados), le mercredi 28 mai, à 16 h. 30.
20, rue de Chartres,
Neuilly-sur-Seine.
23, rue Ybry, Neuilly-sur-Seine.

— Mme Robert Catalan,
Danielle Catalan, sa fille,
Jean-Louis Catalan, son fils,
Sa famille, ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Robert CATALAN,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
médaille de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant volontaire de la Résistance,
colonel (C.R.),

survenu le 22 mai 1980, dans sa cinquante-huitième année.
Tous ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à l'accompagner le mercredi 28 mai, à 15 heures, au cimetière de Trivaux à Meudon.
Il n'y aura pas de condoléances. Un livre de signatures sera ouvert au cimetière.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Cimetière de Trivaux,
Avenue de Trivaux, Meudon.
Résidence du Séquoia,
83, rue de Paris, 92190 Meudon.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Henry CHABAGNY,
née Renée Michelet,

survenu le 24 mai 1980.
Le service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, le mercredi 28 mai 1980, à 14 heures.
De la part :
Du docteur et Mme Pierre Corone,
De *Mme Nicole Chabagny-Roussel*,
ses enfants,
De Isabelle, Ariel, Stéphane Sonia et François Corone,
De M. et Mme Gilles Roussel et leur fille,
De M. et Mme Michel Carle et leur fille,
De Mlle Caroline Roussel,
ses petits-enfants et arrière-petites-filles,
De Mme André Chabagny,
De Mme Maurice Michelet,
ses belles-sœurs,
Et de toute la famille.

2, boulevard Emile-Augier,
75016 Paris.

— Le baron et la baronne Pierre Chadenet,
M. et Mme Bernard Chadenet,
M. et Mme Hubert Chadenet,
M. et Mme Jean-Robert Chadenet,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part de la mort du

baron CHADENET,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre de Léopold,
président d'honneur de la Société générale alsacienne de banque,

pieusement décédé le 20 mai 1980, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.
Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Julien (Aube).
12 bis, avenue Bosquet, 75007 Paris.

— Pau.

Mme William Frankel,
M. et Mme Marc Daniel et leurs enfants,
M. et Mme Roger Freyd et leurs enfants,
M. et Mme Gérard de La Tour Landorthe et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. William FRANKEL,

survenu le 21 mai 1980.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Bordeaux.

38, avenue Thiers, 64000 Pau.

— Mme Henri Hollard,
Mme Jacques Hollard,
M. et Mme Antoine Sibille et leur famille,
Claude et Pierre Torrès,
Sylviane et Jean-Louis Baills et leurs enfants,
Jacques et Micheline Hollard,
Isabelle Hollard,
Jean, François, Daniel, Roger et Michel Hollard,
Jacqueline Flamant et leurs familles,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu à l'âge de cinquante-sept ans, le 25 mai 1980, de

Henri HOLLARD,
géologue,

leur époux, fils, gendre, père et frère.
L'inhumation aura lieu, en présence de ses parents et amis, le mercredi 28 mai 1980, à 17 heures, à Laval (Isère).
22, rue Nicolas-Boileau,
38700 La Tronche.
7, rue Al-Baakili, Rabat.

— Mme Louis Moutte, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Louis Léouzon et leurs enfants,
M. et Mme Eric de Bary et leurs enfants,
M. et Mme Henri Léouzon et leur fille,
Les familles de Watteville, Dautheville et Keller,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Eugène LÉOUZON,
née Marguerite Dautheville,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième année.
Les obsèques ont eu lieu le mardi 27 mai 1980, au temple de Sèvres.

« O Dieu, ne t'éloigne pas de moi. »
Ps. 71, 12.

— *Les familles Micallef*, Sultana, Barbessou, Puyssegur, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Reine Marie MICALEFF,
née Sultana,

dans sa quarante-septième année, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

— Mlle Françoise Pépy,
Mme Daniel Pépy, née Andréa Roumec,
M. Philippe Pépy, ses enfants et petit-enfant,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Daniel PÉPY,
président de la chambre honoraire à la Cour de cassation,

survenu le 19 mai 1980, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Marray (Indre-et-Loire).
Une messe sera célébrée à son intention, ainsi qu'à celle de son fils,

M. André PÉPY,
décédé le 5 octobre 1979,

le jeudi 29 mai, à 9 heures, en l'église Sainte-Odile (porte Champerret).
3, square du Thimerais,
75017 Paris.

(*Né à Cambrai en 1888, André Pépy, agrégé de droit, avait été professeur de droit administratif à la faculté de Grenoble de 1922 à 1945. Pendant l'occupation allemande, il avait participé activement à la Résistance dans l'Isère et avait été arrêté à deux reprises par les nazis. C'est en 1945 qu'il avait été nommé conseiller à la Cour de cassation, dont il devait devenir président de chambre jusqu'à sa retraite en 1959.*

Auteur de plusieurs ouvrages techniques publiés entre les deux guerres, André Pépy avait occupé aussi en 1956 le poste de vice-président du tribunal des conflits, et en 1958, il fut membre de la Commission nationale de recensement des votes au référendum sur la Constitution de la Ve République.)

Anniversaires

— Vous qui vous souvenez de

Paul FAUCHER,
B.D.F.,

ayez une pensée amicale pour lui en ce cinquième anniversaire de son rappel à Dieu.
Mulhouse, Herment.
27 mai 1980.

Communications diverses

— Dans le cadre des Rendez-Vous de la Rue d'Ulm a lieu, le mercredi 28 mai, à 20 h. 30, la projection du film « Roberte », de Pierre Zucca, avec la participation de Pierre Klossowski, Denise Morin-Sinclaire et Pierre Zucca.

— Vladimir Volkoff signera, le mercredi 28 mai, de 17 h. à 20 h., à la librairie La Vouivre, 11, rue Saint-Martin, 75004 Paris, les deux premiers volumes de la tétralogie « *Les Humeurs de la mer* : « Olduvaï » et « la Leçon d'anatomie ».

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Une MAMA pour les astronomes

L'accès aux télescopes les plus puissants devient de plus en plus difficile. Les demandes d'utilisation sont nombreuses et les temps d'observation limités, situation qui sera plus cruciale encore avec le télescope spatial de 2,4 mètres que la NASA doit en principe mettre en orbite vers la fin de 1983 (« le Monde » du 30 avril), et au développement duquel participe l'Agence spatiale européenne.

Seules, en effet, seront retenues les expériences les plus originales. Aussi, avant de pointer cet instrument sur une région donnée du ciel, faudra-t-il y avoir préalablement identifié un phénomène intéressant. Les moyens radio et optiques mis à la disposition des astronomes devraient contribuer à ces découvertes et notamment, en astronomie optique, les appareils à grand champ (télescopes de Schmidt), dont ce n'est pas l'unique utilisation, mais dont les informations pourraient être précisées par de grands télescopes plus sensibles, mais de champ plus réduit, comme ceux de la Silla au Chili ou du Maunea Kea à *Hawaï*.

Pour dépouiller vite et exploiter au mieux l'énorme quantité d'informations que contiennent les clichés photographiques pris par ces instruments, les astronomes ont recours à des *systèmes de traitement d'images sans cesse* plus rapides. L'un d'eux, la MAMA (Machine automatique à mesurer pour l'astronomie), est en cours de réalisation à l'Observatoire de Paris.

LORSQU'ILS dépouillent leurs plaques photographiques, ce n'est pas tant le manque que la surabondance d'informations qui guette les astronomes. Sur les clichés pris par les télescopes se mêlent étoiles, galaxies, amas stellaires ou galactiques, et ce de façon parfois si dense que les techniques classiques — examen visuel, comparateur à éclipses, — ne permettent pas d'exploiter au mieux les données qu'ils recèlent. Comment, en effet, espérer analyser les quelque *140 millions d'images unitaires* qui composent ces plaques photographiques de 30 centimètres de côté couramment utilisées sur les téléscopes de Schmidt ? *Tenter d'y parvenir* sans faire appel à des machines de traitement automatiques relèverait de la gageure et serait peu compatible avec l'une des règles d'or des scientifiques : découvrir le plus vite *possible les phénomènes* intéressants.

Pour ces diverses raisons se sont développées de par le monde des machines de traitement d'image. Elles fonctionnent à l'aide de photodensitomètres qui « explorent » point par point le cliché et permettent l'enregistrement des différents tons de noir et de blanc qu'il contient. La tâche était déjà rude pour les appareils disponibles voici dix ans. Comment pouvaient-ils, dans des délais raisonnables, analyser 140 millions de points avec une cadence de seulement 5 mesures par seconde ? Les crédits dépensés par l'U.S. Air Force pour satisfaire des *besoins plus exigeants ont heureusement* permis de développer des machines plus performantes (*Photometric Data System*) capables de cadences six *cents fois plus élevées.*

Aujourd'hui tombées dans le *domaine public, ces machines* equipent différents observatoires, et notamment celui de Nice, où l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) a ouvert un centre de dépouillement des clichés astronomiques. Deux *autres ont été depuis créés à* Marseille et à Orsay.

300 000 mesures par seconde

En dépit des progrès accomplis, les performances atteintes *ne sont pas encore suffisantes* pour traiter les clichés de grande dimension que peuvent fournir, par exemple, le télescope de Schmidt (1,50 m.) que l'INAG a fait construire à Grasse (Alpes-Maritimes) ou les *grands télescopes* (3,60 m.) d'Hawaii ou du Chili. *« Actuellement, nous ne sommes pas capables,* reconnaît M. Pierre Charvin, directeur adjoint de l'INAG, *de tirer tout le parti des clichés dont nous disposons. »*

De cette constatation est née, en 1971, l'idée de réaliser en France la MAMA, *appareil qui* pourrait dépouiller en deux ou *trois heures des clichés de* 30 centimètres de côté ; cadence d'analyse : 300 000 mesures par seconde. En dix ans, les ingénieurs et les techniciens ont donc *multiplié par 60 000* cette cadence, à cette nuance près, cependant, que les recherches ont été cette fois menées pour le seul compte des astronomes et non plus pour celui des militaires (satellites de reconnaissance) *ou des physiciens* (physique des particules), peu soucieux pour le moment de performances aussi élevées.

Intervenir à chaque étape

La MAMA sera, en effet, capable de reconnaître plus de 1 000 teintes sur les photographies qui lui seront soumises. Mais, pour ne pas noyer l'ordinateur sous un flot trop important d'informations, l'INAG doit *faire installer entre le calculateur* et le photodensitomètre qui analyse les clichés un système de compression de données — processeur matri*ciel — d'origine* américaine. De plus, pour éviter l'accumulation de « listings » ou de bandes magnétiques, l'astronome, grâce *à une console de visualisation permettant le travail en mode* interactif, pourra intervenir à *chaque étape* du traitement et ne retenir que ce qui l'intéresse. Des fichiers d'objets déjà répertoriés seront à sa disposition pour effectuer des comparaisons, des *recoupements, etc.* Libre à lui, ou à un de ses *confrères,* de reprendre plus tard, dans la photothèque de 10 000 clichés qui sera réalisée, ce document photographique pour l'exploiter à nouveau à d'autres fins.

Dès 1982, cette machine de 5 *millions* de francs installée *dans les locaux de l'Observatoire* de Paris, devrait dépouiller ses premiers clichés (1). Deux ans de mise au point, de rodage des équipes et d'essais *divers seront toutefois nécessaires* avant qu'elle ne soit pleinement opérationnelle. Coût d'exploitation prévu : entre 100 000 et 300 000 francs par an.

En dépit de ses possibilités pour aider à la détermination de la magnitude, de la position, des mouvements propres, de la catégorie, de *l'âge,* du type *spectral d'objets astronomiques,* la MAMA ne pourra tout faire. *Comme par le passé, avant de* soumettre le cliché à la machine, les astronomes se livreront à un examen visuel pour y découvrir des phénomènes fugi*tifs — trace d'un astéroïde ou* d'une comète, présence d'une *supernova — qui intéressent* la communauté astronomique tout entière et qui, faute d'une alerte immédiate, risquent d'échapper à des observations complémentaires.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Deux machines analogues sont en cours d'essai en Grande-Bretagne et au Japon.

L'ÉRUPTION DU MONT SAINT HELENS

L'énergie de 500 bombes d'Hiroshima

APRES cent vingt-trois années de sommeil, le volcan *américain* mont Saint Helens s'est réveillé le 27 mars. Jusqu'au 18 mai, l'activité du volcan s'est traduite par des explosions, des émissions de *cendres (débris volcaniques très* fins), de vapeur et par de nombreux tremblements de terre. En outre, et c'était là le plus inquiétant, un bombement très important (de 24 à 96 mètres) a boursouflé une zone de plus d'un kilomètre carré située sur le flanc nord du haut du mont Saint Helens.

Le 18 mai, un séisme plus violent que les précédents secouait le volcan et la région environnante à 8 h. 32 (heure locale, 17 h. 32 heure française) et presque aussitôt le haut du mont Saint Helens disparaissait dans une énorme explosion. D'après les premiers calculs, *celle-ci a libéré une énergie de* 10 mégatonnes (soit cinq cents fois plus que les 20 kilotonnes de la bombe d'Hiroshima) ; elle a pulvérisé le sommet du volcan sur une hauteur de 425 mètres, envoyé les débris à 20 000 mètres *d'altitude et créé un cratère de* 3 kilomètres sur 1,5 kilomètre.

Des explosions phréatiques

Du 27 mars au 18 mai, le mont Saint Helens a très probablement été le siège d'explosions phréatiques dues au passage de l'état liquide à l'état gazeux de l'eau infiltrée dans l'appareil volcanique. Le 18 mai, il est probable que c'est de la lave nouvelle, trop visqueuse pour couler, obstruant donc la cheminée du volcan, qui a sauté en entraînant dans l'explosion la partie sommitale du mont Saint Helens.

Ce genre d'explosion est caractéristique des volcans calco-*alcalins qui jalonnent* toutes les zones de subduction de la planète, c'est-à-dire les zones où l'une des plaques formant la surface de la terre plonge sous sa voisine. *Dans le cas du mont* Saint Helens, il s'agit d'une minuscule « plaquette », coincée entre la plaque « Pacifique » et la plaque « Amérique » et disparaissant sous cette dernière.

On trouve des volcans calco-alcalins, tous potentiellement dangereux, tout autour du Pacifique (aussi bien en Asie qu'en Amérique), en Indonésie, dans les Antilles et à Santorin (en Méditerranée). Les plus grandes et souvent les plus meurtrières explosions volcaniques connues se sont d'ailleurs produites à Santorin vers 1400 av. J.-C., en 1815 à Tambora (Indonésie), en 1883 au Krakatoa (Indonésie), en 1902 à la montagne Pelée (Martinique), en 1956 au Bezymianny (Kamtchatka soviétique), en 1963 au mont Agung (Indonésie). Le record de violence est détenu par l'explosion du Bezymianny, qui a libéré une énergie de 700 mégatonnes et a projeté des débris à 80 kilomètres d'altitude.

Depuis plusieurs années, les responsables du U.S. Geological Survey (U.S.G.S.) avaient jugé que le mont Saint Helens était le volcan le plus actif et potentiellement le plus dangereux des Etats-Unis. Son histoire — *inquiétante* — avait été reconstituée par MM. Dwight R. Crandell, Donal R. Mullineaux et Meyer Rubin, tous trois de l'U.S.G.S., et depuis dix-huit mois le volcan était sous surveillance particulière. *« Une éruption* (du mont Saint Helens) *survendra vraisemblablement dans les cent prochaines années, et peut-être même avant la fin de ce siècle »*, était-il écrit dans une publication de l'U.S.G.S. (*le Monde* du 24 janvier 1979).

Selon l'article publié par les trois chercheurs dans la revue *américaine Science* du 7 février 1975, le volcan existe depuis plus de trente-sept mille ans, mais pratiquement toute sa partie actuellement visible s'est formée depuis 500 av. J.-C. et presque toute sa partie supérieure n'a que quelques siècles. *« Depuis 2250 av. J.-C., le volcan n'a jamais été en sommeil pendant plus de cinq siècles de suite et les périodes de sommeil les plus fréquentes ont duré un ou deux siècles ou même moins. »*

Pendant les quatre derniers millénaires, les éruptions dont on a retrouvé les traces peuvent être groupées en quatre périodes.

● De 2500 à 1600 av. J.-C., le mont Saint Helens, qui avait dormi pendant les quatre mille années précédentes, a été le siège de grandes *émissions* de cendres fines ou de ponces projetées par des explosions, de montées successives de dômes de laves trop visqueuses pour couler et de coulées de pyroclastites (débris de laves) nées, peut-être, de l'explosion des dômes. Les cendres, entraînées par le vent, ont recouvert de vastes régions allant du nord-est de l'Oregon à l'ouest de l'Alberta (Canada).

● De 1200 environ à 800 ou 700 av. J.-C., le volcan a émis sporadiquement des dômes de laves, des *coulées très chaudes* de pyroclastites, des ponces qui se sont répandues dans toutes les directions. A plusieurs reprises, ces débris et ces cendres mélangés à de grandes quantités d'eau ont formé des coulées *de boue (des lahars) qui se* sont ruées en torrents à des dizaines de kilomètres du volcan.

● De 400 av. J.-C. à 400 ap. J.-C., les éruptions ont été très *différentes : il y a eu des coulées* de laves basaltiques et andésitiques. Mais il y a eu aussi des éruptions explosives avec émissions de cendres et coulées de pyroclastites, comme pendant les périodes précédentes.

Après une brève activité de volcanisme explosif vers 840, la période actuelle a commencé vers 1200 ou 1300. Pendant les 700 ou 800 dernières années, le Mont-Saint-Helen's a émis tantôt des coulées de laves basaltiques ou andésitiques, tantôt des dômes de laves dacitiques, tantôt des coulées de pyroclastites, tantôt des cendres.

Les éruptions du mont Saint Helens sont donc très différentes les unes des autres, aussi bien par la composition chimique des laves que par les modes d'émission et probablement aussi par leur durée.

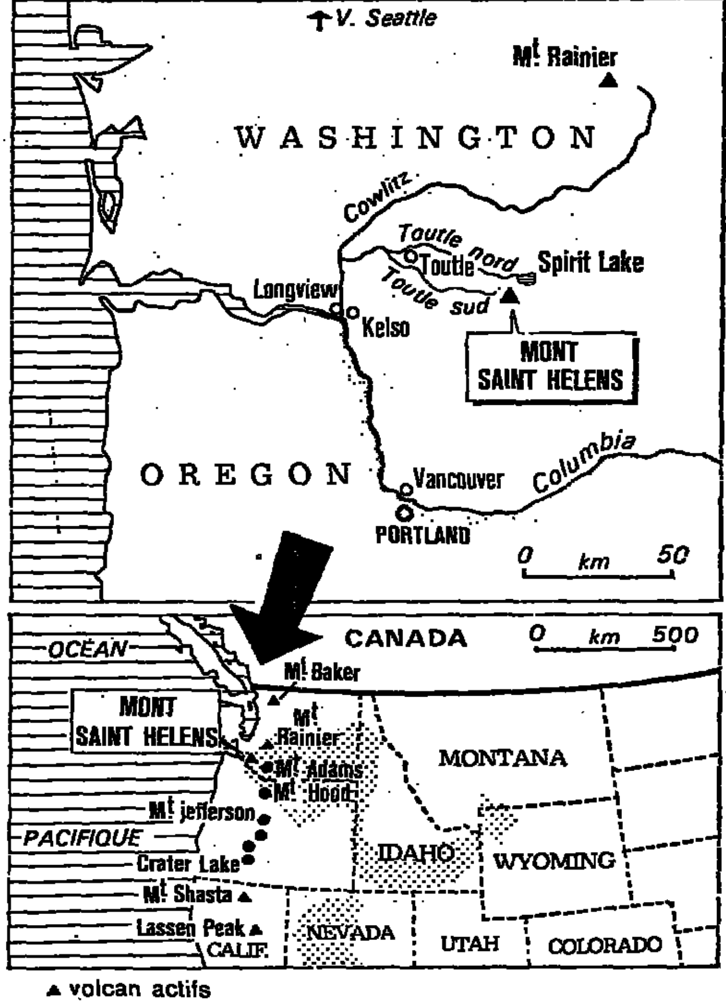
Cette variété des processus éruptifs rend difficile toute prévision de *l'évolution* de la *crise* actuelle.

Histoire passée et dangers actuels

En revanche, la reconstitution de l'histoire du volcan permet assez bien de comprendre quels dangers peuvent naître de *l'éruption en cours* et montre ainsi l'utilité de telles études.

Les explosions de laves nouvelles projettent des quantités énormes de débris chauds. Ceux-ci font fondre la neige et les glaciers coiffant le volcan (avant *l'explosion l'altitude* était de 2 905 mètres). Ils forment ainsi des torrents de boue entraînant des débris de toutes sortes qui peuvent s'accumuler jusqu'à barrer des rivières. Ces barrages d'une solidité *a priori* précaire *provoquent la formation de lacs* parfois importants. C'est ce qui s'est passé ces jours derniers sur la rivière Toutle. Qu'un de ces barrages craque, et ce sont des millions de mètres cubes d'eau qui, à une vitesse folle, dévalent la vallée, arrachant tout sur leur passage. Or il y a en aval du volcan deux villes, Kelso et Longview, dont la population totale est d'environ 50 000 habitants.

La chaîne des Cascades, où se *trouvent les volcans actifs* de l'Ouest américain, est une région très pluvieuse. Des *lahars* ne sont donc pas impossibles.



Les débris de laves chaudes peuvent aussi souffler et mettre le feu aux forêts avoisinantes, *comme cela s'est produit le 18 mai* jusqu'à 20 kilomètres du volcan. On imagine quels auraient pu être les pertes en vie humaine et les dégâts matériels si la région avait été très peuplée... Rappelons que l'explosion du 18 mai a fait une centaine de morts et disparus et que les dégâts sont évalués, pour le moment, à 1,5 milliard de dollars (6,3 milliards de francs).

Les cendres sont, dans la plupart des cas, plus gênantes que dangereuses. Elles perturbent la vie économique et sociale, mais, si elles ne sont pas trop épaisses et si elles ne se répètent pas trop longtemps, elles ne nuisent pas trop aux cultures.

Projetées à quelque 20 000 mètres de haut, les cendres les plus fines feront à coup sûr le tour de la Terre. Mais, selon le *New-York Times,* ces cendres n'inquiètent pas les spécialistes de la National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA). Certes, elles réfléchiront vers l'espace une petite partie du rayonnement solaire, mais elles réfléchiront aussi vers la Terre le rayonnement infrarouge émis par le sol. La température *moyenne de notre planète ne* variera donc pas de façon appréciable.

En revanche, on peut penser que les poussières volcaniques tournant dans la haute atmosphère produiront pendant un an *ou deux des couchers de soleil* exceptionnellement colorés. Autre avantage, dans dix-huit mois ou deux ans, les glaciologues étudiant la calotte antarctique au*ront à leur disposition, grâce aux* cendres du mont Saint Helens, un nouveau marqueur analogue à ceux provenant des éruptions du Krakatoa (1883) et du mont Agung (1963).

YVONNE REBEYROL.

LE CINQUANTENAIRE DE L'INSTITUT DE SOUDURE

Du chalumeau au faisceau d'électrons

Cette année 1980 est le cinquantième anniversaire de l'Institut de soudure. C'est en effet en 1930 que l'Office central de l'acétylène et de la soudure autogène, fondé en 1905 pour enseigner et perfectionner l'usage du chalumeau oxy-acétylénique, s'est transformé en un Institut de soudure qui a pour objet « l'étude, l'amélioration et le développement du soudage sous toutes ses formes d'emploi ». Ce qui recouvre un vaste domaine de recherches, car les techniques de soudage sont très nombreuses (chalumeau, arc électrique, bombardement électronique, effet Joule, pression, etc.) et les plus importantes sont ramifiées en plusieurs variantes adaptées chacune à un usage particulier.

La mission de l'Institut englobe tous les problèmes connexes à l'usage de ces procédés et comprend aussi des tâches d'enseignement : à l'Institut est rattachée l'Ecole supérieure de soudure autogène, qui accueille chaque année une trentaine d'ingénieurs diplômés — dont une dizaine d'étrangers — et leur donne une formation spécialisée. D'autre part, l'Ecole professionnelle de soudure forme des techniciens et des ouvriers professionels. L'Institut a enfin de nombreuses activités de formation permanente qui ont intéressé environ vingt-cinq mille personnes au cours des cinq dernières années.

A l'occasion du cinquantenaire, des journées nationales du soudage sont organisées à la fin du mois (1), où l'ensemble des problèmes du soudage sera abordé.

QU'EST-CE qu'un soudage ? *Pour les techniciens, c'est* une opération qui permet d'obtenir la continuité métallique entre deux pièces. Cela différencie le soudage du collage — qui utilise un liant non métallique — ou d'autres techniques de fixation, comme le rivetage. La notion de soudure a été ensuite *étendue aux matières plastiques,* bien que, dans ce domaine, avec *l'existence de colles dissolvantes,* la frontière entre collage et soudage devienne quelque peu floue.

Le soudage est né au début du siècle, peu après l'invention du chalumeau oxy-acétylénique : la combustion de l'acétylène — obtenue par réaction du carbure de *calcium sur l'eau — fournit* une température suffisante pour fondre *localement l'acier. Si* la fonte affecte deux surfaces en regard, celles-ci se soudent lors de la solidification.

Ce soudage au chalumeau est encore utilisé pour de petites soudures — *surtout en plomberie,* — mais il a été supplanté par le soudage à l'arc électrique ; le premier brevet utilisant cette technique fut pris par le Français Auguste de Meritens en 1895. Mais c'est le Suédois Kjellberg qui en fit une technique largement utilisée avec l'invention de l'électrode enrobée : auparavant, on faisait jaillir l'arc électrique entre une électrode de métal nu et les pièces à souder. Cela de*mandait beaucoup de virtuosité* manuelle, car il fallait maintenir l'électrode à la bonne distance des pièces : si la distance était trop grande, l'arc ne s'amorçait pas ou était peu efficace. Mais si l'électrode venait en contact avec les pièces à souder, il se produisait un court-circuit et l'électrode risquait de se souder elle-même sur la zone de contact. Il était, *dans ces conditions,* acrobatique de réaliser de bonnes soudures.

Avec l'électrode enrobée, ces difficultés sont résolues : *l'électrode* métallique est entourée d'une couche d'oxydes isolants à travers de laquelle se produit l'arc. La couche a plusieurs rôles : d'une part, on peut amener l'électrode au contact de la pièce à souder, la couche isolante maintenant le bon écartement. D'autre part, en *jouant* avec la composition de cet enrobage, on peut déposer sur les pièces à souder du métal de composition bien définie. Le soudage demande en général un apport de métal ; on utilise parfois une électrode de tungstène, *infusible,* et une baguette de métal d'apport ; mais, le plus *souvent, c'est l'électrode — dite* consommable — qui fond dans l'arc et dont le métal est transféré sur la zone à souder.

Les spécialistes dénombrent une dizaine de procédés différents de soudage à l'arc, chacun adapté à un usage spécifique.

Une autre méthode d'emploi général est le soudage par résistance : on fait passer un fort courant dans les pièces à souder : à la jonction des deux pièces, il y a une grande résistance de contact, et donc un dégagement d'énergie *suffisamment* important pour faire fondre les couches superficielles des deux pièces, qui *se* souderont quand ces couches se refroidiront et *se solidifieront.*

Il existe encore bien d'autres procédés. L'aluminothermie est utilisée pour souder les rails : *on fait brûler, dans l'intervalle* des rails, des poudres de sels d'aluminium, la chaleur produite faisant fondre superficiellement les deux surfaces en regard. On utilise aussi des soudages par explosion (une pièce est projetée violemment contre l'autre) ou par friction (on fait tourner *rapidement une des pièces qui* frotte contre l'autre). Tous ces procédés reviennent à fournir beaucoup d'énergie dans la zone de contact pour obtenir une fusion superficielle.

Eviter les déformations

Cette fusion locale qui caractérise les soudages et qui permet de *réaliser la continuité métallique* entre les deux pièces suppose *toujours* un apport de chaleur important qui se traduit par des dilatations, puis de contractions qui tendent à déformer les pièces à souder. C'est pour éviter ces déformations qu'on a mis au point le grand procédé moderne : le soudage par bombardement électronique.

L'utilisation d'un faisceau d'électrons pour souder des pièces *métalliques a été mise en œuvre* pour la première fois en 1954 par un Français, M. Jacques Stohr, ingénieur au centre nucléaire de Saclay. Le principe consiste à créer un faisceau d'électrons accélérés par une tension de quelques dizaines de milliers de volts, à focaliser ce faisceau et à le diriger sur la jointure à souder : les électrons cèdent leur énergie au métal, qui est ainsi très rapidement chauffé et porté à fusion. Mais la zone ainsi chauffée est très étroite, son épaisseur pouvant ne pas dépasser le millimètre. Globalement, la quantité de chaleur apportée reste faible, et donc aussi les dilatations des pièces à souder.

Un *faisceau* d'électrons ne se propage pas dans l'air et la soudure doit *donc être faite dans* une enceinte où a été préalablement fait le vide. C'est un avantage par certains côtés — on évite par exemple l'oxydation du métal par l'air — mais c'est aussi une sujétion gênante. Le bombardement électronique a, naturellement, été d'abord réservé aux soudures fines sur de petites pièces. Mais la qualité des soudures *obtenues tend à le* généraliser : on a créé des appareils *adaptés au soudage de grosses* pièces, où le vide n'est fait que dans une région limitée entourant le point où l'on soude. Ajoutons qu'on peut souder par faisceau d'électrons des pièces constituées de métaux différents, et aussi des matériaux réfractaires que l'on ne peut souder par des moyens *traditionnels.*

Il est ainsi probable que le soudage par faisceau d'électrons, ainsi que des techniques connexes, comme le soudage par laser, vont prendre de plus en plus d'extension : la demande va de plus en plus vers des soudures de très haute qualité ; ce qui pose le problème de la formation des ouvriers soudeurs, à qui l'on demande de plus *en plus souvent* une précision et une qualité de soudure jugées exceptionnelles il y a quelques années.

Mais le bombardement électronique ne remplacera pas complètement les modes plus traditionnels : ceux-ci sont assez *nombreux et diversifiés pour qu'il* existe, *en général,* une bonne technique pour chaque *type* d'applications. Ces techniques restent perfectibles, et c'est une des tâches de l'Institut de soudure de les améliorer, entre autres en automatisant certaines étapes du processus. L'Institut de soudure étudie aussi comment souder dans des conditions exceptionnelles. *Ainsi s'est-il équipé d'un* laboratoire, Hyplab, destiné à étudier l'application des techniques de soudage aux grandes profondeurs : on peut y simuler une profondeur de 1 000 m (pression cent fois supérieure à la pression atmosphérique) et y réaliser une atmosphère de composition contrôlée, analogue à celle des caissons de plongée.

MAURICE ARVONNY.

(1) Du 28 au 30 mai, au Palais des *congrès (porte Maillot), à Paris.*

Le pompage du fuel lourd du « Tanio » devrait être terminé en septembre

LE colmatage des trois fuites par lesquelles le fuel lourd s'échappait de l'épave du *Tanio* s'est achevé au début de mai. Du 23 au 26 avril, les passagers *des deux petits submersibles* d'Intersub, la société *chargée de l'opération,* ont dû repérer ces fuites. L'eau de la Manche est si froide — 10 °C environ — que le fuel du *Tanio* était devenu très visqueux et ne s'échappait plus de l'épave que par intermittence, lorsque les courants marins du *fond* faisaient jouer la coque.

Les plongeurs ont donc bouché deux trous d'une trentaine de centimètres de diamètre situés à 1 mètre l'un de l'autre sur le côté tribord de l'épave. Comme prévu, ils ont d'abord collé une tôle pour obturer chacun des trous, puis ils ont posé des cof*frages transparents dans lesquels* a été injectée une résine époxy à deux composants et à travers la paroi desquels il était possible de suivre, puis de contrôler les opérations.

Cette résine, compatible avec le milieu marin et les hydrocar*bures, a été mise au point* par Intersea Service, un groupement d'intérêt économique réunissant trois sociétés françaises (Seatank Co, Pipe Line Service et Intersub). Elle est utilisée depuis 1974, aussi bien pour boucher des fissures sur des plates-formes de béton (Brent-Bravo, notamment) que pour sceller des passages de *tuyauterie* à travers *des structures* sous-marines. Ne contenant pas de solvants, elle ne dégage pas de produits nocifs pour les plongeurs.

La troisième fuite a été plus difficile à repérer, car elle était située dans un enchevêtrement de *tôles déchirées.* Invisible depuis les petits sous-marins, elle a dû être recherchée par des plongeurs qui ont suivi le filet de fuel jusqu'à sa source : un tuyau passant à travers la coque. Cette troisième fuite a été colmatée le 1er mai par un bouchon à expansion, ce qui permettrait, éventuellement, d'utiliser ce tuyau au cours des *opérations de pompage.*

La décision de pomper les quelque 10 000 tonnes de fuel restant dans le *Tanio* a été prise le 1er mai, et l'opération confiée à la Comex. La méthode de pompage, après réchauffement du fuel par des injections *d'eau chaude, mise au point pour* le *Bohlen* (*le Monde* du 1er juin 1977) par l'Institut français du pétrole (I.F.P.) resservira pour le *Tanio.*

Douze semaines de délai

Aucun navire de forage à positionnement dynamique n'étant disponible, deux bateaux seront utilisés pour le pompage. Le premier est un simple bateau de service à positionnement dynamique ; il servira de base pour les plongées et pour la mise en œuvre du matériel. Le second sera un *petit pétrolier dans* lequel sera déversée l'émulsion eau chaude-fuel.

Un ancrage classique étant *impossible par 87 mètres* de fond, le pétrolier sera amarré à une colonne articulée, posée sur le fond. Cette colonne servira aussi de support aux différentes conduites (Eau chaude, émulsion, circuits hydrauliques de télécommande) nécessaires à l'opération.

Les 2 et 3 mai, les plongeurs de la Comex « *ont pris connaissance* » de l'épave *avec leurs collègues* d'Intersub, déjà familiers du *Tanio.* Et dès le 5 mai, la société Entreprise d'équipements mécaniques et hydrauliques (E.M.H.), filiale de la Compagnie française d'entreprises métalliques (C.F.E.M.), a fait commencer la construction d'une colonne articulée. *Celle-ci devrait* être prête pour son remorquage *à la fin du mois de juillet. Une* fois le pompage terminé, la colonne pourra être transformée et adaptée à d'autres profondeurs d'eau comprises entre 50 et 120 mètres d'eau.

Les douze semaines de délai de construction sont employées par la Comex pour préparer le pompage *proprement dit. L'épave* reposant sur le fond, la tête en bas, des plongeurs percent actuellement des trous dans la coque, de façon à introduire dans les cuves les circuits d'eau chaude et de pompage. Bien entendu, ces trous sont faits à travers une vanne qui assurera *l'étanchéité.* De telles vannes sont posées sur des pipe-lines en service, sur lesquels on veut brancher une dérivation sans arrêter, pour cela, l'écoulement du pétrole.

Curieusement, le fait que *l'épave repose la quille en haut* facilite le travail : pas de superstructures, pas de mâts de charge pour gêner les plongeurs qui, au contraire, travaillent sur une surface plane et dégagée.

Etant donnée l'expérience — chèrement — acquise par l'Institut français du pétrole et la Comex, avec le pompage du brut lourd du *Bohlen,* les opérations du *Tanio* devraient durer cinq semaines. L'épave serait *donc vidée vers le milieu de* septembre, c'est-à-dire avant les *marées d'équinoxe.*

Le matériel utilisé pour cette opération ne sera pas exceptionnel. De nombreux bateaux de service à positionnement dynamique et des petits pétroliers sont disponibles à tout moment. La colonne articulée sera réutilisable. *Ce qui représente une* amélioration notable par rapport au pompage du *Bohlen,* qu'il avait fallu improviser en fonction des moyens disponibles à ce moment-là.

Y. R.

Les colonnes articulées

LES colonnes articulées, *conçues et développées depuis 1964 par E.M.H. et* la Société nationale des pétroles d'Aquitaine sont constituées d'une embase très lourde (plusieurs centaines de tonnes) posée sur le fond et d'une colonne métallique verticale qui émerge au-dessus de la surface de la mer. La colonne est fixée à *l'embase par un joint* à la cardan qui lui permet d'osciller dans toutes les *directions par* rapport à une inclinaison moyenne imposée par le courant et le vent. En fait, les oscillations n'atteignent même pas 5 degrés.

La position la plus favorable

La « station debout » de la colonne est assurée par des *réservoirs intégrés le plus souvent* dans le haut de la partie immergée de la structure. Remplis d'air, ces réservoirs ont une flottabilité positive et « *tirent* » la colonne vers le haut.

Il existe actuellement six colonnes articulées, dont quatre *construites par E.M.H.* Deux servent de torchères et quatre *autres de postes d'amarrage* et de chargement pour les *pétroliers. Sur les six existantes,* quatre sont utilisées en mer du Nord.

Le haut des colonnes servant de *point d'amarrage* est surmonté d'une tête tournante qui *permet aux pétroliers* de se mettre toujours dans la position la plus *favorable quelles que* soient les directions des vents et des courants.

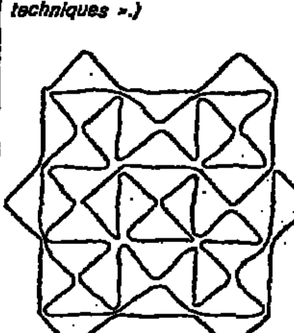
En toute logique

dehors et dedans

PROBLEME N° 172

Au sujet du problème 169, qui consistait à parcourir une figure, en un trait fermé sans croisement, Eric Reyssat nous envoie une nouvelle solution (il y en a certainement de nombreuses, mais aucune méthode n'est en*core connue pour les dénombrer).* Il pose en outre une *question intéressante. La courbe* fermée simple de chaque solution définit un intérieur et un extérieur. Dans ces conditions, chacun des 42 triangles de la figure est-il toujours soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, ou est-ce que sa position varie selon les solutions ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)



Solution du problème n° 171

Voici 6 fractions exprimant 9 à l'aide des dix chiffres.

$$9 = \frac{57\,429}{06\,381} = \frac{58\,239}{06\,471} = \frac{75\,249}{08\,361}$$

$$= \frac{95\,742}{10\,638} = \frac{95\,823}{10\,647} = \frac{97\,524}{10\,836}$$

La *recherche peut s'aider de* l'observation des derniers chif*fres du dénominateur et du numérateur,* qui doivent être les terminaisons obligées des multiplications par 9. De plus, il est bon de tenter de réaliser dès le départ une division approximative par 9 : à peu près 54 donnant à peu près 6, etc.

Bien sûr, les puristes contesteront la présence réelle du 0 dans les *trois premières fractions.*

Aucune autre méthode de recherche ne semble être connue. Les références à ces résultats sont anciennes et nombreuses. *La plus récente* semble être *The Moscow Puzzles,* de Boris *A. Kordemsky.*

PIERRE BERLOQUIN.





LE PROJET DE DÉCRET SUR LA RÉFORME DES ÉTUDES MÉDICALES

Le projet de décret portant réforme du troisième cycle des études médicales, élaboré sous la direction des professeurs Claude Got et Jean Dormont, conseillers techniques respectifs du ministre de la santé et de la Sécurité sociale et du ministre des universités, sera présenté, le jeudi 29 mai, au conseil supérieur des hôpitaux, alors que les internes des hôpitaux de faculté seront en grève.

Bouleversant les modalités du concours de l'internat et modifiant certains points du troisième cycle des études, en créant notamment un « résidanat » d'une durée de deux ans pour les futurs généralistes, ce projet fait de l'internat la seule filière d'accès à l'exercice d'une spécialité. Il ne recueille pas l'assentiment de l'ensemble de la profession médicale...

Pour les responsables de l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux des villes de facultés, qui se sont réunis à Brest (« le Monde » du 20 mai), cette réforme faillit à la mission pédagogique qu'elle s'était fixée, sans tenir compte de leurs revendications. De plus, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), organisme consultatif auprès du ministère des universités, vient de rejeter (« le Monde » du 23 mai) le projet de décret. Celui-ci sera examiné en Conseil d'Etat au cours de l'été, afin de pouvoir être appliqué dès l'année scolaire 1980-1981.

LES GRANDES LIGNES DU TEXTE

Le projet de décret d'application de la loi réformant les études médicales fixe les principes généraux de l'organisation du troisième cycle — à la fois pour les généralistes et les spécialistes, — les statuts des résidents et des internes et les dispositions transitoires organisant la fusion des différents internats.

Au terme des quatre années d'études du deuxième cycle des études médicales (D. C. E. M.), l'étudiant a la possibilité de se présenter au concours de l'internat organisé annuellement dans chacune des huit *« régions d'internat »* (1), qui le conduira, après une formation de quatre ou cinq ans, durant lesquels il a le statut d'interne, à l'exercice d'une spécialité. S'il échoue ou s'il ne se présente pas à ce concours, il *est nommé d'office « résident »* et, au terme de quatre semestres de formation, pourra exercer la médecine en tant que généraliste.

● LE « RESIDANAT ». — Le cycle de formation des généralistes, d'une durée de deux ans, comporte un enseignement théorique, une formation pratique hospitalière et des stages extra-hospitaliers, formation dispensée à temps plein à raison de onze demi-journées hebdomadaires.

L'enseignement théorique est dispensé par les U.E.R. médicales et la formation pratique hospitalière *« comporte une participation à l'accomplissement d'actes médicaux sous la responsabilité du chef de service »*, celui-ci portant une *« appréciation »* à l'issue de chaque semestre de formation hospitalière. Le résident est affecté dans un établissement hospitalier sur proposition des directeurs des U.E.R. de la région.

Un *« stage chez le praticien »* est prévu, au cours du *« résidanat »*, effectué à temps plein ou à temps partiel auprès de médecins généralistes, *« maîtres de stages »*, exerçant une activité professionnelle depuis trois ans au moins. A l'issue du stage, un rapport est adressé au directeur d'U.E.R. par le maître de stage, rapport *« pris en considération »* par le directeur d'U.E.R. pour la validation du résidanat.

● L'INTERNAT. — Seule voie pour l'exercice d'une spécialité, l'internat comporte une forma*tion théorique* et *pratique* dispensée à temps plein à raison de onze demi-journées hebdomadaires pendant quatre ou cinq années selon les spécialités. Au cours de leur formation, les internes devront exercer leurs fonctions durant au moins un semestre dans des établissements autres que les centres hospitaliers régionaux faisant partie des centres hospitaliers universitaires. Le nombre des postes offerts dans chaque région et le *nombre* de candidats autorisés à s'engager dans chacune des formations spécialisées sont fixés *annuellement* par les ministres chargés des universités et de la santé.

L'étudiant peut faire acte de candidature dans deux régions différentes durant l'année universitaire au cours de laquelle il a achevé son D.C.E.M. ; et au cours de l'année suivante, s'il n'a pas été nommé en qualité de résident.

En parallèle de ce recrutement principal existeront d'autres modalités réservées soit à des médecins en exercice, soit à des étrangers. Les médecins en exercice ne pourront *accéder aux formations spécialisées* qu'après un minimum de cinq années d'exercice après avoir satisfait aux épreuves d'un concours particulier organisé au niveau régional. Ils pourront alors suivre leur formation de spécialistes à temps partiel, avec le statut d'attachés des hôpitaux.

● LES MESURES TRANSITOIRES. — Des concours d'internat dans leur forme actuelle auront lieu pour la première fois, au cours de l'année universitaire 1981/1982. Les internes en fonction avant le 1er octobre 1983 continueront leur internat jusqu'à son terme. Les étudiants n'ayant pas épuisé leurs droits à concourir en 1981/1982 pourront présenter les concours ultérieurs avec le *programme actuel* mais au niveau des nouvelles régions d'internat.

Les étudiants qui se sont inscrits au D.C.E.M. 4 jusqu'à l'année universitaire 1981/1982 incluse pourront suivre la filière des certificats d'études spéciales (C.E.S.), après avoir accompli le stage interné et réussi la première année de C.E.S. avant le 1er octobre 1985.

(1) Les régions d'internat et de « résidanat » groupent plusieurs régions administratives. Un arrêté ministériel fixera *leurs limites lorsque le* projet de décret aura sa forme définitive. Elles devraient être formées de la façon suivante : 1. *Centre-Ouest* (U.E.R. de Clermont-Ferrand, Limoges, Poitiers et Tours) ; 2. *Est* (U.E.R. de Besançon, Dijon, Nancy, Strasbourg et Reims) ; 3. *Ile-de-France* (11 U.E.R.) ; 4. *Méditerranée* (U.E.R. de Marseille, Montpellier et Nice) ; 5. *Nord-Ouest* (U.E.R. d'Amiens, Caen, Lille et Rouen) ; 6. *Ouest* (U.E.R. d'Angers, Brest, Nantes et Rennes) ; 7. *Rhône-Alpes* (U.E.R. de Lyon, Grenoble et Saint-Etienne) ; 8. *Sud-Ouest* (U.E.R. de Bordeaux et Toulouse).

Mécontentement et inquiétudes

La loi du 6 juillet 1979, relative à la réforme des études médicales se fixait plusieurs objectifs. Il s'agissait notamment *d'améliorer la formation* des médecins généralistes et spécialistes, tout en contrôlant avec précision l'effectif croissant du corps médical. Alors que le contenu du décret d'application de cette loi vient d'être diffusé, les modalités choisies pour améliorer la formation des praticiens suscitent d'ores et déjà de vives réactions dans les milieux étudiants et professionnels.

L'une des critiques les plus fréquemment formulées est que, sous couvert d'une amélioration de la formation, *la réforme crée, en fait,* deux classes de praticiens, les spécialistes d'un côté, les *« officiers de santé »* de l'autre. La connaissance du contenu *du* décret d'application ne semble pas, jusqu'à présent, avoir calmé les craintes des *responsables* d'organisations étudiantes. Pour M. Marc Bonef, président de l'Association nationale des étudiants en médecine (ANEMF), *« la voie royale que représentait l'internat va se transformer en une voie impériale et les résidents ne seront, en fait, que des « super-externes »*. *Cette opinion est partagée par* M. Luc Ginot, responsable national du secteur médecine de l'UNEF, qui souligne d'autre part le caractère *« incomplet » du décret*. Celui-ci, dans sa formulation actuelle, devra en effet être complété par une trentaine d'arrêtés ministériels.

En réalité, quel que soit le contenu de ces arrêtés, un fait est acquis : l'internat devient la seule filière d'ac*cès à l'exercice d'une spécialité, ce* qui détruit par là même l'homogénéité apportée au troisième cycle par l'équivalence des statuts d'interne et de résident.

Le nombre plus limité des tentatives permises (quatre au total, au *lieu de neuf actuellement)* et l'impossibilité, pour un résident, de se présenter au concours créent un système beaucoup plus rigide que celui actuellement existant où les nombreux certificats d'études spéciales (C.E.S.) constituent autant de « passerelles » entre la médecine générale et la médecine de spécialité. Dans la prochaine réforme, seuls les généralistes ayant exercé depuis plus de cinq ans auront la possibilité de tenter un retour vers l'hôpital pour s'y former en vue de l'exercice d'une spécialité.

En revanche, un interné désireux d'obtenir un *« certificat de résidanat »* ne rencontrera pratiquement aucune difficulté.

Tout se passe donc, en fait, comme si la formation du résident était incluse dans celle de l'interne, et ne possédait *pas* en elle-même de spécificité, d'autant qu'aucune précision n'est donnée en ce qui concerne la *répartition* et le contenu des formations théorique et pratique *dispensées* au cours du *« résidanat »*.

C'est pourtant à ce niveau que se situe l'un *des* points les plus *originaux de la réforme* : la participation du généraliste à l'enseignement de son *futur confrère*. Se limitera-t-elle au *« stage chez le praticien »* ? Les U.E.R. feront-elles appel aux *« praticiens de terrain »* pour l'enseignement théorique ? Quel sera leur type de rémunération ? *Autant de questions actuellement* sans réponses, et qui font craindre aux représentants étudiants que la « réforme » ne se résume, pour le futur généraliste, à *l'allongement* d'une année de son *« stage interné »*, agrémenté d'un passage chez un praticien qu'il ne pourra pas même choisir.

Les *données* sont plus précises pour les internes, qui voient, eux, des modifications de taille tant dans les modalités *de* leurs concours que dans le déroulement de leur formation hospitalière. Un avant-projet *d'arrêté fixant* les *conditions* d'organisation du concours a *été réalisé*. Un bureau national de l'internat constituera une banque nationale de *questions d'admissibilité au concours* de l'internat, en liaison avec des bureaux régionaux. L'admissibilité se fera par épreuve écrite anonyme portant sur les matières *du D.C.E.M.* et comprenant trois cent soixante questions. Celles-ci seront soit des questions à choix multiple (Q.C.M.), soit des questions à réponse ouverte courte (Q.R.O.C.).

L'admission comportera, elle, une *épreuve utilisant des dossiers médicaux*, une épreuve de prescription et un commentaire de texte médical. Si elle signe l'arrêt de mort de l'*« internat-bachotage »*, en faisant place aux capacités d'analyse, de synthèse et d'expression du candidat, cette réforme risque cependant de faire naître de nouvelles inégalités. La régionalisation du concours implique en effet, pour que les étudiants puissent disposer de chances iden*tiques, une harmonisation des objec*tifs pédagogiques et des modalités d'enseignement de chaque discipline, faute de quoi on assisterait en quelques années *à* l'établissement de profondes disparités régionales.

Un autre aspect apparaît à la lecture du décret : la relative rigidité du système. En créant des commissions régionales, chargées de donner un avis aux ministères des universités et de la santé sur le nombre et la répartition dans les services des internes et des résidents, le législateur cherchait à se doter d'un *instrument permettant « d'adapter l'effectif médical aux besoins de la population compte tenu des capacités de formation des centres hospitaliers »*.

Or, ces commissions, formées presque exclusivement d'hospitaliers et d'universitaires, ne laissent pratiquement aucune place aux usagers du système de santé, aux représentants d'étudiants, ou aux omnipraticiens. Quant à la commission chargée des internes, elle sera complétée par des groupes de travail : un par discipline dans lequel figurera le coordi*nateur* de l'*enseignement* du diplôme d'études spécialisées correspondant. Pour beaucoup, ce coordinateur, enseignant de la spécialité désigné par *les directeurs des U.E.R. de la région*, par la somme des pouvoirs qui lui seront conférés deviendra, en fait, un véritable *« mandarin régional »*, chargé tout à la fois de définir les besoins propres à sa discipline et de coordonner l'organisation des enseignements théorique et pratique.

Précisant l'ampleur d'une réforme que la loi du 6 juillet ne laissait qu'entrevoir, incomplet sur de nom*breux points, le décret d'application* suscite de nombreuses inquiétudes tant chez les étudiants que chez les médecins en activité. Au-delà des difficultés transitoires que sa mise en œuvre ne manquera pas de rencontrer, le point essentiel reste de savoir s'il est possible à partir de la seule refonte du troisième cycle et du concours de l'internat — et sans toucher au deuxième cycle — d'améliorer de manière sensible la formation des futurs médecins, qu'ils soient hospitaliers ou libéraux, spécialistes ou généralistes.

JEAN-YVES NAU.

INFORMATIONS «SERVICES»

LA MODE

On solde...

La Grande Braderie de Paris inaugure, dès le 30 mai, le marathon des soldes de printemps. On trouvera au palais de la Défense (CNIT) jusqu'au 8 juin, sur 10 000 mètres carrés de stands des stocks de fabricants dans tous les domaines : l'électroménager, les cadeaux, les jouets, le prêt-à-porter, les articles de luxe griffés, l'artisanat, l'alimentation, voire des coffres-forts et des bombes défensives.

La saison a été morose, particulièrement dans le textile. Parmi les détaillants les plus durement touchés, on compte ceux des centres commerciaux de la périphérie aux loyers et charges très lourds.

Cette situation amène le Forum des Halles à commencer ses soldes le 21 juin, suivi de Rosny 2 (du 24 juin au 12 juillet), de Parly 2 (du 26 juin au 5 juillet), etc. Ces dates sont aussi retenues par les grands magasins, qui proposent déjà toutes sortes de baisses sur le crédit et les prix de certains articles, dans l'espoir d'attirer le chaland. Si le temps et les affaires restent maussades, ils seront, eux aussi, tentés d'avancer les soldes. On peut craindre qu'à ce jeu les clientes finissent par se lasser d'effectuer leurs achats autrement qu'au rabais, au détriment des règles saisonnières du commerce.

Traditionnellement, les couturiers arrêtent leurs présentations de collections vers la troisième semaine de mai pour solder les modèles, les tissus, les accessoires et les chaussures. C'est le moment de réaliser des affaires pour les filiformes mesurant au moins 1.75 mètre, les « Berthe - aux - grands - pieds », ainsi que les amateurs de gants, de sacs et de chapeaux. Signe des temps : Courrèges et Jean-Louis Scherrer ont pris l'initiative d'ouvrir des solderies permanentes, entre Bastille et République, où ils liquident les fins de séries du prêt-à-porter de la saison précédente.

NATHALIE MONT-SERVAN.



★ Dessin de MARCQ.

CHACOK : un tube de l'été à tunique sur pantalon en coton damassé turquoise. Elle est gansée de gris perle, composant aussi un soufflet sous la manche, en opposition au rouge vif de l'autre. Le pantalon souple à poches et glissière en braguette est à coordonner avec un débardeur, un chemisier ou un bustier, 1 000 F, 18, rue de Grenelle, Palais des congrès : Cannes : 7, rue du Commandant-André.

Un calendrier parisien

D'un quartier à l'autre

Bazar de l'Hôtel de Ville : à partir du 15 juillet.
Bon Marché : du 7 au 28 juin.
C. & A. : du 2 au 12 juillet.
Galeries Lafayette : du 27 juin au 5 juillet.
Marks & Spencers : à partir du 26 juin.
Au Printemps : du 25 juin au 5 juillet.
Samaritaine : à partir du 25 juin

Pour elle

Auteuil : à partir du 10 juin, 99, rue de Passy ; 39 et 41, rue La Fayette ; arcades du Lido.
Andréa Pfister : à partir du 16 juin, 56, rue du Four ; 4, rue Cambon.
La Bagagerie : à partir du 2 juillet, 74, rue de Passy ; 41, rue du Four ; 13, rue Tronchet ; Maine - Montparnasse.
Candide : à partir du 23 juin, 4, rue de Miromesnil.
Franck & fils : le 26 juin, 91, avenue Paul - Doumer ; 80, rue de Passy
Givenchy : du 2 au 6 juin, haute couture, tissus, accessoires, etc., 3, av George-V
Charles Jourdan : du 25 au 28 juin, dans les magasins parisiens
Lanvin : les 11 et 12 juin, 22, faubourg Saint-Honoré.
Ling : à partir du 2 juin, 318, rue Saint-Honoré.
Lola Prusac : le 3 juin, pièces uniques, du 10 au 14 juin, 93, faubourg Saint-Honoré.
Mancini : du 17 au 19 juin, 20, rue Boccador ; du 19 au 21 juin, 72, avenue Victor-Hugo.
P · Spook : à partir du 28 juin, 30, avenue George-V ; 5, rue de l'Université ; 275, rue Saint-Honoré.
Pisanti : à partir du 15 juin, 59 bis, rue Bonaparte.
Jean-Louis Scherrer : à partir du 27 juin, 51, avenue Montaigne ; 31, rue de Tournon ; 29, avenue Ledru-Rollin (solderie permanente).
Simonetta : à partir du 7 juillet, 15, rue Jean-Mermoz.
Serge Lepage : du 2 au 5 juin, prêt-à-porter, 29, rue Cambon ; 8, rue Vignon.

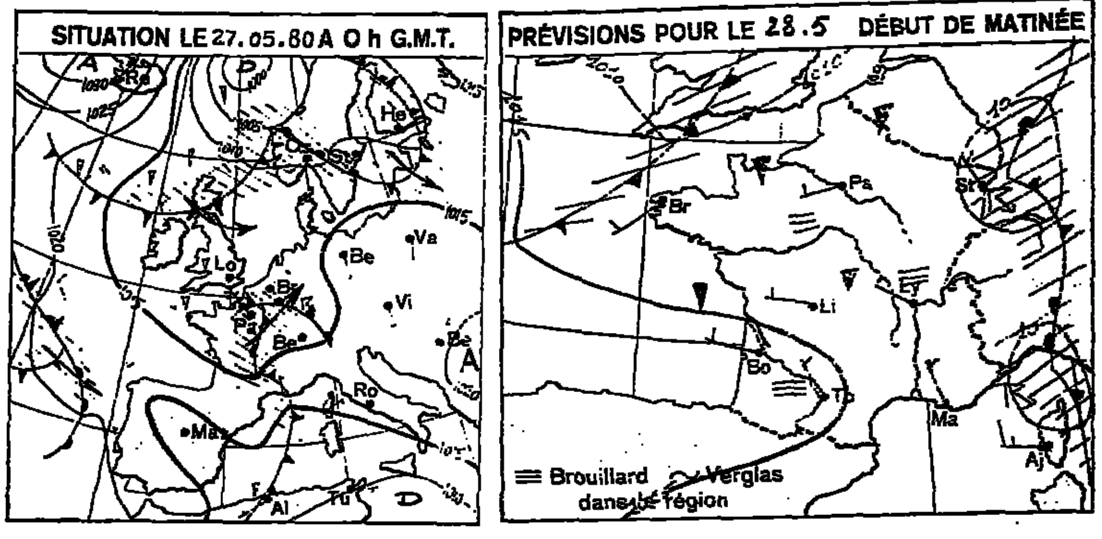
Pour lui

Amphiboles : à partir du 27 juin, 271, rue Saint-Honoré.
Arnys : à partir du 16 juin, 14, rue de Sèvres.
Berel : à partir du 17 juin, 12, rue de Sèvres
Delaveine : à partir du 27 juin, 13, boulevard Montmartre ; 53, avenue de Clichy.
Dorian Guy : à partir du 24 juin, 36, avenue George-V.
Elysées Soieries : à partir du 24 juin, 65, Champs-Elysées.
Gary : à partir du 20 juillet, 73, Champs-Elysées.
Gérard Sools : à partir du 27 juin, 22, avenue Victor-Hugo.
Hipolyte : à partir du 4 juillet, 19, rue de l'Ancienne-Comédie.
Sulka : du 23 au 28 juin, 2, rue de Castiglione
Henry Thiery : à partir du 27 juin, 45, rue Caumartin.

Pour eux

Balenciaga : à partir du 12 juin, 10, avenue George-V.
Burberrys : du 16 juin à la fin du mois, 10, boulevard Malesherbes ; 56, rue de Passy
Cerruti : Elle, à partir du 24 juin, 15, place de la Madeleine ; 38, avenue Victor-Hugo. Lui, du 1er au 5 juillet, 27, rue Royale.
Courrèges : du 5 au 7 juin, 40, rue François-Ier ; 49, rue de Rennes ; 46, avenue Victor-Hugo. Solderie permanente, 7, rue de Turbigo.
Christian Dior : à partir du 28 mai, haute couture, haute fourrure. A partir du 10 juin, les boutiques du 30, avenue Montaigne. Du 3 au 5 juin, 12, avenue Boissy-d'Anglas.
Emanuel Ungaro : à partir du 7 juin, 2, avenue Montaigne ; 25, faubourg Saint-Honoré.
Jaeger : à partir du 2 juin, 5, faubourg Saint-Honoré.
Ted Lapidus : à partir du 9 juin, 37, avenue Pierre-Ier-de-Serbie. Du 3 au 5 juin, 1, place Saint-Germain-des-Prés ; 6, place Victor-Hugo.
Latreille : du 28 juin au 12 juillet, 62, rue Saint-André-des-Arts.
Renoma : du 21 juin au 3 juillet, 129, rue de la Pompe ; 19, avenue Matignon.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 28 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 27 mai à 0 heure et le mercredi 28 mai à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence d'une zone dépressionnaire complexe dans laquelle des masses d'air humide et instable évolueront lentement.

Mercredi 28 mai, des pluies ou des orages se produiront principalement sur nos régions de l'Est et du Midi. Une perturbation achevant de traverser le pays s'étendra de l'Alsace aux Alpes et à la Corse. Une nouvelle aggravation venant d'Espagne atteindra les régions pyrénéennes, puis l'Aquitaine, le bas Languedoc et le sud du Massif Central.

Sur le reste du pays, le temps sera nuageux, brumeux le matin. Des éclaircies apparaîtront, mais des averses se développeront localement. En général, les vents seront faibles et les températures sans grand changement.

Le mardi 27 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 011,1 millibars, soit 758,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 mai ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Ajaccio, 20 et 13 degrés ; Biarritz, 15 et 11 ; Bordeaux, 17 et 13 ; Bourges, 21 et 10 ; Brest, 15 et 9 ; Caen, 18 et 10 ; Cherbourg, 16 et 6 ; Clermont-Ferrand, 22 et 10 ; Dijon, 23 et 11 ; Grenoble, 23 et 12 ; Lille, 19 et 11 ; Lyon, 23 et 12 ; Marseille, 22 et 15 ; Nancy, 23 et 9 ; Nantes, 19 et 7 ; Nice, 19 et 13 ; Paris - Le Bourget, 21 et 12 ; Pau, 15 et 11 ; Perpignan, 19 et 13 ; Rennes, 18 et 10 ; Strasbourg, 23 et 12 ; Tours, 19 et 10 ; Toulouse, 16 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 23 (min.).

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 21 degrés ; Amsterdam, 17 et 8 ; Athènes, 22 et 13 ; Berlin, 18 et 9 ; Bonn, 20 et 9 ; Bruxelles, 19 et 9 ; Le Caire, 36 et 18 ; îles Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 14 et 6 ; Genève, 23 et 10 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 19 et 9 ; Madrid, 18 et 6 ; Moscou, 12 et 10 ; New-York, 21 et 14 ; Palma-de-Majorque, 22 et 12 ; Rome, 20 et 13 ; Stockholm, 13 et 6 ; Téhéran, 32 et 20.

TEMPS PROBABLE JUSQU'AU 1er JUIN

Jeudi 29 mai, temps généralement maussade avec des nuages, des pluies, et également, sur les régions méridionales, des orages. Les brumes et brouillards seront denses sur le Nord et l'Ouest en fin de nuit et matinée. Des éclaircies se formeront sur ces régions au cours de l'après-midi. Les températures, pour la saison, seront le plus souvent basses.

Vendredi 30, amélioration sur le Nord, l'Ouest et le Centre. Beaucoup de brume le matin, puis du soleil l'après-midi. Par contre, sur l'Est, des Vosges aux Alpes, à la Corse et dans le Midi, nuages encore abondants donnant quelques pluies orageuses. Vent de nord-ouest, faible à modéré.

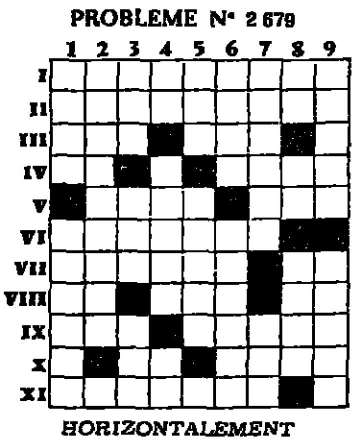
Pour samedi : amélioration sur toute la France. Du soleil et des températures diurnes en hausse. Peu ou pas de vent.

Dimanche, vents tournant au sud en se renforçant près de l'Atlantique. Arrivée de pluies sur ces régions au cours de l'après-midi. Extension de ces pluies, le soir, au Bassin parisien et au Massif Central.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 679



HORIZONTALEMENT

I. Porte toujours sa croix. — II. Ne vend généralement que des articles bien repassés. — III. Pas du tout ficelés ; Pièce de charrue. IV. Préposition ; Qui peut donc facilement cuire. — V. Enleva ; D'un auxiliaire. — VI. Couvert très ordinaire. — VII. Peintre italien du quinzième siècle ; Abréviation. — VIII. Est souvent suivi d'un bien ; Peut se mettre en pièce ; Conjonction. — IX. Utile pour faire monter des ballots ; Peut être assimilé à la jalousie. — X. Pronom ; Blanchit quand il est étendu. — XI. Triple, en 1914.

VERTICALEMENT

1. Vulgaire, n'est qu'une affection de jeunesse ; Devient civile quand tout le monde descend. — 2. Peut se tortiller quand elle a bien poussé. — 3. Avalés ; Pâques, par exemple ; D'un auxiliaire. — 4. Note ; Inquiète toujours celui qui a des boutons ; Largeur. — 5. Article ; Nom qu'on donne à de très grandes chaînes. — 6. Ne peut pas être prévu ; Pique en été. — 7. Mauvaises affaires ; Un étranger. — 8. Démonstratif ; Ne grossit qu'en hiver ; Sur la croix. — 9. Anneaux ; Signe qu'on attend quand on doit monter.

Solution du problème n° 2 678

Horizontalement

I. Retouches. — II. Ibn ; Uri. — III. Partisans. — IV. Unau ; Anée. — V. Do ; Santé. — VI. Isle. — VII. Amasseras. — VIII. Tic ; All. — IX. Iessenine. — X. Eliés. — XI. Nuitée ; Il.

Verticalement

1. Répudiation. — 2. Anosmie. — 3. Tira ; Lacs. — 4. Obtuses ; Set. — 5. Uni ; Stèle. — 6. Sanie ; Nie. — 7. Huant ; Raie. — 8. Ernée ; Ainsi. — 9. Sise ; Isle.

GUY BROUTY.

BREF

CONCOURS

CONCOURS A LANDERNEAU. — A l'occasion de la dizaine du fantastique (novembre 1980), l'office de tourisme de Landerneau et le cinéma Le Rohan organisent un concours de dessins d'humour noir et de nouvelles fantastiques, étranges ou merveilleuses, doté de prix d'une valeur respective de 1 000 F, 600 F et 400 F.

Ce double concours est ouvert à tous, sans distinction d'âge ou de langue. Les envois doivent être adressés à Rémy Bouguennec, office du tourisme, quai de Léon, 29220 Landerneau, avant le 1er septembre.

FISCALITÉ

AMÉNAGEMENT DU RÉGIME DE DÉDUCTION DES DÉPENSES DE RAVALEMENT. — Les contribuables, qui procèdent au ravalement de leur habitation principale, sont autorisés à déduire les dépenses correspondantes de leur revenu global dans la limite de 7 000 F plus 1 000 F par personne à charge. Jusqu'à présent, cette déduction ne pouvait être opérée qu'une seule fois pour un même immeuble. Ce régime vient d'être aménagé par le ministre du budget. Désormais, les dépenses de ravalement pourront être déduites une fois tous les dix ans pour un même immeuble. Cette périodicité est réduite à cinq ans pour les constructions en bois compte tenu de la nécessité de procéder à un entretien plus fréquent de ces immeubles.

Cette modification vise à harmoniser la pratique fiscale avec l'obligation légale faite à certains propriétaires de procéder à un ravalement de leurs immeubles tous les dix ans.

PROPOSITION D'EMPLOI

SUPPLÉANCES DANS L'ACADÉMIE DE VERSAILLES. — Le rectorat de l'académie de Versailles recherche des candidats pour assurer des suppléances dans les disciplines suivantes : secrétariat, mathématiques, sciences physiques, anglais et lettres modernes.

★ Rectorat de Versailles, 45, avenue des Etats-Unis, 78000 Versailles, tél. 953-92-39.

RÉGIONALISME

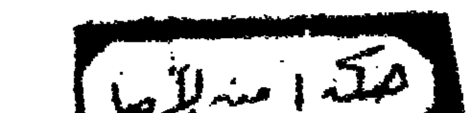
ÉCOLE OCCITANE D'ÉTÉ. — Pour la troisième année consécutive, l'école occitane d'été en Provence ouvrira ses portes aux jeunes et aux adultes, du 8 au 14 août prochain, au lycée d'Apt (Vaucluse). Le travail de cette année sera centré sur l'apprentissage de la langue occitane dans ses différentes variétés dialectales et sur les problèmes économiques et socio-culturels de l'Occitanie. Inscriptions : 100 F à 450 F.

★ Renseignements à Provence-Terre d'Oc, section I.E.O. de Vaucluse, 9, boulevard Limbert, 84000 Avignon.

VENTES

« LE COQ D'OR ». — Au nouvel hôtel Drouot, vendredi 30 mai, à 14 h. 15, aura lieu la vente aux enchères publiques de deux cents costumes et trois décors réalisés par Constantin Korovine, pour le « Coq d'or », de Rimski-Korsakov, opéra-féerie d'après Pouchkine, monté pour la première fois à Vichy, en 1936. Exposition publique : jeudi 29 mai, de 11 h. à 18 h., salle 14.





Le Monde

culture

THÉATRE

« L'EXILÉ MATELUNA »

Les acteurs du groupe de théâtre chilien qui ont écrit ensemble et jouent *l'Exilé Mateluna* avaient été arrêtés en novembre 1974 par la police de Pinochet : ils venaient de créer une pièce qui n'avait pas plu au pouvoir.

Deux des acteurs disparurent pendant qu'ils étaient aux mains de la police. Les autres furent envoyés dans un camp, où ils restèrent deux années. En 1976, ils choisirent la France comme lieu d'exil.

L'Exilé Mateluna, qu'ils présentent aujourd'hui au Théâtre de la Tempête, à la Cartoucherie de Vincennes (Ariane Mnouchkine, partie en tournée, leur a prêté le local) est une création collective qui décrit la vie d'un exilé chilien à Paris. La pièce est jouée en français.

Ce n'est pas la première fois que des exilés ou immigrés présentent un spectacle sur leurs conditions de vie. Celui-ci est le meilleur.

Les acteurs chiliens, dirigés par un des leurs, Oscar Castro, ont travaillé sans argent, sans décors. Mais ils ont inventé des images, des idées drôles de situations très fortes, pour représenter les ennuis de bureaucratie, la difficulté d'obtenir les papiers, l'insolence des policiers, les conditions de logement, la mouise, l'ennui, la déprime.

Beaucoup de tableaux sont chantés, dansés. Ces acteurs ne font pas de concessions polies à leur public français, ils ne sont pas heureux loin de leur pays, Paris ou une autre ville ce serait la même tristesse, et pour l'instant dans leur pays ils ne peuvent rentrer. Ils jouent leur déception avec tant de talent, de franchise, que le spectateur saisit bien les nuances de leur état d'esprit, et approuve leur courage, leur franc-parler.

L'Exilé Mateluna est un spectacle sans cérémonie, il a une fraîcheur de théâtre amateur, il est très émouvant. Ces acteurs chiliens sont tellement fauchés qu'ils n'ont pu se payer l'impression d'affichettes. Il faut aller les voir et leur envoyer du monde, ils le méritent à tous points de vue.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre du Soleil à la Cartoucherie de Vincennes, *20 h. 30.*

ROCK

La rentrée d'Iggy Pop

Aventure tumultueuse que celle d'Iggy Pop, dont le retour sur scène est flamboyant, comme les spectateurs s'en sont rendu compte au cours de sa tournée dans quelques villes de province avant le concert de mercredi 28 mai au Palais des sports. Aventure cahotique menée avec fureur, et parfois en compagnie de la folie, avec des brusques dérapages et des retraites.

Tout commence en 1967 après un concert des Doors. La violence angoissée de Jim Morrison, le poète, le *leader des Doors, détermine le chemin* à suivre, donne l'impulsion à la première formation d'Iggy Pop, les *Stooges, qui va être sur scène l'un des* groupes rock les plus outrageux. Iggy Pop lui-même développant presque sans limite une attitude agressive employée ailleurs par Mick Jaeger et bien d'autres artistes rock de la fin des années 60.

La folie brûle Iggy Pop qui se jette à demi nu dans le public. John Cale produit alors les albums des Stooges, et l'on se souvient encore aujourd'hui de titres tels que *No Fun et I Wanna Be Your Dog.* Suivent des périodes de désintégration et de rémission, de lassitude enfin de l'image offerte au public. Le groupe des Stooges éclate au milieu des années 70. L'histoire ensuite est connue : la rencontre avec David Bowie, la collaboration avec l'auteur de *Station to Station*, la parution des albums *The Idiot* et *Lust for Life*, la tournée reprise avec d'éblouissants concerts où Bowie tenait parfois les claviers. Et encore un temps de silence.

La *réapparition* sur scène aujourd'hui d'Iggy Pop a été devancée comme il est de coutume dans le show-business par un album (*Soldier*) qui souligne toute la modernité de ce rocker à présent âgé de trente-trois ans et qui brasse pour se les approprier divers styles.

Accompagné dans sa tournée par Michael Page à la basse, Robert Duprey à la guitare, Douglas Bowne à la *batterie et Ivan Kral, Iggy Pop rappelle qu'il demeure* — avec quelle superbe ! — l'un des interprètes *rock les plus passionnants sur une* scène. Il bondit, crie, hurle, rugit, lance des volées de violence et d'ironie avec une *énergie à vif*, avec une voix qui se modifie presque à chaque chanson : rauque, métallique ou enjouée, adoptant *le récitatif* ou *reproduisant le cri* du fauve. Iggy Pop est un extraordinaire vocaliste qui prend appui sur une pulsation rythmique très forte et sur des arrangements sophistiqués.

C'est un beau concert que nous offre cette année Iggy Pop.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Mercredi 28 mai, au Palais des sports.
★ Album Soldier, 33 t., Arista-Dist., Arabella-Eurodisc, AR 230.

CINÉMA

« MASSAI », de Jean-Claude Luyat

Jean-Claude Luyat appartient, *comme Raymond Depardon, à cette* race de grands reporters cinématographiques toujours disposés à partir pour *la chasse à l'événement*. La quarantaine sonnée, citoyen du monde, il a travaillé un peu partout, aux *Etats-Unis* (sur *Harlan County*, avec Barbara Kopple), en Alaska, récemment en Iran et à San-Salvador. Quand l'occasion s'est présentée, il a su s'attarder sur un sujet de son choix comme *Massai*, en *collaboration* avec Jean-Noël Levaton, l'initiateur du projet. Le film a été tourné en trois étapes, en 1970 *par Levaton seul, en 1973 par* Levaton et Luyat, enfin en 1975 presque exclusivement par Jean-Claude Luyat, qui en a ensuite *dirigé le montage.*

Tel qu'il nous est montré, il ressemble plus à une esquisse qu'à une œuvre achevée, menée vraiment à terme. Les auteurs se déclarent prêts à poursuivre leur investigation le jour où les moyens leur en seront offerts. *Massai* nous introduit parmi une population nomade, rendue célèbre par Joseph Kessel, qui campe au sud du Kenya. Peuple de bergers, propriétaires, nous dit-on, du plus grand troupeau du monde. Luyat et Levaton ont filmé en 16 millimètres, dans un climat de parfaite complicité non seulement avec les Massais, mais avec les animaux de la brousse : images rousseauistes d'un bonheur universel où l'homme ne serait plus *un loup pour l'homme... et les animaux*, même s'il faut, par nécessité, se protéger contre le lion, vorace.

Quelques scènes restent gravées dans la mémoire par la pure beauté des images : la famille lion au repos, les animaux sauvages défilant sans peur tout à côté des Massais qui ne les tuent pas. La pluie tombe drue et chaude, le lion se replie sur lui-même, comme dans sa coquille, attend la fin de l'averse. Un vieillard atteint de parasitose — des kystes se sont formés à l'intérieur de sa peau — est libéré de son mal par *une étrange médecine*, qui consiste à percer des trous dans son corps, puis à aspirer ensuite l'élément cancérigène comme on suce le venin d'une piqûre de serpent.

Malgré sa grâce infinie, le film a le tort de ne pas mieux serrer son sujet, de ne pas davantage approfondir l'observation. Il possède cependant assez de qualités pour mériter autre chose que le purgatoire où l'a *relégué* depuis quatre ans la distribution française. Qu'il ait un public, un nombreux public, le *prouve la foule se presse au* Saint-Séverin, rendez-vous de tous les films français qu'on maintient *abusivement à l'écart.*

LOUIS MARCORELLES.

★ Studio Saint-Séverin (5e).

Conservateur en chef des galeries nationales du Grand Palais

REYNOLD ARNOULD EST MORT

Nous apprenons la mort, vendredi 23 mai à Paris, de Reynold Arnould, conservateur en chef des galeries nationales du Grand-Palais, à l'âge de soixante ans.

Reynold Arnould fut peintre, conservateur de musée, muséographe, animateur — l'animateur de la première maison de la culture, celle du Havre — et il fut l'homme des Galeries nationales du Grand-Palais.

Né au Havre le 7 décembre 1919, Reynold Arnould était peintre. Il fit les beaux-arts du Havre, puis de Paris, et obtint le Grand Prix de Rome en 1939. Après la guerre et jusque dans les années 60, il exposa beaucoup ses œuvres, où l'on perçoit la double tentation d'un art monumental sensible aux formes industrielles et aux synthèses cubistes, et celle de la prospection intimiste à travers l'art du portrait, qu'il pratiquait depuis sa plus tendre enfance.

C'est également après la guerre, alors qu'il dirigeait une école de peinture à Dallas au Texas, que Georges Salles, directeur des musées nationaux, lui confia la mission de restaurer le musée du Havre détruit, mais dont les collections étaient sauvées. Là, commence la carrière du conservateur, muséographe, aux idées modernistes, qui voulait, pour le musée du bout du port de sa ville natale, un grand volume vide dont l'aménagement serait flexible : une formule qui a fait fortune depuis. Conservateur du musée du Havre, Reynold Arnould fut tout naturellement chargé de concevoir et d'animer la maison de la culture du Havre, la première créée en France, qui fut installée à l'intérieur du bâtiment abritant le musée. Il y œuvra jusqu'en 1969, date à laquelle il démissionna pour des raisons de santé, sans doute, mais aussi parce qu'il ne pouvait, a-t-il dit plus « assumer une fonction devenue celle d'un exécutant privilégié ».

Cette expérience du Havre, où il fut vite reconnu au plan national, mais contesté au plan local, où il essuya les plâtres de la nouvelle institution culturelle, Reynold Arnould l'a poursuivie autrement, au Grand Palais, où Malraux lui demanda l'étude et la réalisation des Galeries nationales d'exposition dans l'aile nord-est - nord-ouest qu'il fit élargir par la création d'un demi-étage, obtenant ainsi une surface d'exposition de 7 000 m2. Ni musée ni maison de la culture géante, les Galeries, dont les aménagements commencés en 1961 se sont achevés en 1971, ont pu et peuvent accueillir ainsi de considérables rétrospectives telles que celles de Picasso, de Chagall, de Matisse... G. B.

MUSIQUE

Le conservatoire de région, « mal-aimé » de la Ville de Paris ?

Malgré les difficultés qui ont *marqué sa naissance (le Monde* du 19 mars 1977), le conservatoire national de région de Paris enseignement à horaires aménagés conduisant aux baccalauréats de technicien musique et danse F 11) est en plein développement sous l'impulsion de son directeur, Olivier Alain, dont tous les musiciens connaissent la flamme et la compétence. Après deux *ans* de préfiguration, la Ville de Paris en a semblé satisfaite, et c'est à une *quasi-unanimité* que le conseil municipal, sur rapport de M. Pierre Bas, a ratifié sa création le 19 juin 1978 et sa prise en charge financière (80 % pour la Ville, 20 % pour l'Etat; le budget est de 3 700 000 F).

Pourtant, si l'enthousiasme des élèves, de leurs parents et des professeurs pour cet enseignement est général, *le* mécontentement ne l'est pas moins. C'est le problème des locaux qui est le plus *spectaculaire*. A sa création, en 1976, le C.N.R. a été accueilli dans deux lycées : La Fontaine (seizième arrondissement) et Lamartine (neuvième), les cours de musique pour ce dernier ayant lieu au conservatoire municipal de cet arrondissement; il y avait alors 46 élèves en trois classes. La progression fut rapide : *95 élèves en 1977 ; 160 en 1978 ;* 243 en 1979 (sept classes de la 6e à la terminale à La Fontaine, cinq de la 6e à la seconde à Lamartine), mais les locaux sont restés les mêmes (à part l'utilisation d'une salle de danse à Jean-Bouin). Les élèves travaillent leurs instruments dans des conditions déplorables, parfois dans les couloirs ou les vestiaires... Partout règne le vacarme et les horaires sont un casse-tête pour les responsables et pour les élèves qui, ne l'oublions pas, continuent leurs études classiques (vingt-quatre heures par semaine) en même temps que leurs études musicales (six heures trente).

Malgré les récriminations, la Ville de Paris ne semble guère émue par ce problème. Les conseillers sont plus intéressés par leurs conservatoires municipaux que par ce C.N.R. pour lequel le ministère de la culture et de la communication leur a un peu forcé la main. On voudrait reloger ces conservatoires *municipaux et y amalgamer* le C.N.R., ce qui ne serait guère judicieux, étant donné, d'une part, la différence de niveau des études, d'autre part, l'identité des besoins en salles et instruments ; il suffit de constater que le C.N.R. actuellement ne peut utiliser le conservatoire municipal du neuvième arrondissement le mercredi et le samedi, qui sont précisément les jours où il en aurait le plus besoin.

Il serait souhaitable que la Ville regarde enfin le problème en face : pour un C.N.R. travaillant avec toutes *ses classes*, il faudrait quinze classes (dont une plus importante pour l'orchestre *et la danse*) dans le seizième arrondissement, et dix salles dans le neuvième ; des locaux avaient été trouvés par le C.N.R., mais ils ont été écartés par la Ville, qui ne peut acquérir de locaux par l'intermédiaire d'une agence immobilière. La situation actuelle est inacceptable et les parents d'élèves comme le ministère de la culture sont en droit d'exiger que la Ville respecte ses engagements en donnant au C.N.R. des « locaux appropriés ».

Le second problème, moins spectaculaire mais non moins urgent, concerne la rémunération des professeurs. La Ville a voulu avoir ses propres statuts ; ceux-ci ont été votés à l'été 1979, mais *ne sont pas encore* publiés. Les professeurs sont donc toujours vacataires, ce qui risque d'entraîner pour eux un retard de carrière et de leur faire perdre leur certificat d'aptitude.

Une réussite pédagogique

De plus, ils ne sont même pas sûrs *de garder leurs* postes, les nouveaux statuts prévoyant un concours sur titres (alors que tous sont déjà diplômés), et de toute façon ils subiront une baisse de traitement, leur indice de salaire revenant du cinquième au premier échelon... Le directeur, Olivier Alain, restera-t-il lui-même au C.N.R. ? Après lui *avoir laissé* essuyer les plâtres, sans local, sans personnel, sans dactylo, pendant deux ans, on chuchote actuellement le nom d'un successeur bien placé qui recueillerait les fruits d'un labeur aussi épuisant que désintéressé, à l'occasion de la promulgation du statut.

Malgré ces conditions de travail *désastreuses, le C.N.R. de Paris* est une réussite pédagogique et humaine incontestable. Il y a actuel*lement quarante* professeurs et six adjoints qui courent d'un établissement à l'autre et enseignent toutes les disciplines d'orchestre, ainsi que la danse (soixante élèves sur deux cent quarante), le chant, la guitare, la flûte à bec, l'accordéon de concert, *l'histoire de la* musique et de la danse, le solfège, l'écriture, l'organologie, la *scénographie et la musique* d'ensemble. En juin, huit instrumentistes et huit danseurs se présenteront au bac F 11, qui, pour la première année en 1979, a donné douze candidats reçus sur treize pour la musique, et dix sur treize pour l'enseignement général.

Les fédérations de parents d'élèves des conservatoires (FNAPEC), de l'enseignement public (PEEP), et des écoles publiques (Cornec), se sont émus de la situation et ont publié, le 22 mai, un communiqué indiquant que « *devant la carence et le silence manifestes de la Ville de Paris, elles s'associent à la démarche de l'Association des parents d'élèves du conservatoire de région de Paris pour demander le respect des promesses faites et des engagements pris. Ces organisations saisissent dès ce jour le médiateur de la Ville de Paris. Elles se réservent d'engager ultérieurement toute forme d'action, si les conditions de la prochaine rentrée ne sont pas garanties dans les deux lycées (La Fontaine et Lamartine) considérés* ».

JACQUES LONCHAMPT.

★ Sur les conservatoires nationaux de région et le baccalauréat F 11, cf. *le Monde* du 19 décembre 1973. Administration du C.N.R., bureau de la Ville de Paris, 17, boulevard Morland. Tél. 272-44-26.

De Hitler à Martin Luther King

« La musique et l'événement », la musique confrontée aux événements mondiaux, tel était le fil conducteur du programme des « grands concerts de la Sorbonne », au Gœthe Institut, présenté comme toujours, avec sa foi de prophète, par Max Deutsch entouré de ses disciples, compositeurs et interprètes. L'hitlérisme, la guerre, la bombe, Martin Luther King, que peut dire la musique devant de tels drames ?

L'Ode à Napoléon (1942) *veut être un manifeste contre Hitler ; mais Schoenberg fait à cet être abject bien de l'honneur en lui dédiant un poème de Byron (dit en* sprechgesang) *où l'admiration perce à chaque instant sous cette philippique aux images somptueuses, et plus encore cette musique, certes violente et corrosive, mais d'une noblesse, d'une intégrité artistique « indigne » de son sujet qui ne méritait que de basses insultes.*

Cet écart entre la musique et l'événement dont elle s'inspire apparaissait plus nettement encore, quoique différemment, avec le Mémorial de *Gérard Condé, où le quatuor à cordes et la contrebasse accompagnent la lecture d'un témoignage très dépouillé sur l'explosion atomique de Nagasaki. Le compositeur voulant « éviter la facilité des trémolos continuels ou les clichés du tragique simplement efficace », a écrit une musique pure, très décharnée, mangée de silences, d'une véhémence intérieure impressionnante, mais qui ne « conditionne » jamais le texte, comme il le reconnaît. Du coup, texte et musique courent sur des parallèles qui ne peuvent se rejoindre, et l'horreur du récit relativise la musique, actualise à tel point le spectacle apocalyptique qu'on ne peut se résoudre ensuite à voir les interprètes sourire et se congratuler comme à l'issue de n'importe quel concert.*

Il est plus facile de déplorer, comme Berio, la mort de Martin Luther King, en une page simple et sublime (O King) *qui relève plus de l'effusion personnelle que du combat collectif, ou de chanter, comme Hanns Eisler dans* sa Cantate de Rome, *sur des textes de Silone et de Brecht, les sentiments d'un exilé, avec autant de charme que d'impertinence ou d'ironie mordante, mais sur le mode mineur et personnel.*

La musique, en définitive, comme l'a bien saisi Gérard Condé, ne peut « commenter » l'événement, sauf à offrir à un texte une ambiance sonore, rôle subalterne. « En pliant la musique, art non signifiant, à exprimer des significations préétablies, on l'aliène », *écrivait Sartre. Si pourtant certaines œuvres de Beethoven apparaissent à la hauteur de l'événement (ou plutôt de l'époque), ce n'est pas parce qu'il a composé* « telle de ses marches funèbres sur la mort d'un héros », *dit encore Sartre, mais parce que* « leur sens, finalement, exprimait sa *manière* de se jeter dans un monde éloquent et chaotique ». *Et l'écrivain disparu, s'interrogeant sur l'art engagé* (1), *de demander :* « Si le musicien a partagé les fureurs et les espoirs des opprimés, est-il impossible qu'il soit, par tant d'espérance et tant de rage, porté au-delà de lui-même et qu'il chante aujourd'hui ce monde-ci avec une voix future ? »

Ce programme, fort bien dirigé par Alexandre Myrat, avec en solistes Louis Hagen-William et Maria Sarlova, tous deux excellents, s'achevait par un Rituel *intitulé « Dawn the white wake », de l'Anglaise Sylvia Halleti, « réveil de la musique » un peu énigmatique, mais qui révèle des dons certains chez cette jeune musicienne.* — J. L.

(1) Préface à *l'Artiste et sa conscience*, de René Leibowitz (éd. de l'Arche, 1950).

PETITES NOUVELLES

■ Mardi 27 mai, à 20 h. 45, en l'église Saint-Eustache (2, rue du Jour, métro Châtelet-Les Halles), unique concert parisien du Chœur Luca Marenzio (Brescia - Italie). Œuvres de Vittoria, Palestrina, Verdi, Tůma, Brückner. Entrée libre.

■ L'association du Juin musical de Mortagne (Orne) organise, fin mai et en juin, une série de concerts : vendredi 30 mai, ensemble Cl. Janequin. Chansons de la Renaissance (Crypte de la Toussaint) ; vendredi 6 juin, *église Saint-Germain-de-Loise*, David Abramovitz, piano ; samedi 14 juin, William Christie, clavecin, Nigel Rogers, ténor ; samedi 21 juin (Crypte de la Toussaint), musique ancienne à la Crypte ; dimanche 22, à partir de 14 heures, musique traditionnelle en plein air, avec les musiciens de Trévise (ensemble instrumental) ; samedi 28 juin (église Notre-Dame), Pierre Dutot, trompette, Gilles Villari, orgue. (Renseignements : mairie de Mortagne 61400.)

■ Le compositeur Narcis Bonet a été nommé directeur du conservatoire *de musique d'été de Fontainebleau*, à la suite de la mort de Nadia Boulanger. Du 1er juillet au 23 août, *concerts et « Master classes »*, de G. Barboteu, M. Bourgue, G. Casadesus, H. Dutilleux, M. Gendron, Cl. Helffer, I. Joachim, B. Jolas, R. Koster, P. *Levin*, I. *Markevitch*, A. Ponce, J.-P. Rampal, M. Rostropovitch et H. Szeryng (renseignements : New Flash, 4, rue La-Fontaine - 75016 Paris. Tél. 524-22-30).

■ Frank Meadow Sutcliffe à Martigues. — *Jusqu'au 1er juin*, le musée de Martigues abrite une exposition de photographies de Frank Meadow Sutcliffe, né en Angleterre en 1853. Installé à Whitby, petit port de pêche de la côte nord-ouest de l'Angleterre, il fit des pêcheurs de son village le sujet de prédilection de ses portraits et de scènes saisies sur le vif. (Corresp.)

■ Le premier Festival de marionnettes sera présenté dans les stations de métro Auber, Etoile, Miromesnil et Nation les 28, 29, 30 et 31 mai, à Paris.

Parmi les 32 représentations gratuites *proposées, certaines seront* données par la Compagnie des marionnettes Alain-Recoing, la *Compagnie* internationale *Marcel* Ledun, la Compagnie des marionnettes A. Gilles et les Marionnettes de Christian Griffoni.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Chapelle Saint-Roch (722-86-91), 20 h. 30 : l'Annonce faite à Marie.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : les Voisines.

Les salles subventionnées

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Commère ; le Jeu de l'amour et du hasard.
Chaillot (727-81-15), 19 h. : Apéritif-Concert ; 20 h. 30 : Grand Magic Circus.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Du côté des îles.
T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Odets ; Brecht.
Théâtre de la Ville (887-54-42), 18 h. 30 : Barbara Hendricks. 20 h. 30 : Pilobolus Dance Theatre.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Délire à deux ; 22 h. : Amélia.
Arts-Hébertot (387-23-23), 20 h. 30 : le Pic du bossu.
Carrefour-de-l'Esprit (633-48-65), 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance.
Cartoucherie, Théâtre de la Tempête (328-38-36), 20 h. 30 : les Dernières Heures de Babylone. — Force 7 (365-16-27), 20 h. 30 : Rue Apodaca. — Théâtre du Soleil (374-20-21), 20 h. 30 : le Général Pegnasola et l'Exilé Mateluna.
Cirque d'Hiver (700-12-25), 20 h. : le Bossu.
Cité internationale, Resserre, 20 h. 30 : les Enfants de Galilée.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : le Piège.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Joker Lady.
Fontaine (874-74-40), 21 h. : la Staaar.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 22 h. : Le Père Noël est une ordure.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : l'Atelier.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino (322-28-92), 21 h. : les Dialogues putanesques.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : les Inentendus ; 20 h. 30 : Juin 40 ; 22 h. 15 : Archéologie. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Idée fixe ; 20 h. 30 : Mort d'un oiseau de proie ; 22 h. 15 : les Visages de Lilith. — III, 18 h. 30 : Parlons français.
Marigny (225-20-74), 21 h. : l'Azalée.
Mathurins (265-90-00), 20 h. 45 : Grugru, quand le théâtre rencontre le cinéma.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Michodière (742-95-22), 20 h. 30 : Coup de chapeau.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles. — II, 20 h. 30 : Rosencrantz et Guildenstein sont morts ; 22 h. 30 : Albert.

Mardi 27 mai

Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 30 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : la Loi sur les corps.
Potinière (261-44-16), 21 h. : Maison rouge.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : l'Asile. — Amphi, 20 h. 30 : la Mémoire.
Ranelagh (288-64-44), 20 h. 30 : Arsenic et vieilles dentelles.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h. 30 : l'Aide-Mémoire.
Splendid (887-33-82), 20 h. 30 : 13 515 francs.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 21 h. : Blanchisserie Blanche.
Théâtre de Sparte (628-58-28), 19 h. : le Diable et le Bon Dieu.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Un tramway nommé Désir.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Phi-Phi.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. : Patricia Lai ; 21 h. 15 : Pinter and Co. ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-15-76), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : Raoul, je t'aime ; 22 h. 30 : les Belges.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 22 h. : les Deux Suisses ; 23 h. 15 : Couple-moi le souffle. — II, 20 h. 30 : Rion-Pouchain.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : L'avenir est pour demain ; 22 h. 30 : Quand reviendra le vent du nord.
Cafessaion (278-46-42), 21 h. 30 : Jacques Charby.
Le Connétable (277-41-40), 21 h. : T. Berlanda, P. Dudan ; 22 h. 30 : B. Balp et J. Aveline ; 23 h. 30 : J. Moonens et Presqu'île.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : Home.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 30 : Tchouk Tchouk Nougah ; 21 h. 30 : C. Pereira ; 22 h. 45 : Essayez donc nos pédalos.
Croq' Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : Mémoires de deux guitares ; 22 h. 45 : Star Walz ; 23 h. : Hiroshima mon humour.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Jonathan ; 22 h. 30 : Angle mort.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Le Marche-Pied (636-72-45), 20 h. : Y. Pecqueur, M. Bijeault.
La Mirandière (229-11-13), 21 h. : A la rencontre de M. Proust.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd ; 23 h. 30 : Chansonges. — II, 21 h. : Ça s'attrape par les pieds ; 22 h. : Suzanne, ouvre-moi ; 22 h. 45 : Si la concierge savait.
Le Point-Virgule (278-67-03), 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : J.-M. Cornille.
Sélénite (354-53-14), I, 21 h. : Il faudrait essayer d'être heureux. — II, 21 h. : Sornettes d'alarme.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : E. Rondo ; 21 h. 30 : le Retour de Frankenstein ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Passe-moi l'sel ; 22 h. 30 : Didier Kaminka.
Vieille-Grille (707-60-93), 20 h. 30 : Busal ; 22 h. 30 : Une cocaïne allemande. — II, 20 h. 30 : L. Dhour.

La danse

Espace Marais (271-10-19), 18 h. 30 : K. Saporta, M.-C. Gheorgiu.
Théâtre Saint-Médard (331-44-84), 18 h. 30 : Mémoire en blanc ; 21 h. : Compagnie L. Alvarez.
Hôtel Saint-Aignan (277-35-76), 21 h. : Amours et reflets d'amour.
Théâtre Oblique (355-02-94), 18 h. 30 : Ma, danse rituel ; 20 h. 30 : Compagnie la Main.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : Ensemble chorégraphique de Vitry.
Atelier 162 (238-08-74), 21 h. : Danse concert improvisation.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : M. Perahia (Beethoven, Schumann, Chopin, Bartok).
Lucernaire, 19 h. 30 : J. Brahms, E. Neumark (Bach, Schubert, Hindemith...).
Salle Cortot, 21 h. : Quintette à vent Nielsen, sol. O. Greif (Henze, Ligeti...).
Radio-France, studio 105, 20 h. 30 : Ensemble instrumental, dir. B. Vinogradov (Debussy, Mihalovici, Martelli, Abott).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : H. Schaer, F. Tillard (Brahms, Liszt, Mahler).
Cité internationale universitaire, 21 h. : P. Amoyal, A. Queffelec (Beethoven, Brahms).
Sorbonne, grand amphithéâtre, 21 h. : Chœurs de l'université de Constance, Ensemble d'instruments anciens, dir. P. Bauer (Monteverdi).
ASCA, 20 h. : H. Bellanger (Chopin, Debussy, Liszt).
Eglise Saint-Eustache, 20 h. 45 : Chœur polyphonique Luca Marenzio (Monteverdi, Kodaly, Vittoria, Palestrina).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orchestre P. Kuentz (Delalande, Mouret, Charpentier...).
Eglise de la Trinité, 20 h. 30 : Chœur et orchestre Pro Musica, dir. T. Popesco (Bach, Mozart, Beethoven).

cinémas

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (204-24-24), 15 h. : les Frères Bouquinquant, de L. Daquin ; 19 h. : le Point du jour, de L. Daquin ; 21 h. : la Main au collet, d'A. Hitchcock.
Beaubourg, relâche.

Les exclusivités

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Jean-Cocteau, 5e (354-47-62).
AU BOULOT JERRY (A., v. o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54).
L'AVARE (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; Ternes, 17e (380-10-41).
LES AVENTURES DE GUIDON FUTE (Fr.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA BALLADE DE LA FECONDUCTRICE (Fr.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
LA BANDE DU REX (Fr.) (*) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), en soirée ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-90-10) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
BLACK JACK (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70).
C'ETAIT DEMAIN (A., v. o.) : Broadway, 16e (527-57-34).
CHERE INCONNUE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-82), Cambronne, 15e (734-42-96).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.o. et v.f. : Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LE CIMETIERE DE LA MORALE (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CINQ SOIREES (Sov., v.o.) : Bonaparte, 5e (326-12-12), mer., ven., dim., lundi.
LA DEROBADE (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It., vers. ital). : Vendôme, 2e (742-97-52).
ELLE (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
L'ETALON NOIR (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES EUROPEENS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES FAISEURS DE SUISSES (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; La Clef, 5e (337-90-90).
FANTASTICA (Can.-Fr.) : Gaumont-Les-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
FILMING OTHELLO (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), H. Sp.
GIRLS (Fr.) (*) : Capri, 2e (508-11-69) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e 354-35-40) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-78-37).
INTERDITS : Marais, 4e (278-47-86).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE JOUR DE LA FIN DU MONDE (A., v.o.) : Mercury, 8e (562-45-90) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Tourelles, 20e (636-51-98) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
MARATHON D'AUTOMNE (sov., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12). J., S., Mar.
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
MASSAI (Fr.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).
MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME (A., v.o.) : Paris, 8e (359-52-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
MOLIERE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).
NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99) h. sp.
LA PLANETE CONTRE UN MILLIARD (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93).
LE PRE (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LA REVOLUTION DE LA CONFITURE (suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
SCUM (Ang., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LE SEXE DES ANGES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
SIMONE BARBES OU LA VERTU (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
S.O.S. TITANIC (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE TAMBOUR (All., v.o.) (**) : Boul'Mich, 5e (354-48-29) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TERREUR SUR LA LIGNE (A., v.f.) (**) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
TESS (Fr.-Brit., v. ang.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
TOM HORN (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97).
UN COUPLE TRES PARTICULIER (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
UNE FEMME ITALIENNE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (579-79-79) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70).
YANKS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; v.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70).
WOYZECK (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

Les grandes reprises

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50).
CAT BALLOU (Fr.) : Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).
CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE (Alg., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LES CONTES DE CANTERBURY (It., v.o.) : Actua Champo, 5e (354-51-60).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DRIVER (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
DUELLISTES (Ang., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
DUMBO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE GRAND EMBOUTEILLAGE (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA GRANDE EVASION (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE GRAND BLOND AVEC UNE CHAUSSURE NOIRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ;

LES FILMS NOUVEAUX

FESTIVAL, le film court de A à Z : « la Photographie dans le boudoir », film français de P. Philippe ; « Hélène ou le Malentendu », film français de J.-F Laguionie ; « Pourvu qu'on ait l'ivresse », film français de J.-D. Pollet : « Midi à quatorze heures », film français de P. Foldes : Espace-Gaîté, 14e (320-99-34). H. sp.
LE SAUT DANS LE VIDE, film franco-italien de Marco Bellochio : Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 14-Juillet-Bastille, 12e (357-90-81) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-50-00) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).
MON ONCLE D'AMERIQUE, film français d'Alain Resnais : Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26)
BIENVENUE MISTER CHANCE, film américain de Hal Ashby (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43).
BUDDY HOLLY STORY, film américain de Steve Rash (v. o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Eldorado, 10e (208-18-76).
LE CHAINON MANQUANT, film américain (D.A.) de Picha (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Balzac, 8e (561-10-60). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE MOTEL ROUGE, film allemand de Rainer Erler (v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28)









SPECTACLES

U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), en mat.

L'IMPERATRICE ROUGE (A., v.o.) : *Studio Bertrand*, 7e (783-64-66).

L'INCROYABLE RANDONNEE (A., v.o./v.f.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-47-86) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (328-23-44).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : *Forum-Cinéma*, 1er (297-53-74) ; Espace - Gaîté, 14e (320 - 99 - 34) ; *U.G.C.-Marbeuf*, 8e (225-18-45) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).

LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LOLA MONTES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).

LOULOU (All.) : La Pagode, 7e (705-12-15).

LES MILLE ET UNE NUITS (It., *v.o.*) : Champollion, 5e (354-51-60).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : *Cluny-Ecoles*, 5e (354-20-12).

NOSFERATU, LE FANTOME DE LA NUIT (All., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).

LA PLUS BELLE SOIREE DE MA VIE (A., v.o.) . Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

LE PROCES PARADINE (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Nation, 12e (343-01-67) ; Saint - Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43).

LES RAISINS DE LA COLERE (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

ROME, VILLE OUVERTE (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

LA SALAMANDRE (Suis.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

SŒURS DE SANG (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v. o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE (Pol., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 28 mai au 4 juin)

Carré Silvia Monfort (531-28-34), tous les mer., à 15 h. 30 ; sam. et dim., à 14 h. et 16 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne.

Centre Pompidou (277-11-12), mer., à 14 h. 30 ; sam., à 11 h. : Animation pour enfants et adolescents.

Carreau du *Temple* (624-53-25), à 21 h., sauf le mardi : Cirque de Molière.

Cité internationale universitaire, la Galerie (589-38-69), tous les mer., à 15 h. : Pinocchio ; tous les jours sur réservation : le Diable aux trois cheveux d'or.

Théâtre Astral (588-84-13), tous les mer., à 14 h. 30 et 15 h. 30 ; dim., à 15 h. 30 : Pierrot la plume ou le secret du poète.

Théâtre de l'Atelier (950-13-42), les *29 et 30, à 14 h. 30 : le Malade* imaginaire.

Théâtre de *Plaisance* (261-35-36), tous les mer., à 14 h. 45 : Il était une fois la Lune.

Théâtre Point - Virgule (278-67-03), tous les jours, à 14 h. 15 (sauf sam.) ; sam., à 15 h. : Pissenlit cherche un ami ; tous les jours, à 15 h. 30 (sauf sam.) : sam., à 16 h. 30 : Robespierre le petit lapin magique.

MARIONNETTES

Marionnettes du Luxembourg (*326-46-47*), mer., sam., dim. et lundi, à 15 h. et 16 h. : le Petit *Ballon rouge*.

Théâtre d'animation de Paris-*Vincennes* (*365-44-41*), le mer., à 14 h. 30 ; le dim., à 14 h. 30 et 16 h. 30 : Lettres de mon moulin.

CIRQUE ET MUSIC-HALL

Square Hélène-Boucher, porte d'Italie (588-46-00), tous les mer. et sam., à *15 h.* ; dim., à *14 h. et 16 h.* : Cirque Rech (dernière le 31).

Square Kellermann (588-16-81), les mer., sam. et dim., à 15 h. : Cirque Diana Moreno (dernière le 1er).

Porte de Champerret (574-69-49), les sam. et dim., à 14 h., 17 h. et 21 h. ; les mardi et ven., à 21 h. ; les mer. et sam., à 15 h. et 21 h. : *Cirque* Bouglione.

THEATRE

Café d'Edgar (320-83-12), les mer., à 14 h. et 16 h. ; sam., à 15 h. : A quoi on joue ? (dernière le 28).

REGION PARISIENNE

Nanterre, M.J.C. Daniel-Fery (721-74-09), mer. 15 h. et 20 h. 30 : le Scop ; sam., 16 h. et 20 h. 30 : le Jeu du feu.

EXPOSITIONS - ANIMATIONS

Aulnay - sous - Bois (*868 - 00 - 22*) : Troisième dimension (*hologrammes-lasers*).

Nanterre, M.J.C. (Daniel-Fery (721-*74-09*) : Exposition - Atelier de création de marionnettes.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 27 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
La multipropriété.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Trente mille bombes sur Dunkerque.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro un.
Gérard Depardieu.
21 h 35 La roue de la vie.
J'ai rencontré l'homme de ma vie.
Mariage - mariage : le mot ne veut pas dire la même chose en Algérie et en Californie. Ici on compare les divers avatars d'une institution en péril dans les pays développés.
22 h 30 Sports : Tennis à Roland-Garros.
Résumé de la journée.
23 h Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Téléfilm : « Je me souviens ».
De Robin Spry.
Un couple de jeunes Québécois. Lui a trouvé un travail à Toronto. Elle ne veut pas quitter son emploi et Montréal qu'elle aime. Il part seul et revient chaque semaine. Passant du Canada anglais au Canada latin.
22 h Débat : Le Québec et le Canada.
Avec Mmes L. Beaudoin, directrice du cabinet du ministre des affaires intergouvernementales, M. Lalonde, écrivain, MM. J. Lacoursière, historien, M. Yalden, commissaire aux langues de Toronto, P. Desmarais, président du Conseil du patronat.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
La JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la Grande Armée.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (hommage à Hitchcock) : « la Mort aux trousses ».
Film américain d'A. Hitchcock (1959), avec C. Grant, E. Marie Saint, J. Mason, *P. Royce-Landis*, L. G. Carroll, P. Ober (rediffusion).
Un publiciste new-yorkais, pris pour un agent secret et accusé d'un meurtre qu'il n'a pas commis, fuit de New-York vers une ville du Dakota du Sud, poursuivi à la fois par la police et par des espions ennemis. Ce divertissement, qui utilise le suspense et l'humour, est une merveilleuse anthologie de tout le cinéma d'Hitchcock et un exercice de mise en scène pure.
22 h 45 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique du temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Sciences : Sauver les fresques au laboratoire de Champs-sur-Marne.
20 h., Dialogues franco - finnois : « Identité nationale, consensus national et indépendance », avec J.-M. Jansson et C. Debbasch.
21 h. 15, Musiques de notre temps : Patrice Mestral.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Noir et blanc ; « Germaine, tu dors ? ».

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Cycle des sonates de Beethoven (en direct de Radio-France) : « Sonates nos 6 et 28 » (E. Heidsieck).
20 h. 30, Musique de chambre (en direct de Radio-France) : « Sonate pour violoncelle et piano en ré mineur » (Debussy), « Sonate pour violoncelle et piano », création (Mihalovici), « Sonate pour clarinette et piano », création (Martelli), « Inventions », sextuor (Abott), dir. Boris de Vinogradov.
23 h., Ouvert la nuit : Domaines de la musique française, Portrait de famille : les Pumet ; 1 h., Douces musiques : « Trios insolites » (Roussel, Ibert, Debussy, Chaynes).

Mercredi 28 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h Sports : Tennis.
Internationaux de France, à Roland-Garros.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Avec les marionnettes Sibor et Bora ; 13 h. 40, La bataille des planètes ; 14 h. 5,
14 h 35 Sports : Tennis.
Internationaux de France, à Roland-Garros.
16 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
La multipropriété.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Le roi Léopold demande l'armistice.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Les liaisons dangereuses.
D'après C. de Laclos, réal. C. Brabant. Avec J. Negroni, C. Degliame, J.-P. Bouvier, M. Simon.
22 h 45 Sports : Tennis.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Le secret des Valincourt.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Au cœur du temps.
La revanche des dieux.
16 h 10 Récré A 2.
18 h 5 Sports : Cyclisme.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Sports : Football.
Finale de la Coupe d'Europe des clubs (en direct de Madrid) : Nottingham-Hambourg.
22 h 20 Alain Decaux raconte
Le maréchal Pétain prend le pouvoir en 1940.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
Idées reçues sur le travail manuel.
18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc : jeu ; Les moteurs jouets : le moteur à vent.
18 h 55 Tribune libre.
Le Rassemblement des usagers des services publics.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la retraite de Russie.
20 h Les jeux.
20 h 30 Dramatique : « l'Exécution du soldat Slovik ».
Scénario de R. Levinson et W. Link, d'après *le roman de W. Bradford-Huie*, avec M. Sheen.
L'histoire authentique d'un soldat américain qui fut exécuté pour désertion durant la seconde guerre mondiale.
22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Saint Benoît et ses enfants ; à 8 h. 32, Les Esséniens : la règle de la communauté.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : Au Festival international du livre, à Nice.
11 h. 2, Musiciens français : Yves Prin.
12 h. 5, Agora : Les ordres religieux, avec le R. P. M. Joulin.
12 h. 45, Panorama : Emission spéciale province, avec D. Delhome.
13 h. 30, Musique de chambre : Cage, Cowell, Shifrin, Fontrier, Fribec.
14 h., Sons : Rien qu'un point d'eau pour la joie des enfants, au Cameroun.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Désert », de J.-M. Le Clézio.
14 h. 47, *L'école des parents et des éducateurs* : Le couple.
15 h. 2, Point d'interrogation : Les civilisations précolombiennes.
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours... de J.-J. Petter, sous-directeur au Muséum national.
16 h. 50, Actualité : Le deuxième réseau français communautaire de radio et télévision par câble.
17 h. 32, Musiciens français : Hugues Dufourt.
18 h. 30, *Feuilleton* : « 1572. Chronique du temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, *La science en marche : Les vrais maîtres de l'univers*, les interactions fondamentales.
20 h., La musique et les hommes : A. Delvaux et la musique.
22 h. 30. Nuits magnétiques : Noir et blanc ; « Germaine, tu dors ? ».

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, Kiosque ; 9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le matin des musiciens : Autour de « Don Carlos », acte III, enregistrement de *H. von Karajan*.
12 h., Musique de table : Musique de charme, œuvres de Perollo et *Roussel* ; *12 h. 35*, Jazz classique : Le retour des fous chantants ; 16 h., Le métier de pianiste de bar.
14 h., Microcosmos, présenté par Olivier Bernager.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et musique ; 20 h., Le royaume de la musique, avec Jean-Yves Thibaudet, pianiste.
20 h. 30, Festival de Lille 1978 : « Ars Antiqua » (Anonyme XIIIe siècle, Homo miserabilis, motet, *le Vers de la mort*, *Rondellus* benedicamus, Je n'ai Keu Ke meus, motet Deus in audiutorium) ; « Ars - Nova » (Anonyme XIVe siècle, Bole Izabelos, motet, Ductia, danse, O Philip servant regem, motet, extrait du roman de Fauvel, Hune diem festis, motet) ; « Ars Subtilior » (Anonyme XIVe siècle, Gloria in excelsis D o., Puisque la mort m'a cruellement pris, lamento instrumental, *Je suis* trestout virelai...), *par* l'Ensemble Huelgas, dir. Paul Van Nevel.
22 h., Cycle acousmatique (INA-G.R.M. : « Stries pour bande magnétique et trois synthétiseurs » et « Pour en finir avec le pouvoir d'Orphée » (B. Parmegiani) ; 23 h., Ouvert la nuit : « In memoriam » Jean-Paul Sartre ; 1 h. 30, Les grandes voix : Vanni-Marcoux.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 28 MAI

— *Mgr F. Marty*, archevêque de Paris, est l'invité du journal d'A 2, à 12 h. 45, et de l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h. 10.

— *VU* —

Plus assez photogéniques

Balzac n'a-t-il pas épilogué sur la femme de trente ans ? Cent ans plus tard, parce que les conditions de vie comme les mœurs ont modifié les frontières de générations, ce serait donc la « femme de cinquante ans » qui ferait problème. Car l'homme de cinquante ans, lui, ne souffrirait d'aucun des petits maux du retour d'âge. Nul, et surtout nulle, ne songerait à reprocher à un quinquagénaire les poches qu'il a sous les yeux, ou le ventre qu'il a pris, ou le souffle qu'il a perdu. A l'homme, on pardonne un menton moins bien dessiné, les taches sur les mains. On aurait même une tendresse pour ses tempes grisonnantes et son front dégarni. On trouverait même ça séduisant. Qui est « on » ? Peut-être la femme, la femme en général. Les femmes, donc, sous entendu même celles qui sont beaucoup plus jeunes que ces messieurs au midi de leur vie. Indulgence.

Indulgence privée de toute réciprocité. En France, pays latin, les femmes de cinquante ans, elles, sont mises au rencart. Il suffit de se promener dans la rue : la rue est remplie de ces femmes qu'on ne regarde plus comme des personnes capables d'être attirantes, mais comme des êtres neutres.

Bonne idée de consacrer un numéro de Question de temps à celles que la mode et la publicité oublient à dessein (plus assez photogéniques, les mères des jeunes femmes d'aujourd'hui). Le réalisateur Guy Demoys et la journaliste Michèle Manceau ont posé des questions à diverses femmes de cinquante ans, à celles dont les enfants sont partis, à une autre, ancienne reine de beauté, à une autre encore, ancien mannequin, à une infirmière, à une épouse de paysan. Résultat : c'était bien pour une fois à la télévision d'entendre parler autrement qu'en termes médicaux de cette ménopause dont seuls les hommes font un sujet de plaisanterie.

A part cela, à travers cette série de portraits, montés en rafale, on peut se demander si précisément le monsieur responsable des images n'est pas lui-même un de ceux pour qui compte seule la beauté des dames, et non ce qu'elles font et sont. Il n'y a pas une once de bonté ni de complicité dans la manière dont ont été filmés ces visages de Françaises comme les autres. Guy Demoys a-t-il fait exprès de les montrer ou ingrates, ou un peu amères ou trop exubérantes dans leur revendication d'un « statut » moins injuste ? Seule la femme d'agriculteur parlait en vérité... et aussi cette femme médecin fondatrice du planning familial pour qui tout passe par l'accès des femmes à une fonction sociale plus équitablement reconnue. Le reste était voyeurisme ou récupération.

MATHILDE LA BARDONNIE.

PRESSE

Deux journalistes demandent la saisie d'un livre sur « le Canard enchaîné »

La sortie en librairie, jeudi 22 mai, d'un livre intitulé *Une enquête de police sur « le Canard enchaîné »* et publié aux Editions Jean Picollec a provoqué de vives protestations de la part de journalistes cités dans cet ouvrage en tant que « *collaborateurs pigistes ou informateurs du* Canard ».

Deux de ces journalistes, Mlle Françoise Kramer, pigiste indépendante, et M. Claude Wauthier, collaborateur de l'A.F.P., ont engagé une action en référé, qui doit être plaidée mercredi 28 mai à 10 heures devant M. Pierre Drai, premier vice-président du tribunal de Paris, afin que soit ordonnée la saisie de l'ouvrage, ou au moins la suppression du passage les concernant.

Le livre *Une enquête de police sur « le Canard enchaîné »* est constitué pour une bonne part de la publication d'un rapport adressé en 1972 par les renseignements généraux au ministre de l'intérieur de l'époque, M. Raymond Marcellin. Or, selon plusieurs journalistes cités dans ce rapport, et donc dans le livre, la reproduction de ces notes de police comportant nombre d'inexactitudes (à commencer pour certains par l'affirmation fausse de leur collaboration avec *le Canard enchaîné*), d'allégations concernant leur vie privée ou de faits couverts par l'amnistie, constitue une diffamation.

Ces faits ont été soulignés lors de l'émission d'Europe 1 le « Club de la presse », dimanche 25 mai par l'un des journalistes de la station, M. Guy Thomas, non cité dans ce rapport, devant M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, qui s'est engagé à faire procéder à « *une enquête rapide* ».

L'éditeur du livre, M. Jean Picollec, souligne dans la préface de cet ouvrage qu'il a décidé de publier ce rapport de police avec les commentaires des journalistes Christian Plume et Xavier Pasqualini, « *parce qu'un dossier destiné à une diffusion restreinte perd de sa nuisance à partir du moment où il est à la disposition de tout un chacun* ».

● *Le Syndicat des journalistes français* (C.F.D.T.) s'élève contre la publication, dans un livre intitulé *Une enquête de police sur « le Canard enchaîné »*, de fiches de journalistes qu'il a qualifiés de « *rapports de basse police fondés sur des ragots et des renseignements erronnés* ». Pour le syndicat des journalistes C.F.D.T., « *cette publication est scandaleuse car elle s'est faite sans l'autorisation ni même la consultation des journalistes concernés, mais aussi parce qu'elle met sur la place publique des informations confidentielles, ou prétendues telles, concernant la vie privée des intéressés* ». Le S.J.F.-C.F.D.T. « *s'associe aux protestations* » des journalistes.

● *Le quotidien « Libération »*, qui a augmenté ses ventes de plus de 11 % en 1979 — et qui diffuse de ce fait près de 40 000 exemplaires en moyenne chaque jour — présente un bilan « *de rétablissement financier* » par rapport à 1978.

Le compte d'exploitation 1979 dégage en effet un bénéfice de 735 000 F, après amortissements (l'exercice 1978 avait été déficitaire de 1 370 000 F).









SPORTS

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE A ROLAND-GARROS

L'empoignade de Connors et Panatta

Pour l'inauguration des *Internationaux de France et du nouveau* stade Roland-Garros, en ce lundi de Pentecôte 26 mai, quel match sur le central ! La fin de l'après-midi, sous le soleil déclinant, nous rappela que ce fameux rectangle de terre battue diffuse *toujours des ondes de tennis* exaltant quand des joueurs hors classe s'y affrontent. Dans ce premier tour, digne d'une finale, qui les opposaient par la vertu — ou le vice — du stupide classement A.T.P., Jimmy Connors et Adriano Panatta ont disputé une partie de toute beauté, une de celles qui entrent de plain-pied dans la légende et oblitèrent tous les autres matches du *jour.*

Le bonheur a voulu, la suppression du repos aidant, que les deux *joueurs conservent durant près de* trois heures et demie d'horloge leur doigté miraculeux sans qu'aucun des quinze mille sept cents spectateurs qui se passionnaient pour la lutte n'éprouve le désir de quitter la place. Car on assista enfin à un débat technique où le lift sacro-saint de la nouvelle génération avait été laissé au vestiaire. Réalisant des prodiges d'adresse dans toutes les positions, distillant des balles originales tant au filet qu'au fond *du court, les deux champions* pratiquèrent avec une élégance rare ce qu'en escrime on appelle *« la conversation ».*

Grand serveur, grand volleyeur, attaquant inspiré, Panatta nous avait déjà démontré ses talents quand *il* avait enlevé *les* Internationaux de 1976 après s'être offert le scalp de Borg dans la foulée. Mais à vingt-neuf ans il paraissait désenchanté. La semaine passée, dans son fief même, à Rome, le « pluvieux » Gottfried l'avait éliminé sans gloire des Internationaux d'Italie. Cependant, lorsqu'un joueur de première *file comme lui se retrouve en face* d'un champion hors rang, il ne donne pas seulement la réplique, il y greffe son punch : la classe, c'est ça.

Très agile malgré sa taille et son poids (voir ses volées hautes de revers en contre), Panatta s'est montré, en outre, le maître tacticien qui nous avait ébloui *l'an dernier à Rome dans* la rencontre de Coupe Davis Italie-Tchécoslovaquie. Sa tactique, lundi, a consisté à verrouiller le redoutable revers à deux mains de Connors pour n'attaquer que son coup droit de gaucher à l'aide de *balles basses, longs drives* chopés, revers rasants, jusqu'à ce que ses *passing-shots* filent dans l'angle mort. Ajoutez à cela deux *aces* au minimum par « engagement » (le mot à la mode), et le grand Italien vous est servi à chaud.

Mais en face il y avait un fameux « bouffeur de viande »... Nous radotons de vous dire notre admiration du *premier jour*, lorsque nous vîmes Connors exécuter Rosewall dans la finale de Wimbledon 1974. Depuis l'an dernier, où il ne fut battu que par Victor Pecci en demi-finale, le public de Roland-Garros a pu apprécier *le style magnifique de l'Américain*, ses détentes de tigre accompagnées de rugissements attestant sa pugnacité sur toutes les balles et une vélocité d'interception, un coup d'œil, un jeu de jambes rarement observés dans *un seul homme.*

Bien que désavantagé sur la terre battue, où sa balle franche rebondit et fait bien jouer l'adversaire, il n'en témoigne pas moins sur le court d'une tenue sportive *qui ne fut pas* toujours *la sienne* en son jeune temps. Il est visible que son ambition cette année est de gagner les Internationaux et, pour ne pas parler de son jeune compatriote McEnroe — qu'il vient d'ailleurs de rosser à Dallas, — de terrasser *enfin l'invincible* Borg.

On eut hier un aperçu de cette ambition en le voyant reprendre des balles perdues et terminer à son avantage des échanges d'anthologie que la foule saluait par de longues ovations.

L'ambition de « Jimbo »

Pourquoi a-t-il fallu que ce match superbe se termine par une fausse note de Panatta ? On en était au quatrième set. Connors menait au service par 6-5 après avoir ravi, pour une fois sans réplique, le service de l'Italien. Il venait de réussir quelques points impossibles, et visiblement il était sur sa lancée, *au moment de servir* lui-même, en vue de la victoire. Là-dessus, au premier échange, Panatta *enfourne* le long du couloir un *passing-shot* destiné à mystifier Connors. Par malheur, il est en dehors, et très *justement le juge de ligne* tend le bras pour indiquer la faute. C'est le moment que choisit Panatta pour prendre les mauvaises manières du Foro Italico, venant discuter avec l'arbitre de chaise, allant effrontément montrer son impact dans ledit couloir, prenant à témoin Connors lui-même, qui reste de *marbre, et obtenant* le soutien d'une tranche du public — en partie féminin — qui ne résiste pas au charme latin.

Ainsi dix minutes de chahut forcené pendant lequel Connors reste prêt à servir sur la ligne *de fond.* Le juge de ligne, dépassé, n'ose plus réitérer son geste dénégateur. Quant à l'arbitre de chaise, débordé, on ne l'entend plus. Finalement, le point est acquis à Connors, qui sa concentration évanouie, perd le jeu : 6 partout.

Ce serait mal connaître Connors, surnommé « Jimbo », *que de le croire* abattu. Son tempérament de gagneur, qu'il a tant de fois manifesté à Las Vegas, reprend aussitôt le dessus ; 6 partout, *tie-break.* Or Panatta, qui comptait visiblement parvenir à ce stade, est *un très fort joueur de tie-break.* Connors n'en mène pas moins rapidement par 5 points à 1, puis par 6 points à 3. Panatta refait surface à 6-5. Mais, par un dernier coup de reins, Connors atteint le 7-5. Il a gagné !

Ce match retentissant, *terminé dans les ovations* et les cris passionnés du central, ne put malheureusement être suivi par les anciens *aficionados* de la tribune D (désormais numérotée aux moindres places) réduits à *n'en écouter que les clameurs* de l'extérieur. Finies la familiarité, les facilités du premier jour !

OLIVIER MERLIN.

RESULTATS DU 26 MAI

Simples messieurs :

Winitsky (E.-U.) b. Sadri (E.-U.), 6-4, 6-4, 6-4 ; Soares (Br.) b. Segarceanu (Roum.), 6-4, 6-2, 6-1 ; Fibak (Pol.) b. Ilin (Youg.), 6-2, 7-6, 6-0 ; Wallike (E.-U.) b. Moretton (Fr.), 7-5, 6-3, 4-6, 6-3 ; Mottram (G.-B.) b. Gimenez (Esp.), 6-2, 6-3, 6-2 ; Manson (E.-U.) b. Goez (Br.), 6-1, 6-2, 3-6, 6-3 ; Tulasne (Fr.) b. Boileau (Belg.), 7-5, 7-5, 4-3, abandon ; Simonsson (Suède) b. Leconte (Fr.), 6-0, 3-6, 7-6, 6-0 ; Buehing (E.-U.) b. Hardie (E.-U.), 6-7, 2-6, 6-2, 7-6, 6-3 ; Zucarelli (It.) b. James (E.-U.), 6-2, 6-4, 6-2 ; Bedel (Fr.) b. Martin (E.-U.), 6-4, 6-0, 6-0 ; Ramirez (Mex.) b. Ocleppo (It.), 5-2, abandon ; Tim Gullikson (E.-U.) b. Moor (E.-U.), 6-3, 6-3, 6-1 ; Mitton (Afr. S.) b. Parun (N.-Z.), 6-3, 5-7, 7-5, 6-0 ; Grant (E.-U.) b. Delaney (E.-U.), 6-4, 3-6, 6-4, 6-2 ; Hjertquist (Suède) b. Maher (Austr.), 5-7, 6-4, 7-5, 6-2 ; McEnroe (E.-U.) b. Dominguez (Fr.), 7-6, 6-0, 6-0 ; Luna (Esp.) b. Giammalva (E.-U.), 6-3, 6-2, 6-4 ; Prajoux (Chili) b. Franulovic (Youg.), 1-6, 6-2, 6-4, 4-6, 6-2 ; Taygan (E.-U.) b. Goven (Fr.), 6-3, 7-5, 6-4 ; Caujolle (Fr.) b. Hocevar (Brésil), 6-1, 6-4, 6-4 ; Clerc (Arg.) b. Pierola (Chili), 6-1, 6-0, 7-5 ; Kodes (Tch.) b. Mayotte (E.-U.), 4-6, 6-4, 6-4, 6-4 ; Tom Gullikson (E.-U.) b. Gauvain (Fr.), 6-1, 6-2, 6-3 ; Yuill (Afr. Sud) b. Simonsson (Suède), 6-2, 6-1, 6-1 ; Birner (Tch.) b. Glickstein (Israël), 6-2, 6-2, 6-2 ; Rocavert (Aust.) b. McNair (E.-U.), 6-1, 6-3, 4-6, 4-6, 6-2 ; Fleming (E.-U.) b. Bertram (Afr. Sud), 6-3, 6-3, 6-2 ; Ostoja (Youg.) b. Stevaux (B.), 3-6, 6-3, 6-3, 6-3 ; McNamee (Aust.) b. Proisy (Fr.), 7-6, 6-2, 7-6 ; Lutz (E.-U.) b. Dodeswell (Suisse), 6-3, 6-2, 6-1 ; Connors (E.-U.) b. Panatta (It.), 6-4, 4-6, 6-2, 7-6 ; Gerulaitis (E.-U.) b. Elter (R.F.A.), 1-6, 6-1, 5-7, 6-2, 6-2 ; Bertolucci (It.) - Pfister (E.-U.), 6-4, 6-4, 6-7 (interrompu par la nuit) ; Sanders (P.-B.) - Simpson (N.-Z.), 6-1, 6-7 (interrompu par la nuit).

RESULTATS DU 27 MAI

Simples dames :

B. J. King (E.U. Nº 2) b. R. MacCallum (E.-U.), 6-2, 6-1 ; B. Stove (P.-B.) b. L. Forood (E.-U.), 7-5, 6-2.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article présentant le nouveau stade Roland-Garros paru dans *le Monde* du 27 mai, nous avons écrit que les Internationaux de France ont lieu du 6 au 8 juin. Nous aurions dû évidemment imprimer : du 26 mai au 8 juin.

LE PROGRAMME DU 27 MAI

TF 1 devait transmettre en direct les épreuves de la journée du *mardi* 27 mai.

● *Court central* (à partir de 11 h.), Mme B. J King (USA)-*Mlle R. Mac Callum (USA)* ; B. Borg (Suède)-A. Fillol (Chili) ; G. Vilas (Arg.)-J. L. Damiani (Urug.) ; Y. Noah (Fr.)-R. Vizcaino (Esp.).

● *Court nº 1* (à partir de 11 h.), G. Masters (Aus.)-H. Solomon (USA) ; Mlle A. Jaeger (USA)-Mlle M. Carillo (USA) ; P. Portes (Fr.)-R. Krishnan (Inde) ; R. Moore (Af.-S.)-V. Pecci (Par.).

● *Autres courts :* Freyss (Fr.) - Amaya (U.S.A.) ; Fritz (Fr.) - Gunthardt (Suis.) ; Naegelen (Fr.) - Hrebec (Tch.) ; Roger-Vasselin (Fr.) - Deblicker (Fr.) ; Haillet (Fr.) - Casa (Fr.) ; F. Jauffrey (Fr.) - Warwick (Austr.).

Mercredi 28 mai, TF 1 poursuivra la retransmision des matches, aux mêmes heures.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

ATHLETISME. — *Vingt-quatre heures après que le Polonais Jacek Wszola eut porté le record du monde du saut en hauteur à 2,35 m, l'Allemand de l'Ouest Deitmar Moegenburg a franchi le 26 mai à Rehlingen une barre placée à la même hauteur. Moegenburg, qui est également un adepte du « fosburry flop », mesure 2,01 m et pèse 75 kg. Il apparaissait comme un des meilleurs espoirs de la spécialité depuis que l'an passé, à dix-sept ans, il avait franchi 2,32 m.*

CYCLISME. — *La dixième étape du Tour d'Italie, Sorrente-Palinuro (168 km), a été remportée lundi 26 mai par l'Italien Giovanni Mantovani. Au classement général, son compatriote Roberto Vicentini a conservé le maillot rose. Le Français Bernard Hinault était 8e, à 2 min. 58 sec., et les Italiens Moser et Saronni respectivement 11e, à 3 min. 47 sec, et 15e, à 4 min. 56 sec.*

NATATION. — *L'Allemande de l'Est Ute Geweniger a établi un nouveau record du monde du 100 m brasse en 1 min. 10 sec. 20/100 le lundi 26 mai à Magdebourg au cours des championnats de natation de R.D.A. Elle a amélioré de 11 centièmes de seconde l'ancien record, qui était détenu par la Soviétique Julia Bogdanova depuis août 1978.*

SPORTS EQUESTRES. — *Gael Sebillon, sur* Fracasse, *est devenu lundi 26 mai, à Saumur, champion de France junior de concours complet devant Pierre Le Goupil, sur* Cosinus, *et Jérôme Dubech, sur* César XVIII. *Le titre de senior a été gagné par Pomel, sur* Hélium, *devant Thierry Lacour, sur* Hymel, *et Jean-Marie Poisson, sur* Hobby.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	202 F	331 F	461 F	590 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	367 F	661 F	956 F	1 250 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	234 F	396 F	558 F	720 F
II. — SUISSE - TUNISIE	289 F	506 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

JEUX OLYMPIQUES

Le C.I.O. annonce que 85 délégations ont accepté l'invitation

Fin du suspense : *le Comité international* olympique (C.I.O.) a annoncé, mardi 27 mai, que quatre-vingt-cinq comités nationaux olympiques ont accepté l'invitation du *Comité* d'organisation des Jeux de Moscou (COJO), trente-six ont décliné cette invitation et vingt n'ont pas répondu *(le C.I.O. reconnaît au total cent* quarante-cinq comités nationaux ; toutefois, quatre d'entre eux : Iran, Mozambique, Taïwan et *Qatar ont été exclus temporairement pour* non conformité aux règlements).

Bien que la date limite officielle des inscriptions *ait été le 24 mai, il semble néanmoins* que le C.I.O. et le COJO ne feront pas de difficultés pour accepter les inscriptions tardives qui permettraient d'amener la participation à un niveau sensiblement égal à celle des Jeux de Montréal (quatre-vingt-huit *nations*). D'un autre côté, certains gouvernements n'ont pas abandonné l'espoir de convaincre leur mouvement sportif national de ne pas faire *le voyage de Moscou. C'est notamment le cas* en Australie où le gouvernement et le comité national olympique ont engagé une vive polémique.

C'est en janvier dernier, peu de temps après l'entrée des troupes soviétiques à Kaboul, que le *président des États-Unis, M. Jimmy Carter,* avait parlé pour la première fois du boycottage des Jeux de Moscou. Il avait ensuite précisé que, *si le 20 février,* les troupes soviétiques ne s'étaient pas retirées d'Afghanistan, les États-Unis s'abstiendraient de participer aux *Jeux d'été. Ultimatum sans effet.* Un intense débat polémique sur la nature des Jeux olympiques s'engageait alors. Et le comité olympique américain finissait par se ranger à l'avis du président Carter, le 12 avril, entraînant bientôt avec lui sur la voie du boycottage les comités de R.F.A., du Japon, et du Canada avec celui de Chine qui devait pourtant réintégrer le giron olympique à cette occasion.

Moscou, « ville communiste modèle »

De notre correspondant

Moscou. — La cause est entendue. Pour les Soviétiques, il ne fait aucun doute que la campagne pour le boycottage des Jeux olympiques de Moscou a « *manifestement fait faillite* ». « *Seuls des régimes dictatoriaux et antisoviétiques* », affirme l'agence Tass, y ont participé. Et d'énumérer le Chili, la Chine, Taïwan (pour une fois réunis), Haïti, l'Égypte, le Zaïre et l'Arabie Saoudite, sans oublier évidemment la R.F.A., le Japon, le Canada et quelques autres grandes *puissances sportives.*

La satisfaction affichée par les responsables est certainement pour une bonne part artificielle puisqu'ils n'ont pas tout à fait la participation d'autant de pays qu'à Montréal, objectif qu'ils s'étaient fixé pour juger du succès des Jeux olympiques face à l'opposition américaine. Ils sont loin, en tout cas, des cent cinq pays qui, comme on l'a répété ici à plusieurs reprises, avaient *« d'une manière ou d'une autre »* répondu à l'invitation du comité d'organisation.

100 millions de fleurs

Au-delà des besoins de la propagande, *les Soviétiques se montrent* d'autant plus satisfaits qu'ils étaient inquiets au début du mois. Il semblait alors que le mouvement de boycottage faisait boule de neige et qu'il allait emporter avec lui la grande majorité des pays occidentaux, notamment d'Europe. Les dirigeants du Comité international olympique *(CIO) partageaient* la *même* inquiétude, car, dans ces conditions, les Jeux de Moscou auraient été relégués au rang de simples spartakiades (confrontation entre athlètes des pays de l'Est). Ce risque est écarté, et, pour ce qui est de l'Europe, la R.F.A. apparaît isolée, les Soviétiques ne se privent pas de le rappeler. Mais ils reviennent de loin car il y allait du prestige de l'U.R.S.S., du bénéfice politique qu'elle peut tirer des Jeux, de la rentabilisation des investissements qu'elle a consentis, de la réussite d'une opération commerciale. Cette *dimension économique* ne doit pas être oubliée.

Les critères de jugement ne sont pas, dans ce domaine, les mêmes que dans les pays capitalistes. L'Union soviétique n'en a pas moins investi des sommes *considérables dans les objectifs* olympiques et dans toute l'infrastructure d'accompagnement. Officiellement, le budget du Comité d'organisation (COJO) s'élevait à 250 millions de roubles (soit 1,6 milliard de francs). Cette somme représente la construction ou la transformation de toutes les installations sportives destinées aux compétitions. Le village olympique, qui sera remis après les Jeux à des Moscovites en quête d'un nouveau logement, n'est pas compris dans cette enveloppe. Il a été pré-financé, en partie au moins, par ses futurs *occupants, puisque* quelques-uns des dix-huit immeubles sont déjà vendus en appartements coopératifs (sorte de copropriété avec des droits limités). Six dixièmes des dépenses du COJO seraient couverts par les bénéfices des trois loteries, dont une *internationale*, organisées à l'occasion des Jeux.

Toutefois, les investissements globaux sont beaucoup plus élevés. Officieusement, on parle de 6 milliards de francs, mais certaines sources *occidentales font* état du double. La ville de Moscou a construit — ou fait *construire* par des sociétés étrangères, — outre les installations sportives (piscine olympique, vélodrome, salle couverte de quarante-cinq mille places, etc.), des hôtels, un nouvel aéroport international, un centre de presse, un centre de télévision, des *motels*, des campings; des voies olympiques ont été percées, les façades des *immeubles ravalées*, les dômes des églises du Kremlin recouvertes de nouvelles feuilles d'or, les rues de la capitale refaites, le gazon replanté. Cent millions de fleurs sont prévues pour égayer les banlieues abandonnées habituellement à la boue ou à la poussière.

Le coût de ces travaux est difficile à évaluer, car des étudiants, des membres de la Jeunesse *communiste*, l'armée *ont* travaillé gratuitement, tout comme les Moscovites qui ont participé à des « samedis rouges » pour améliorer l'image de la capitale dont les autorités veulent faire une « ville communiste modèle ».

Mobiliser les ouvriers

Le compte à rebours est commencé depuis longtemps. Tout est prêt ou sera prêt à temps, affirme chaque jour un responsable du comité d'organisation. Il reste moins de soixante jours pour *exécuter* les finitions, point faible de toutes les entreprises soviétiques. On donne aux façades, aux cabines téléphoniques, aux palissades, aux bancs, les derniers coups de pinceau, avec une hâte qui laisse des traces. Il y a quelques jours, *une réunion du comité de Moscou* du P.C., sous la présidence de M. Grichine, premier secrétaire de la ville et membre du bureau politique, a constaté qu'*« il y a encore à faire pour assurer le bon fonctionnement des installations et des centres d'hébergement ainsi que pour achever la présentation des territoires »*. Les ouvriers vont maintenant travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre. On a décidé d'être plus exigeant à l'égard des administrateurs et de mobiliser les organisations du parti.

On n'oublie pas pour autant les objectifs à plus long terme : les *travailleurs de choc de la capitale* se sont engagés à terminer le dixième plan quinquennal (1976-1980) le 7 novembre, pour le soixante-troisième anniversaire de la révolution russe.

Les trois préoccupations essentielles des autorités concernent *les* transports, les services et l'approvisionnement, défectueux dans la capitale soviétique en temps ordinaire. Que se passera-t-il avec plusieurs centaines de milliers de touristes supplémentaires ? Les autorités, il est vrai, ont pris des mesures draconiennes pour limiter les risques. Les diverses *rumeurs* qui couraient au cours des derniers mois ont pratiquement toutes été confirmées. Les parents ont été fermement invités à envoyer leurs enfants à la campagne pendant la durée des Jeux olympiques. Sans doute beaucoup *partent-ils* tous les ans dans des camps de pionniers, mais ce séjour à la campagne est encore plus important en cette année olympique, affirme la *Pravda* de Moscou. Les étudiants pour qui l'année universitaire s'est terminée avec un mois d'avance *ont* été priés de quitter leurs foyers pour que ceux-ci puissent être remis en état avant d'accueillir des touristes. Pendant les Jeux, il n'y aura à Moscou que les jeunes qui sont directement occupés en tant que *serveurs, chauffeurs, interprètes,* guides, et ceux qui seront amenés en groupes pour peupler les stades, le matin...

Pour les adultes aussi, les bons de voyage *(poutiovka)* ont été distribués plus généreusement qu'à l'ordinaire. De toute façon, il faut être « réaliste », ont dit les autorités. Tous les Moscovites *ne pourront* pas assister à des compétitions, il vaut mieux, donc, qu'ils les suivent à la télévision. Les billets réservés aux Soviétiques seront distribués par les comités d'usine, les syndicats, le parti et les comités de quartier. Pour les provinciaux, ils seront couplés avec les bons d'hébergement et de transport. Un séjour de neuf jours à Moscou pendant les Jeux olympiques, avec six billets pour des compétitions sportives, coûtera 185 roubles (soit un peu plus de 1 200 F).

Pour vider Moscou du million de personnes qui y passe chaque *jour pour une raison ou pour une* autre, la ville sera pratiquement fermée à partir du 15 juin, sauf aux voyageurs en service commandé. Quant à l'autre million de Soviétiques qui vivent à Moscou dans une semi-clandestinité, on a tenté d'en réduire le nombre en renforçant ces derniers temps le contrôle des autorisations de séjour.

Pour la circulation, les autorités ont décidé également d'employer les grands moyens. Après avoir affirmé le contraire, elles vont interdire purement et simplement la circulation dans le *centre de la ville dans un rayon* de 3 kilomètres autour du Kremlin et sur les cent soixante-dix avenues olympiques. Les automobilistes sont priés de laisser leurs véhicules au garage. Seuls ceux qui habitent sur les voies olympiques ainsi que quelques privilégiés bénéficieront de laissez-passer. Les moyens de transport en *commun* seront réservés aux participants aux Jeux et aux touristes.

Autre casse-tête : l'approvisionnement. Il faut à la fois donner aux visiteurs étrangers l'impression de l'abondance en *présentant des vitrines bien garnies* et empêcher les Soviétiques de profiter de l'aubaine et de former les queues habituelles devant les magasins, ce qui nuirait à l'image de marque du socialisme. La solution n'a pas encore été annoncée, *mais se trouve* peut-être dans un dosage des deux inconvénients.

La protection du « patrimoine culturel » s'arrête toutefois aux portes des magasins en devises (berioska). Les chefs de la police des frontières et des douanes ont d'ailleurs annoncé que les touristes étrangers ne devaient s'attendre pendant les Jeux olympiques à aucune indulgence, car les autorités craignent que des organisations mal intentionnées n'en profitent pour introduire en U.R.S.S. de la littérature subversive.

On n'est jamais trop prudent quand on veut faire des Jeux olympiques une *« véritable fête planétaire qui contribue à l'assainissement de la situation internationale, à la consolidation de la coopération, de l'amitié et de la paix ».*

DANIEL VERNET.

Les participants et les absents

Le C.I.O., dont le bureau exécutif se réunira à Lausanne les 9 et 10 juin, a publié mardi 27 mai les listes suivantes concernant la participation aux Jeux de Moscou.

● Quatre-vingt-cinq comités nationaux ont accepté l'invitation du COJO :

Afghanistan, Algérie, Andorre, Angola, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Birmanie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Chypre, Colombie, Congo, Costa-Rica, Cuba, Danemark, *République Dominicaine.*

Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haute-Volta, Hongrie, Inde, Irak, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Jordanie, Koweït, *Laos,* Lesotho, Liban, Libye, Luxembourg.

Madagascar, Mali, Malte, Ile Maurice, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Porto-Rico, Portugal, République démocratique allemande, République démocratique populaire de Corée, Roumanie.

Saint-Marin, Sénégal, Seychelles, Sierra-Leone, Sri-Lanka, Suède, Suisse, Surinam, Syrie, Tanzanie, Tchécoslovaquie, Trinidad et Tobago, U.R.S.S., Venezuela, Vietnam, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

● Trente-six comités nationaux ont décliné l'invitation : Arabie Saoudite, Albanie, Argentine, Bahrein, Bermudes, Bolivie, Iles Caïman, Canada, Chili, Chine, Corée du Sud, Egypte, Etats-Unis, Gambie, Haïti, Honduras, Hongkong, Indonésie, Israël, Japon, Kenya, Liechtenstein, Malaisie, Malawi, Mauritanie, Monaco, Norvège, *Pakistan, Paraguay,* Philippines, R.F.A., Singapour, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay.

● Vingt comités n'ont pas répondu : Antigua, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Bélise, République Centrafricaine, Côte-d'Ivoire, Iles Fidji, Ghana, Libéria, Maroc, Papouasie Nouvelle-Guinée, Salvador, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Iles Vierges, Zaïre.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)
cherche des candidatures pour le poste de

TECHNICIEN EN OPTIQUE

. Dans le Groupe Instrumentation du Siège à l'ESO à GARCHING près de Munich, République Fédérale d'Allemagne

FORMATION : *Brevet de Technicien Supérieur* avec une spécialisation en optique ou instruments de précision. Connaissances générales de physique *appréciées.*
EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : quelques années d'expérience *dans un laboratoire ou dans un atelier de montage et réglage* d'instruments d'optique sont souhaitables. De l'expérience et/ou de l'intérêt dans les *domaines électroniques et/ou mécaniques seront appréciés.* La candidature de débutants n'est cependant pas exclue. Langues : être capable de *travailler en anglais, français, ou allemand. La connaissance* d'une autre de ces 3 langues serait un avantage.
FONCTIONS :
- tester et contrôler des éléments ou des sous-ensembles optiques avant *leur intégration dans un instrument,*
- participer au montage, au réglage et aux essais de nouveaux instruments *de laboratoire nécessaires à la fonction précédente,*
- mener à bien certains essais ou expériences en laboratoire sous la *direction d'un ingénieur ou d'un scientifique.*

DATE DE PRISE DE FONCTIONS : 1er Octobre 1980.
REMUNERATION : *la rémunération dépendra de l'expérience* et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-*résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle* exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 7.600,00 Francs *français.*

Les candidatures doivent être transmises avant le **13 juin 1980** au
Service du Personnel - EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY
Schleissheimer Strasse 17 - D-8046 Garching B. Muenchen
Tél. : 089/320.40.41

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue

---

LIBRARIAN
Joint - Library
IBRD - IMF

Applications are invited for the position of Librarian to head the Library that serves the International Monetary Fund and the World Bank *in Washington, D.C. The Library* has a staff of 16 professionals and 30 support employees and is a division of the Administration Department of the I.M.F.

The Librarian *is responsible for the overall* technical direction of the Library and the management of its personnel. He/she is expected to exercice considerable leadership in the hiring, training and supervision of the staff ant to be able to develop *innovative service prgrams* while insuring effective continuation of current service activities.

Minimum qualifications required are 10 years of progressive managerial experience, preferably with national or international professional organization in the information field. A Masters degree in *Library Science, Information Science or* its equivalent. Background in sujects such as economics, finance, development and international relations preferred. Experience in electronic data processing in Libraries desirable. Excellent command of English and working *knowledge* of French, Spanish or other languages essential.

Attractive salary offer and benefits such as dependency allowance, participation in Retirement Plan, Medical and Group Life Insurance schemes, and other benefits pertinent to an international *organization.*

Qualified candidates should send detailed resume to

Chief Recruiting and Training Division
International Monetary Fund
Washington, D.C. 20431 U.S.A.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)

recherche
pour son DEPARTEMENT APPROVISIONNEMENTS

JEUNE INGENIEUR

- Diplômé d'une école d'ingénieurs avec goût des négociations commerciales ou diplômé d'une école supérieure de commerce avec goût des problèmes techniques.
- 2 à 5 ans d'expérience d'achats et transit dans une entreprise industrielle.
- *Connaissances* du matériel pétrolier appréciées.
- Anglais lu et parlé.
- Aptitude à l'expatriation (séjours de plusieurs années dans filiales *à l'étranger*).

Ecrire avec CV, photo et prétentions à S.N.E.A.P. - 26, avenue des Lilas – Service Recrutement - Tour 12-04 - 64000 PAU.

UNIVERSITE DE LAUSANNE
L'Université de Lausanne ouvre une inscription en vue de repourvoir un poste de professeur ordinaire de
PHILOSOPHIE
(contemporaine et moderne).

Titre exigé : Doctorat ès lettres; Doctorat d'Etat ou publications *importantes ; Dr habilité,* éventuellement Dr en philosophie.

Les lettres de candidat., avec C.V. et liste de publications, doi*vent parvenir avant* le jeudi **26 juin 1980,** au Doyen de la Faculté des Lettres, rue Cité-*Devant 2, CH. 1005 Lausanne.* Des renseign. supplément. peuvent être obtenus à la même adresse (tél. 021/44-32-39).

---

ingénieurs des mines

La Compagnie des Mines **d'AKOUTA (Nord du Niger)** recherche, pour étoffer son état major dans les domaines *Extraction et Etudes,* **DEUX JEUNES INGENIEURS** diplômés d'une Ecole des Mines (ENS, Alès, Douai) *ayant une première expérience* ou même débutants. Contrat à durée indéterminée assorti des avantages et *garanties expatriés 2 mois de congés* en France pour 10 de séjour, vie en famille, école, loisirs...
Ecrire avec C.V. *explicite sous référence* CK/AL à



30, Av. Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

GROUPE COMMERCIAL FRANÇAIS
implanté en AFRIQUE NOIRE
recherche pour sa FILIALE BOIS
au GABON

JEUNE INGÉNIEUR
35 ans minimum

Formation Arts et Métiers, marine ou équivalent.

Pour prendre la direction d'un ensemble industriel moderne comportant une scierie de très grosse capacité auquel est adjointe une importante exploitation forestière qui sera également sous sa responsabilité.

Une expérience dans le domaine du bois est indispensable ainsi qu'une bonne pratique de la gestion d'une unité du type scierie-menuiserie ou simil.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. Nº 59.510.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

IMPORTANT GROUPE TEXTILE FRANÇAIS IMPLANTÉ AU CAMEROUN

RECHERCHE

UN CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat sera âgé minimum de 30 ans, de *formation supérieure* (Ecole d'Ingénieur, de Commerce) et aura une expérience industrielle de 2 à 3 ans. Une expérience africaine sera appréciée, mais n'est pas indispensable.
Il sera chargé, après un séjour de quelques mois au Service Central de Gestion au Siège Social du groupe, de mettre en place et d'exploiter un système complet de gestion dans une société camerounaise.

L'engagement sera fait sous statut expatrié comportant 2 mois de congé annuel.
Logement meublé gratuit et avantages sociaux complets.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, sous le **numéro 59.581,** à Contesse Pulb., 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris – Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FROMAGER

recherche

pour assurer le *développement* de ses ventes *de spécialités* en ITALIE.

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

— parfaitement bilingue (français-italien) ;
— il sera basé dans la région de MILAN ;
— bon salaire + frais ;
— discrétion assurée.

Envoyer C.V. + photo sous nº 850.854 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.



emplois régionaux

emplois régionaux
emplois régionaux

Une société de 500 personnes, filiale d'un groupe de taille internationale, spécialisée dans le second-œuvre du bâtiment, recherche son :

160.000 + RESPONSABLE du MARKETING OPERATIONNEL

Pour son intégration et sa connaissance de la Société, il sera chargé de la *conception et de la mise en œuvre des actions commerciales et promotionnelles,* en accord avec le Directeur Commercial, au siège en province. Mobile, ses aptitudes doivent déboucher rapidement sur une activité ayant un caractère *opérationnel affirmé, comprenant l'animation d'une équipe de vente chargée* de réaliser des objectifs quantifiés.

De FORMATION SUPERIEURE (H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent) le candidat a au minimum 8 ans d'expérience commerciale opérationnelle de distribution par réseau de négoces, de préférence dans le bâtiment ou dans les produits industriels.
Il est homme de contact, dynamique, persuasif, opiniatre, capable de motiver une équipe. Fréquents déplacements. (Référ. 11012/M)

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite et photo en précisant la référence du poste à H. Bouet, Sema-Sélection : 92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès.

sema selection — Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

Filiale d'un des plus brillants *Groupes Industriels Français, nous fabriquons* et distribuons des produits de grande consom*mation à base de composants électroniques.*
Nous recherchons le

directeur
de notre
USINE ALSACIENNE
(900 personnes)

Relevant du Directeur Technique du Groupe, cet ingénieur, âgé au moins de 35 ans, aura une expérience confirmée en méthodes et montage de grande série.
Il possédera de solides connaissances en mécanique de précision, électronique et montage de petits ensembles.
Son expérience de la direction d'une unité de *fabrication et ses* qualités lui permettront d'exercer pleinement la responsabilité d'un Centre de *Profit (production, qualité, coûts...).*
Sa rémunération sera fonction du niveau atteint.

Les candidats sont priés d'envoyer leur dossier *de candidature sous la référence* 2335/F à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

---

chef de produit à Lille

100.000 F/an

Vous réussissez depuis quelques années une première expérience commerciale grâce surtout à vos talents de négociateur, mais aussi à votre curiosité. Ce premier job vous permet de vivre (enfin...) *concrètement votre bonne formation supérieure* (Ecole de Commerce par exemple).

Nous vous proposons l'étape suivante. Nous sommes une chaîne nationale d'hypermarchés en progression rapide et régulière. Nous cherchons pour notre Centrale d'Achat *les collaborateurs qui vont :*
- analyser les ventes des magasins, mais aussi le marché national et international;
- établir les gammes de produits;
- négocier et faire respecter les engagements des fournisseurs;
- *et surtout «vendre» leurs produits (et leurs idées...)* aux hommes de magasin.

Nous souhaitons que vous puissiez prendre une large autonomie grâce à vos initiatives et à votre disponibilité. Nous vous offrons alors les possibilités d'évolution que vous attendez.

Notre consultant, J.M. Rousseau, vous remercie de lui écrire (réf. 246 M).



ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G. DE CHATILLON 59000 LILLE
PARIS - LYON - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



NOUS CONSTRUISONS DES SYSTEMES DE COMMUNICATION, CONCUS AUTOUR DE RESEAUX DE *MICRO*-PROCESSEURS, QUI EVOLUENT, VERS DES APPLICATIONS TELEMATIQUES

NOUS RECHERCHONS

de futurs INGENIEURS LOGICIEL

NOUS ASSURONS VOTRE FORMATION

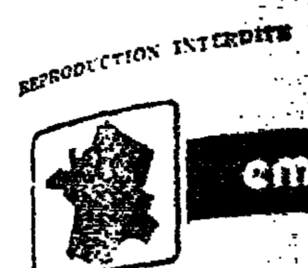
Vous êtes ingénieur ou universitaire de formation scientifique.

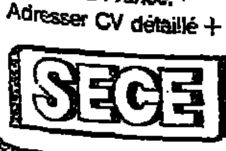
Vous souhaitez vous diriger vers la conception et la réalisation de logiciels pour le contrôle de systèmes de communication à base de microprocesseurs.

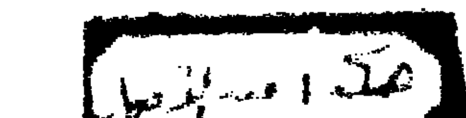
Votre formation ne vous y a pas préparé, mais vous avez la volonté d'acquérir une spécialité d'avenir.

Nous vous offrons la formation nécessaire et la carrière correspondante.

Ecrire avec C.V. et prétentions à
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
Direction du Personnel - 206 Route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG CEDEX.









emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

chef du service qualité et gestion de production

BSN-EMBALLAGE, n° 1 en France de l'emballage en verre (bouteilles, pots, flacons), recherche le chef du service qualité et gestion de production de la plus récente de ses usines.
Cette usine à feu continu qui produit près d'un demi-milliard de bouteilles par an devrait augmenter sa production de 50 % dans les 2 ans qui viennent. Elle emploie 360 personnes.
Le chef du service qualité et gestion de production est rattaché au Directeur de l'usine. Bénéficiant d'une large autonomie et dans le cadre d'un budget négocié, il participe à la définition de la politique qualité de l'usine en apportant sa connaissance des besoins de la clientèle (brasseries), met en œuvre cette politique (étude de paramètres du process, statistiques, indice qualité, informations, règles de décision), assure l'ordonnancement, la gestion des stocks des produits finis et les expéditions. Il est un interlocuteur important des clients dans l'usine. Il anime un service de 27 personnes.
Nous souhaitons confier ce poste à une personne de formation supérieure technique ou scientifique, âgée d'au moins 30 ans, ayant acquis l'expérience du contrôle qualité ou d'un poste opérationnel en usine. Un candidat originaire du Nord de la France bénéficierait d'un atout supplémentaire pour prendre ce poste situé près de Lille. **Réf. JC. 19 M.**

chef de service entretien travaux neufs

GERVAIS DANONE (2 milliards de C.A., / 7 usines) leader en France sur le marché des produits laitiers frais, recherche un jeune ingénieur pour lui confier la responsabilité du service entretien travaux neufs d'une de ses unités de production.
Membre de l'équipe de Direction de l'usine, sa *fonction très complète recouvre :*

- Maintenance de l'outil industriel, mise en œuvre du niveau optimum de prévention ;
- *participation à l'élaboration du budget d'investissements*, responsabilité de sa réalisation et de son suivi ;
- proposition et mise en œuvre des améliorations en matière de qualité, productivité, conditions de travail ;
- *gestion de son budget (20 M de F environ), animation et organisation d'une service de 30 personnes.*

Ce poste constitue une évolution de carrière intéressante pour un jeune ingénieur diplômé ayant quelques années *d'expérience dans des fonctions d'entretien travaux neufs en position hiérarchique. Compte tenu d'un important* programme d'automatisation des lignes de production, de solides connaissances en électromécanique et automa*tique sont nécessaires. Deux postes sont* proposés, l'un près de *Lille*, l'autre en banlieue Sud de Paris **(préciser la préférence géographique). Réf. P. 15 M.**

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée à BSN-Gervais Danone - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone • bsn

HAVAS CONTACT



Directeur de succursale Nancy

Société française, récente filiale d'un important groupe international, spécialisée dans la distribution de biens d'équipement de bureau, nous recherchons dans le cadre de notre développement le futur «patron» de notre succursale de Nancy.

Il est responsable des résultats de sa région devant la Direction commerciale, ce qui suppose :

- l'analyse fine du marché,
- la détermination des objectifs,
- la sélection, la formation et l'animation de l'équipe de vente,
- la participation aux affaires les plus importantes,
- la gestion et l'animation des services techniques et administratifs.

Il nous faut un homme jeune, combatif, possédant un bon niveau général, maîtrisant bien, par connaissance et par expérience les techniques d'analyse des marchés, de gestion de budgets et d'animation d'équipe commerciale.

La rémunération comprend un fixe auquel s'ajoute un intéressement aux résultats (chiffre d'affaires + marge).

Poste à pourvoir : NANCY

Les personnes intéressées par ce poste sont priées d'envoyer leur CV détaillé à SEFOP sous réf. UB 528 M. Nous les en remercions par avance.

SEFOP 11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



En Bretagne et en Normandie..

... Nos 4 agences réalisent 210 millions de C.A. avec quelques 30 établissements dont la vocation principale est le négoce et la distribution. Nous appartenons à l'un des plus grands groupes industriels français et avons, nous-mêmes, 3 filiales. Pour faire vivre et évoluer notre système de gestion notre Directeur Financier recherche pour l'assister un

Responsable gestion

BASE A PARIS, il participera à l'établissement et au suivi des budgets, fera des synthèses qualitatives à partir des éléments informatiques de gestion. SUR LE TERRAIN, en Bretagne et en Normandie, il assistera les responsables opérationnels pour mettre en œuvre la gestion prévisionnelle dont il fera évoluer la conception, pour *l'adapter aux opérations décentralisées de la Société.*

A ce poste, nous voyons un homme expérimenté, ou jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience similaire dans une entreprise avec des établissements multiples. Une culture comptable et informatique est nécessaire, un esprit opérationnel et une personnalité dynamique, ouverte au dialogue, sont les atouts indispensables pour réussir et évoluer dans notre Société.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous réf. B 2003 - 1 rue de Berri 75008 Paris — en indiquant le niveau de rémunération souhaitée — et garantit le secret des informations.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Puissant groupe bancaire régional en expansion constante, recherche :

AUDITEUR INTERNE

Dépendant du Chef du Service Inspection-Contrôle et agissant comme fonctionnel, il aura pour tâche générale d'élaborer, un système d'information de gestion *à la fois actuelle et prévisionnelle, portant sur les données* internes comptables et techniques ainsi que sur des informations externes *financières et économiques. Il aura donc la charge de mettre au point* des tableaux de bord, d'instruments d'aide à la décision. Il fait fonctionner le *système d'information de la section qui lui est confiée*, qui comprend : l'analyse de la gestion de la Banque, la comptabilité analytique au niveau *des produits*, l'analyse des frais généraux, la maîtrise des frais généraux, l'analyse des circuits financiers au plan interne et au plan national.
Age 30 ans minimum. Formation supérieure (IECS, Ecole Sup. de Comm., Sciences Pol., etc.), plus formation complémentaire au niveau DECS ou IAE. Est exigée une formation professionnelle de plusieurs années, acquise au sein d'Etablissements bancaires ou d'Entreprises industrielles, département contrôle de gestion, ou dans un Cabinet d'audit spécialisé dans le secteur bancaire comme auditeur externe. Il est offert une rémunération intéressante en fonction des aptitudes et des qualités du candidat susceptible d'occuper ce poste, ainsi qu'une formation au sein des différents départements de la Banque. Lieu de travail : grande ville universitaire de l'Est de la France.

Adresser CV détaillé + photo en rappelant la référence 71071 A.



Jean WEGBECHER
11, Allée de la Robertsau
57000 STRASBOURG
LONDRES - MADRID - PARIS - STUTTGART

VIESSMANN

Nous sommes un important fabricant de maté*riel thermique de haute technicité fortement* introduit sur le marché français.
Nous recherchons notre

Directeur Commercial

Homme de marketing et de terrain, vous assurerez la continuité de notre développement commercial en dirigeant avec efficacité et souplesse la promotion des ventes (avec centre de formation), l'administration des ventes, ainsi que l'ensemble de la force de vente.
Coordonnateur et animateur, vous serez également en contact permanent avec la Direction *Générale en FRANCE et en ALLEMAGNE* pour tous les aspects politiques et stratégiques. *Meneur d'hommes, l'effectif sous vos ordres* sera supérieur à 60 personnes dont plusieurs cadres de haut niveau.

Vous avez de préférence une formation grande *école ingénieur (Centrale, HEC ou similaire)*, parlez couramment l'allemand et avez une expérience confirmée de la distribution de biens d'équipement si possible similaire au travers d'un réseau de grossistes, d'installateurs et de prescripteurs.

La *rémunération est en relation* avec l'importance du poste et fonction de l'expérience acquise.
Le lieu de résidence est dans l'Est de la FRANCE près d'une grande ville.

Une discrétion totale vous est garantie. Si vous *voulez en savoir plus, adressez votre dossier* complet sous REF. 870 à

MANAGING
5/7, rue Pierre Perrat
57000 METZ
Tél. 766.52.35

managing

MÉDIA PA

DIRECTEUR REGIONAL

MIDI

Importante Société industrielle fabriquant des dérivés du bois intéressant plusieurs secteurs d'activité (distribution, meuble, bâtiment) recherche le responsable de sa délégation commerciale couvrant une quinzaine de départements du sud de la France.
Ce cadre devra avoir l'expérience de la vente de produits industriels dans le secteur du bâtiment et de l'animation d'un *réseau commercial.*
Age optimum 40 ans. Résidence grande ville universitaire du Midi.

Adresser CV, photo et prétentions sous *réf. 202/11 M à FRANCE* CADRES 22 rue St. Augustin 75002 Paris.

France Cadres

Organisme bancaire privé à vocation régionale, renforce ses structures par la création, à LYON, d'un poste de

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

Il prendra en charge l'équipe comptable pour organiser et suivre la comptabilité informatisée de la gestion intérieure du siège social et des agences.

Ce poste s'adresse à un niveau *Expert Comptable* ou *Sup. de Co.* ayant exercé au moins 5 ans dans une fonction similaire.
Expérience d'audit souhaitée.

Ecrire au Cabinet Gatier (sous référence 310),
32 rue Barrême - 69006 LYON.

médía-system

Cabinet Gatier

Promodès

Le plus important grossiste en produits alimentaires d'Europe et l'un des premiers distributeurs de détail en France confie à ACLES la recherche de son

DIRECTEUR INFORMATIQUE ET METHODES

Dans le cadre d'une structure décentralisée des moyens informatiques, il aura pour mission essentielle de proposer auprès de la Direction Générale la **politique** et **l'organisation** du groupe dans le domaine du **traitement de l'information.**

Il devra prendre la mesure du parc informatique existant (14 Cii HB 64 - 17 Mini 6 - 30 Cii HB 61) concevoir le plan informatique et en assurer la mise en œuvre.

De formation supérieure, il devra avoir acquis une expérience informatique de plusieurs années, avec des responsabilités de management, *être un **concepteur** en même temps qu'un **réalisateur.***

Connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : **Caen.**

Fréquents déplacements à prévoir.

Écrire avec C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 55 PE.

ACLES 1 F 103
Cii Honeywell Bull
61-63, rue d'Avron, 75980 Paris Cedex,
qui traitera confidentiellement les candidatures.

acles

HAVAS CONTACT

Nous sommes une importante société française chargée, entre autres, de construire, d'entretenir et d'exploiter les ouvrages d'accostage et les équipements spécialisés pour l'accueil et le déchargement des plus grands pétroliers.
Nous recherchons un cadre pour être un

Interface exploitation-informatique

Basé au HAVRE, vous suivez la réalisation du projet d'informatisation *de l'exploitation de nos installations portuaires. Vous faites la synthèse* entre les besoins exprimés par l'exploitation et les possibilités du sytème et vous assurez la liaison avec la société de services à laquelle nous avons sous-traité l'implantation informatique.
Si vous réussissez dans cette mission, diverses perspectives de développement de carrière pourront vous être offertes.

Ingénieur A.M...

vous êtes âgé d'environ 32 ans, vous possédez une expérience exploitation ou production dans une unité industrielle, une expérience comme analyste ou chef de projet ou au minimum de solides connaissances en *informatique.*
L'anglais parlé est souhaitable.

Jacqueline JOIN DIETERLE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. B 6012 : 1, rue de Berri 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

LESIEUR

recherche pour son activité emballage

INGENIEUR CHEF DE PROJET

- formation centrale, IDN, A. et M.,
- débutant ou quelques années d'expérience dans le domaine de l'emballage et plus particulièrement des plastiques.

Aura pour mission de conduire des études dans le domaine des techniques de fabrication d'emballage.

La personnalité, les qualités humaines et la mobilité sont des atouts importants de réussite dans la *fonction et d'évolution au sein du groupe.*

Poste à pourvoir en région Rhône Alpes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à LESIEUR DRH/Recrutement Cadres, 122, avenue du Général Leclerc - 92100 BOULOGNE.

Télic
Groupe C.G.E.

NOUS SOMMES LES PREMIERS EN TELEPHONIE PRIVEE SUR LE MARCHE FRANCAIS.

NOUS NOUS DEVELOPPONS TRES RAPIDEMENT AU PLAN INTERNATIONAL.

Nous recherchons

LE RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

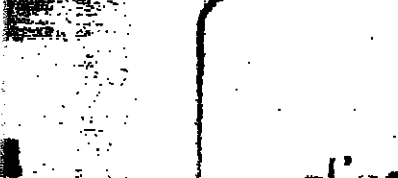
MISSION :
- Assurer le bon fonctionnement de l'ordinateur (64/DPS-6 CII-HB)
- Coordonner l'étude et la réalisation des travaux logiciels
- Elaborer et suivre le budget du service
- Animer une équipe d'ingénieurs, analystes-programmeurs, opératrices

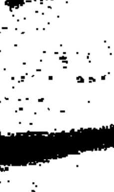
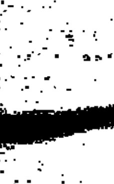
PROFIL :
- Formation d'ingénieur
- Justifiant d'une expérience de 8 à 10 ans
  - en informatique de gestion, de préférence en milieu industriel
  - en télétraitement et base de données
- Ayant assumé la responsabilité
  - d'un petit service informatique ou
  - d'un projet important
- Aptitude au dialogue avec les utilisateurs et au travail en équipe.

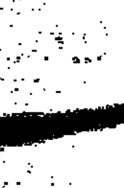
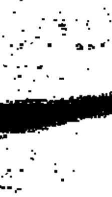
Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer C.V. et prétentions à
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
Direction du Personnel - 206 Route de Colmar - BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

LYON **F 150.000+**

Est recherché par la filiale française en pleine expansion. C.A. : F 20 millions, d'un puissant groupe britannique.

Relevant du PDG, il prend en charge tous les problèmes administratifs de la société • assure la comptabilité générale et analytique • prépare les budgets et établit les rapports mensuels de gestion sous la forme anglo-saxonne • planifie et contrôle le cash-flow • assure les relations avec les banques • établit toutes déclarations fiscales et sociales • gère le service achats et contrôle les inventaires.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 30 ans minimum, pratiquant l'anglais, formation supérieure commerciale ou ingénieur + DECS ou l'équivalent, ayant acquis au moins 5 années d'expérience dans une société industrielle et commerciale.

Perspective d'évolution de carrière intéressante au sein du groupe.

Envoyer dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et rémunération souhaitée sous référence 21.395-M à CLA Recrutement 3, avenue Percier 75008 Paris.



ASSISTANT CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Dijon — Un établissement financier, filiale d'une importante banque internationale, recherche un Assistant Contrôle Budgétaire. Rendant compte au Contrôleur Financier, il assurera la préparation et le suivi des budgets, le contrôle des écarts, le «reporting» auprès de la maison-mère. Il aura également pour mission de faire évoluer le poste en améliorant les méthodes de travail, en liaison avec le Service Informatique. Il sera aidé dans ses fonctions par un adjoint dont il devra superviser le travail. Ce poste s'adresse à un jeune candidat, possédant une formation supérieure (ESC ou équivalent), et ayant acquis une première expérience d'analyse et de contrôle budgétaire au sein d'une société anglo-saxonne. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Adresser C.V., rémunération actuelle et prétentions à Christine CHABAUD — PS Conseil — 8, rue Bellini — 75782 PARIS Cedex 16. Réf. A/292M

PS Conseil

IMPT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT
Région Ouest
recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET SIMULATION TEMPS RÉEL

ayant quelques années d'expérience en informatique temps réel logiciel et matériel spécifique.

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LABORATOIRE

chargé d'évaluation de composants inertiels, ayant une bonne formation en automatisme et électronique et des notions d'informatique.

INGÉNIEUR ADJOINT A CHEF DE PROJET INFORMATIQUE DE GESTION

ayant 2 à 3 ans d'expérience de Chef de projet sur gros ordinateur informatique de gestion.

Ecrire avec curr. vitae détaillé et photo, n° 8.223, «le Monde» Publicité, 5, r. des Italiens, 75127 Paris Cedex 09.

Important établissement financier dégage à son siège à STRASBOURG de réelles opportunités pour des

Analystes Programmeurs

Votre formation de préférence assortie d'une expérience professionnelle vous aura familiarisé à un matériel de puissance moyenne ou supérieure (type IBM ou Control Data) en télé processing, base de données. Nous vous demandons en outre une parfaite connaissance du langage Cobol.

Votre niveau maîtrise ou BTS en informatique vous facilitera votre intégration dans un service structuré et orienté vers la délégation des responsabilités.

Nous vous offrons une fonction stable et évolutive qui dès le départ est assortie d'une rémunération motivante.

Votre dossier complet de candidature adressé sous REF. N° 3113 M sera traité confidentiellement par notre conseil.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG
managing

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
Région NORD
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

AM - ICAM - IDN ou équivalent pour fabrication aciers fins et spéciaux. Formation complémentaire assurée. Facilités logement.

Adressez réponse et C.V. à : N° 58.980, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra. 75040 Paris Cédex 01 qui transmettra.

Contrôleur Financier

Nous sommes une Société de Négoce de Produits Pétroliers employant 300 personnes, au siège et dans différentes agences ou filiales.
Notre activité est créatrice de flux financiers importants et nous recherchons le Responsable à part entière du suivi et du contrôle de la trésorerie, du suivi des opérations douanières et de l'établissement des dossiers de financement.
Ce poste convient à un jeune diplômé d'une école supérieure pouvant justifier d'une expérience similaire au sein d'une Direction Financière.
C'est une situation intéressante pour un candidat qui se montrera motivé par une large prise de responsabilités. Veuillez adresser votre lettre de candidature + prétentions, sous référence 6197 A, à CAPFOR, 11, bd Gabriel Guist'hau - BP 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR
NANTES-PARIS-LYON-MARSEILLE



THOMSON-CSF
DÉPARTEMENT AVIONIQUE GÉNÉRALE

— Pour son bureau d'études

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

Formation A.M., CESTI ou équivalent
Débutants ou expérimentés en équipements aéronautiques.

— Pour son secteur informatique

INGÉNIEURS LOGICIELS

Débutants ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience

— Pour ses laboratoires d'études et de développement d'équipements électroniques embarqués, civils et militaires

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Formation X, E.N.S.T., E.N.S.A.E., E.S.E., E.C.P. Débutants ou expérimentés.

Adresser C.V. et photo à Service du Personnel, B.P. n° 3, 33160 LE HAILLAN

chef de personnel adjoint

CONSTRUCTION MECANIQUE **100.000 F**

Ville universitaire de l'Est

Notre client est un important groupe international, fabriquant et commercialisant des biens d'équipements industriels. Dans le cadre de son développement actuel, il désire renforcer la Direction du Personnel d'une de ses plus importantes usines en France, située à proximité d'une grande ville universitaire de l'Est. Rendant compte au Chef du Personnel de l'usine, il participera à l'ensemble des actions de gestion du personnel (recrutement, formation, législation et relations sociales, etc.). Ce poste convient à une personne ayant eu une première expérience de 3 à 5 ans dans la fonction de personnel, désirant acquérir au sein d'une société de grande notoriété, une expérience approfondie en milieu industriel. Les possibilités de carrière sont importantes pour quelqu'un de compétent, capable de communiquer à tous niveaux de Direction. La plus grande discrétion est garantie dans l'examen des candidatures.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 1502-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

BRETAGNE — Région de BREST
GROUPEMENT MARAICHER
(Légumes de serres et de pleins champs — chiffre d'affaires : 25 millions de F), recherche

UN GESTIONNAIRE

pour organisation, gestion et animation du Groupement.

Le poste conviendrait à un candidat de niveau Maîtrise de Gestion, Sciences Economiques ou équivalent, et parlant, si possible, l'anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions à C.A.B., B.P 100, 29206 LANDERNEAU.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILE
6 Usines - 4.000 personnes
recherche pour son
SERVICE INFORMATIQUE
100 km Sud-Est de PARIS

PROGRAMMEUR
ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Langage COBOL et/ou GAP II

Formation complémentaire assurée.

Envoyer C.V. et prétentions N° 59.507 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

ALSACIENNE DE BRASSERIE
Filiale Française de



recherche pour STRASBOURG et sa région

UN INGENIEUR entretien-travaux neufs

Responsable de la maintenance des installations d'une unité de production moderne - il dirigera une équipe de 30 personnes dont il organisera le travail. Ses connaissances en mécanique, électricité, pneumatique, hydraulique, électronique, instrumentation, lui donnent toutes les chances de progresser dans le Groupe.

et

UN INGENIEUR énergie-environnement

(formation en mécanique ou électricité) que l'expérience de deux à trois ans des problèmes d'environnement, d'anti-pollution, industrielle et d'économie d'énergie aura habitué aux relations avec les Entreprises sous-traitantes et les Administrations. Ses liaisons à l'intérieur du Groupe se feront en Anglais.

Adresser C.V., photo, prétentions, à M. Alex HAUSS, Directeur du Personnel - ALBRA - B.P. 449/R 9 - 67009 STRASBOURG CEDEX.

Cadre de haut niveau

dans PME est recherché par CONCESSIONNAIRE GRANDE MARQUE AUTOMOBILE FRANCAISE (effectif 100 personnes) région RHONE ALPES

Le candidat : 25 à 30 ans.

Il sera de formation supérieure Sup de CO/ ESSEC, Sciences ECO.

Rattaché à la Direction Générale, il participera à l'élaboration de la politique de l'entreprise et à sa mise en œuvre.

Homme de contact et de décision, négociateur averti ; sa personnalité affirmée doivent l'imposer dans sa fonction de «SECOND» ayant vocation à devenir le «PREMIER».

Participation financière non indispensable, mais souhaitée.

Position majoritaire possible à terme.
Adresser, C.V., photo et prétentions à no 59726 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA S.E.M.A.L.Y.
(Métro de Lyon)
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES

● Economiste - statisticien ou ingénieur (ENSAE ou équivalent), ayant une solide formation dans les domaines économique, statistique et d'analyse de données.

● Il sera chargé au sein du service études générales :
- — de l'évaluation économique des projets de transports en commun en site propre.
- — Des études de programmation financière.
- — De la méthodologie et de la réalisation d'enquêtes.
- — De prévision de clientèle des transports en commun à partir de modèles informatiques.

● Goût pour les problèmes de transports urbains.
● Expérience souhaitée dans poste similaire.
● Capacité de synthèse et qualités rédactionnelles exigées.

Envoyer candidature manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à S.E.M.A.L.Y., 25 cours Emile-Zola, 69625 VILLEURBANNE Cedex

La Technique Intégrale, filiale SKF, à Chambéry, fabriquant vis à billes et à rouleaux, en pleine expansion, (200 personnes, 50 % du chiffre d'Affaires à l'export), recherche

Ingénieur Fabrication

± 100000 F/an
A.M., ICAM, IDEN, etc...

Mission :
- appliquer et adapter une théorie de la rectification,
- analyser certains problèmes de fabrication,
- améliorer les liaisons méthodes-ateliers,
- seconder le Chef de Fabrication sur diverses missions.

Poste évolutif.
Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence LTI-80.25 à

CABINET H-A-BOTH S-C-P-
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU
qui est chargé de ce recrutement.

SOCIETE INTERNATIONALE DE COSMETIQUES ET DE PARFUMS
recherche pour ses laboratoires d'Orléans

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR CHIMISTE

— Expérience dans la mise au point des produits cosmétiques exigée.
— Large possibilité de créativité et d'initiative ;
— Bon climat de travail et possibilité de développement de carrière ;
— Salaire élevé.

Adresser C.V. et prétentions à : Havas ORLEANS. N° 200.383, qui transmettra.

Importante société internationale d'applications industrielles de produits chimiques spécialisés
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
(région Rhône-Alpes)

A l'élément capable de faire progresser notre implantation

Nous demandons :
- Une formation Grande Ecole (Chimie, Génie chimique, EFP) ou équivalent.
- Une personnalité affirmée et le goût de la résolution des problèmes techniques.
- La capacité de pouvoir s'organiser seul avec efficacité.
- De fortes aptitudes commerciales.

Nous lui offrons :
- Un travail passionnant.
- L'ambiance et l'ambition d'une jeune équipe.
- Une rémunération intéressante (salaire + bonus + voiture + frais).

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

BETZ FRANCE S.A.

14-16, rue de Vincennes - 93100 MONTREUIL

Dans le cadre du devenir de ses services à l'Industrie,

la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE du Doubs recrute pour le service d'une bourse aux opportunités :

Un ingénieur

ayant des connaissances permettant :

— *d'offrir aux entreprises en diversification ou en conversion d'activité une gamme de produits, de prestations, de méthodes adaptées à leurs compétences ;*

— *de faciliter les rapports entre les petites et moyennes industries et les cabinets de transferts de technologie ainsi que les organismes administratifs traitant de la propriété industrielle.*

Poste opérationnel budgété au salaire de 96.000 F par an.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
7, rue Charles-Nodier, 25042 BESANÇON CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
GRENOBLE
recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

FONCTIONS : chargé de la réalisation d'équipements ou d'installations d'essais. Préparations des devis. Participation aux négociations technico-commerciales. Suivi des études et de la fabrication. Mise en service des installations.

FORMATION : ingénieur diplômé mécanicien.

EXPERIENCE : quelques années en bureau d'études ou en ingénierie.

APTITUDES PARTICULIERES : des connaissances en électricité ou hydraulique huile seraient appréciées. Bonne connaissance de l'anglais.

Adresser curric. vitae + photo ss le n° 59.576 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CABINET EXPERT COMPTABLE (86)
recherche

● DIRECTEUR TECHNIQUE
● CHEF DE GROUPE ● N 3

Goût des responsabilités, exp., tenue, surveillance, fiscale, sociale, éventuellement : révision, informatique, gestion.

Adresser réf., prét., C.V. manus. détaillé av. ph. à RÉGIE-PRESSE n° T 02.148 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS

Importante Société de Distribution de composants électroniques recherche pour sa filiale BRETAGNE

INGÉNIEUR COMMERCIAL
«SYSTEMS»

chargé de la promotion et de la vente des produits. Une expérience commerciale est souhaitée, mais surtout une personnalité, de la disponibilité, un goût prononcé pour une technologie avancée. Adresser lettre CV prêt à CABINET DAUER CONSEIL EN RECRUTEMENT BP 32 - 29213 PLOUGASTEL-DAOULAS

Société 400 personnes
RÉGION CENTRE
Fabrication pièces mécaniques séries, clientèles automobiles, camions, armée de terre, marine, machines agricoles, S.N.C.F., etc.
recherche
pour poste
DIRECTEUR COMMERCIAL

INGÉNIEUR
A.M. - ICAM - ETACA
ou formation équivalente

40 ans environ.
Seront appréciées :
— Expérience fabrication pièces mécaniques séries ;
— Connaiss. notre clientèle ;
— Langue anglaise écrite et parlée.

Déplacements fréquents.
Remboursement frais réels.

Appointements :
140.000 F +
selon expérience.

Poste à pourvoir en septembre.

Adr. C.V. détaillé et photo à Régie-Presse, n° T 020160 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Important grossiste Bourgogne Sud recherche pour sa branche carrelage un

ANIMATEUR Ccial

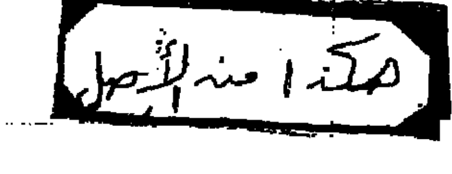
chargé des relations revendeurs

UN V.R.P. EXCLUSIF

Ecr. avec C.V., photo, prétent., à COGEL - B.P. 314, 71107 Chalon-sur-Saône Cedex.

LA VILLE DE CHARTRES
(Eure-et-Loir) 41251 h
recrute d'urgence, à titre contractuel, un Directeur pour le Théâtre municipal coordonnateur socio-culturel : expérience professionnelle ; diplôme exigé CAPASE, traitement indice brut 545 ou 6 unités de valeur ; traitement indice brut 533. Candidatures à adresser avec C.V. et copies diplômes à M. le député-maire de Chartres (28019).

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01









emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Entreprise SALVIAM
recherche

directeur travaux
Région Lorraine

basé à METZ

Il sera responsable, sous l'autorité d'un Inspecteur Régional, de la gestion et du *suivi technique des chantiers* (C.A. : *150* millions).

Pour ce poste, nous souhaitons :

- 35 ans environ,
- formation Travaux Publics,
- expérience de travaux routiers indispensable et de travaux publics très appréciée.

Adresser CV détaillé, plus prétentions en précisant la référence GDT 05 à :

CARRIERES SERVICES — Groupe CGS
19, rue de la Paix - 75002 PARIS — Conseil en recrutement

Négociations à haut niveau

CEFIA, filiale en expansion rapide du Groupe CEGOS

spécialisée en *CESSIONS-ACQUISITIONS*, *évaluations* d'entreprise et conseils en opérations sur les fonds propres, recherche un

Conseil de Direction-Négociateur

désirant exercer cette activité de haut niveau de responsabilités et de contact, dans un cadre de large autonomie de type *profession libérale*, avec des possibilités de *rémunération élevée*.

Formation souhaitée type X, HEC, etc. L'expérience des rapprochements d'entreprises, dans le cadre d'un groupe industriel ou financier, d'une banque ou d'un cabinet spécialisé est nécessaire pour cette fonction.

Anglais courant souhaitable. Nationalité indifférente.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à M. RAICHER, Directeur de la Division Opérations Financières et Commerciales - CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour unité décentralisée
400 personnes
fabriquant produits moyenne série

DIRECTEUR TECHNIQUE

responsable services méthodes, entretien, travaux neufs, *programme d'investissement*.
Poste conviendrait à Ingénieur A & M, ayant quelques années d'expérience de fabrication et bureau d'étude.
120 km de Paris.
Possibilités d'avenir.

Adresser CV et *photo* à n° 5346
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS.

GRENOBLE

Entreprise française de métallurgie, *filiale d'un des premiers groupes industriels* français, recherche pour son Département Filtres

INGENIEUR COMMERCIAL

appelé à négocier et développer un produit très technique destiné aux industries chimiques, pharmaceutiques et nucléaires.
Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole de préférence métallurgiste, parlant et *écrivant couramment l'anglais*.
Une expérience, même courte, dans la vente ou la fabrication de biens d'équipement serait très appréciée.
Ce poste implique des déplacements fréquents en France et à l'étranger.
Bonne possibilité d'évolution de carrière dans la Société et dans le Groupe.
Adr. dossier de candidature sous réf. 275 à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Directeur de personnel

120 000 + — Eure

Un Groupe français, effectif 2 300 personnes, dépendant d'un *holding britannique* très important, recherche, dans le cadre d'une restructuration actuellement en cours et pour l'un de ses établissements industriels situé dans l'Eure, à 140 km de Paris (effectif 700 personnes), son Directeur de Personnel.

Aux côtés du Directeur de l'Etablissement, il assume notamment la gestion du personnel, prépare et participe aux réunions de D.P. et C.E., préside le C.H.S., gère le restaurant d'entreprise et est responsable de la paye.

Ce poste est disponible et sera confié à un diplômé d'études supérieures, 30 ans minimum, justifiant d'une expérience de la gestion opérationnelle du personnel en milieu industriel.

Evolution de carrière possible au sein du groupe.

sélé CEGOS — Adresser, lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 6129/M à Fr. ROUSSEAU, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

SOCIETE IMMOBILIERE DE PREMIER PLAN SPECIALISTE DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
recherche son futur

RESPONSABLE COMMERCIAL
(CADRE)

LILLE

— *Diplômé E.S.C. ou équivalent*, ayant une première expérience professionnelle ;
— Son installation locale se fera après une période de formation au siège parisien ;
— Ce poste nécessite un sens aigu des négociations *et le goût des contacts* à haut niveau.

La préférence sera donnée à un candidat régional.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à n° 38.360, P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 PARIS.

le Souci des Hommes

Vous avez assumé des *responsabilités opérationnelles* pendant au moins 5 ans. Mais elles ne vous ont pas permis de révéler entièrement votre aptitude à entrer en contact avec les autres et à participer à leur développement.

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe de CONSEILS EN FORMATION ET RELATIONS SOCIALES *bien implantée dans la région* Rhône-Alpes.

Si vous avez au moins 30 ans et une formation supérieure, écrivez en précisant vos prétentions à :



104 BD DU 11 NOVEMBRE
69100 — VILLEURBANNE

SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
PAYS DE LOIRE

La Société (185 personnes réparties en 2 usines) est spécialisée dans le travail de la tôle mince.
Elle recherche pour son siège, situé dans une petite ville du Vendômois le successeur de son Secrétaire *Général à qui sera confiée la gestion administrative*, comptable et financière de l'entreprise.
Bonne formation comptable (niveau DECS) et gestion (équivalent ESC). Connaissances contrôle de gestion et administration du personnel. Expérience professionnelle 5/10 *ans. 100.000 F annuels*.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. *202/03 M à FRANCE* CADRES 22 rue St. Augustin 75002 Paris.

France Cadres

LA FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

Spécialisée dans la fabrication de matériel électrique et électronique de grande série, recherche un

Ingénieur électronicien

Basé dans la région LYONNAISE il sera chargé d'assurer le lancement de nouveaux produits électroniques grand public : implantation des équipements, définition des méthodes, organisation des fabrications, contrôle qualité.
Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une école d'ingénieurs, âgé de 30 ans environ et justifiant d'une expérience de production dans le domaine des produits électroniques grand public. *La rémunération* sera liée à l'expérience acquise.
Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 4015 à rscg carrières - 69 rue de la République - 69002 LYON qui transmettra.

VALISERE dans
Groupe Absorba-Poron

Leader sur le marché français de la lingerie féminine et du maillot de bains (1000 personnes)
GRENOBLE

Chefs de produits confirmés

Rattachés au Directeur Marketing pour

Gérer et développer en France et à l'Etranger leur ligne de produits.

Elaborer et déterminer les collections en fonction des marchés et des saisons.

Connaissance impérative des techniques marketing et expérience réussie de 4 ans *minimum à justifier (Hygiène Beauté* - grande consommation ou conseil marketing).

Sens de l'esthétique et de la mode indispensable.

Anglais souhaité.

Formation supérieure exigée.

28 ans minimum - Poste évolutif - Rémunération liée à l'expérience.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, salaire actuel, téléphone privé, sous référence 19811 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis
92522 Neuilly

GENEVE - LONDRES - MILAN

Importante Industrie EST
(400 salar. C.A. 120.000.000 de F)
recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Formation supérieure et expérience direction.
Ecrire, sous no 3.740 :
BLIQUE CONSEIL
160, avenue de Strasbourg,
54000 NANCY
Téléph. : (8) 335-42-63.

U.R.F.E.C. 2, r. B.-de-Boissieux 38000 GRENOBLE, rech. directeurs ou adjoints équipement enfance, pour poste à pourvoir au 1-10-80 académie de Grenoble. Conditions : min. 23 a., dégagé O.M., expér. + qualif. + réf. + C.V. + photo + exposé complet des motivations. - Grille P.E.G.C. (de 305 à 504), (reprise ancienneté, carrière sur 20 a.). Date lim. candidatures : 10-6-80. Jury écrit et oral : 19 et 20 juin 1980.

CHEF DU SERVICE ETUDES ET DROIT DU TRAVAIL

La Direction du personnel et des relations sociales d'une importante société d'informatique de gestion (+ de 1000 personnes en France) propose à un diplômé des Facultés de Droit (niveau maîtrise ou doctorat) un poste de responsable juridique. Il est jeune (environ 30 ans) mais connaît *bien le droit* du travail pour s'y être familiarisé dans l'entreprise pendant au moins 3 ans.
La Direction à laquelle il est rattaché est déjà bien structurée.
Sa mission implique l'animation du service des études et droit du travail (études prospectives et d'adaptation, préparation de textes, de négociations etc...) C'est une situation *basée au sud de Lyon qui nécessite une grande* disponibilité. Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitées sous référence 230 à

EKA
158, avenue de Suffren 75015 Paris.
Discrétion assurée

TMG — TECHNIQUE, METHODE, GESTION
Sous-traitance, délégation de production, manutention et maintenance industrielle. C.A. 100 000 000 F

Nous recherchons pour ORLÉANS, ROUEN, BORDEAUX

DIRECTEURS DE CENTRES

Nos Directeurs de Centre sont responsables de façon autonome de la gestion du centre de profit depuis la *détection des affaires jusqu'aux études*, la réalisation des contrats, la mise en œuvre et le suivi des chantiers.

Ils bénéficient de l'assistance du Siège à Paris pour la gestion, les études et les méthodes.

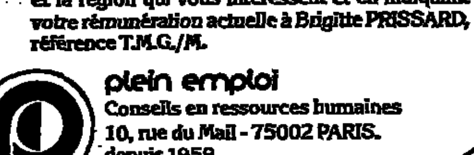
Ils ont une solide expérience de responsabilité industrielle ou de service et une pratique commerciale de type «ingénieur d'affaires».

Nous cherchons également pour ILE de FRANCE, RHÔNE-ALPES, EST, OUEST des

DÉLÉGUÉS TECHNICO-COMMERCIAUX

futurs Directeurs de Centres

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant le poste et la région qui vous intéressent et en indiquant *votre rémunération* actuelle à *Brigitte* PRISSARD, référence T.M.G./M.



Conseils en ressources humaines
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
depuis 1959.

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE ET MINIER RECHERCHE POUR SON COMPLEXE *INDUSTRIEL SITUÉ DANS LE NORD*.

2 ingénieurs métallurgistes

MINES, CENTRALE, PHYSIQUE et CHIMIE de PARIS, GRENOBLE

Débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, leur premier poste sera un poste d'études métallurgiques (hydrométallurgie ou *Pyrométallurgie*).

Ils évolueront rapidement vers un poste de production.

Postes convenant à 2 jeunes ingénieurs de haut niveau lisant couramment l'Anglais. Allemand souhaité.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez *783.11.15 Information* Carrière aux heures de bureau.

INFORMATION CARRIERE SVP
Référence : 926
On peut aussi adresser son dossier à : SVP *RESSOURCES HUMAINES*, 7, rue de Logelbach, 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

GROUPE DE SOCIETES INDUSTRIELLES ET DISTRIBUTION
grande ville SUD OUEST *engage*

Jeune controleur de gestion (réf. 2153)

Assistant du Directeur Financier et Administratif.
Diplôme ESC (options finance et comptabilité) ou Sciences Po. (section économique et financière). Expérience non indispensable mais formation complémentaire *Nord-Américaine* (MBA ou similaire) nécessaire.
Le poste requiert une excellente connaissance de la langue anglaise. Le candidat choisi présentera de réelles dispositions pour le travail d'équipe dans un groupe dynamique et en pleine expansion.

Secrétaire de direction (réf. 2154)

Connaissance parfaite de la langue anglaise et pratique courante de la sténo anglaise et française. Formation juridique indispensable (licence de droit) + école secrétariat.
Grande expérience exigée pendant au moins 5 années dans poste d'importance similaire.
Rémunération annuelle proposée 80/90.000F
Ecrire avec C.V. et photo en précisant la référence du poste à P.LICHAU SA, BP 220, 75063 *Paris cédex 02 qui transm.*

AGENCE DE PUBLICITE
recherche un

DIRECTEUR DE CLIENTÈLE H.E.C., E.S.S.E.C.

pour s'installer
dans la deuxième ville de France

Nous demandons 4 années minimum d'expérience d'agence.

Nous offrons d'excellentes conditions de travail et de rémunération.

Merci de nous transmettre un bref curriculum vitae sous le n° 850.841 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, *rue* Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



CROUZET Valence

recherche pour sa Division Aérospatiale et Systèmes

UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ

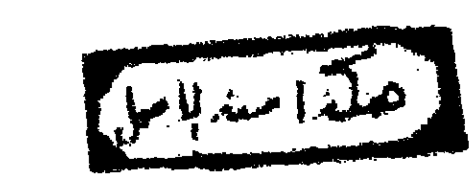
formation SUP'AERO - E.N.I.C.A. ou Grandes Ecoles

3 à 5 ans d'expérience dans le domaine des techniques numériques, temps réel, équipements et systèmes avioniques. Travail d'étude au sein d'une équipe constituée par plusieurs Sociétés pour un programme national.

Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser références, curriculum vitae et prétentions à CROUZET, Service du Personnel, B.P. 1014, 26010 VALENCE, sous la référence 165.





MODCOMP

MODCOMP est le leader de l'INFORMATIQUE TEMPS REEL dans les domaines INDUSTRIELS, SCIENTIFIQUES et TELECOMMUNICATIONS.

Les dix huit derniers mois ont vu le doublement du parc français.

D'ores et déjà les objectifs de l'année 1980 sont atteints.

Pour garantir la poursuite de cette croissance, nous recherchons :

SIX INGENIEURS COMMERCIAUX

Ils seront rattachés à notre bureau de PARIS et justifieront d'une expérience d'au moins 2 ans dans nos domaines d'application.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Préférence sera donnée à des diplomés des Ecoles Supérieures d'Ingénieurs en Informatique ou Electronique.

La rémunération annuelle sera comprise entre 120.000 et 150.000 F, plus commissions et voiture de fonction.

Adresser C.V. à MODCOMP FRANCE - Service du Personnel

17, rue des Solets - SILIC 94513 RUNGIS CEDEX 115 - Tél. : 686.72.94.

MODCOMP

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

Vous êtes titulaire d'un BTS ou d'un DUT options «chimie», «physique», «mesures physiques»,

Vous êtes jeunes (au moins 25 ans) et bien que, destinés à une activité spécifiquement «laboratoire», quelques séjours sur chantier ne vous rebutent pas,

Vous avez déjà une expérience industrielle de quelques années,

Vous êtes sensibles à la notion d'équipe qui pour vous représente l'ambiance de travail idéale.

Notre Direction TOTAL EXPLORATION PRODUCTION *vous offre de larges perspectives de* CARRIERE. Par une FORMATION PROFESSIONNELLE COMPLETE, *elle vous préparera aux activités de*

SUPERVISEURS «FLUIDES et CIMENTS»

De bonnes CONNAISSANCES en ANGLAIS sont NECESSAIRES.

Si ces perspectives vous intéressent, adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à notre Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS Cedex 16, sous la référence 80034M.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Responsable audit interne haut niveau
référence TM 604 AM

UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS DE TRAVAUX PUBLICS, implantations et activités internationales, crée le poste de **Responsable de l'Audit Interne, rattaché à la Direction Générale.**
Il s'agit d'un poste de haut niveau concernant la "vérification tournante" de l'ensemble du fonctionnement administratif des différentes agences et filiales de la société notamment dans les domaines comptables, fiscaux et douaniers.
Ce poste conviendrait à un candidat expérimenté, de formation supérieure, ayant de préférence une bonne connaissance des sociétés de travaux publics et/ou bâtiment.
Langue anglaise souhaitée.
Poste banlieue Sud-Ouest Paris, déplacements fréquents.

Plant controller
référence YR 608 CM

SAFT GROUPE CGE *recherche pour son établissement de* **Bordeaux, le Responsable des Services Contrôle de Gestion et de Comptabilité.**
Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESC (finances - comptabilité) ayant minimum 5 ans d'expérience en contrôle de gestion (solides connaissances en comptabilité analytique nécessaires) acquise en milieu industriel.
Poste intéressant pour candidat capable d'animer une équipe de 15 personnes et d'être le conseiller dynamique des opérationnels.

ECP, Mines, AM, ESE pour responsabilités opérationnelles en usine
référence WP 607 AM

UNE SOCIETE EN FORT DEVELOPPEMENT (CA 300 millions) filiale d'un des premiers groupes industriels français, plusieurs unités de production modernes et automatisées, recherche un Ingénieur Confirmé.
Il aura environ 10 ans d'expérience opérationnelle en production et travaux neufs, acquise de préférence dans une industrie de process.
Sa première mission sera d'étudier les problèmes de développement dans une usine en production (déplacement d'ateliers, organisation de service, amélioration de productivité).
Ses qualités d'opérationnel lui permettront d'évoluer ensuite rapidement vers des responsabilités de direction d'un établissement.
Lieu de travail : environ 100 km de Paris.
Rémunération : 160.000 F +.

Adjoint directeur études et recherche
référence VO 606 AM

UNE SOCIETE D'EQUIPEMENT POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE (plus de 2.000 personnes) *soucieuse* d'adapter constamment ses produits à l'évolution technologique crée un poste **d'Adjoint au Directeur Etudes et Recherche.**
Après une familiarisation aux produits et aux techniques utilisées (mécanique précise, matières plastiques, électronique), il assistera le Responsable du département dans le suivi et la coordination de travaux d'études et d'industrialisation, et participera à des missions de liaison avec les clients et la fabrication.
Ce poste convient à Ingénieur Confirmé (AM + ESE apprécié) dont la compétence technique fait autorité et ayant exercé au moins à un niveau Chef de Projet *dans des services d'études et développement d'industrie de série.*
Lieu de travail : Paris.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

Directeur régional

Le développement commercial de cette Société, spécialisée dans la vente de produits alimentaires aux collectivités, entraîne la recherche d'un nouveau Directeur Régional.
Sa fonction essentielle, classique, est l'animation, la gestion et le contrôle de l'activité d'une équipe de six délégués.
Mais il doit aussi superviser la gestion d'un entrepôt (expéditions, facturation, approvisionnement, etc...).
Le titulaire de ce poste doit avoir une réelle expérience de l'encadrement d'une *équipe de vente, accompagnée d'une bonne pratique de la* gestion. Toutefois, c'est avant tout un leader capable de mettre en place et d'animer les moyens nécessaires pour l'atteinte des objectifs.
La connaissance de la restauration commerciale serait un atout supplémentaire.
Zone d'activité : la Région Parisienne.
La rémunération qui comporte un fixe important auquel s'ajoute un intéressement, est de l'ordre de 150 000 F/an.

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui adresser leur candidature sous référence DN 525 M.

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 Paris.

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

ÉDITIONS PARIS

Très importante maison d'édition publiant:
- albums pour enfants;
- *collections de livres pour la jeunesse;*
- documents;
- guides, livres-cadeaux, ...

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT

Ce collaborateur de haut niveau a une connaissance complète et moderne du marketing, du budget dans le cadre d'une direction par objectifs.

Il a une grande expérience des problèmes commerciaux et de gestion, de la promotion, de l'animation des ventes dans tous les canaux de distribution. *Responsable de ses résultats, il est capable de* définir une stratégie commerciale et de l'appliquer.

Ce collaborateur participe à l'élaboration de la politique d'édition.
La réussite à ce poste suppose une expérience du secteur de l'édition.

Écrire avec C.V. détaillé et prétentions, sous réf. 79248 M à D. JOUSSET.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

Directeur Commercial

170 000 F +

BRANCHE AUTOMOBILE

Nous avons besoin d'un jeune manager : *nous sommes la filiale de distribution d'une entreprise bien connue du secteur automobile et nous avons avec elle des relations tout à fait priviligiées. Nous voulons maintenant en accord* avec elle, affirmer notre autonomie en distribuant d'autres pièces détachées.

Nous attendons de notre futur Directeur Commercial qu'il dynamise et structure notre équipe de vente, qu'il soit associé à la recherche des nouveaux produits, qu'il en assure le lancement, et qu'il mette en place et contrôle une véritable politique de distribution d'abord en France et peut-être ensuite à l'étranger.

Sa personnalité doit lui permettre de s'adresser à tous les niveaux de notre clientèle.

Il doit avoir **une solide formation commerciale style Ecole de Commerce et/ou MBA**, avoir une expérience de la vente sur le terrain et avoir été responsable d'un service commercial dans un secteur très concurrentiel.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 801112 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre *Département Industrie.*
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BKC 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

développement des ressources humaines

La direction des Relations Humaines d'un groupe industriel de notoriété internationale en expansion crée le poste de

RESPONSABLE ETUDES ET METHODES

En liaison directe avec les responsables opérationnels,
- il conçoit et fait évoluer les outils permettant d'établir les tableaux de bord, statistiques et informations liés à la gestion du personnel,
- il établit le bilan social,
- il met en place les procédures de gestion et administration du personnel,
- il propose et met en œuvre *la politique de rémunération.*

Ce poste est confié à un cadre de la fonction personnel ou à un informaticien, alliant une bonne capacité d'initiative et d'innovation à *un solide sens de la* rigueur.

Il pourra faire évoluer sa carrière vers *des postes à responsabilités plus globales* au sein du Groupe, en France ou à l'Etranger.

Adresser candidature et prétentions sous référence 7439 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Procofrance

Filiale du groupe américain PROCON UOP spécialisée en études et réalisations d'installations pétrolières et pétrochimiques recherche

1 Ingénieur Electricien

GRANDE ECOLE

Au sein d'une équipe de sa spécialité, il établira les spécifications techniques pour l'établissement des devis par les fournisseurs et assurera le suivi des commandes en liaison avec les autres services de la Société.
Les candidats auront environ 3 ans d'expérience professionnelle.
La connaissance de l'anglais est indispensable pour ce poste qui est à pourvoir à PARIS - LA DEFENSE.

Les candidatures seront étudiées avec toute discrétion par : PROCOFRANCE
Direction des Relations Humaines
- Tour Fiat -
92084 Paris la Défense cedex 16

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

filiale d'un groupe important

Siège à Paris - 3 usines en Province
effectif 550 personnes - C.A. 200 Millions de Francs
en expansion régulière

recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE-CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

(chargé de diriger une petite équipe)

Sa fonction consistera à :
- Participer à l'élaboration des budgets et des plans.
- Assurer l'élaboration des documents analytiques de synthèse.
- Suivi des budgets.
- Élaboration et contrôle des procédures.

Le candidat (homme ou femme) âgé de 30 ans minimum doit avoir une solide formation comptable (niveau DECS) et une expérience professionnelle l'ayant préparé à assurer ces responsabilités.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 94723 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE

Proche Banlieue Sud

recherche

techniciens-électroniciens

Titulaires du BTS ou DUT pour :
- études de sous-ensembles logiques microprogrammés ou pilotés par microprocesseurs ;
- études de circuits émission - réception V/UHF ;
- études de circuits dans le domaine de la synthèse de fréquence.

Expérience antérieure appréciée. *Réf. D 45*

*

technicien électronicien

NIVEAU IV

pour études de sous-ensembles électroniques faisant partie de systèmes mini-informatiques. *Réf. D 50*

*

ingénieur position II

Spécialiste émission - réception dans les bandes VHF/UHF. *Réf. D 45*

techniciens niveau V

pour son Service Formation Clients

Les candidats travailleront en équipe avec un ingénieur pour la formation de techniciens à l'utilisation et à la maintenance de terminaux scientifiques d'ordinateurs.

Bonne connaissance d'une langue étrangère (anglais, allemand ou russe). *Réf. D 61 F*

*

technicien-électronicien

NIVEAU IV

Ayant bonnes connaissances en électronique logique et quelques notions d'informatique pour contrôle et dépannage de matériel électronique. *Réf. D 62*

*

technicien niveau V

pour son Service Maintenance

Chargé de la maintenance de terminaux scientifiques d'ordinateurs Paris/Province.

Connaissance des techniques numériques et de la télévision. *Réf. D 61 M*

*

jeune ingénieur informaticien

pour son service technique, 1 à 2 ans d'expérience, chargé d'études pour conception de matériel entrant dans les systèmes mini-informatiques (connaissance MITRA 15 appréciée). *Réf. D 50*

Adresser curriculum vitae détaillé et rémunération souhaitée sous No 59.258, CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, en précisant la référence du poste choisi.

Une affaire familiale de constructions industrielles légères, située en Normandie à 300 km de Paris dans un site très agréable et comptant 300 personnes, cherche

un chef des services comptables et financiers

Homme de confiance de la direction générale, il gère la comptabilité générale, la comptabilité analytique (à développer), la trésorerie, renforce l'outil informatique et, bien sûr, fournit bilans et CE.

C'est un professionnel de la comptabilité-finances de 38 ans minimum, capable de diriger une dizaine de collaborateurs et de gagner progressivement estime et confiance.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3807 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs Logiciel

Grandes Ecoles ou Universités

Un important constructeur de **MATERIEL DE PERI-INFORMATIQUE**, leader sur son marché, recherche des **INGENIEURS LOGICIEL** pour participer au développement de son activité **BUREAUTIQUE**.

Les candidats possèderont 1 à 2 ans d'expérience en réalisation de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateur, ou seront débutants avec une formation informatique.

Ils maîtriseront au moins l'assembleur et un langage évolué. Une expérience en **TRAITEMENT DE TEXTES** serait un atout important.

Lieu de travail : **REGION PARISIENNE SUD.**

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 12 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

Précisez éventuellement sur l'enveloppe le nom des sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact. Il sera répondu à toutes les candidatures.

MEDIA PA

Chef de Service Formation

pour une société pas comme les autres...

160 - 180 000 F/an

Soucieuse de valoriser son potentiel humain, notre société (4 000 personnes, dont environ 40 % de cadres) filiale d'un grand groupe international, a développé en matière de gestion des ressources humaines, une politique dont le caractère d'avant-garde est unanimement reconnu.

Identifier les potentiels internes, prendre en charge leur devenir en les préparant à assumer de nouvelles fonctions, telles sont de façon schématique les principales dominantes de cette politique.

Aujourd'hui, nous renforçons notre équipe et nous recherchons le **CHEF de notre SERVICE FORMATION.**

Ce que nous attendons de ce nouveau collaborateur c'est, bien sûr, une bonne connaissance des problèmes de formation et plus généralement de la fonction personnel, mais aussi, le goût de l'innovation, des qualités de manager et un intérêt marqué pour les aspects psycho-sociologiques de l'entreprise.

Agé d'une trentaine d'année, il sera diplômé de l'enseignement supérieur et aura une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Dans une structure jeune, évoluant dans un secteur d'activité de pointe, de larges perspectives d'évolution sont envisageables pour un candidat à fort potentiel.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 5 180 M à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.

MEDIA PA



Ingénieurs Grandes Ecoles

Etudes de Matériels

cimsa

Filiale de THOMSON-CSF INFORMATIQUE, CIMSA - Compagnie d'Informatique Militaire, Spatiale et Aéronautique - est spécialisée dans l'informatique exploitée en environnement «sévère».

Dans le cadre de son département ETUDES de MATERIELS, CIMSA recherche des INGENIEURS pour :

Etudes de Matériels Electroniques

- Alimentation,
- Systèmes bouclés. (Réf. IM/M1)

Etudes de Matériels Logiques

- Définition d'architecture informatique,
- Développement du matériel correspondant. (Réf. IM/M2)

Quelques années d'expérience dans ces types d'activités sont souhaitables.

Ces ingénieurs auront la responsabilité d'un groupe de techniciens.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant la référence choisie à Edwige DACQUAY, Service Emploi-Formation de CIMSA 10/12, Avenue de l'Europe - B.P. 44 - 78140 VELIZY.

MEDIA PA



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

recherche
pour compléter son equipe d'Audit Interne

UN JEUNE AUDITEUR

ayant une formation comptable supérieure (diplôme d'expertise comptable ou certificat supérieur de révision comptable).

La connaissance de l'anglais et la disponibilité à l'expatriation favoriseront son évolution de carrière.

Veuillez adresser lettre manuscrite avec CV et photo au Service Recrutement, 5 rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16 en indiquant la référence 80037 M.

BUREAU D'ETUDES

Spécialisé dans le Bâtiment
recherche son

DIRECTEUR

INGENIEUR DIPLOME
(Centrale, Ponts, E.T.P. etc...).

Il devra justifier d'une expérience réussie minimum de 5 années, en Bureau d'Etudes et/ou en entreprise. Le candidat retenu aura également de bonnes aptitudes commerciales. Un salaire fixe peut être complété par un intéressement aux résultats.

Envoyer CV et prétentions
sous référence PB 02 à :
COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy
75012 PARIS
qui traitera les candidatures
en toute discrétion.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

LOGISTA

recherche pour réaliser, à Paris ou en province, des projets informatiques, techniques et de gestion

ingénieurs informaticiens

DÉBUTANTS. Réf. 01

Issus de la section Informatique automatique ou équivalente de leur école.

EXPÉRIMENTÉS. Réf. 02

Forts de 1 à 5 ans de pratique de l'Informatique et d'une grande ouverture d'esprit.

Date d'entrée comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1980.

Il sera répondu à toutes les lettres qui comporteront une *demande* manuscrite d'emploi, un C.V. détaillé et une photo.

Préciser la référence du poste, la date de disponibilité et la région *souhaitée.*

A. GHERSON, LOGISTA, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

Emplois et Carrières

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
situé à PARIS
recherche

FISCALISTE

Il conseillera les responsables du groupe dans le domaine de la fiscalité et veillera à l'application des procédures internes.

Il coordonnera le traitement et le réglement des questions fiscales concernant les filiales du Groupe, en France.

Le candidat doit être titulaire d'une Maitrise en Droit et disposer de solides connaissances comptables (expertise *comptable souhaitée*).

Anglais lu, parlé, écrit "impératif".

Expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 59179, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

IMPORTANTE SOCIETE CONSTRUCTIONS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES
BANLIEUE SUD PARIS
recherche

TECHNICIENS

Orientation Informatique de process

Pour participation à l'étude, la réalisation et la mise en œuvre de systèmes informatique industriels.
Libérés OM.

- Situation à caractère évolutif.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions
sous la référence 1290 M à :
PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 Paris
(qui transmettra)

Nous sommes un **GROUPE INDUSTRIEL** *et* **COMMERCIAL IMPORTANT** qui réalise 75 % de son C.A. avec les

Constructeurs Automobiles

européens principalement. Nous recherchons pour un de nos départements

Marketing Industriel

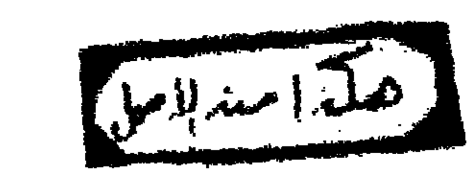
UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation supérieure mécanique (**Arts et Métiers, INSA ...**), responsable du **SUIVI DES ESSAIS** de nos produits chez les *constructeurs jusqu'à leur* **HOMOLOGATION.**

Homme de contact, cet ingénieur garde un vif intérêt pour l'évolution technique des produits (liaisons fréquentes avec les *services techniques*) et *applique* la politique produit de son département.

Comme l'activité s'exerce au plan européen, il est nécessairement bilingue Anglais et a déjà 5 ans d'expérience industrielle chez un *constructeur automobile* par exemple.

Adresser photo, CV et prétentions sous référence 4592 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra



ALLIBERT
manutention

Ingénieur
responsable du Département «Cuves»

Les cuves ALLIBERT : ce sont des solutions nouvelles et très adaptées au stockage de liquides fragiles ou corrosifs. ALLIBERT les a imaginées et les fabrique à partir de procédés technologiques entièrement originaux.

Le Responsable du Département «Cuves» est le patron de ce produit: c'est lui qui détermine les objectifs commerciaux et c'est lui qui les fait réaliser en apportant un appui personnel sur le terrain à la force de vente. Il négocie directement les équipements importants ou complexes. Il est, bien sûr, par définition, impliqué au premier chef dans les recherches de développement et d'innovations et dans le suivi des fabrications. C'est lui enfin qui administre et qui gère le département (commandes, devis, litiges, livraisons....).

C'est un ingénieur (mécanique, génie chimique.. plusieurs problèmes actuels concernent la résistance des matériaux, la chaudronnerie, l'utilisation de nouvelles matières). C'est également un homme de dialogue et de négociation : ses interlocuteurs privilégiés sont le réseau et les clients (il a donc une première expérience commerciale en milieu industriel).

Il a enfin une large délégation de décision: le département est son affaire.

Il est basé à Paris, effectue de rapides et assez fréquentes missions sur tout le territoire.

Merci à Messieurs les Ingénieurs qu'intéressent ces responsabilités d'adresser leur dossier à SEFOP sous référence AM 523 M.

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

LA BANQUE SOFINCO LA HENIN
recherche des

Informaticiens

pour renforcer l'encadrement de son centre de traitement informatique installé à ÉVRY (Essonne).
- Vous avez l'expérience des grands systèmes.
- Vous avez animé des équipes.
- Vous êtes intéressés par l'exploitation d'un important centre de traitement.

Participez avec nous au développement de notre centre de traitement informatique avec mise en œuvre :
- de mémoire de masse;
- d'imprimantes à laser;
- d'automatisation de la production informatique.

IBM 3033 - BI-PROCESSEUR 158
IBM 8100 - BURROUGHS B 800/1900
350 TERMINAUX
RÉSEAU NATIONAL

Les avantages sociaux sont ceux de la convention collective bancaire auxquels s'ajoute un accord d'entreprise prévoyant notamment des facilités pour d'éventuels rapprochements du domicile au lieu de travail à ÉVRY (Essonne) dans un parc de près de 5 hectares.

Candidatures et C.V. sont à adresser à Monsieur CASABIANCA, 91038 ÉVRY CEDEX.

SOFINCO

LA HENIN

HAVAS CONTACT

ESSO CHIMIE
occupe une position importante dans son secteur aussi bien qu'à l'intérieur du Groupe ESSO (C.A. 3,3 Milliards de Francs dont 31 % à l'exportation).
Ses dimensions actuelles et ses objectifs lui permettent de prévoir d'importants développements.
Elle souhaite renforcer et diversifier son potentiel dans divers domaines et préparer ainsi ses futures *structures d'encadrement.*

Elle propose à plusieurs jeunes

ingénieurs grandes écoles

X - Centrale, Mines, A & M., Supelec + Formation souhaitée en Gestion, Finances, Marketing, Informatique...

une première affectation dans son usine de la Région du HAVRE. Au sein de divers départements, ils se formeront à nos activités et acquerront la connaissance de nos structures tout en assumant rapidement des responsabilités opérationnelles.
La dimension internationale de notre groupe nous permettra ensuite de leur proposer diverses affectations en France et à l'étranger.
Ces postes s'adressent donc à des Ingénieurs attirés par des responsabilités très diversifiées.
Faut-il préciser que l'anglais est indispensable?

Les candidatures sont à adresser, sous réf. MB/2 à la Direction des relations sociales

Esso CHIMIE

6, avenue André-Prothin
Cedex 2,
92080 PARIS-LA DÉFENSE

HAVAS CONTACT

ENTREPRISE DE 400 PERSONNES
DE SERVICES (BATIMENT)
EN EXPANSION

Recherche

ADJOINT DIRECTION TECHNIQUE

PROFIL :

— Ingénieur diplômé Thermicien ou B.T.P. ou Arts et Métiers.
— Minimum 30 ans.
— Exigé 5 ans de pratique terrain et organisation.

MISSIONS :

Mise au point de méthodes et de normes + étude postes de travail + planning + contrôles + suivi administratif + formation du personnel + gestion du personnel + gestion de budgets + liaisons inter-services.

Avant premier contact, envoyer C.V. + photo + rémunération souhaitée, N° 47 148 sur enveloppe à :
J.R.P. 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra.

(Discrétion et réponse assurées.)

Laboratoire pharmaceutique français recherche pour son service PHARMACOTECHNIE en banlieue Sud de Paris, un

jeune pharmacien

qui prendra en charge la préparation des matériels pour essais cliniques.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une première expérience industrielle ou en pharmacie d'hôpital, ou à un débutant.

Envoyer CV et photo sous réf. 8689 à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Première entreprise française d'ingénierie, dans un domaine technologique très avancé, nous concevons et réalisons des ensembles industriels clé en main de grandes dimensions, en France et à l'étranger.
Souhaitant renforcer les moyens de notre Département Estimations-Devis nous recherchons un :

Ingénieur Estimation

Le candidat recherché possède au moins 5 années d'expérience professionnelle acquise dans des entreprises pétrochimiques, sidérurgiques ou nucléaires.

Il peut justifier de compétences solides en fabrication et montage d'équipements *mécaniques et chaudronnés*, en achats de matériels et analyse de devis.

Il sera chargé, au sein d'une équipe de spécialistes, d'estimer les coûts d'achats de matériels ou marchés de travaux nécessaires à nos réalisations (grosse chaudronnerie, électricité, circuits fluides, marchés de sous-traitance locale en France et à l'étranger...).

Les nombreux contacts qu'il entretiendra avec tous les secteurs de l'entreprise (services de projets, d'études, départements commerciaux etc...), lui permettront d'évoluer vers d'autres fonctions.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous la référence 79261 M à HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



recherche pour son département
TELECOMMUNICATIONS
CONTROLE INDUSTRIEL

Ingénieur Responsable Service Notices

Le poste implique une double responsabilité :
- au niveau des travaux internes concourant à la rédaction et à l'édition de documents,
- au niveau des sous-traitances externes de *travaux de documentation.*

Ecrire avec Curriculum Vitae détaillé et prétentions au Service du Personnel - SINTRA 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES. (Réponse et discrétion assurées).

MEDIA 9A

CGR La Compagnie Générale de Radiologie

Filiale du Groupe Thomson recherche dans le cadre de l'expansion du DEPARTEMENT DES APPLICATIONS INDUSTRIELLES DANS LE DOMAINE DU CONTROLE NON DESTRUCTIF

Ingénieur - Réalisateur

ENGENIERIE ET SYSTEMES

De formation Arts et Métiers, IDN ou équivalent.
Expérience Industrielle dans service travaux neufs de 5 à 10 ans.
Sera chargé de la définition d'un cahier des charges d'installations de contrôle, du suivi de réalisations : étude et sous traitance, de la présentation en recette.
Possibilité de déplacements France et étranger.

A.T. Electroniciens

Niveau V

B.T.S. — D.U.T.

Ayant quelques années de pratique en labo.
Connaissances microprocesseurs appréciées.
Pour recette et mise au point d'appareils de contrôle industriel utilisant techniques ultrasons, émission acoustique, courant Foucault.
Formation assurée.

Nous vous remercions d'adresser *vos CV, photo et prétentions* au Service du Personnel - CGR - 52, Boulevard Galliéni 92133 ISSY LES MOULINEAUX.
Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

ARIANESPACE

Lieu de travail : EVRY (91)

recherche

1) Son CHEF COMPTABLE

— titulaire D.E.C.S. ou formation supérieure équivalente.
— expérience minimum 5 ans de comptabilité industrielle avec utilisation d'informatique de gestion.

Ce cadre doit être capable de maîtriser l'ensemble des travaux comptables de l'entreprise (paye, comptabilité générale et analytique, connaissance et pratique de la fiscalité courante, déclarations diverses) sous contrôle d'un expert comptable.

Connaissances informatiques et comptabilité plurimonétaire appréciées.

2) La SECRÉTAIRE TRILINGUE du DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

De très bon niveau de culture générale, capable de rédiger en français, anglais, allemand et de seconder le Directeur appelé à de fréquents déplacements.

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste où la pratique de ces langues est courante.

Adresser C.V. et prétentions à ARIANESPACE, rue Charles Baudelaire. — 91000 EVRY.

MINISTERE DE LA DEFENSE
LA DIRECTION TECHNIQUE DES ARMEMENTS TERRESTRES
Groupement Industriel des Armements Terrestres,
recherche pour son Siège :

1 INGENIEUR TECHNICO-ADMINISTRATIF

de formation technique, *ENSI ou équivalent, débutant ou quelques années* d'expérience. Il sera chargé au sein de la division production, de l'organisation, du suivi de la production et des relations avec les fournisseurs. Ce poste nécessite de la part du candidat, de bonnes qualités de synthèse et d'analyse ainsi qu'un intérêt certain pour les problèmes économiques.
La rémunération de début sera de l'ordre de 80.000 Francs par an.

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

de formation technique, BTS, DUT ou équivalent. Il se verra confier la gestion de produits, élaboration des plans, suivi et adaptation des charges de production. Il lui sera demandé de bonnes qualités d'ordre et de méthode, des connaissances en mécanique générale, optique ou asservissements seront appréciées.
La rémunération de début sera de l'ordre de 65.000 Francs l'an.

Lieu de travail pour les deux postes : SAINT CLOUD (Hauts de Seine).

Adresser C.V., prétentions et photo aux
ECOLES SUPERIEURES DE L'ARMEMENT TERRESTRE - *Service PS*
24, avenue Prieur de la Côte d'Or - 94114 ARCUEIL Cedex
— Avant le 5 Juin 1980 —

IMPORTANT SECTEUR INDUSTRIEL

EN PLEINE EVOLUTION
ENGAGE POUR SES CENTRES DE RECHERCHE

INGENIEURS DEBUTANTS

GRANDES ECOLES

(centrale, mines, polytechnique, ensam, enseeg, supelec)
INTERESSES DANS UN PREMIER TEMPS PAR LA RECHERCHE APPLIQUEE

NOUS VOUS PROPOSONS :
après une courte période d'adaptation de vous intégrer dans des *équipes pluridisciplinaires* (physiciens, métallurgistes, électroniciens, électro-mecaniciens) disposant de moyens puissants d'investigation et de traitement de l'information.

SUR QUEL PROGRAMME ?
Vous serez amenés à participer à :
- la conception, la réalisation et l'exploitation de pilotes semi-industriels ou industriels,
- la mise au point de moyens de mesure et à l'automatisation de procédés métallurgiques,
- aux études relatives aux propriétés et à *l'utilisation des matériaux et à la mise au point* de procédés de contrôle.

Bien entendu, les *économies d'énergie et de matières premières, le respect de l'environnement et l'amélioration des conditions du travail* qui revêtent pour notre profession une importance particulière rentrent dans le cadre de ces activités.

DANS QUEL CLIMAT ?
Le jeune ingénieur jouira d'une liberté considérable laissant libre cours à l'initiative, l'imagination et la création. Il devra être apte à travailler en équipe, à comprendre et à convaincre les hommes. Il aura la possibilité d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie, les laboratoires d'Université et de grandes écoles ainsi qu'avec des organismes étrangers (ce qui nécessite l'usage de la langue anglaise).

ET APRES ?
Après quelques années, au service de notre profession, dans la *recherche appliquée*, vous pourrez évoluer vers *une carrière industrielle* sans repasser par le marché du travail.

Si vous le souhaitez, une évolution plus rapide vers l'industrie peut être programmée dès votre arrivée dans notre centre.

De toute manière, ayant pris connaissance du *champ d'activité de notre profession*, vous pourrez vous orienter, en toute connaissance de cause, vers une fonction tenant compte au mieux de vos aspirations.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à No 53113 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs

Grandes Ecoles ou Universitaires
Option Informatique

cimsa

Filiale de THOMSON-CSF *INFORMATIQUE. CIMSA - Compagnie d'Informatique Militaire, Spatiale et Aéronautique* - est spécialisée dans l'informatique exploitée en environnement «sévère».
Dans le cadre de son activité «SYSTEMES TEMPS REEL» CIMSA offre actuellement d'excellentes opportunités à des INGENIEURS.

Informaticiens: 3 Types de Postes

1. Spécification, réalisation et intégration de : LOGICIEL temps réel.
   Connaissance MITRA 125 et LTR souhaitée. (Réf. IELA/1)
2. ETUDES liées à la définition, à l'exploitation et à la maintenance d'ordinateurs TEMPS REEL. (Réf. IELA/2)
3. ETUDE et REDACTION de spécifications techniques de matériels informatiques. (Réf. IELA/3)

Une expérience de 3 à 5 ans dans une activité analogue serait appréciée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en indiquant la référence du poste choisi à *Edwige DACQUAY Service Emploi-Formation de* CIMSA *10/12, Avenue de l'Europe - BP 44* 78140 VELIZY.

MEDIA



THOMSON-CSF
INFORMATIQUE

FERODO

recherche

AUDITEUR INTERNE

Expertise comptable ou grande école de gestion + *DECS, 3 à 5* ans d'expérience en cabinet ou dans une direction de l'audit d'un groupe international. Vous serez responsable de missions de contrôle interne comptable et financier *dans les 70 sociétés* du Groupe. La *connaissance de l'espagnol ou de l'anglais* est nécessaire.
Poste à PARIS (17e), déplacements fréquents et de courte durée en France et à l'étranger. Réf. 34944/1

INGENIEUR MARKETING ACHATS

diplômé grande école d'ingénieur, environ 5 ans d'expérience opérationnelle ou fonctionnelle des achats. Nous développons notre direction des achats au niveau du Groupe. Au sein de cette équipe responsable de la politique achat, vous améliorerez ou créerez et vous mettrez en oeuvre les outils et méthodes *de coordination* des achats réalisés par nos sociétés françaises et étrangères. En liaison avec les responsables achats opérationnels vous analyserez les évolutions de nos principaux marchés *stratégiques*. Vous animerez les relations entre le Groupe et ses grands fournisseurs. Vous construirez votre fonction en bénéficiant d'une large autonomie.
Poste à PARIS (17e). Réf. 34944/2

INGENIEUR D'ETUDES

diplômé grande école d'ingénieurs mécanique - électromécanique, 2 à 4 ans d'expérience bureau d'études ou méthodes. Pour les moteurs électriques de *grande série* entrant dans *nos ensembles de chauffage et climatisation automobile*, vous serez chargé des études et développements technologiques visant à améliorer les conditions économiques de *fabrication* de ces produits.
Poste à LA VERRIERE (78). Réf. 34944/3

INGENIEUR DE VENTES PRODUITS INDUSTRIELS

Ingénieur mécanicien, 3 à 5 ans d'expérience. Pour l'une de nos lignes de produits d'équipement automobile mécanique, vous serez chargé des relations techniques et commerciales auprès de la construction automobile française. Vous *assurerez et coordonnerez les relations avec le client, de la définition du* cahier des charges à l'homologation du produit et à la négociation du contrat commercial.
Poste à ST OUEN (93) Réf. 34944/4

INGENIEUR ORGANISATION INDUSTRIELLE

Nous renforçons la Direction de l'Organisation, de nos activités d'équipements automobile mécaniques et thermiques.
Vous participerez à la définition ou à l'amélioration des principes et *techniques d'organisation et serez responsable de leur mise en oeuvre par les* missions d'organisation (du diagnostic à la réalisation) qui vous seront confiées dans nos divisions françaises et étrangères. Nous recherchons un ingénieur diplômé grande école ayant une expérience de 3 à 5 ans en production ou en organisation et susceptible, par son potentiel, de créer et développer son service. Poste à ST OUEN (93). Réf. 34944/5

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE DANS LE GROUPE

Adresser CV, prétentions et photo (avec la référence du poste)
GROUPE FERODO *Service Recrutement*
43, rue Bayen — 75017 PARIS

jeune attaché commercial

Formation Supérieure Commerciale ou Technique.
26 ans minimum
Dérivés du pétrole à usage industriel.

Filiale française d'un Groupe important, notre Société produit et commercialise, entre autres, une large gamme *de dérivés spéciaux du pétrole à usage industriel.*
Nous recherchons un jeune commercial, mobile et *réalisateur pour lui confier la responsabilité du* développement de nos marchés en milieu industriel **(matières plastiques, pharmacie, cosmétiques ; lubrifiants, produits pour les industries mécaniques).**
Rémunération fixe. Large autonomie. Expérience appréciée des *marchés concernés.* Poste basé à Paris.

Pour informations complémentaires
et rendez-vous éventuel, appeler 763.11.15.
INFORMATION CARRIERE, aux heures de bureau,

Référence : 866.

INFORMATION CARRIERE SVP

Si vous le préferez, adressez votre candidature à SVP Ressources Humaines, 7, rue de Logelbach, 75017 Paris.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

Prendre la DIRECTION d'une société spécialisée dans l'utilisation de la

télématique

comme outil de Promotion Commerciale pour des Sociétés de grande consommation, de services et de biens d'équipement, c'est la possibilité qui est offerte à

jeune manager

ayant une formation MBA, HEC, ou équivalent, 5 années minimum d'expérience commerciale, acquise de préférence dans un cabinet ou une société privilégiant les solutions créatives et novatrices dans leurs techniques de commercialisation et de promotion et souhaitant investir ses qualités « d'entrepreneur » dans un créneau d'activité qui est en plein développement.

Il aura les pleins pouvoirs pour :
- *animer une équipe de Consultants ;*
- *développer le C.A. de la Société ;*
- *développer et lancer des produits nouveaux.*

Rémunération : Fixe + intéressement aux résultats.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1856 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par



10, rue de la Paix - 75002 Paris.

GCT

COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES
associée à un important groupe mondial, leader *dans les techniques les plus avancées en communications,* et consacrant 15% de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement,
recherche pour ses **ACTIVITES D'EXPORTATION**

INGENIEURS
débutants et confirmés

pour élaboration
d'offres techniques en commutation
et *transmission numériques.*

Aux candidats, nous proposons des possibilités d'avenir dans des domaines en pleine évolution : commutation avec intégration de *services nouveaux,* Télématique, etc....

Ecrire avec C.V. et rémunération souhaitée au Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15 ou téléphoner pour Rendez-Vous 545.29.40.

Nous sommes un groupe de premier plan spécialisé *dans la MAISON INDIVIDUELLE*

Nous renforçons notre encadrement commercial par des

HOMMES DE TEMPERAMENT

Vous avez une formation supérieure : commerciale *ou marketing (Sup de CO, ESSEC, mais aussi* pourquoi pas une formation universitaire voire même auto-didacte).

Vous êtes jeunes (25-30 ans) mais disposez déjà d'une première expérience professionnelle (vente, animation commerciale). Une expérience en *Maison individuelle* sera vivement appréciée.

Vous vous sentez l'âme d'un entrepreneur et vous souhaitez vous exprimer en construisant et en *développant l'unité commerciale dont vous auriez* la responsabilité.

Vous êtes capable de vous passionner pour votre *métier (travail, efficacité, goût de convaincre,* mobilité) et vous recherchez une entreprise où *les possibilités d'évolution de carrière* sont réelles.

Venez rejoindre notre équipe commerciale qui crée actuellement des postes de :

RESPONSABLES DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Pour renforcer notre présence sur le terrain en *Région Ile de France* (banlieue parisienne SUD et OUEST).

En d'autres termes vous serez responsable sur votre *région comportant au moins 2 points de vente,*
- Du recrutement, de la formation et de l'animation de l'équipe commerciale
- Des relations avec la clientèle à travers votre réseau commercial.
- *Des contacts avec les administrations, banques,* notaires etc ... plus particulièrement des relations publiques au niveau de votre région.

MANAGER REGIONAL

- *Vous participerez à l'élaboration de la politique* marketing et publicitaire de l'entreprise afin de «mieux coller» au marché local dont vous avez la responsabilité.
- Vous appliquerez la stratégie commerciale et vous veillerez à la réalisation des objectifs de *vente que vous déterminerez avec la Direction* Commerciale.

Discrétion totale assurée.

Ecrire à no 59316 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Importante entreprise de bâtiment gros œuvre, dans le cadre du développement de son
BUREAU d'ETUDES PRIX EXPORT
situé à Paris, recherche

INGENIEURS d'ETUDES

BILINGUES ANGLAIS

De formation grande école spécialité Bâtiment - T.P., les cadres que nous recruterons auront acquis une réelle maitrise des études prix et de la préparation des marchés à l'étranger, de préférence pour les pays du moyen-orient.

Des déplacements de courte durée sont à envisager.

Adresser curriculum vitae détaillé expérience et préciser prétentions de salaire sous référence 12155 à COFAP *40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.*



THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT

ingénieurs-électroniciens

ayant 2 ou 3 années d'expérience
un monde passionnant s'ouvre à vous :

LA SIMULATION

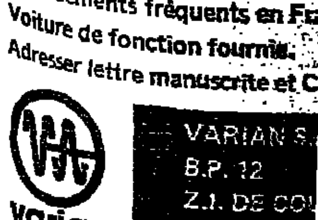
pour faire face à une expansion continue importante, l'un des *premiers grands constructeurs* mondiaux de **simulateurs**, implanté en **Région Parisienne** et ayant une filiale aux **Etats-Unis**, offre de nombreux postes d'avenir disponibles *immédiatement* dans les domaines suivants :

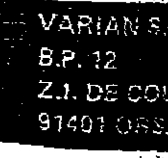
- *électronique générale,* • *calculateurs rapides,* • *techniques VIDEO.*

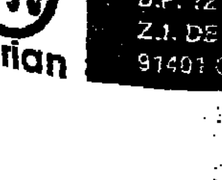
POUR TOUS CES POSTES, LA PRATIQUE DE L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE.

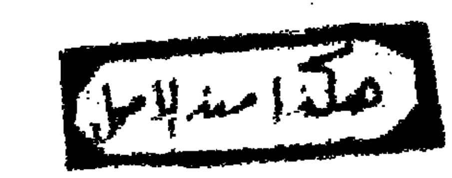


Adressez rapidement votre C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence IC.80/21/M à A. de BEJARRY, THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT - B.P. 116 - 78192 Trappes Cedex.









ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

offres d'emploi

GAMMA
GROUPE HAY

En association avec le Groupe HAY, GAMMA International poursuit son développement en France et à l'Etranger. Actuellement 80 consultants interviennent sur des missions variées. Le potentiel doit être augmenté par la cooptation de plusieurs

Consultants

qui se joindront à des équipes ayant les activités suivantes :

Gestion Automatisée : conception, réalisation et *mise en place de systèmes d'information pour* toutes les fonctions de l'entreprise. Schéma directeur. *Audit*. Bureautique.

Organisation industrielle : *productivité*, amélioration des conditions de travail, contrôle de production.

Nos clients sont en majorité de Grandes Entreprises, appartenant à tous les secteurs économiques, et de Grandes Administrations.

Nous recherchons des ingénieurs diplômés d'une grande école (X, ECP, Mines, A.M., Supélec, Ponts...) à deux niveaux :

- *Débutant (moins de 3 ans d'expérience),*
- *Vie professionnelle* de 5 à 7 ans, en cabinet ou en entreprise. Ce sont des professionnels ayant une large autonomie.

GAMMA favorise pour ses consultants l'élargissement de leur domaine de compétence. En *particulier les informaticiens pourront devenir* également organisateurs.

Adresser dossier de candidature au Secrétariat Général de

GAMMA International
9 bis, rue de Vezelay 75008 Paris

Filiale d'un Groupe International distributeur de produits industriels

C.A. 164.000.000 de francs - 700 PERSONNES

recherche homme ou femme pour poste

ADJOINT au chef comptable

Sous l'autorité du chef comptable, il aura pour *mission en particulier :*

- *Préparation* de la *comptabilisation* des écritures de comptabilité générale ;
- Préparation des comptes mensuels de plusieurs sociétés ;
- Analyse des comptes et des écarts ;
- Prise en charge des salaires du personnel cadre et rédaction des déclarations sociales.

Le poste à pourvoir est situé à Provins (Seine-et-Marne) ; statut cadre.

Il s'adresse à un (e) jeune titulaire du certificat comptable DECS (ou équivalent), avec quelques années d'expérience professionnelle. Pratique du reporting anglo-saxon et de la langue anglaise souhaitée.

Adr. C.V. et prétent. sous n° 8271 « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens,/ 75427 Paris Cedex 09.

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche

CHEF SERVICE COMPTABILITE INDUSTRIELLE

- Comptabilité industrielle de la société.
- Etablissement des prix de revient de l'entretien des appareils.
- Détermination des coûts de production des différentes activités industrielles.

Connaissance du transport aérien et du domaine aéronautique indispensable.
Expérience minimum 5 ans dans la fonction exigée.
Age requis : 35 ans minimum.

Adresser CV et photo au département
Effectifs Recrutement Orientation
1 avenue du Maréchal Devaux
91550 *Paray Vieille Poste*

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEUR ORGANISATION

Attaché au Service Organisation et Informatique

Il sera chargé de missions comportant :
- *l'analyse fonctionnelle d'organisations* existantes ou à créer.
- le diagnostic sur l'adéquation des systèmes et des structures aux objectifs.
- la proposition des nouveaux systèmes et leur mise en place.

Ce poste conviendrait plus particulièrement à un Ingénieur *Grande Ecole*, ayant une *formation* complémentaire en gestion (IAE, ICG ou similaire).

Une expérience antérieure (2 ans min.) de l'organisation *administrative* et industrielle est indispensable.

La connaissance de petits systèmes décentralisés *serait appréciée*.

Lieu de travail : **Région de TRAPPES Banlieue SUD-OUEST**

Adresser C.V., photo et prétentions s/N° 59.520 Contesse Publicité, 20, av. Opéra. Paris (1er), qui tr.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Le Groupe
TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE
recherche pour le développement de ses activités de systèmes de régulation et d'automatismes d'exploitation des réseaux

SYSTEMES ELECTRONIQUES D'AUTOMATISME

ingénieurs électroniciens haut niveau

Collaborateur direct des Chefs de Service correspondants, ils seront responsables de la conception et de la réalisation des équipements électroniques du Service.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles ayant au *moins* 5 ans d'expérience en régulation analogique ou automatisme logique.

Une expérience supplémentaire d'électronique de puissance, d'automatismes programmés ou de microprocesseurs serait appréciée.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Réf. T111

INFORMATIQUE TEMPS REEL
DE CONDUITE DE PROCESSUS

ingénieurs logiciels débutants

Ils participeront à la réalisation de logiciels en temps réel pour la conduite de processus.

Une formation Grandes Ecoles ou ENSI avec spécialisation automatique ou informatique de processus est indispensable.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Réf. T.118

Lieu de travail : REGION PARISIENNE.

Adresser candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence correspondante à :
Monsieur ANDRY, *CGEE ALSTHOM*
13, rue Antonin Raynaud
92309 LEVALLOIS *PERRET*
(Réponse et discrétion assurées).

---

adjoint du directeur commercial 110 000 F +

Pour affaire de 400 personnes en expansion située dans agréable petite ville du Centre-Ouest, *fabriquant* équipements ménagers.

Aura la responsabilité de la réalisation *et de la gestion du chiffre d'affaire* avec la clientèle directe. Participera à la préparation des décisions Marketing.

Vous *avez une* formation de type ESC ou équivalent, 2 à 5 ans d'expérience commerciale et de négociation avec clientèle des Centrales d'achats, hypermarchés... Venez nous rejoindre le poste *offert est évolutif*.

Merci d'adresser votre CV sous référ. 20 M 105 à notre Conseil en recrutement

Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Monceau 75008 PARIS.
Partenaire pour la France de
Consult-Eur

Locafrance

Leader du crédit-bail mobilier
recherche
pour son agence de PARIS

Attaché Commercial

SA MISSION :
- Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les *responsables* d'entreprises en matière de financement des équipements *industriels*.
- Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

SON PROFIL :
- Formation commerciale supérieure, type E.S.C.
- Goût de la *prospection* et *de la négociation* commerciale et financière nécessaire.
- *Expérience* professionnelle de quelques années dans une activité financière requise.

Adresser C.V., photo et prétentions :
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée
75016 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE T.P.
SPÉCIALISÉE CANALISATIONS

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR
FORMATION T.P. OU ÉQUIVALENTE

POUR ETUDES ET TRAVAUX
DEBUT D'EXPERIENCE SOUHAITE.

UN JEUNE INGÉNIEUR
FORMATION T.P. OU ÉQUIVALENTE

POUR ETUDE RELATIONS COMMERCIALES ET CONDUITE DE TRAVAUX.
- Disponible pour déplacements à l'étranger ;
- Début d'expérience et ANGLAIS PRATIQUE VIVEMENT SOUHAITES.

Ecrire avec curr. vitae. photo et prétentions sous référence n° 2.634 à PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

Technicien de bureau d'études construction équipements électriques et électroniques.

Vous avez une formation DUT ou BTS électrotechnique, une expérience minimum de 5 ans en entreprise de constructions électriques ou électroniques dont 3 au moins en qualité de technicien de B.E avec responsabilité complète de dossiers de fabrication.
Vous aimez les relations humaines et le travail en équipe, vous avez le goût d'enseigner.
L' AFPA, Association pour la Formation Professionnelle des Adultes, vous propose de devenir
FORMATEUR.
au sein d'une équipe de professeurs, dans son centre de CHAMPS SUR MARNE (77).
Une formation pédagogique vous sera donnée.
Salaire brut annuel de départ : 110.000 Francs.
Adressez un CV très détaillé à AFPA - DRCO 88, rue Robespierre 93100 - MONTREUIL.

afpa

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Nous sommes une petite société (18 personnes) spécialisée dans l'achat et la vente d'appareils de contrôle électroniques, apparenté à un groupe international leader dans sa branche.

Nous recherchons :

un responsable, principal collaborateur du *Directeur*.

Sa mission est de régler les problèmes quotidiens liés à l'intendance.

Ses responsabilités couvrent la *supervision* de la comptabilité (bilans, budget, pays, statistiques générales), la mise au point d'une gestion des stocks, l'organisation administrative, les relations avec le personnel, la préparation des décisions de la direction et le contrôle de leur exécution, les relations avec le management international, etc.

Ce poste convient à un candidat titulaire du D.E.C.S. d'au *moins 30 ans, dont* la formation et l'expérience dans des P.M.E. (cinq ans minimum) lui ont permis de maîtriser parfaitement l'ensemble de ces fonctions. Qui, par une participation active pouvant aller jusqu'à l'exécution, créera les bases d'un Secrétariat général, dans le cadre d'une future expansion de l'entreprise. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrire sous le numéro 8.279, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09.

- *Si vous avez une excellente* pratique des études de marché, qualitatives et quantitatives et de leur exploitation, (expérience cabinet d'études ou service intégré)
- Si vous vous sentez motivé(e) par de nouvelles techniques d'études, mises au point et déjà utilisées avec *succès* par *notre* cabinet,
- Si vous êtes habitué(e) à travailler avec des *chefs* de groupe et des directeurs de marketing,

nous pouvons vous confier le poste de :

RESPONSABLE DE NOTRE DÉPARTEMENT "ÉTUDES DE MARCHÉ"

vous aurez à assumer la préparation et la supervision des études, l'animation des attachés d'études, les contacts avec la *clientèle*.

Larges possibilités d'évolution au sein d'un cabinet conseil en marketing de 36 collaborateurs.

Adr. lettre de candidature avec photo et prét. s/n° 851204 M à REGIE-PRESSE, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

TRAVAUX PUBLICS DE SPÉCIALITÉS
société en expansion, recherche pour son département forages (hydrauliques et miniers)

JEUNE INGÉNIEUR DE CHANTIERS

- A.M., Grenoble, ETP...
- Dégage obligations militaires.
- *Ayant une première expérience* de une ou deux années.
- Libre très rapidement.
- Grande disponibilité individuelle et familiale pour déplacements en France.

Adresser C.V. et prétentions
sous réf. 94443 M à BLEU Publicité
17, rue du Dr Lebel - 94300 VINCENNES

---

assistant chef de réseau location
VEHICULES INDUSTRIELS
Paris-Ouest 80.000 F +

Notre client est la filiale d'une Société américaine de grande notoriété qui fabrique et distribue des biens d'équipements *industriels. Elle dispose aussi en* France d'une organisation spécialisée dans la location de véhicules *industriels. Cette activité connaît* actuellement un très grand développement et nécessite le recrutement d'*un assistant au chef du réseau* France. Celui-ci aura pour fonction d'une part, de gérer et d'*administrer l'ensemble des statistiques* prévisions et tableau de bord de cette activité et *d'autre part, de participer à l'animation commer*ciale de l'ensemble de ce réseau. (10 agences en *France). Nous recherchons un candidat* âgé de 25 ans minimum, disposant d'une bonne formation de gestion *(de type ESC) intéressé par une activité* commerciale. Ce poste devrait intéresser quelqu'un *ayant eu une première expérience de 1 à 2 ans*, même débutant, parlant si possible Anglais ou Alle*mand, désireux de faire carrière dans une activité* tournée vers la vente. La plus grande discrétion est garantie *dans l'examen des candidatures*.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 1505-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Important Organisme Public

recherche

pour le développement de son futur réseau national de télégestion

INGÉNIEURS ANALYSTES DE SYSTÈME

Débutants ou quelques années d'expér.

Lieu de travail : banlieue Sud-Est de PARIS.

Envoyer curriculum vitae sous le numéro 59.691, CONTESSE P., 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS, cedex 01, qui transmettra.

---

steria
INGENIERIE

recherche

pour participer au développement de systèmes temps réel à base de *miniordinateurs et de micropro*cesseurs en France à et l'Etranger :

DES INGENIEURS INFORMATICIENS TEMPS REEL

*ayant de 1 à 5 ans d'expérience profes*sionnelle. (Informatique, Electronique, Automatique).

Ils utiliseront des techniques de pointe :
- robotique, télésupervision de complexes industriels,
- commutation téléphonique ou télex,
- C.A.O.

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour l'intégration en plateforme et l'installation *sur site de ces systèmes dans la* recherche pétrolière, le spatial, les transports et les télécommunications.

*Ces postes se situent dans un environne*ment très dynamique, offrant de larges possibilités de formation approfondie et de progression de carrière.

Adresser C.V. *et prétentions* à :
J.C. NARCONTI

steria 26, av. de l'Europe
78140 VELIZY
VILLACOUBLAY



et chez nous souvent plus et mieux qu'ailleurs

Mais la Fête ?
sans quoi la vie est insipide, sa finalité suicidaire et l'action *professionnelle insupportable*

Vous êtes jeune, et
nous savons à quel point l'éducation, les *préjugés et les médias vous ont conditionné*

Mais ouvrez les yeux
et découvrez combien cette civilisation est triste

NOUS AVONS DÉCIDÉ D'EN SORTIR

au moins au plan de ce qui constitue le plus clair *de notre vie consciente : l'activité professionnelle*

NOUS POSSEDONS tout ce qui est sérieux, rationnel et un peu triste : la taille - la puissance - la sécurité - la pérennité de tous les développements.

NOUS AJOUTONS la fantaisie de l'esprit et la fête du cœur : l'innovation, l'initiative, la responsabilité, une authentique fraternité et LE RIRE

Pour nous, jeune Filiale spécialisée du Groupe leader de son secteur.

l'Entreprise est d'abord la communauté des hommes
Avoir 23 ans au moins et une solide formation générale
Pas de ségrégation au niveau des origines éducatives ou culturelles

1re lettre manuscrite à BANCE PUB. réf. 6250
25 rue Marivaux 75002 PARIS
(merci de préciser la réf. sur l'enveloppe)

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

cherche

responsables des affaires sociales

Plusieurs postes sont à pourvoir dans différents établissements (Région CENTRE et PARIS).

- Responsabilité complète de la Fonction Personnel dans des usines de 400 à 1000 personnes,
- Adjoint au Chef du Personnel dans une usine de plus de 1000 personnes,
- Adjoint à la Direction des Relations Sociales au siège.

Ces fonctions s'adressent à des candidats (H. ou F.) *de formation supérieure* (Ecole de Gestion...), soit débutants, soit expérimentés (notamment dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail).

Adresser C.V. et photo à CONTESSE Publicité, sous No 59.579 - 20, Avenue de l'Opéra - *75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.* Discrétion assurée et réponse sous quinze jours.

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES
À *IMPLANTATION INTERNATIONALE*

recherche pour sa Direction Française
(C.A. 340 MF - 2.800 personnes)

UN CADRE SUPÉRIEUR

pour prendre en charge pendant quelques années les problèmes de méthodes et organisation dans des secteurs variés et performants.
Le titulaire du poste pourra ultérieurement évoluer à l'intérieur du Groupe vers un poste à caractère *opérationnel.*
Le candidat recherché devra être de formation supérieure, avoir une expérience de 4 à 5 ans des techniques de gestion d'entreprise et d'organisation

Env. C.V., photo et prétentions
N° 47.226 sur enveloppe à :

J.R.P. 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS
qui transmettra.

CHEF DE PRODUIT

Nous sommes une filiale commerciale d'un des premiers groupes industriels français et nous réa*lisons un C.A. de 260 millions de francs.*

Pour notre siège à Paris, nous cherchons un CADRE COMMERCIAL *ou un* INGENIEUR *ayant une première expérience de commercialisation* acquise dans les produits industriels.

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il lui sera confié l'amélioration d'une gamme existante et un secteur diversification lié au second œuvre du bâtiment.

Il veillera sur le pouvoir d'attraction de ces produits auprès des équipes de vente.

Rémunération annuelle envisagée : 90.000 F.

Adr. lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 5320, EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, r. Volney 75002 PARIS.

CADRES COMMERCIAUX

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P.

Vous avez déjà une première *expérience* de la vente réussie, ou vous avez mis en valeur votre force de caractère, votre imagination, votre bon sens, et vos qualités de communication.

Nous sommes

UNE TRÈS IMPORTANTE MULTINATIONALE FRANÇAISE

spécialiste des biens d'équipement de la maison, qui recherchent plusieurs

« FORTES PERSONNALITÉS »

à qui nous offrons :

1) d'animer dans un premier temps en toute responsabilité et sous tous ses aspects, un secteur géographique.
2) de larges possibilités de carrière en fonction des résultats *et de la manière dont* ils seront atteints sur le terrain.
3) une rémunération stimulante.

Si vous êtes disponibles rapidem., env. C.V. photo n° 59187 Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

RESPONSABLE DES VENTES EXPORT

La QUINOLEINE, Produits Chimiques et phytosanitaires, *recherche pour son département* exportation un jeune responsable, chargé des marchés industriels *et pharmaceutiques français et étrangers* où elle occupe une position de leader.
Celui-ci aura une *formation supérieure* commerciale et une première expérience de l'exportation, acquise si possible *dans le domaine* des produits chimiques.
La pratique courante de l'anglais est indispensable (l'espagnol serait également apprécié).
Le poste est à pourvoir à Paris (*déplacements* 30 % du temps environ).
Après une période de formation, le responsable bénéficiera *au sein de* l'équipe export, et dans le cadre d'une politique ambitieuse de développement, d'une large *délégation de responsabilité* sur l'ensemble des secteurs de vente.
Adresser lettre manuscrite + C.V., *photo et prétentions* au Service du Personnel.



43, rue de Liège - 75008 PARIS

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AMÉRICAIN

recherche le

DIRECTEUR
de son Service informatique (20 P.)

Siège et résidence : proche banlieue Paris.
Fréquents déplacements à ses usines de province.
Diplômé d'une grande école de préférence
35 ans minimum.
8 ans d'expérience minimum dans une Direction Informatique.
Anglais indispensable. Autonomie budgétaire.
Aptitudes à concevoir, à imaginer et à mettre en pratique.
Collaboration étroite avec les autres Directeurs et la Direction Générale pour élaborer, formuler et réaliser un plan informatique.

Lettre manuscrite, C.V. et prétentions à envoyer à N° 59.718 - CONTESSE Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.



SOCIETE INTERNATIONALE
DE SERVICES PETROLIERS
(Groupe SCHLUMBERGER)
Z.I. Vaux le Pénil (près Melun)
RECHERCHE

Direction Recherche et Développement

ingénieur électronicien

LE POSTE :
Assure *l'étude et la réalisation d'instruments* de mesures destinés à l'industrie pétrolière, *et plus particulièrement utilisés dans les* puits (haute pression et température).

LE CANDIDAT :
- Ingénieur diplômé Grande Ecole (Sup. Elec, *Télécom...*)
- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Connaissances souhaitées :
  Electronique analogique
  Capteurs de mesures
  Métrologie générale.
- Très bonne connaissance de l'anglais.

La rémunération annuelle de départ, très motivante, sera fonction de la qualification *et de l'expérience.*

Ecrire à FLOPETROL - Service du Personnel
Réf. RND/4-80 - BP 592 - 77005 Melun Cédex

média-system

GROUPE BANCAIRE PRIVÉ

PARIS 8e recherche

POUR SERVICE ETUDES DE CREDITS
AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

GRADE CLASSE VI

— 30 ans environ. Formation supérieure.
— 5 ans d'expérience minimum de crédits aux P.M.E., acquise dans un poste similaire et/ou dans une secteur d'exploitation de ce type de clientèle.

Adresser candidature détaillée à n° 59234 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

CONTROLLER

Leader en Europe, pour nos fabrications mécaniques, nous sommes une société francaise *filiale d'un groupe multinational.* Nous voulons renforcer les structures Gestion-Finance de l'une de nos divisions (8000 personnes, C.A. > à 1 milliard de F.) par la création d'un poste

D'ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE

Basé à Paris, ce poste concerne un professionnel (école de commerce + DECS ou équivalent) ayant acquis dans une entreprise industrielle de taille importante une expérience des mécanismes comptables et financiers de 3 ans minimum.

La connaissance pratique de l'outil informatique est *indispensable.*
Le goût pour l'organisation et la maîtrise des relations humaines faciliteront *l'intégration.*

Etant donné le contexte international, des possibilités de carrière sont *ouvertes* pour un candidat de fort potentiel alliant la maîtrise de l'anglais à la connaissance des méthodes de contrôle anglo-saxonnes.

Adresser dossier de candidature sous la référence 9036 à :
INTERNATIONAL BUSINESS STRATEGY
4, rue Weber 75116 PARIS

IBS

Les Laboratoires
GALENIQUES VERNIN

Siège et Unités de Production
à 77 - MELUN - 250 personnes
spécialistes du façonnage de produits pharmaceutiques *cosmétiques* et autres
recrutent

PHARMACIEN
CHEF DU DEPARTEMENT FORMES SECHES

25 ans minimum

Très au fait des techniques actuelles de production et de la législation, il gérera sous son entière responsabilité le Département tant au plan de la fabrication de son lancement du conditionnement que du personnel (environ 66).

Le candidat pharmacien (option Industrie) *nous apportera* la preuve d'une première expérience de 4-5 ans dans le domaine de la production.

Notice de définition de poste avant premier entretien aux candidats retenus.

Adresser CV, photo, salaire actuel sous réf. 40.60

bpm conseils Département Recrutement
6 rue de Berne 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
(7.000 personnes)
BANLIEUE OUEST
souhaite renforcer son équipe ORGANISATION
en intégrant un

Ingénieur en organisation

32 ans environ, *diplômé grande école* (Centrale ou A.-M. de préférence), il aura une solide expérience, 7 ans minimum de l'organisation des secteurs :
PRODUCTION ET ADMINISTRATIF
acquise dans le service Organisation d'une grande entreprise industrielle, complétée si possible par une expérience de Conseil.

Rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, il devra faire ses preuves en dirigeant *et effectuant des missions conséquentes* touchant des circuits vitaux de l'entreprise.

Après réussite dans cette première étape, il pourra se voir confier la responsabilité du service Organisation.

C'est un homme de valeur et d'expérience que nous recherchons.
Toute candidature de débutant sera écartée.
Votre C.V. *détaillé, adressé sous* référence 3893 à Mme BORDES, sera traité confidentiellement.

GAMMA Sélection
60, Boulevard Malesherbes 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
située près GARES NORD ET EST
recherche

1 A.T.E. niveau V3

ayant expérience en électronique générale pour effectuer travaux de mise en service et de *maintenance. Eventuellement déplacements* à l'étranger dans les pays francophones.

POUR SON SERVICE EXTERIEUR

2 A.T.E. niveau IV3 ou V1

CONFIRMES

connaissance en microprocesseurs souhaitée.

Envoyer C.V., photo, prétentions à SECRE 214, rue Faubourg St-Martin 75483 PARIS Cedex 10.

ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES FINANCIÈRES

Pour :
— Analyse et évaluation d'entreprises ;
— Négociations de rapprochement (sociétés communes, holdings, fusions) ;
— Assistance aux entreprises en difficulté ;
— Etablissement *de plans de financement* ;
— Préparation de dossiers d'intervention d'une société financière et suivi de la gestion des filiales.

Ce poste ne peut convenir qu'à une personne ayant une réelle expérience dans un poste similaire et implique de nombreux déplacements en province.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
REGIE-PRESSE
n° T 020.163 M, *85* bis, r. Réaumur, 75002 PARIS

RÉGION PARISIENNE

Filiale d'un très important
groupe métallurgique français
recherche

2 DELEGUES COMMERCIAUX

A - L'un responsable de la vente d'acier pour outils et outillages, du conseil et de l'assistance technique aux fabricants, ainsi que de la gestion et de l'administration de commandes.
Formation BTS ou DUT commerce ou métallurgie. Expérience similaire, même courte, souhaitée.

B - L'autre responsable de la vente de grenailles aux industries et des conseils techniques aux usagers.
Formation brevet technicien ou solide expérience technique ou vente dans le domaine fonderie.

Adr. CV complet sous réf. DC 225 A ou B à
BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

TRAILOR

Important constructeur
de remorques, semi-remorques, conteneurs,
recherche

un ingénieur débutant

Formation A.M. : ENSI... ou équivalent. Anglais indispensable. Il travaillera, dans le cadre de la Direction Recherche et Développement, à l'amélioration et à la création des ensembles mécaniques destinés à nos produits.

Adresser C.V. + photo à Claire BOURGEOIS,
TRAILOR S.A.,
3 RN 10, 78311, MAUREPAS CEDEX.

Emplois et Carrières

BANQUE FILIALE D'UN
IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

ANALYSTE DE CREDIT

Pour étude des risques, relations avec clientèle et correspondants, réalisation et suivi de crédits.
Pratique de l'analyse financière en secteur bancaire.
Maîtrise de Sciences ECO, IEP section ECOFI ou équivalent.

Adress. CV, photo, salaire et prét. s/réf. 8849 à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

BEGHIN-SAY
Division Lotus et Kayserberg

(3 300 personnes - 1,5 milliard de CA - en forte expansion)

offre à

INGENIEUR INFORMATICIEN
Poste de responsabilité et d'avenir.

Après un stage en Alsace (région de Colmar) auprès de son Service Informatique Central, il sera appelé à *prendre en charge l'antenne parisienne de ce Service* (Pont de Levallois).

Relèveront de sa compétence, l'exploitation (moyens informatiques puissants) et la conduite des études (applications de gestion importantes) pour cette antenne.

L'expérience concrète de la direction de projets informatiques est demandée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) à
M. J. RIFF - BEGHIN-SAY - 68240 KAYSERSBERG.

GROUPE FRANCAIS
en pleine expansion, 3000 personnes
occupant une place prépondérante
sur son marché
recherche

2 INGENIEURS

1° - responsable prototypes pré-séries

Si quelques années d'expérience sont un atout nécessaire, le candidat retenu devra posséder impérativement des qualités de rigueur, le sens de l'organisation et une forte personnalité.

2° - animateur productivité

Ingénieur ayant une expérience des problèmes de production et de méthodes, le sens de l'animation, *il recherche des actions d'amélioration* de la productivité et coordonne leur mise en œuvre.

La connaissance de l'analyse de la valeur serait un atout déterminant.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en *indiquant le poste choisi à no 59596* CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS *Cedex 01, qui transmettra.*

SOCIETE D'INFORMATIQUE
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE
FRANÇAIS D'ASSURANCES

recherche

UN RESPONSABLE SYSTÈME
DE HAUT NIVEAU

Le matériel actuellement installé se compose de :

— Deux 3033 de 12.000 K chacun ;
— Un 3033 de 8.000 K ;
— Un 370/168 A.P. 8.000 K ;
— 1.000 terminaux télétraitement.
Le logiciel système est M.V.S.

Envoyer photo et prétentions sous référ. 2323 à :
SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09,
qui transmettra.

DISCO
GROUPE DE DISTRIBUTION

recrute

pour remplacer cadre
en développement de carrière

CONTROLEUR DE GESTION

Nous demandons aux candidats appelés à travailler dans une équipe jeune et dynamique :
Formation Sciences Eco-IAE ou équivalent (expérience de 5 ans de suivi de budgets d'unités décentralisées, tableaux de bord, études de planification).



bleu

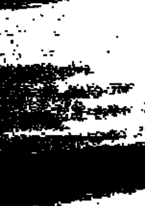


responsable exportation
INGENIEUR

Nous sommes une jeune Société de promotion industrielle et commerciale.

Notre vocation : aider les PMI à exporter.
Notre assistance consiste à étudier les marchés étrangers, détecter les débouchés accessibles, définir une politique d'exportation puis à en conduire la réalisation.
Vous avez une formation technique polyvalente (Centrale, A et M, IDN) et une expérience commerciale *de quelques années à un niveau international*, peut être même en composants d'automatisation.
Vous avez une très bonne maîtrise de l'allemand et une bonne pratique de l'anglais.
Vous êtes décidé à mener votre carrière avant tout sur vos capacités d'initiatives personnelles et votre goût des responsabilités.
Veuillez adr. CV, photo, rémunér. act. s/réf. 820 à :

HORACE conseil
97 rue de Richelieu 75002 PARIS



offres d'emploi

WORTHINGTON

recherche pour son
DEPARTEMENT COMPRESSEURS :

1°) Chef de Ventes

basé à Paris il sera responsable pour la zone Sud de la France de l'organisation des ventes à travers un réseau de Distributeurs. Réf. 3129

2°) Technico-Commercial

pour la vente de compresseurs aux entreprises utilisatrices Paris et Région Parisienne. Réf. 3130

Ces postes conviendraient à des candidats ayant déjà l'expérience de la vente de matériels d'équipement.

Envoyer CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi.

SEREP 82, Bd Malesherbes 75008 PARIS

Pour développer son activité
énergie solaire
une société à vocation nationale
recherche

1 INGÉNIEUR

Grande Ecole - Haut niveau

— 30 ans minimum.
— Compétent en matière d'économie d'énergie et d'énergie nouvelle.
— Habitude des contacts à haut niveau.
— Initiative et autonomie.
— Sachant animer et coordonner une équipe.
— Qualités d'organisateur.

La mission confiée comportera en outre la conception et la mise en œuvre d'opérations nationales pour développer l'utilisation de l'énergie solaire en particulier auprès des maîtres d'ouvrage publics et des collectivités locales.

Adresser lettre man., C.V., photo et prétent à : SCETECAL - 4, place Raoul-Dautry, 75015 PARIS.



N° 1 du travail temporaire

recherche pour son siège social

le chef de son service COMPTABILITE GENERALE

- il sera responsable de l'établissement du bilan et de toutes les déclarations fiscales.
- il devra faire preuve d'un tempérament d'organisateur et d'animateur.

Nous souhaitons :
. un niveau D.E.C.S. ou équivalent
. une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire.

Lieu de travail : Paris 8ème.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 127 au Service Recrutement 26-28 rue de Madrid 75008 PARIS

Importante Société de
COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

CHEFS DE MISSION

— Expérience minimum 5 ans dans cabinet d'audit ou de révision.
— *Diplômés d'enseignement supérieur de gestion.*
— Anglais indispensable, 2e langue appréciée.

RÉVISEURS CONFIRMÉS

— Expérience 3 ans dans cabinet d'audit ou de révision.
— *Enseignement supérieur de gestion.*
— Anglais indispensable, 2e langue appréciée.

ASSISTANTS RÉVISEURS

— Enseignement supérieur de gestion.
— D.E.C.S. en cours.
— Anglais indispensable, 2e langue appréciée.

Ils seront amenés à participer à des mission dans des groupes importants. Bonnes perspectives d'évolution pour des éléments de valeur.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : Mme CARRE - 38, bd Haussmann, 75009 PARIS.

VOUS ETES UN CADRE
DE FORMATION SUPERIEURE

GRANDE ECOLE COMMERCIALE

ayant 5 ans d'expérience personnelle dans le Commerce National ou International.

Vous voulez faire une carrière dans une moyenne entreprise performante employant 230 personnes, *réalisant 30% de son* C.A. *à l'exportation et ayant* investi pour doubler sa production dans les 5 ans *à venir.*

Vous êtes convaincu que pour construire un plan *de carrière efficace il est impératif d'assumer des* responsabilités opérationnelles exigeant un engagement *personnel réel.*

Vous êtes disponible pour voyager et vous habitez Paris ou sa région.

Envoyez votre dossier de candidature
sous référence 8919 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8e
recherche

CADRE COMPTABLE DE BANQUE

Minimum 5 ans d'expérience, parfaite connaissance comptabilité bancaire et situation de la C.C.B.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
REGIE-PRESSE
n° T 020.147 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES
recherche BANLIEUE EST

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

E.N.S.I., E.S.E, etc.

pour poste de

RESPONSABLE d'AFFAIRES

(devis, études, suivi réalisation)

Expérience quelques années *nécessaires de préférence* en électronique de puissance (redresseurs, chargeurs, convertisseurs).

Env. C.V. et prét. n° 59.452 CONTESSE Publicité, *20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.*

AMPEX

AMPEX FRANCE
17-23 rue du Dôme 92100 BOULOGNE
Leader mondial de l'enregistrement magnétique, recherche pour son
DEPARTEMENT INSTRUMENTATION

2 TECHNICIENS OU INGENIEURS

Très bonnes connaissances en circuit analogique et digitaux pour assurer l'installation et le suivi technique de systèmes d'acquisition de données.
Déplacements de courte durée en France à prévoir.
Bonnes connaissances de l'anglais.

Tél. au 609.91.55 ou écrire avec C.V.



SEXTAN

SOCIETE D'EXPLOITATION DES TECHNIQUES
acoustiques nouvelles
RECHERCHE

SONORISATEURS ET ÉCLAIRAGISTES

adresser lettre + C.V. + prétentions à :
SEXTAN, service du personnel, 12, rue E.-Varlin
92240 MALAKOFF

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
située près gares Nord et Est
recherche



INGENIEURS LOGICIELS

ayant au minimum 2 ans d'expérience NOTAMMENT sur micro-processeurs de la famille 6800.

Connaissance langage évolué appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SECRE 214, rue Fg Saint-Martin, 75483 Paris Cedex 10.

SOCIETE D'ELECTRONIQUE (Hauts-de-Seine)
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

CONNAISSANT MICROPROCESSEURS

Salaire élevé.

Adresser C.V. détaillé à C.G.P., sous le n° 872
25, rue Cavendish, 75019 PARIS.

Recrutements de chefs de produit Pourquoi des difficultés?

Comme pour les ingénieurs, les informaticiens et les commerciaux, HAVAS CONTACT a voulu en savoir plus sur les recrutements de Chefs de Produit.

Nous avons interrogé pour cela des protagonistes de ce marché : Chefs de produit de différents secteurs et à *différents* stades de leur carrière – Responsables marketing – Spécialistes du recrutement...

Leurs réponses sont susceptibles de mieux orienter la communication entre les entreprises et les candidats chefs de produit qu'elles recherchent.

Un bulletin «Gardez le Contact», destiné aux responsables de recrutement de chefs de produit rassemble ces résultats.

Pour l'obtenir, il leur suffit de nous appeler HAVAS CONTACT 622.06.96/07.90 poste 232 *ou de nous écrire :* 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, à l'attention du Service Marketing.

Groupe Industriel recherche
pour son siège à Paris

CADRE COMPTABLE TRESORIER

Agé de 30 ans minimum, il devra allier à une solide formation (Sciences Po, Essec, Sup de Co, etc ...) plusieurs années d'expérience dans le domaine de la gestion de la trésorerie.

Une expérience bancaire et/ou un DECS seraient appréciés.

Adresser CV. et prét. sous réf. CA/106 à PROFILS Im. Périsud - 5, rue L. Lejeune - *92128 MONTROUGE.*



PROFILS

DIRECTEUR D'ÉTUDE

pour

ÉTUDES DE MARCHÉ

- Esprit de système + esprit de finesse.
- Excellente connaissance sources statistiques.
- Excellente adaptation problèmes entreprises.
- 2 à 5 ans d'expérience.

Lettre manuscrite + curriculum vitae + travaux à

C. N. R. C.

Centre National de Recherche pour l'Economie de la Construction
7, bd Romain-Rolland, 92128 Montrouge
Téléphoner au 657-13-31, postes 38/65 et 38/45.

DIRECTION GENERALE
DES TELECOMMUNICATIONS
DIRECTION
DES AFFAIRES COMMERCIALES
ET TELEMATIQUES
recherche

Chargé(e) d'Etudes de Clientèle

Formation Sc. Eco., IAE, E.S.C.
Première expérience appréciée.
Ecrire sous référence 6694 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE ENTREPRISE
DE FORAGE PÉTROLIER

Siège social proximité Pont de Sèvres puis Vélizy (juin 1980)
recherche

AGENT DE TRANSIT

Ce poste à pourvoir au siège mais comportant de courtes missions en France et à l'étranger conviendrait à un candidat ayant si possible quelques années d'expérience.

Formation BTS ou DUT.
Anglais parlé et écrit indispensable.
Possibilité de développement de carrière pour éléments de valeur.

Adr. C.V. man., photo et prétent. annuelles à :
SERVICE DU PERSONNEL
FORASOL - FORAMER - B.P. 19 - 92310 SEVRES.

SAXBY

département automatismes
recherche

jeunes ingénieurs grandes écoles

en vue de leur confier la responsabilité d'installations complètes d'automatismes industriels *mettant en œuvre : micro-processeurs ou* ordinateurs.
Anglais apprécié.
Rémunération très ouverte, en fonction de l'expérience des candidats.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions à SAXBY - 40 rue de l'Orillon 75526 Paris Cédex 11.

média-system

COMPAGNIE D'ASSURANCES
équipée de
IBM 370-138 (4341 en octobre 80)
4 IBM 3790 (8140 début 81)
réseau écrans 3278
VM-CMS, DOS-VS (puis DOS-VSE)
VTAM, CICS, VSAM (DL 1 envisagé)
recherche

UN INGÉNIEUR SYSTÈME

EXPERIMENTE

UN CHEF DE SALLE

assurant l'interface système/exploitation.
Lieu de travail : près Mie Mairie de Clichy.

Ecrire avec C.V. et prétentions,
LA PROTECTRICE
Service Informatique,
58, rue Henri-Barbusse,
92110 CLICHY.

FILIALE IMPORTANT GROUPE AMERICAIN
IMPLANTEE PROCHE BANLIEUE NORD PARIS
recherche

SON (SA) RESPONSABLE

DU RECOUVREMENT DES CREANCES

Il (elle) aura à tenir le grand livre clients.
Rémunération suivant expérience.
Dactylo et anglais courant appréciés.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. se réf. 6.878 à *P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02,* qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
régions parisienne
recherche

PHARMACIEN (H. ou F.)

ASSISTANT(E) DU PHARMACIEN RESPONSABLE DE NOTRE LABORATOIRE

Il ou elle parle couramment l'anglais.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. n° 2.711 à INTER P.A., B.P. 508, 75066 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

T.R.T. TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES

recherche pour son
Département Commutation de Données

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Possédant de bonnes connaissances en :

- réseaux de téléinformatique ;
- *procédures de transmissions ;*
- commutation de messages ;

et ayant acquis une première expérience de la négociation et de la vente de produits « réseaux ».

Adresser curriculum vitae à T.R.T.
5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Important groupe *français aux activités* internationales (10.000 *personnes)*
recherche pour sa direction financière

UN CADRE COMPTABLE

Il sera titulaire d'un D.E.C.S. et devra justifier impérativement d'une expérience concrète de 5 à 6 ans au sein d'une grande entreprise.

Responsable de comptabilités, il sera chargé plus particulièrement :
— de l'assistance comptable aux sociétés du groupe,
— de la mise en place de procédures comptables.
— *d'études financières.*

Adresser candidatures, C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération *souhaitée*, n° 59.333, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

OFFICE NATIONAL d'ÉTUDES
et de RECHERCHES AÉROSPATIALES
recherche

UN JEUNE CADRE COMMERCIAL

Formation ESSEC, SUP de CO ou équivalente

Intéressé par les achats dans un Etablissem. public.

Le candidat devra avoir le goût de la négociation et sera chargé d'adapter l'organisation *existante* aux techniques modernes de gestion d'un service achats.

Adresser C.V. et photo à la Direction du Personnel 29, av. de la Division-Leclerc, 92320 CHATILLON.

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

si vous possédez une solide formation grande école ou universitaire.
si vous avez réalisé pendant quelques années des applications de gestion et si vous souhaitez travailler dans une petite SSCI bien implantée qui (outre un salaire motivant) vous intéressera *financièrement aux résultats de vos projets.*

Adresser C.V., prétentions, date de disponibilité et photo à SOCIETE VARIANCE
11, rue de la Chine, 75020 PARIS.

FILIALE MARITIME
GROUPE FINANCIER IMPORTANT
recherche

CHEF DE LIGNE

35 ANS *MINIMUM*

expérience TRAFFIC CONTAINERS
anglais indispensable
Salaire : 120.000 à 140.000 F selon expérience

Env. C.V., photo, salaire act. sous le n° 59.050 à : CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er).

IMPORTANT GROUPE D'ÉTUDES
recherche

ANIMATEUR DE FORMATION (H. ou F.)

— Cet Animateur sera chargé de former des Services Publics à l'utilisation d'un programme informatique de gestion.
— Nombreux déplacements en Province à *prévoir.*
— Formation universitaire souhaitée (Lettres - Droit éventuellement).
— Période de formation assurée.
— Le candidat devra être précis, faire preuve d'un *esprit d'analyse* et posséder un excellent sens des relations humaines.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, à SETEC ORGANISATION - Tour Gamma « D », 58, quai de la Rapée - 75583 PARIS - CEDEX 12.

Opportunité pour J.F. DYNAMIQUE
S.S.C.I. recrute urgent Paris

CHEF d'AGENCE

Autonomie d'action, ambiance agréable.
Connaissances en informatique indispensables.
Expérience commerciale souhaitée.
Fixe + commissions motivantes.

C.V. L. Bureau - ABI - 10, boulevard du Temple, 75011 PARIS ou tél. 355-84-86

offres d'emploi

T.I.T.N.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE
recherche
INGENIEURS-ELECTRONICIENS chefs de projets
ayant au moins 5 ans d'expérience dans la conception et l'intégration de systèmes à base de mini ou micro-processeurs.
Ils auront la responsabilité de projets et devront assurer l'encadrement technique d'une équipe.
Une évolution est souhaitée vers des fonctions d'ingénieur en chef (coordination de projets, assistance technique au service commercial).
INGENIEURS
grande école,
débutants ou quelques années d'expérience pour développement sur micro-processeurs.
Lieu de travail :
banlieue Sud (prox. Orly).
Env. C.V., photo et prétentions en précisant réf. HARD à : T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

EDITEUR livres pratiq., rech.
SECRETAIRE D'EDITION
Libre rapidement. Expérience souh. Lieu de travail : Neuilly-sr-Seine. Env. C.V. à Publiart, réf. 1050, 27, r. Garnier, 92200 NEUILLY, qui transmettra.

Seine-et-Marne, prox. Nemours, couple retraité, recherche
AIDE-MENAGERE
pouvant également assurer
COMPAGNIE
Temps partiel ou complet car possibilité éventuell. logement. Conditions à débattre.
Ecr. nº 6.239 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, qui transmettra.

INDUSTRIES et TECHNIQUES
LE MAGAZINE FRANCAIS DE LA TECHNOLOGIE
recherche :
JOURNALISTE pour assister le Rédacteur en Chef.
— Goût et expérience de l'animation et de l'encadrement ;
— Maîtrise parfaite de la rédaction ;
— Expérience presse ou édition de préférence scientifique ou technique ;
— Formation supérieure de préférence scientifique ou technique ;
— Anglais indispensable, allemand apprécié.
Envoyer C.V. et prétent. à : M. le Rédacteur en Chef Industries et Techniques 40, rue du Colisée, 75008 PARIS.

International American company with base in Europe requires experienced irrigation equipment sales person required to sell agricultural and turf irrigation equipment and services. Extensive travel and fluent English with French mother tongue required. Send C.V. to Nº 6240 « le Monde » P., 5, r. d. Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Recherche grand-mère (jeune) pour s'occuper de 2 enfants 3 et 6 ans et de la maison. Logée, nourrie + salaire.
Mme BERTOYE.
Tél. : 747-13-49 heures bureau. 788-28-70 après 20 heures.

T.I.T.N.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE
INGENIEURS LOGICIEL
grande école, option informatique, si possible confirmés, 2 à 5 ans d'expérience pour travaux sur systèmes temps réel à base de mini-ordinateurs.
INGENIEURS-ELECTRONICIENS pour développement de systèmes de télé-contrôle.
Lieu de travail :
40 km Ouest de Paris.
Envoyer C.V., photo et prétent. en précisant référ. S.H.S. à : T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUE
2 à 3 ans d'expérience
Connaissances
en micro-processeurs.
Sélect Service - 246-41-57, 40, rue de Chabrol, Paris (10e).

IMPORTANTE S.S.C.I.
recherche
INGÉNIEUR
Min. 32 ans pour conception et management de systèmes informatique de gestion de production.
Expérience sur mini ou Solar souhaitée.
Ecrire avec C.V. et prétent. Nº 59.156 - CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris (1er), q. tr.

Important organisme social et de prévoyance, recherche
COLLABORATEURS
Maîtrise de droit privé.
Connaissances en législation sanitaire, en Sécurité sociale, en comptabilité, et courte expérience souhaitées.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions à : F.N.M.F.- Division des relations sociales. 50 à 60, rue Nationale, 75649 PARIS Cedex 13.

Pour domaine
ELECTROCHIMIE de POINTE
Laboratoires industriels, rég. parisienne recrutent en vue
RECHERCHE APPLIQUEE et DEVELOPPEMENT ACCUMULATEURS
UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
(Physique - Chimie)
de 5 à 10 ANS expérience dans domaine similaire.
Adr. lettre manuscrite, C.V. + prét. ss référ. 7404 à nº 59.406, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Le C.V. devra détailler expér. Il ne sera pas donné suite aux candidatures ne répondant pas aux critères grande école et expérience.

MUTUELLE MEDICALE
recherche
PROGRAMMEUR
— Niveau I.U.T., A.F.P.A.
— 1 ou 2 ans expér.
— COBOL exigé.
Env. C.V., photo et prétent. sous réf. M 22, Maryse COLLADO, 30, boul. Pasteur, 75015 PARIS.

L'USINE NOUVELLE
1er hebdom. industriel français
RECRUTE
3 TÉLÉVENDEUSES
pour son service abonnement
— 1 an d'expérience dans la vente par téléphone.
— Libres immédiatement.
— Les candidates devront téléphoner, pour rendez-vous, au : 233-26-37.

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS
RECHERCHE
POUR SON DEPARTEMENT ELECTRONIQUE ET PHYSIQUE
DES INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES
Pour participer aux activités du Laboratoire de Physique des composants, dans le cadre des orientations nouvelles, dans le domaine des circuits intégrés.
Envoyer C.V. détaillé avant le 20 juin 1980, au : SECRETARIAT GENERAL E.N.S.T., 46, rue Barrault - 75634 PARIS - CEDEX 13.

T.I.T.N.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE
recherche pour ses travaux de conception et de réalisation de systèmes de gestion dans le domaine de l'informatique répartie sur mini et micro-ordinateurs ainsi que pour ses travaux dans le domaine des réseaux de la commutation de messages et de la télé-informatique.
— INGENIEURS SYSTEMES
Formation grande Ecole, plusieurs années d'expérience dans le domaine du logiciel tps réel.
— INGENIEURS débutants
Option informatique ou maîtrise informatique.
— ANALYSTES-PROGRAMMEURS
IUT Informatique
Lieu de travail :
Banlieue Sud (proximité Orly).
Env. C.V., photo et prét. en précisant référ. SOFT, à : T.I.T.N., 5, r. Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS

Importante société proximité SAINT-LAZARE recherche pour son Département informatique IBM 370x138 DOS/VS CICS (courant 1980 2xIBM 4341)
JEUNE DÉBUTANT BAC MINIMUM
POUR FONCTION
PUPITREUR
Horaire 3x8
(Evolution ultérieure vers préparation de travaux)
Adr. C.V., photo et prétentions nº 47.271 sur enveloppe à JRP 39, rue de l'Arcade, 8e qui transmettra.

BUREAU VERITAS
recherche
UN INGÉNIEUR
EN CONSTRUCTION NAVALE
DEBUTANT
Formation ENSTA, ENSM ou similaire pour études relatives à la stabilité des navires, engins flottants, etc.
Bonne connaissance en programmation FORTRAN et BASIC.
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.
Emploi à PARIS.
Ecr. avec C.V. et prétentions sous référence nº 31 à BUREAU VERITAS Direction du Personnel, 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

Importante Société Spécialités Chimiques, Quartier Opéra recherche
CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
27 ans minimum.
Formation chimie organique (niveau min. B.T.S.).
Formation ou expérience commerciale complémentaire appréciée.
Anglais courant indispensable.
Ecr. avec C.V. à M.J.C. Postain, 57, quai de la Seine, 75019 PARIS.

T.I.T.N.
FILIALE THOMSON
CSF INFORMATIQUE
rech. pour ses développements sur microprocesseurs :
— INGENIEURS confirmés en logiciel et/ou mat. (8080, 6800, 8085, 68000).
— AGENTS TECHNIQUES expérimentés.
Lieu de travail :
Banlieue Sud (proximité Orly).
Env. C.V., photo et prétent. en précisant référ DPMS, à : T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS

Recherchons
ANALYSTE PROGRAMMEUR
COBOL
Si possible CICS.
Poste stable - Bon salaire.
Téléphone : 292-06-77 (Poste 10).

S.C.A. EXPRESS
(Banlieue Nord) recherche
JEUNE EMPLOYE
COMPTABLE
pour relance créances clients.
Téléphone : 867-25-86.

CONSTRUCTEUR
recherche pour Bureau Paris
COMPTABLE GESTIONNAIRE
expérimentée.
Ecr. av. C.V., photo, prétent., à CREATIV, 27, r. du Colisée (8e).

SOLEX CARBURATEURS
19, r. Lavoisier, 92000 Nanterre
recherche
CHEF DE SECTION
ORDONNANCEMENT
GESTION DE PRODUCTION
B.T.S. mécanique ou équivalent 28/38 a., expérience confirmée acquise dans entreprise mécanique moyenne et grande série, pratique des moyens informatiques appréciée, capacités à mener des actions de coordination et développement entre services centraux et usines de production décentralisés.
13e mois, avantages sociaux. Adresser C.V. et prétentions à la direction du personnel.

INGÉNIEUR
chimiste métallurgiste
titulaire d'un doctorat
INGÉNIEUR
biochimiste : travaux sur biomatériaux
S.N.E.A. : 607-30-89
101, av. Jean-Jaurès, Paris-19e.

Importante Sté région Sud de Paris rech.
AT - CHIMISTE
30 ans environ, niveau BAC BT chimiste. Expér. souhaitable 2 à 3 ans labo chimie minérale.
Pour analyses répétitives, dosages de traces d'impuretés par spectrophotométrie, spectro d'absorption atomique, etc.
Anglais souhaitable.
Adr. CV et prét. nº 160 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris

---

Nous recherchons
CADRE COMMERCIAL
EXPORTATION
Jeune, niveau d'études supér., très motivé par la vente, anglais et allemand courants, disponible à 80 % pour déplacements à l'étranger ; poste basé à Paris.
Adr. C.V. et prétent. à
COREP
(sous référence 285),
14, rue de Liège, 75009 PARIS, qui transmettra.

Banque privée
recherche pour
MEAUX
RESPONSABLE DE BUREAU CLASSE IV
Agé de 30 ans minimum, le candidat aura une bonne formation bancaire, alliée à une expérience de plusieurs années dans la gestion et l'animation. Il possèdera le goût du contact et le sens de l'organisation.
Le candidat devra résider dans la région.
Envoyer lettre manuscr., indiquant date de disponibilité, CV, photo et prétent. sous réf. 8774 à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Important établissement public
recherche
pour son siège à Paris
INGÉNIEUR 35 ANS
Formation : école des architectes et techniciens en construction navale de Nantes.
— école nationale supérieure de mécanique de Nantes.
Ingénieurs d'études et de travaux de l'armement.
Expérience de chantier et de bureau d'études en construction navale.
Il sera chargé de :
— projet de navires de recherches, définition de refonte de navires existants et d'équipements nouveaux, suivi de construction neuve ou de travaux de modification.
Envoyer CV + lettre référence nº 851195 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOFIMAE, 9, r. Jean-Jaurès 92320 Châtillon-sous-Bagneux recrute : 1) pour maintenance et dépannage appar. de mesure électronique
2 TECHNICIENS (NES)
CONFIRMES (EES)
2 TECHNICIENS (NES)
DEBUTANTS (TES)
2) pour labo d'études dessin et mise au point
1 TECHNICIEN
DEBUTANT
1 TECHNICIEN
DE CONTROLE
Envoyer CV et prétent.

Société d'Architectes
recherche
RESPONSABLE ARCHITECTE
35 a. min., dynam., compétent pour diriger agences et travx, possibilité ultérieure de participation.
Ecr. av. CV, photo et prét. à CREATIV, 40, rue Bonaparte, 75006 Paris

---

TRADUCTEURS TECHNIQU.
de Français en Anglais
Mécanique - Electronique.
C.V. à BIAT, 3, villa Poirier, 75015 Paris.

ECOLE PRIVÉE, hors contrat
SUD PARIS
recherche
PROFESSEURS
MATH - 1er CYCLE
PHYSIQ. 1er et 2e CYCLE
5 ans expérience confirmée.
Ecr. nº T 20062 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Sté d'Expertise comptable
Paris (4e) recrute
UN RESPONSABLE DE MISSION
3 à 4 ans d'expérience cabinet.
Adress. C.V., photo et prétent. nº T 020132 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

GROUPE CAISSE RETRAITES
recherche
ANALYSTE PROGRAMMEUR
pour participer au développement et à la mise en service d'un système de comptabilité sur petit ordinateur de gestion.
Expérience et connaissances souhaitées : matériel niveau I.B.M. 34, C.I.I.-H.B. 61/40.
Langage COBOL, GAP II.
Notions comptabilité.
Lieu travail proche gare Saint-Lazare.
Avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.
Ecr. avec C.V., photo, prétent., nº 38281 P.A. S.V.P., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Importante entreprise nationalisée
recherche
TITULAIRES DU BAC ÉLECTRONIQUE (F-2)
TITULAIRES DU B.T.S. BATIMENT et T.P.
étude de prix en bâtiment.
Expérimentés, libres immédiat.
Lieu de travail Paris.
Ecr. en joignant CV D.R. Paris 23, rue de Vienne, 75008 Paris

---

IMPTE SOCIETE
CONSTRUCTION MATERIEL
équipements électriques
proche Banlieue Nord
recherche
ÉLECTROTECHNICIEN
B.T.S. ou niveau
pour Laboratoire de recherche
Adr. C.V. détaillé à nº 60.312 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société d'Editions Conseil en Communication rech. pr service cclal H. F. 25 ans minimum. Efficace, intéressé par la vie des entreprises et ayant l'habit. des contacts téléphoniques à haut niv. Tél. pr RV 563-17-00.

L'Entreprise Générale LEON GROSSE recherche pour VERSAILLES : JNE HOMME Libéré O.M. HEC - ESSEC. Sup de Co pour le former à une ou plusieurs des spécialités suivantes :
— INGENIERIE FINANCIERE (Promotion immobilière, recherche d'investisseurs pour constructions industrielles, travaux à l'exportation).
— DEPARTEMENT MAISONS INDIVIDUELLES
— ASSURANCES se rapportant à la construction (responsabilité civile, décennale, bâtiment et travaux publics, etc.).
— PROBLEMES de PERSONN.
Poste à pourvoir dans l'immédiat à Versailles avec import. activité provinciale.
Adr. C.V. manuscrit sous pli personnel, à M. Léon GROSSE, 26, rue Sainte-Adélaïde 78000 Versailles

---

CABINET LAVOIX
CONSEILS EN PROPRIETE INDUSTRIELLE
Offre
poste de collaborateur à
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (MÉCANICIEN)
ayant de préférence quelques années d'expér. en matière de brevets d'invention.
Bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand indispensable.
Adr. C.V. et prétentions à
CABINET LAVOIX
2, place d'Estienne-d'Orves, 75441 PARIS CEDEX 09.

PL. DES VOSGES - BASTILLE
Sté machines-outils rech. pour son service comptabilité importation UN
COMPTABLE
2e ECHELON
Ecr. avec C.V. à SOGEMO 1, r. des Minimes, 75003 Paris
Réponse assurée.

Importante Sté de Transport proche quartier DEFENSE
recherche
UN DÉCLARANT EN DOUANE
UN AIDE DÉCLARANT
UNE EMPLOYÉE DE TRANSIT MARITIME
DACTYLO, connaissances anglais souhaitées.
Adr. CV + prét. et photo sous réf. 934 à TRENDANCES, 41, avenue de Friedland 75008 Paris qui transmettra.

RANSTAD
TRAVAIL TEMPORAIRE
recherche pour longues missions
COMPTABLE 1
DACTYLO
(pour Mo Carrefour Pleyel)
AIDE-COMPTABLE
Bac G2 + expérience.
Se présenter avec diplômes et références, 69, bd Haussmann Paris (8e)

BUREAU VERITAS
recherche
UN INGÉNIEUR
(débutant accepté)
en construction navale
Formation ENSTA ou ENSM spécialisé en construction navale hydrodynamique.
Bonnes connaissances en programmation FORTRAN.
Anglais indispensable.
Emploi à PARIS.
Ecrire avec CV et prétentions sous référence nº 32 à BUREAU VERITAS Direction du Personnel, 31, rue Henri-Rochefort 75017 PARIS

STE D'INSTRUMENTATION
recrute
pour son laboratoire de recherches
AGENT TECHNIQUE EXPÉRIMENTÉ
pour mesures électroniques
Lieu de travail :
banlieue Sud-Est de Paris.
Salaire motivant.
Envoy. C.V. sous réf. 2331 M à SWEERTS, B.P. 269 75424 PARIS, CEDEX 09

IMPORTANTE SOCIETE
Matériels arts graphiques
proche banlieue Sud-Est Paris, recherche
ATTACHÉ DE DIRECTION
BILINGUE ALLEMAND
Libre rapidement.
Qualités requises : polyvalence, initiative, esprit d'équipe.
Ecr. avec C.V. sous réf. 9.649, à PUBLIPANEL 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

secrétaires

Secrétaire assistante de direction
BOIS-COLOMBES 70 000
Une entreprise commerciale importante transfère son Siège à Bois-Colombes pour faire face à son expansion.
Son Directeur Général adjoint cherche une Secrétaire Collaboratrice chargée de l'assister dans le domaine administratif et en particulier dans la gestion administrative du personnel.
Ce poste convient à une collaboratrice expérimentée, active, autonome, d'une bonne maturité, appréciant une ambiance très dynamique.
sélé CEGOS
Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé sous Réf. 23595M, à M.J. Fournié. Discrétion garantie. 33, quai Gallieni - 92152 Suresnes. Tél. 772.31.32.
Membre de SYNTEC

C.C.E. AIR FRANCE
recherche pour siège (94 Thiais)
SECRÉTAIRES DE DIRECTION
Statut maîtrise
B.T.S. secrétariat Direction bilingue (anglais) exigé.
Expérience professionnelle 4 ans souhaitée
Ecrire avec C.V. au C.C.E. AIR FRANCE Tour Europa 103 Rungis Cedex

---

Sté CORD INTERNATIONAL
recherche
pour son siège social
8, rue du Colysée, 75008 Paris
SECRETAIRE STENO-DACTYLO
BILINGUE ANGLAIS
Téléphonez : 720-02-46

IMPORTANTE SOCIETE DE MATERIEL MEDICAL
recherche
POUR SA DIRECTION COMMERCIALE
COLLABORATRICE
SERVICE DES VENTES
sachant rédiger, assumant responsabilité de 2 Secrétaires et coordination avec Directeurs régionaux et vendeurs.
Ecrire avec C.V. et prétentions, nº 94581 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

T.P.F.C.
CONSEILS DE DIRECTION
PARIS-8e
recherche
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
Bilingue anglais
Ce poste requière :
— 2 à 3 ans d'expérience ;
— des qualités d'efficacité, d'initiative et de rigueur ;
— le goût du travail d'équipe ;
— connaissance de l'italien apprécié.
Rémunération intéressante.
Avantages.
Env. C.V. à T.P.F.C. 39, av. Pierre-Ier-de-Serbie 75008 Paris

capitaux ou proposit. com.

Pour création Centre Médical dans Sud-Ouest, rech. capitaux par investisseurs ou associés. Téléph. : (56) 59-44-59

information divers

POUR
TROUVER UN EMPLOI
Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédact. exemples, erreurs à éviter.
● La graphologie et ses pièges.
● 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
● Réussir entretiens, interviews.
● Les bons réponses aux tests.
● Emplois les plus demandés.
Pour informations, écr. CIDEM, 6 sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

Pour connaître les emplois offerts outre-mer, étranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie), demandez la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, Paris-9e.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplômes. Pour les connaître, demandez une documentation gratuite sur la revue FRANCE-CARRIERES (C 16) B.P. 402-09 Paris

travaux à façon

Demande
ENTREPRISE, sérieuses références, effectue rapidement travaux peinture, décorat., coordination tous corps d'état. Devis gratuit. T. 368-47-84 et 893-30-02.

représent. offre

GROUPE FRANÇAIS LEADER DANS SA SPECIALITE PEINTURES BATIMENT
recherche
AGENT DE VENTE
ayant de préférence une expérience des problèmes de peinture.
Vous serez intégré dans une équipe jeune et dynamique.
Vous bénéficierez d'un stage d'adaptation et d'un suivi de formation.
Nous voulons : candidats dynamiques, 25 ans minimum pouvant prouver leur réussite dans la vente, offrant des garanties de stabilité.
Pour les départements 92 et 95 habitant si possible dans ces départements.
Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris Réf. 35035.

Société générale de diffusion
BORDAS
recrute pour agence
Paris et banlieue Nord-Ouest
UN(E) CHEF DE SECTEUR
possibilités minimum garanti 4 premiers mois + primes + pourcentage.
4 DELEGUES(ES) - V.R.P.
possibilités minimum garanti 3 premiers mois + primes + pourcentage.
Stage de formation.
Tél. pr rendez-vous M. FERRY 548-85-70.

automobiles

divers

ALFA ROMEO
PARIS 16e
concessionnaire
48, rue MOLITOR
651.80.60

NEUBAUER
PEUGEOT
EXCEPTIONNEL !
504 ESS. et DIESEL
PRIX IMBATTABLES
M. Gérard au 821-60-21

CONCESSIONNAIRE
B.M.W
63, Bd J. Jaurès
92 CLICHY. Tél. 731-05-05
ACHETER ou LOUER VOTRE B.M.W.
PRESENTATION et ESSAIS de
TOUTE LA GAMME
NEUVES, DISPONIBLES
Nombreuses OCCASIONS
GARANTIE B.M.W.

formation profession.

Pour cadres dynamiques,
— futurs patrons reprenant une entreprise,
— et professions libérales concernées par les entreprises en difficulté :
FORMATION A L'AUDIT ET A LA REPRISE D'ENTREPRISES
Stage de 3 mois et demi en continu du 16 juin au 30 septembre.
— Formation à la négociation sociale et à la gestion de crise ;
— Formation à l'analyse d'entreprise et aux méthodes modernes de management par :
le Centre d'Etude et de Formation à l'Analyse et au Redressement d'Entreprises : C.E.F.A.R.E. agréé par le Ministère de l'Industrie.
Recrutement sur titres, tests et entretien.
Renseignements : INFOP, 45, avenue Carnot, 25043 BESANÇON CEDEX. Tél. : (81) 80-89-00.

I.S.T.I.
INSTITUT SUPÉRIEUR DE TECHNOLOGIE INFORMATIQUE
formation privée
STAGES DE TECHNICIENS DE MAINTENANCE
de haut niveau en 6 mois.
Niveau requis : BAC ou études électroniques.
EMPLOI ASSURÉ
en fin de stage.
Tests d'admission sur R.-V.
378-73-22
31, cours des Juilliottes, 94700 MAISONS-ALFORT. Mº Les Juilliottes.

demandes d'emploi

CADRE SUPÉRIEUR, 52 ans
Directeur d'entreprise bât. et T.P. depuis 20 ans. Implanté en Afrique francophone. Grande expérience et réussites confirmées de créations et implantation entreprise outre-mer, recherche situation haut niveau monde entier.
Ecrire Nº 2.239 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

For permanent installation in Greece
Marketing director, 39, with 15 years experience in one of the largest firms in France seeks position with international company to collaborate in the framework of services of :
— market research and survey,
— design and product policies of new products,
— improvement of commercial procedures and distribution schemes,
— preparation and follow-up of annual budgets and long-term strategy,
— preparation, definition and management of advertising and promotion budgets.
Write to this newspaper, which will forward correspondance : nº 2.293 « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

RESPONSABLE DÉPART IMMOBILIER
Expérience gestion 15 ans.
Domaine résidentiel, industriel et commercial.
Gestion, assurances, personnes, biens, construction.
Recherche poste responsabilité Paris ou R.P.
Ecrire Nº 2.290, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

PHARMACIEN retraité
(57 ans)
ayant expérience hôpital et gestion
recherche
sur Paris ou région parisienne
gérance pharmacie de clinique, distribution ou remplacement
Ecrire M. LAMBERT J.-F. 28, boulevard Pereire, 75017 PARIS.

H., 39, D.E.A. math appliquées, statistique, analyse numérique, Algol, Fortran, angl., ch. empl. Ecr. nº 2276 « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Etudiante, quadrilingue + notions de dactylo, ch. emploi pour vacances. Mlle Battut Mireille, 142, bd Masséna, app. 199, 75013.

CONDUCTEUR TRAVAUX
43 ans (second œuvre), expér. cclal français - arabe - anglais, cherche place France ou Irak. Abudhabi, téléph. : (49) 64-34-91.

J.H., 20 ans, programmeur DEB langages Basic et notions de Cobol, cherche place sur Paris. Tél. 207-11-07, de 12 h 30 à 13 h, tous les jours. Libre de suite.

Ex-Directeur Agence Publicité rech. poste resp. Publ.-Market. chez annonceur. Ecr. nº 13.769, Publicité Roger Bley, 101, rue Réaumur, Paris-2e, qui transm.

Cadre direct. P.M.E., édition-publicité, Presse, rech. poste resp. (secrét. gal, Direct. gal ou D.G.A., Direct. administr. et financier, Directeur commerc.). Ecrire nº 13.773, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

J.F. sér., 21 a., rech. emploi stable, secrét. médic. Sal. min. 3.500 F, ds rég. paris. Téléph. le soir, après 20 h. : 473-99-40.

J. H., 29 a., biling. franç.-angl. + not. ital. et allem., BAC littér., études supérieures, pouvant voyager, libre de suite, étudierait toute proposition de situation. Ecrire INTERMEDIA, nº 1.500, 69, rue La Fayette, 75009 PARIS, qui transmettra.

J.F., 33 ans, expér. secrétaire d'expér. dans B.E.aménagement, documents d'urbanisme, études d'impact, agriculture, cherche poste France ou étranger. Anglais parlé. Ecr. nº T 020138 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE Algérien, 42 ans, lic. urbanisme-aménagem., parle arabe, français, anglais, 15 ans expér. France dans construct et bâtiment, gde expér. marché et direction chantier, cherche emploi France ou pays arabes, Koweït ou Emirat.
Ecr. Nº T 20057 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 33 ans, expér. secrétaire assistante direction, notariat, compt., gérance boutique vêtem. et bijoux, expérience représentation vêtem. O.M., Anglais. Libre immédiatement, étud. tts prop. Ecr. nº T 020136 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune homme, 25 ans, B.T.S. instruments d'optique et de précision (I.O.P.), ch. place stable, Ecr. nº 8.281 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

DISP. 1er SEPT., SECR. CINQ., autonome, cultivée, ch. mi-temps préférence act. soc., contact. Tél. : 361-47-32, le soir.

Animateur de loisirs, diplômé CAPASE, parlant anglais et italien, ayant travaillé pend. 5 ans ds un complexe hôtelier de 350 ch., longu. expér. prof. cherche situation appropriée.
Ecr. nº 2295, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Formateur en expression orale, longue expérience, en activité, recherche vacations.
Ecr. nº 2297, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Animateur de loisirs et collectivités, dipl., expér. profession., donnerait cours de formation d'animation, soit à temps complet, soit comme vacataire.
Ecr. nº 2296, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

CHEF DE SERVICE EDUCATIF INTERNAT AEMO, Rég. Paris H. 32 a., marié, 1 enf. DEES 75, Directeur CVL, form. comptable. Exp. enf. inadapt. AEMO IMP PFS. Lib. sept. 80. Et. t. pr. sér. Ecr. nº 2294, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Hme 37 ans, expér. fonction. aimant rédiger et pouvant voyager, DROIT, LETTRES, LANGUES, rech. collaboration plein temps ou mi-temps. Ecr. sous nº T 20059 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Diplômé gestion et organisation actuellement chef d'exploitation dans importante Sté de Service, bonne connais. anglais, dynamique et disponible, rech. fonction similaire. Ecrire sous nº T 020141 M. Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J.H. 27 ans, licence droit privé, maîtrise Sciences Po, D.E.A. en préparation, ch. emploi FRANCE ou ETRANGER. Etudierait toutes propositions. Ecr. nº 96106 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Cadre de banque, H. 34 ans, classe VI, service étranger, bonnes connaissanc. opérat. import-export et réglementation des changes, rech. emploi similaire ds banque ou établiss. financier Paris ou Sud France. Ecrire à nº T 020020 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

CHEFS D'ENTREPR.
vous recherchez un
CADRE
sélection rigoureuse-garantie par des professionnels.
C.E.R.E.P. : 340-57-58 +

J.F. 28 ans, bonne présentat. ch. emploi standardiste. Salaire intéressant. 590-73-71

F. 35 ans, DES sciences éco, diplôme de l'institut de psycho, 15 ans, exp. professionnelle : études publicit., animat. psycho-clinique... étudierait toutes propositions intéressantes.
Ecr. nº T 020144 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J.F. 23 a., B.T.S. secrét. tril. 1 an exp. secrét. à Londres, séjour 1 an en Allemagne dont stage 4 mois, goût pour voyages, relations humaines, ch. emploi de secrétariat, tourisme, hôtellerie. Etudie ttes propos.
Ecr. nº 96107 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

PROFIL DE PATRON
étudie toutes propositions même à durée déterminée.
16 (8) 340-35-75

DIRECTEUR ADMINISTR. et FINANC.
50 ans, formation supérieure
LIBRE RAPIDEMENT
Habitué à participer au redressement et au développement d'entreprise et pouvant :
— Elaborer la stratégie financière ;
— Coordonner la comptabilité générale, analytique et contrôle de gestion ;
— Mettre en place des méthodes d'organisation et l'outil informatique ;
— Assurer la gestion de la production, des ventes, du personnel.
Parlant anglais, espagnol.
Ch. poste Paris ou province.
Ecr. nº T 019936 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

EXP.-COMPT. MEMORIALISTE
30 ans, 6 ans d'expér. P.M.E., cherche place dans une direct. financ. en moy. ou gde entrepr. Ecr. nº 8.263 « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 29 ans, bilingue français-angl., 6 ans enseignement, exp. édition journalisme, conn. dactylo, cherche grand mi-temps. Téléph. : 271-33-47 après 18 h.

Diplômé Enseignement Supérieur en Psycho-Social
(Libre à la mi-octobre)
et possédant par ailleurs une solide expérience acquise en entreprise dans les domaines de la gestion, de l'administration et des relations extérieures, examinera avec attention toutes propositions même originales.
Ecr. nº 96100 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

RESPONSABLE EXPORT GRANDE CONSOMMATION
Lic. ès L. Comptabil. Gestion, 25 ans exportation.
Ex-P.-D.G. Sté Export.
Création et animation réseau importateurs monde entier.
Six langues. Ch. poste similaire.
Ecr. nº 8229, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Américaine 28 ans, Sciences Po, Eco-Fi, spécialisation marketing, expér. lancement promotionnel petite Sté relations publ. et vte, ch. poste marketing exigeant initiative, créativité, offr. resp. Ecr. nº T 242 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Ingénieur CESI, 30 ans, 10 ans expér. industrielle maintenance et bureau d'études automatisme et régulation, rech. situation Hte-Normandie en maintenance, production, technico-cclal et ttes propositions sur les énergies nouvelles. Disponible. Ecrire à M. DUGENETAY Yvon, 44, rte de Louviers, 27100 Le Vaudreuil Téléph. : 16 (32) 59-11-74

BIOCHIMISTE MICROBIOLOGISTE
30 a. Form. universit. (maîtr.). Expér. 5 ans enseign. technique bioch. et microbio (BTAO, Bac F-7 et F 7'), rech. empl. secteur agro-aliment. Etud. ttes propos. Ecr. nº 8287, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

DÉFENSE

L'U.D.F. se prononce en faveur de la possession par la France de la bombe à neutrons

Le bureau exécutif de l'U.D.F. a rendu public le mardi matin 27 mai le rapport de sa commission de défense, présidé par M. Jean-Marie Daillet, député U.D.F. de la Manche, qui demande à la France de resserrer les liens avec ses alliés et de prendre l'initiative d'une concertation européenne en matière de défense, notamment avec la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne. Délégué général de l'U.D.F., M. Michel Pinton considère que *« la défense de la France est nationale, nucléaire, et s'inscrit dans l'alliance des nations du monde libre »*. M. Daillet, pour sa part, croit pouvoir affirmer : *« Nos analyses concluent à la nécessité de certaines adaptations de notre politique militaire, en particulier sur le chapitre de l'effort à demander à la nation pour sa défense, dans le droit fil du concept défini par le général de Gaulle en 1959. »*

Par rapport au texte initial de la commission de la défense, tel que *le Monde* l'a analysé dans ses éditions datées 26 avril, le document officiel rendu public par l'U.D.F. ne présente pas de grands changements de fond, à l'exception cependant de deux nouveautés majeures : l'adhésion à l'introduction éventuelle de la bombe à neutrons dans la panoplie nucléaire tactique de la France et une distinction, plus nette et plus nuancée, entre défense civile et « sécurité des arrières » conçue comme la préparation à la résistance.

1) Estimant qu'*« il faut disposer sur le théâtre européen d'une capacité de riposte et d'arrêt suffisante pour que le seuil du recours aux armes nucléaires stratégiques ne soit pas abaissé dangereusement »*, l'U.D.F. en conclut : *« Seul un armement nucléaire tactique nombreux et d'une bonne efficacité opérationnelle, tel que l'arme « à neutrons », peut contrebalancer l'énorme supériorité de l'adversaire potentiel en armements classiques (...). Le choix est clair : l'organisation de la défense en Europe doit être conçue pour livrer bataille avec le soutien d'armes nucléaires tactiques nombreuses. »*

La référence à la possession par la France de bombes à neutrons — une arme dont les effets de rayonnements neutroniques ont été privilégiés par rapport aux effets mécaniques et thermiques d'une bombe nucléaire classique — ne figurait pas formellement dans le pré-rapport de la commission U.D.F.

Cette référence à l'arme neutronique est, du reste, nommément reprise dans les sept propositions formulées par l'U.D.F. en fin du document approuvé par le bureau exécutif.

2) Par rapport à la première version de sa commission spécialisée, l'U.D.F. établit une distinction plus nette entre, d'une part, la *« défense civile »*, assimilée à ce qu'on appelait jadis la défense « *passive* » pour les évacuations, les secours d'urgence, l'exode des réfugiés ou le déblaiement des destructions en cas de guerre, et, d'autre part, la *« sécurité des arrières »* destinée à *« empêcher dans le cas d'une crise grave la naissance et l'action aveugle de l'« armée du refus » contre laquelle la défense militaire est impuissante »*.

Le pré-rapport de la commission avait tendance à confrondre deux missions pourtant bien séparées : la protection civile et l'encadrement de la population, qui, de toute façon, ne devraient pas relever d'une quelconque autorité militaire.

Pour le reste, l'U.D.F. réitère l'idée que *« la défense de la France est inséparable de la défense de l'Europe occidentale »* au sein *« d'une alliance solide qui requiert la participation des États-Unis d'Amérique »*.

« La sécurité de la France se jouerait dès la première bataille en Europe (...). Il ne doit y avoir aucune ambiguïté quant à l'engagement de la France (...), même si elle se réserve de décider du moment de l'engagement de ses forces ainsi que de l'emploi de ses forces nucléaires (...). Les forces françaises constitueraient, en fait, en cas de conflit, une réserve de l'OTAN particulièrement valable (...), conclut l'U.D.F.

M. Daillet a réclamé une *« accélération de l'effort financier prévu pour la défense »* pour porter le budget militaire à 4 % du P.N.B. (il est en 1980 à 3,3 %). *« Nous avons travaillé en toute liberté*, a encore précisé le président de la commission U.D.F. de la défense. *Nous n'avons reçu aucune directive de quiconque en dehors de l'U.D.F. Je veux aussi mettre fin à la légende de l'atlantisme. Nous sommes heureux qu'il y ait une alliance des démocraties, mais nous souhaitons la démocratie dans l'alliance. »*

Un changement de cap

En préconisant la possession par la France de nombreuses armes nucléaires tactiques, y compris la bombe à neutrons, l'U.D.F. est allée jusqu'au bout de la logique amorcée par le chef de l'État, en juin 1976, à l'Institut des hautes études de défense nationale, lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing a esquissé la thèse selon laquelle l'armée française doit être conçue, entraînée, équipée et planifiée pour, le cas échéant, *« livrer bataille »* aux côtés de ses alliés en Europe.

Auparavant, l'idée que cette bataille puisse être livrée avec quelque chance de succès n'avait pas été retenue par les prédécesseurs à l'Élysée de l'actuel président de la République, dans la mesure où le rapport des forces sur le théâtre européen — trop avantageux pour l'Est et trop déséquilibré au détriment de l'Ouest — devait plutôt inciter la France à faire davantage confiance pour sa sécurité en un développement de son arsenal nucléaire stratégique constamment mis à jour.

En réintroduisant dans le discours stratégique de la France le concept de la *« bataille de l'avant »*, en accentuant le rôle attribué aux armes nucléaires tactiques dites du théâtre et en affadissant la notion des représailles massives attachée, depuis le général de Gaulle, à la dissuasion stratégique, l'U.D.F. se range dans le camp des partisans de l'*« escalade graduée »* (autrement baptisée *« réponse flexible »*) qui se recrutent surtout à l'OTAN parmi les fidèles de la doctrine américaine.

Ce n'est pas une simple évolution de la théorie destinée, comme l'écrit M. Daillet dans la préface du document, à adapter la politique militaire de la France *« dans le droit fil du concept défini par le général de Gaulle en 1959 »*. Un tel parrainage est probablement abusif. C'est, véritablement, un changement de cap qui est ainsi présenté à la nation, sans que l'on sache, encore aujourd'hui, si l'U.D.F., *« force de soutien au président de la République et aussi force de proposition »*, comme l'explique M. Pinton, anticipe sur des orientations gouvernementales tenues secrètes ou si elle sera désavouée par le chef de l'État lorsqu'il arrêtera prochainement les choix nucléaires du pays jusqu'à la fin de ce siècle.

JACQUES ISNARD.

L'immobilier

appartements vente



3e arrdt. — 4e arrdt. — 5e arrdt. — 6e arrdt. — 7e arrdt. — 8e arrdt. — 9e arrdt. — 12e arrdt. — 14e arrdt. — 15e arrdt. — 16e arrdt. — 94 Val-de-Marne — 17e arrdt. — 18e arrdt. — 78 - Yvelines — 92 Hauts-de-Seine

PLACE BEAUVAU (PRÈS)

Mᵉ COURCELLES

PRIX INTÉRESSANT

appartem. achat

PARTICULIER ACHÈTE de suite urgence 100 M2 NEUF OU ANCIEN PASSY - FOCH NEUILLY

viagers

immeubles

locations non meublées Offre

Paris

CANAL SAINT-MARTIN

Mᵉ COURCELLES

PARIS 12e

PARIS (19e)

PARIS (12e)

SAINT-AUGUSTIN

pavillons

Région parisienne

fonds de commerce

locations non meublées Demande

Paris

bureaux

Région parisienne

locations meublées Demande

Paris

châteaux

villas

terrains

propriétés

SUPERBE PROPRIÉTÉ

BELLE PROPRIÉTÉ

maisons de campagne

NIÈVRE MAISON DE CAMPAGNE

5 PIÈCES

PRIX : 162.000 F.

280-08-80

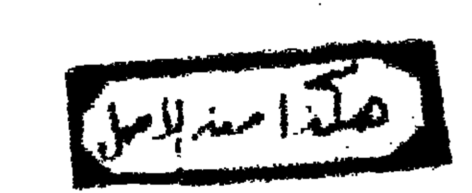
Bureaux à louer Etages de 1750 m² au Rond-Point des Champs-Elysées

Richard Ellis 563.08.08

17, rue de la Baume, 75008 Paris

CÔTE D'AZUR 60 hectares de silence et de soleil pour le prix d'un appartement. Domaine de la Coudoulière. Baie de Sanary (Var)





Le Monde

régions

BRETAGNE

A BREST

Des marins se font fermiers

De notre envoyé spécial

« *En direct des fermes de Bretagne...* » Le slogan sur papier glacé commence à se répandre. Pas pour vanter les *mérites du beurre salé ou des* artichauts bretons. Il s'écrit en surimpression sur la photo d'un marin qui l'épuisette à la main sort de l'eau des poissons vif-argent : des truites élevées en mer. Pas de *haies pour clore ces* « champs » d'un nouveau genre, *mais des pontons flottant* sur l'eau claire de la rade de Brest. Pour survivre, le marin pêcheur s'est fait fermier. Des siècles après l'agriculture, la pêche s'efforce de passer de la collecte sauvage à la culture. Le chemin est parsemé *d'embûches. Malgré l'aide des* chercheurs du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) installé au centre océanologique de Bretagne (COB) dans un campus dominant la côte brestoise.

Des espoirs de renaissance

Avant qu'en 1972 un virus ne *s'attaque aux coquillages*, la rade de Brest était le premier centre mondial de l'huître plate. L'ostréiculture faisant vivre mille deux cents personnes. Des espoirs de *renaissance* apparaissent maintenant, mais en attendant il a fallu survivre. Surtout cette épreuve a montré au comité local des pêches qu'il ne fallait pas mettre tous ses poissons dans le même filet. Or, l'exiguïté de ses zones de *pêche l'avait depuis longtemps* habitué à « gérer » son stock de matière première. Pour les pêcheurs brestois, la pêche n'a jamais pu être une *razzia* sans *mesure*. Les esprits étaient prêts à se lancer dans l'aventure de l'aquaculture que les spécialistes du COB s'efforçaient de mettre au point. La première « cage » d'élevage pour des truites a été immergée dans la rade en 1974. Six ans plus tard, *les résultats sont encourageants*, même s'ils sont forts loin des rêves fous de certains futurologues. Aquacoop, une coopérative maritime créée tout exprès *dans le port du Tinduff* emploie maintenant sept personnes. Elle produira cette année 80 à 100 tonnes de truites *de mer*, qui seront vendues à un prix permettant d'équilibrer les comptes.

La chair rose des truites de mer a un goût plus proche de celui du saumon que de la truite d'eau douce. Les Français n'y sont guère habitués. Aquacoop doit exporter de 30 à 40 % de sa *production dans les pays* nordiques où depuis longtemps *la Norvège a su créer un marché pour ce produit nouveau.*

L'élevage

Car, si l'aquaculture est nouvelle en France, elle ne l'est pas sur les bords de la Baltique *ou en Ecosse*. Les *Norvégiens* produisent 3 000 tonnes de truites par an et 4 000 tonnes de saumons ; *plus qu'ils* n'en pêchent. Les Ecossais élèvent 2 000 tonnes de saumons et 1 500 tonnes de truites. Des tentatives ont aussi été faites *en France pour le saumon*, dans la ferme expérimentale du COB au Tréguier. Techniquement, il n'y a pas de difficultés, mais la rentabilité économique n'est pas encore au rendez-vous. D'autant que les scientifiques ne réussissent toujours pas à pro*duire des œufs de saumon en* élevage. Il faut en acheter des sauvages à l'étranger. Ils sont rares... et chers. Aussi les spécialistes du CNEXO misent d'abord sur la « culture » de la sole, du bar et surtout du turbot.

L'aquaculture ne peut intéresser que des espèces « riches ». Son rendement énergétique est déplorable. Le poisson d'élevage ne rend que 10 % de la *nourriture qu'il a consommée*. Et cette petite bête est difficile. Il lui faut des protéines comprenant 40 % de farine de poisson, des protéines nobles donc. Le *poulet, lui, se* contente d'un repas contenant 20 % de protéines végétales qui sont bon marché. « *Nous ne faisons que transformer des protéines pas trop pauvres en protéines plus riches* », explique M. André Vaillant, le spécialiste du CNEXO. Et *cela prend du temps. Il* faut dix-huit mois pour fabriquer 1 kilo de truites de mer, trois ans pour qu'un turbot pèse 2,5 kilos, il suffit de huit se*maines pour qu'un* poulet atteigne le même poids.

A se demander si le jeu en *vaut la chandelle. Là encore* l'objectif est de réduire nos sorties de devises. Nous dépensons 1 milliard par an pour acheter à l'étranger saumons, soles, crevettes et turbots. Un *peu moins de 1 %* de la facture pétrolière.

Il ne faut pas attendre autre *chose de l'acquaculture. La faim* dans le monde ne sera pas vaincue par le développement des cultures en mer. L'homme ne sait pas encore dans ce milieu créer des protéines mais simplement en transformer. Il est impossible de voir trop grand. *Les truites doivent naître dans* l'eau douce. Si toutes les piscicultures de Bretagne servaient de maternité elles ne permettraient que de produire 2 000 tonnes par an de truites de mer. Le fermier de la mer n'est pas prêt de remplacer le *pêcheur. L'élevage des poissons* est encore trop délicat. Le Cherbourgeois qui s'était lancé dans la même aventure ne le sait que trop. Son cheptel de truites a disparu en quinze jours, atteint par un virus dont les scientifiques affirment qu'il ne pouvait se propager en eau salée. Un poulet à la naissance pèse 50 grammes, un saumon quelques milligrammes. Il faut beaucoup de soin pour le faire *grossir. Au point que certains* spécialistes se demandent si cette tâche n'aurait pas dû être confiée à des agriculteurs plutôt qu'à des marins. L'habitude de l'élevage ne s'acquiert pas si facilement.

La « cage » ne remplacera pas le chalutier

Dans les bâtiments du port du Tinduff, on ne l'entend pas *ainsi : « Maintenant que l'aquaculture commence à devenir rentable pas question de laisser des groupes financiers s'y intéresser alors que nous avons pris tous les risques. »* Casquette sur la tête, sabots aux pieds, le président du comité local des pêches *veut que les enfants des marins* trouvent un emploi dans les « fermes » de la rade de Brest. Même s'il sait que la « cage » ne remplacera pas le chalutier. Il faudra continuer à pêcher le maquereau.

Il serait trop cher à élever. *Et il faut de la farine de poisson pour nourrir la truite, le* saumon ou le turbot d'élevage. Les laboureurs de la mer ne sont pas prêts de devenir des *éleveurs* en bateau.

THIERRY BRÉHIER.

DANS LE MORBIHAN

Le « plan Marcellin » a fait doubler les factures mais chaque habitant a désormais l'eau à sa portée

De notre correspondant

Vannes. — « *L'eau n'est qu'exceptionnellement gratuite.* » Ainsi intitulé, le rapport du syndicat départemental de l'eau du Morbihan, présenté en février, n'était-il rien d'autre qu'une provocation, alors que les usagers avaient constaté, dans le même temps, une hausse officielle de 25 % du prix de l'abonnement pour l'année 1979 ? Les Morbihanais n'avaient certes pas attendu la publication de ce document *pour s'inquiéter. Ils avaient créé* un comité de défense des usagers de l'eau soutenu par la confédération syndicale des familles et de la famille rurale. Le boom des factures d'eau faisait, en effet, sortir les Morbihanais sur le pas de leurs portes. « *L'augmentation*, dénoncent les responsables du comité, *a largement dépassé les 25 % annoncés par le syndicat départemental. Certaines factures ont doublé. Pour nous, le prix de l'eau est une chose, mais la facture comporte aussi d'autres lignes et, notamment, l'assainissement. Les 25 % sont, en fait, 38,7 %. Et, depuis 1975, date de création du syndicat, le montant de l'abonnement, aujourd'hui de 287,48 F, a connu une hausse de 78,33 %. Si on ajoute les taxes, cette augmentation atteint 90,8 %.* » Autre anomalie : le prix du mètre cube d'eau varie selon les communes ou les syndicats de 8,87 F à 11,28 F pour les endroits où il y a assainissement, et de 6,22 F à 6,44 F pour ceux qui n'en sont pas pourvus.

Le président du syndicat départemental, le député (R.P.R.), M. Jean-Charles Cavaillé, tient à ramener les chiffres à de plus justes proportions.

En 1979, le déficit annuel affiché dans le budget du syndicat était de 1 300 000 F. Une véritable hémorragie malgré des subventions du département d'un montant total de 1 400 000 F versés de 1975 à 1979.

Comment expliquer un tel déséquilibre ? C'est le résultat d'une politique spécifique d'adduction d'eau, dans la mesure où le Morbihan est passé en quatre ans d'une desserte de la population à 62 % à une desserte à 100 %, engageant plus de 5 milliards de centimes de travaux sans un franc versé par l'Etat. C'est une performance aujourd'hui aux abonnés du compteur d'eau.

« *Dans les années 1971-1972, quand le Morbihan dut s'engager dans la voie d'une industrialisation intensive, il fallut se doter de l'infrastructure indispensable. Ici, l'eau était une nécessité première*, raconte M. Cavaillé. *Le département, rural en grande majorité, a joué la carte des activités agro-alimentaires, grandes consommatrices d'eau.* » Or, à l'époque, à peine pour plus de 50 % le département était desservi en eau, et ce dans les zones les plus privilégiées. Devant la distribution parcimonieuse des subventions de l'Etat, le conseil général a lancé un plan départemental, baptisé « plan Marcellin », du nom du président du conseil général.

L'équipement, conduit à grands frais et à grande échelle, rendit rapidement nécessaire une harmonisation des travaux et sonna le glas des syndicats d'eau locaux indépendants. En 1975 naquit donc le syndicat départemental, qui bientôt regroupa 254 des 261 communes morbihanaises. « *Ce qu'on ne pouvait pas prévoir, c'est que les deux principales villes, Vannes et Lorient, manqueraient à l'appel. Or, à elles seules, elles auraient pu nous aider à éviter le déficit croissant du syndicat d'eau morbihanais* », constate, avec une certaine amertume, M. Cavaillé.

Et quand on parle de déficit, il faut savoir pourquoi. « *Il y a, bien sûr, le fait que nous n'avons été aidés par personne*, explique M. Cavaillé. *Mais il faut aussi comprendre que le syndicat a pris à son compte des charges qui précédemment retombaient sur chaque commune, donc sur les impôts locaux. Les Morbihanais auraient, de toute façon, payé, et même sans doute plus cher encore, mais sans s'en apercevoir. Enfin, il faut admettre qu'au départ le syndicat a un peu pêché par démagogie en pratiquant un prix d'abonnement nettement en dessous du prix « vrai » (160 francs au lieu de 329 francs). C'est cet écart excessif que nous avons voulu rattraper.* »

D'ailleurs, l'augmentation de 25 % est exceptionnelle, et, dès 1980, on retombera à un rythme plus normal : 10 %. Ce taux sera maintenu dans les années à venir et, normalement, « *le syndicat enregistrera, d'ici deux à trois ans, des excédents* ».

Mais, finalement, pour le député R.P.R. du Morbihan, la vraie solution à la question de *l'eau n'est pas locale ou départementale*. M. Cavaillé, qui appartient à une commission nationale sur l'eau, souhaite purement et simplement une réglementation pour tout le pays. « *Il faut nationaliser l'eau au même titre que l'électricité. C'est la seule façon d'aboutir à une véritable équité.* »

LOUIS COQUIN.

CORRESPONDANCE

Lorient et le tiers-monde

Après l'article intitulé « Lorient : un port pour les paysans » (le Monde du 8 mai), *M. Alain Le Sann, professeur agrégé d'histoire-géographie à Lorient, nous écrit :*

Il apparaît que le ministère de l'agriculture n'est guère partisan d'un développement accéléré des importations d'aliments du bétail. Mais nous sommes obligés *de constater que ces analyses gouvernementales* sont loin d'être suivies d'effets et qu'en réalité c'est la logique des *firmes* agro-alimentaires qui tend à s'imposer. On peut aussi s'interroger sur la *cohérence de cette politique gouvernementale* lorsqu'on voit deux ministres (MM. Bonnet et Le Theule, le 6 *juin prochain*) venir inaugurer des installations qui n'ont pas l'air d'avoir l'aval de *leur collègue ministre* de l'agriculture ! Il est tout aussi navrant de constater que les élus locaux, *notamment socialistes, considèrent* comme une priorité le développement de la fonction agro-alimentaire du port de Lorient alors que par ailleurs des socialistes comme M. Edgard Pisani *souhaitent pour* la France une politique d'élevage plus autonome et une taxation des importations d'aliments du bétail.

Lorsqu'on se place du point de vue des paysans du tiers-monde, *les conséquences de ces importations* sont encore plus inquiétantes. Prenons les trois produits *principaux débarqués* à Lorient.

— *Arachides de l'Inde et du Sénégal.* — Il est inutile de rappeler ici les ravages causés par la monoculture de l'arachide au Sénégal. En ce qui concerne l'Inde, les *tourteaux* d'arachide seraient certainement plus utiles pour nourrir le bétail indien. *Cela nous empêcherait peut-être* de vendre nos surplus laitiers dans ce pays mais ce serait plus satisfaisant pour l'économie de l'Inde.

— *Manioc de Thaïlande.* — Toutes les études sur le sujet montrent que le développement du manioc dans ce pays s'est accompagné d'une érosion des sols, d'une déforestation massive et d'une aggravation de la misère paysanne dans le nord-est du pays. Un rapport officiel reconnaissait qu'en 1973 cinquante mille enfants étaient morts de malnutrition dans le pays. La réduction actuelle des importations de manioc par la C.E.E. a contribué à plonger le pays dans une grave crise économique.

— *Soja du Brésil.* — Il faut tout d'abord signaler le gigantesque « détournement de protéines » que constitue cette introduction du soja dans l'alimentation animale (Marcel Mariole dans *le Monde diplomatique*, mai 1980). Pour ce qui concerne le Brésil même, Gonzalo Arroyo montre dans *Amérique latine* n° 1 (p. 61) que le développement du soja se fait aux dépens des cultures vivrières locales et donc contribue à diminuer la sécurité alimentaire. Dans ce pays de la faim, on peut se douter de ce que cela signifie pour les plus pauvres.

Un *troisième élément d'analyse* est totalement absent de l'article de votre correspondant. Il n'est *pas du tout certain que ces investissements* pourront être rentabilisés. Est-il réaliste de prévoir un doublement *ou un triplement* des importations d'aliments du bétail pour le seul port de Lorient *alors que la plupart des ports* bretons s'engagent dans la même voie, et les responsables de chambres de *commerce* bretonnes sont très inquiets des investissements du même type prévus en Basse-Seine. Si ces projets se réalisent, c'en est fini de l'optimisme bréton.

équipement

A PROPOS DE...

UN BILAN DE LA CHASSE AU « GASPI »

Automobilistes économes

En réponse à une question écrite de M. Claude Fuzier, sénateur (P.S.) de Seine-Saint-Denis, M. André Giraud, ministre de l'industrie, dresse, dans le « Journal officiel » du 22 mai, le bilan de l'opération « chasse au Gaspi » lancée l'an dernier pendant les mois de juillet et août.

Les pouvoirs publics ont, pendant cette période, diffusé à la radio et à la télévision des conseils de conduite économique, distribué aux automobilistes des carnets d'autocontrôle et organisé des école de conduite économique. Le budget de la campagne s'est élevé à 22,7 millions de francs. Les écoles de conduite ont reçu plus de douze mille automobilistes dont la consommation de carburant a diminué de 15 % « sans préjudice pour la vitesse moyenne du parcours ».

D'après une enquête réalisée par la SOFRES pendant le mois de septembre 1979, 42 % des conducteurs déclarent avoir effectivement changé de comportement dont 26 % de manière importante. M. André Giraud évalue l'économie annuelle ainsi réalisée à 225 000 tonnes de pétrole soit 300 millions de francs (hors taxes). « Cette valeur, *dit le ministre*, comparée au coût de la campagne fait apparaître la rentabilité élevée de ce type d'action ». *Selon M. Giraud, son analyse est corroborée par la stabilisation de la consommation d'essence constatée pendant les mois de mai à septembre 1979 par rapport à la même période de 1978 alors que la consommation de ces cinq mois de 1978 était en augmentation de près de 3 % sur celle de la période correspondante de 1977.*

TRANSPORTS

La desserte des aéroports parisiens

« IL N'EST PAS INDISPENSABLE DE PROLONGER LA VOIE FERRÉE JUSQU'A ORLY », estime le CES d'Ile-de-France

Le comité économique et social d'Ile-de-France vient de proposer plusieurs mesures pour améliorer la desserte des aéroports d'Orly et de Roissy.

L'assemblée régionale a notamment souhaité que la desserte ferroviaire directe de la deuxième aérogare de Roissy, qui entrera progressivement en service entre avril 1981 et 1987 (elle sera alors la plus importante de France), soit assurée dès 1983 ou 1984.

Le C.E.S. souligne qu'un peu plus du tiers des voyageurs se rendant à Roissy (dix millions en 1979, quarante millions prévus en 1990) ont utilisé les transports en commun, dont 11 % le train.

Compte tenu des possibilités offertes par Orly-Rail, qui comporte plusieurs gares de correspondance avec le métro, le C.E.S. estime qu'un prolongement de la voie ferrée jusqu'à l'une ou l'autre des aérogares d'Orly *« n'apportera pas d'améliorations sensibles ni en durée du trajet ni en commodité ».*

ENVIRONNEMENT

EXPÉRIENCE A LA SUÉDOISE DANS LE CANTON D'ELBEUF

Un service municipal pour gérer les systèmes individuels d'assainissement

Elbeuf. — Les conseils municipaux d'Amfreville, Tourville, Fouqueville et Le Bec-Thomas, quatre communes de l'Eure proches d'Elbeuf, ont décidé de moderniser *les systèmes d'assainissement* individuel de leurs habitants.

De notre envoyé spécial

Brebis sous les pommiers en fleur, chaumières à colombages blotties derrière les haies du bocage, la Normandie n'est jamais plus séduisante qu'au printemps. Dans le canton d'Amfreville-la-Campagne, sous la poussée des citadins venus de Paris mais aussi d'Elbeuf et de Rouen, les maisons individuelles neuves ou restaurées se sont multipliées. Et leurs habitants exigent le confort le plus moderne.

Les municipalités ont fait ce qu'elles ont pu pour raccorder au tout-à-l'égout et à des stations d'épuration quatre mille personnes. Six mille autres disposent dans leur jardin de ce que dans un langage pompeux on appelle un système d'assainissement individuel, autrement dit une fosse septique — le plus souvent trop petite — parfois précédée d'un bac à graisse et généralement suivie d'un puisard.

Ces dispositifs sommaires fonctionnent avec des fortunes diverses et, de toute manière, il faut les vidanger tous les trois ou quatre ans. 40 % de leurs propriétaires s'en déclarent peu satisfaits.

Devant cette situation, M. J. Schneider, conseiller général du canton, décida, voici peu, de faire étudier le raccordement de tous ces isolés au réseau d'égouts. On lui présenta un devis de 60 millions de francs. Aucun budget communal ne pouvait se payer ce luxe. Il fallait trouver autre chose. M. Schneider, célèbre pour sa débrouillardise d'Alsacien devenu Normand, a trouvé. Avec l'aide financière et technique de l'agence de l'eau Seine-Normandie (1) il lance sur quatre communes une expérience tout à fait originale.

Aux propriétaires de maisons *individuelles on propose de rénover* leur système d'assainissement, *puis de le nettoyer et de l'entretenir* pendant cinq ans. C'est un service municipal qui s'en chargera. *La chose est courante en* Suède mais n'a jamais été tentée chez nous. Cela pour une bonne et simple raison : la loi interdit aux communes de prélever une redevance pour la gestion des *assainissements individuels. Il* faudra donc changer ce texte rétrograde. *Auparavant, on veut* tester sur le terrain et en vraie *grandeur la qualité de ce nouveau* service municipal et, bien *entendu, évaluer son coût.*

Pour les cinq années d'expé*rience et les 550 maisons nor*mandes qui vont en bénéficier, la *réfection puis la gestion munici*pale des fosses septiques va coûter *6 millions de francs. Par rapport* au branchement sur un réseau *d'égouts, l'économie réalisée est* supérieure à 60 % et l'épuration obtenue plus complète.

En Suède, pour traiter leurs *abonnés*, les collectivités locales utilisent un camion spécial que *l'on a pu voir fonctionner* à Amfreville-la-Campagne, à titre de démonstration. Conduit par un seul technicien, qui télécommande *les opérations*, l'engin déroule son tuyau jusqu'à la fosse, en absorbe *le contenu en cinq minutes et* démarre pour la maison voisine. *Pendant* ce trajet, une mini-station d'épuration montée sur le *camion* digère, *épure* et filtre l'effluent. Les matières sèches *deviennent un excellent engrais et* l'eau sert à regarnir la fosse suivante après son nettoyage. La machine, qui coûte 1,5 million de *francs*, est capable de traiter une dizaine de foyers par jour. Elle *fait donc théoriquement le travail* d'une station d'épuration de 25 000 habitants.

Tous les techniciens de l'épu*ration des eaux, mais* davantage encore tous les maires ruraux de *France vont suivre avec intérêt* l'expérience de ce canton de *l'Eure. Dans le seul bassin Seine-*Normandie, on estime à un demi-*million le nombre des systèmes* d'assainissement individuels qui *pourraient* être améliorés et pris en charge par des services muni*cipaux. Déjà*, l'agence propose à toutes les communes qui le *souhaitent* de les aider à dresser une carte des sols pour savoir quelles sont les zones où les fosses septiques fonctionneront bien et celles où le raccordement à un réseau d'égouts est indispensable.

Pour l'épuration à la campagne, les lourdes et coûteuses stations collectives ne sont plus de mise. *Voici revenu* le temps du traitement individuel, mais corrigé cette fois par une gestion et un entretien collectifs.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Agence Seine-Normandie, 10, rue du Capitaine-Ménard, 75015 Paris.

CORRESPONDANCE

Trébeurden épargnée

Après l'article publié dans le Monde *du 16 mai sur les conséquences pour la Bretagne de la pollution par le pétrole du* Tanio, *M. André Le Pape, maire de Trébeurden, dans les Côtes-du-Nord, nous écrit :*

Vous citez la commune de Trébeurden comme ayant été polluée par les hydrocarbures du *Tanio* au même titre que Perros-Guirec et Trégastel. Or, par les caprices du vent et des courants, il n'en a pas été ainsi. Aucune nappe de pétrole n'est venue cette fois mouiller les plages de Tresmeur, Goastrez ou Porsmabo.

Peut-être est-ce la présence des unités militaires cantonnées par commodité à Trébeurden qui on pu induire votre correspondant en erreur.

Constatant cet état de fait avec réalisme, l'office touristique de la Côte de Granit rose a d'ailleurs prévu d'organiser cet été, si besoin était, des navettes de cars depuis Perros-Guirec et Trégastel vers les plages de Trébeurden, opération que le secrétaire d'Etat à la jeunesse, aux sports et au tourisme envisage même de soutenir financièrement.

Lotissement pollué près de Rotterdam : le terrain sera défoncé et les propriétaires indemnisés

Lekkerkerk *(Reuter)*. — Les responsables de l'administration qui supervisent l'évacuation du lotissement de Lekkerkerk, à l'est de Rotterdam, estiment qu'il pourrait y avoir plusieurs milliers de fûts contenant des produits *toxiques* enfouis dans le terrain sur lequel a été bâti tout un nou*veau quartier* d'habitations.

Un porte-parole du ministère de l'intérieur néerlandais a précisé que huit cent soixante et onze personnes ont été évacuées sur ordre du gouvernement après la découverte du dépôt de produits toxiques. Il est possible qu'elles ne soient plus jamais en mesure de revenir à Lekkerkerk.

La décision d'évacuation a été prise dès le 2 mai, lorsque l'on découvrit quarante-deux fûts de *déchets toxiques enfouis dans des* fosses ; certains fuyaient, et *avaient contaminé l'alimentation* en eau.

Les produits toxiques, qui proviennent apparemment d'une usine de couleurs de Rotterdam, ont été déchargés en 1970 et 1971, avant la construction du lotissement.

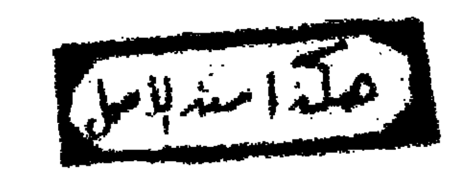
Le maire de la ville a annoncé que la municipalité allait attaquer la firme en justice.

On a commencé à défoncer le terrain dans toute la région contaminée. Le sol sera enlevé sur plus d'un mètre de profondeur en général et sur 4 mètres autour des fosses où des fûts auront été retrouvés. Tous les habitants, y compris les cent trente enfants d'âge scolaire, ont subi un examen médical approfondi.

Certaines maisons devront probablement être démolies. Les propriétaires seront, semble-t-il, *indemnisés par le gouvernement*, qui a déclaré que les habitants du *lotissement n'auraient pas à souffrir* financièrement de ce désastre.







Le Monde

économie

ÉTRANGER

POUR TENTER DE S'AFFRANCHIR DES ÉTATS-UNIS ET DE L'EUROPE

Le Brésil cherche à mettre en place un marché commun industriel en Amérique latine

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. — Pour ceux qui nourrissaient quelques illusions sur le marché brésilien des télécommunications, l'exposition Intelcom 80, qui s'est tenue à Rio-de-Janeiro du 19 au 24 mai, aura eu au moins un mérite : celui de remettre les choses en place. Il n'y aura pas de contrats fabuleux du téléphone. Ni au Brésil ni, d'ailleurs, en Amérique latine.

Il y a encore peu de temps, on s'attendait pourtant que ce pays de cent vingt millions d'habitants devienne un des grands débouchés de l'industrie mondiale des télécommunications. C'était l'époque où certains économistes occidentaux ne juraient que par le miracle brésilien, s'extasiaient devant son développement par l'inflation et la dévaluation permanente. D'ambitieux programmes étaient annoncés.

Dans les télécommunications, les autorités décidaient, en 1975, d'installer un million de lignes de téléphone par an. Trois groupes implantés localement — I.T.T., Ericsson et Nippon Electric — devaient se partager les commandes et voyaient leurs nouveaux modèles de centraux semi-électroniques « choisis » par le Brésil. Compte tenu des programmes d'investissements affichés alors, dans les télécommunications, mais aussi en informatique et en électronique, les autres firmes occidentales ne désespéraient pas d'obtenir une part du marché brésilien. De fait, des sociétés françaises ont obtenu ces dernières années quelques contrats : Thomson-C.S.F. et T.R.T. pour des faisceaux hertziens ; C.I.T.-Alcatel et Matra ont pris pied sur le marché des automatismes pour le tiers du métro de Rio.

Cinq années ont passé et rien ne va plus. « *Avec la crise du pétrole,* explique M. Correa de Mattos, ministre brésilien des P.T.T., *le gouvernement a été obligé de revoir son programme.* » En baisse. « *Les télécommunications ne figurent plus parmi les priorités.* »

La dette extérieure

Le Brésil a des problèmes plus urgents à résoudre. A commencer par celui de l'énergie. Chaque augmentation du prix du pétrole aggrave un peu plus le déficit extérieur du pays. En 1979, les importations pétrolières ont coûté plus de 11 milliards de dollars et la note s'aggravera en 1980. Le Brésil est exsangue. Sa dette extérieure dépasse 50 milliards de dollars — on parle officieusement de 80 milliards — pour un P.N.B. annuel de 200 milliards de dollars.

Pour tenter de desserrer l'étau, les autorités agissent dans plusieurs directions. La société nationale Pétrobras a lancé un vaste programme de prospection pétrolière, notamment sur le littoral du Nord-Est. Chaque mini-découverte est saluée par une spéculation boursière effrénée. L'essence (2,80 F le litre) est rationnée, les pompes étant fermées le week-end. On encourage le développement des « voitures à alcool », 5 % des véhicules sortant des usines sont déjà équipés de moteurs spéciaux. L'hydro-électricité, avec le plus grand barrage du monde en cours de construction à Itaïpu et l'énergie nucléaire absorbent une part importante des investissements.

Du coup, le téléphone devient le parent pauvre. Des coupes sombres ont été faites dans le budget. Les usines locales ne fabriquent plus que trois cent cinquante mille lignes par an. Bien des projets sont remis aux calendes grecques.

Certes quelques projets subsistent pour lesquels les industriels et les P.T.T. français espèrent que leur déplacement massif à Rio pour Intelcom 80 portera ses fruits. Ainsi les Câbles de Lyon (groupe C.G.E.) sont en concurrence avec les Britanniques et les Japonais pour le câble sous-marin Rio-Dakar (un contrat de 1 milliard de francs). L'installation d'un autre câble avec le Pacifique et le Canada est à l'étude. Les « marchés nouveaux » ouverts par la télématique (télex, télécopieurs, réseaux de transmission de données, services divers) peuvent également offrir des débouchés. Mais les industriels du téléphone comme ceux des autres secteurs doivent prendre conscience que le marché brésilien va peu à peu se fermer... pour ceux qui n'auront pas su prendre en compte les nouvelles orientations des autorités brésiliennes en matière de stratégie industrielle.

Sans doute faut-il mettre des correctifs aux propos officiels. Il y a toujours loin du discours à la réalité. Mais il ne faudrait pas pour autant sous-estimer les ambitions du Brésil, ni ses velléités d'acquérir certaines compétences industrielles et technologiques. Sa politique s'articule autour de quatre grands axes :

1) Les autorités privilégient de plus en plus la fabrication locale afin de réduire le déficit extérieur. Les industriels étrangers doivent donc investir sur place et implanter des usines. Des grands groupes l'ont compris depuis longtemps. Les Américains, mais aussi les Allemands (Volkswagen, Siemens), les Suisses (Brown-Boveri), les Japonais et quelques Français (Rhône-Poulenc, Michelin). Certains font cependant la fine bouche, en raison des réglementations en vigueur. Ainsi, les firmes étrangères ne peuvent-elles rapatrier qu'un montant de bénéfices équivalent à leurs investissements dans le pays (plafonné à 12 % par an). Les redevances de licences ne peuvent excéder 5 %. Mais, comme l'on dit, « *c'est à prendre ou à laisser* » et... il y a toujours des arrangements possibles.

2) La « brésilianisation » des entreprises étrangères est en cours. Il s'agit de faire entrer des capitaux locaux dans le capital de leurs filiales. Des négociations ont lieu avec I.B.M., Olivetti et Philips pour l'ouverture du capital de leurs filiales à des investisseurs brésiliens.

Dans les télécommunications, les derniers appels d'offres de fournitures prévoient que les équipements seront fabriqués sur place par des sociétés à capital majoritaire brésilien.

3) Une volonté d'émancipation technologique se fait jour car, comme l'explique M. Correa de Mattos, « *un pays qui ne dispose pas de sa propre technologie sera toujours à la traîne des autres* ». Or, « *pour payer le pétrole, nous cherchons à acquérir une part du marché mondial dans plusieurs domaines : sidérurgie, aéronautique, automobile et... électronique* ».

Le Brésil cherche donc à vendre des produits originaux. Déjà, son industrie aéronautique propose des petits avions civils (le *Bandeirante*) et militaires (le *Xingu*), fort appréciés par plusieurs pays. Il exporte les VW locales (les Brasilia), des chars et des voies de chemins de fer en Irak.

Demain, on compte bien, à Brasilia, vendre des produits plus complexes. Il y a le nucléaire, où le Brésil pourrait faire profiter l'Irak de son expérience. En télécommunications, le Centre de recherche du ministère travaille sur un central électronique temporel qui ne doit rien, affirme-t-on, aux technologies étrangères. Baptisé « *Tropico* », ce central devrait être opérationnel dans cinq ans. « *Ce modèle unique,* précise le ministre, *sera alors fabriqué par tous les industriels locaux* », c'est-à-dire les anciennes filiales d'I.T.T., Ericsson et N.E.C. Le Brésil développe également sa propre technologie dans les fibres optiques.

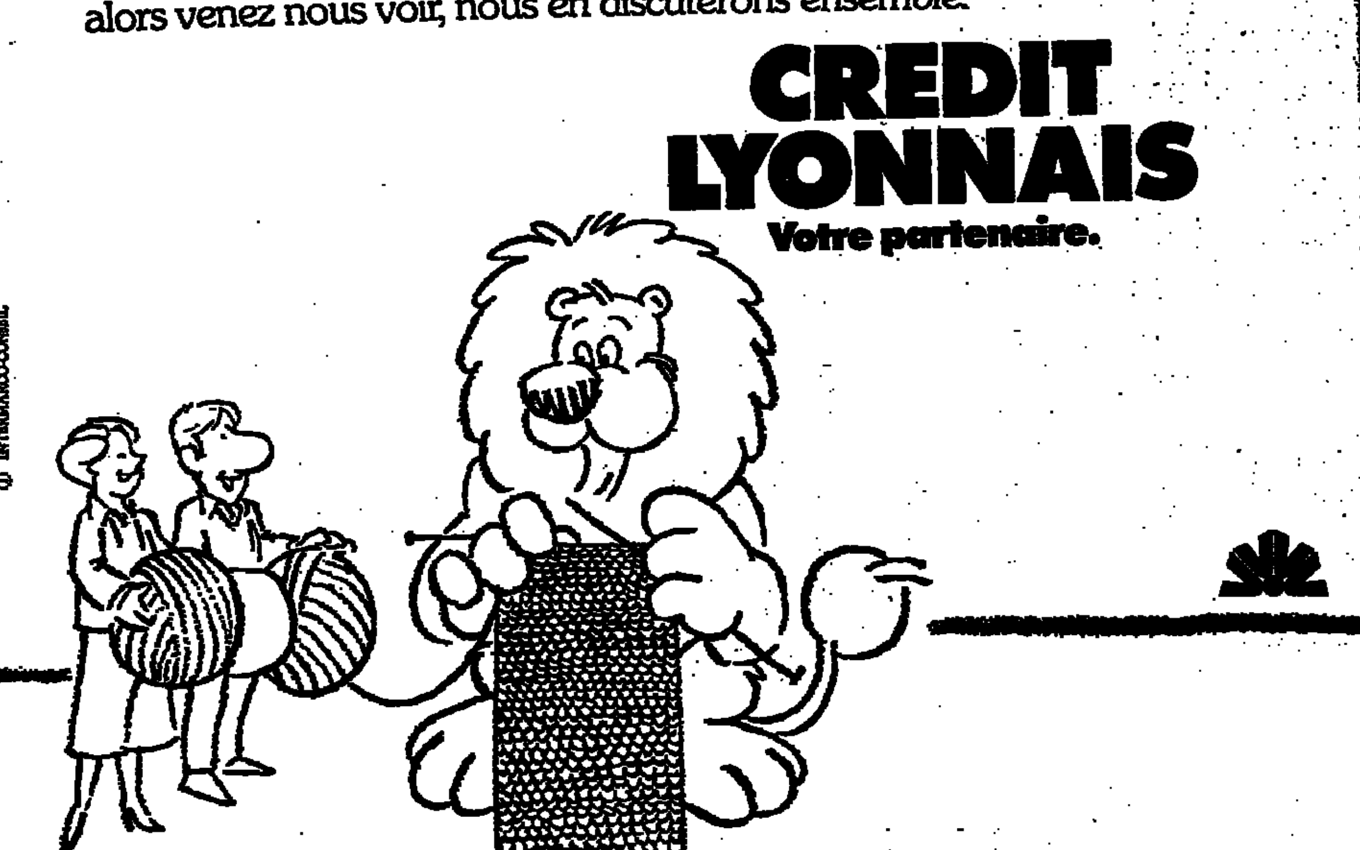
4) L'idée d'un marché commun du sud de l'Amérique latine fait son chemin. Il semble que, cette fois, à Buenos-Aires comme à Brasilia, on soit décidé à passer aux réalisations concrètes. Lors de son discours inaugural à Intelcom 80, M. Correa de Mattos déclarait : « *Nous devons coopérer avec des pays qui ont des problèmes similaires... cela sous le sceau de l'autonomie, pour ne pas être asservi technologiquement par les nations industrialisées.* » Propos qu'il précisait quelques jours plus tard devant la presse française. « *Nous voulons mettre sur pied des complémentarités industrielles.* » Et de prendre comme modèle les projets européens communs, comme l'Airbus.

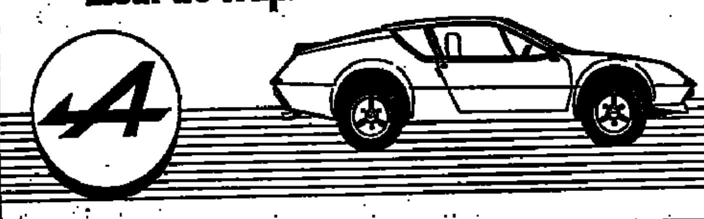
Lors des récents entretiens officiels argentino-brésiliens, les représentants des deux pays ont dressé une liste des sujets où « *nous pourrions nous entendre* ». Le nucléaire y figure au premier rang, mais aussi l'hydroélecricité et les télécommunications, avec le projet de lancement d'un satellite commun argentino-brésilien et, qui sait... le futur central téléphonique « Tropico » qui pourrait être adopté et fabriqué par l'Argentine.

Une telle politique a ses limites. Ainsi, faute d'une solide industrie nationale (elle a été en grande partie « liquidée » ces dernières décennies par les cartels internationaux), la « brésilianisation » ressemble souvent à une association bancale entre un industriel étranger et un marchand ou un financier locaux, qui agissent parfois comme de simples prête-noms. Les tensions sociales sont vives car, jusqu'à présent, ce « *nationalisme* » industriel profite surtout à une petite élite dont les liens avec les multinationales restent étroits. Mais, même si son émancipation industrielle et technologique demeure partielle, il reste que le Brésil, allié demain à l'Argentine, voire au Chili, dans le cadre d'un Marché commun de l'Amérique latine, peut se révéler un redoutable concurrent pour les industriels occidentaux dans les pays du tiers-monde.

J.-M. QUATREPOINT.







PROSPECTIVE

Vers la « démassification »

(Suite de la première page.)

Pourquoi la troisième vague ? Le chiffre trois exerce une sorte de fascination sur les chevaucheurs de civilisations. Rappelons-nous la « *loi des trois états* » d'Auguste Comte, ou celle de Colin Clark avec son époque primaire (agriculture), *secondaire (industrie), tertiaire* (services). Alvin Toffler ne se donne pas grand mal et reprend la division de l'économiste australien. Il est vrai qu'il s'attache surtout à étudier *les rapports, les points de rupture*, les passages de la vague industrielle à celle qui nous porte aujourd'hui *et qui* trouve des irisations nouvelles en trois couleurs dominantes, qu'il appelle la technosphère, l'infosphère (médias) et la sociosphère. C'est la collision entre la deuxième et la troisième vague qui *crée* aujourd'hui les tensions sociales les plus violentes, les « *réactionnaires* » de gauche et de droite voulant sauvegarder à tout prix, tel quel, le « *système* » *industrialo-culturel*.

Le divorce entre la production et la consommation paraît à *Alvin Toffler* la caractéristique principale du « *modèle* » dans lequel nous vivons *aujourd'hui. Aux buts sociaux ou* religio-culturels des phases antérieures, s'est substitué le marché *dont l'expansion a fait grimper* les niveaux de vie, mais qui a déshumanisé la société qui s'y est adonnée.

Le *principal* obstacle à l'arrivée de la civilisation de la troisième vague c'est la mentalité de l'âge industriel *qui repose sur* trois croyances : la nature est un objet à asservir ; la « *sélection naturelle* » *joue pour les* peuples, les plus puissants étant *ipso facto* les plus aptes ; l'histoire *tend de manière irréversible* vers l'amélioration du sort de l'humanité.

La fin de l' « usine cathédrale »

« *La civilisation qui a fait de l'usine une cathédrale agonise* », écrit A. Toffler. La base énergétique de la « deuxième vague » n'est plus viable. L'épine dorsale industrielle de la troisième vague est déjà en place *avec ses quatre pointes sensibles :* l'électronique, l'informatique, les entreprises spatiales et océanographiques et l'ingénierie génétique.

En même temps que nous transformons la « *technosphère* », nous *révolutionnons* l' « *infosphère* ». Les médias se trouvent « démassifiés ». Dans le monde entier, de *nombreux* grands journaux perdent des lecteurs alors qu'on assiste à l'explosion de multitudes de petites feuilles ou de mini-magazines très spécialisés. De 1950 à 1970, les stations de radio sont *passées aux Etats-Unis de deux* mille trois cent trente-six à cinq mille trois cent cinquante-neuf. La *télévision par câbles concurrence l'autre* et fragmente une masse indifférenciée en mini-publics.

Plus ceux qui nous entourent se « *démassifient* » plus nous aurons *besoin d'informations — des signaux* et des indicateurs — pour prédire, fût-ce approximativement, comment ils se conduiront à notre égard. C'est pourquoi nous devenons une « *société d'information* ».

La « *démassification* » touche aussi la production. Dans de nombreux secteurs industriels, on s'oriente vers les petites séries ou vers *le surmesure intégral* en continu, en reprogrammant continuellement les machines. Le client sera *bientôt si intimement intégré* au processus de productions qu'il sera de plus en plus difficile de *dire qui* sera effectivement le « *consommateur* » et qui le « *producteur* ». La *fameuse* dichotomie chère à la deuxième vague tendre donc à s'estomper. D'autant plus que *la télématique* facilitera le travail à domicile. Pour toutes ces raisons, la firme changera de caractère et *devra* répondre à de beaucoup plus subtiles atteintes à son environnement : *elle ne pourra plus se borner à faire* des bénéfices mais devra contribuer à résoudre des problèmes *écologiques, moraux, politiques, raciaux*, sexuels et, bien sûr, sociaux.

Le temps lui-même sera « *démassifié* », *la troisième vague défiant* la synchronisation mécanique, et offrant beaucoup plus de possibilités à ceux qui veulent arbitrer entre revenu et travail — Toffler rejoint *ici* les thèmes *largement exposés* dans la dernière étude d'*Echanges et projet* sur « *le temps choisi* » (1).

Qu'il s'agisse de nouvelles techniques de production, de mouvements d'autoassistance, de courants *do it yourself, on retrouve partout* la même évolution vers une intégration beaucoup plus étroite du consommateur au processus de production. Notre auteur invente même *un mot pour ce nouveau type de* relation : la « *prosommation* ».

Si *les économistes bafouillent* ajourd'hui c'est parce que les grands changements essentiels se situent en dehors de *réseaux d'échange*. De même les « *politiques* » sont en retard parce qu'ils n'ont pas compris, *comme le disait* Daniel Bell, que l'Etat « *est trop grand pour les petits problèmes et trop petit pour les grands problèmes* ».

Le complexe du Messie

La troisième vague n'apporte pas un modèle tout prêt, *elle n'est pas* une simple extension de la société industrielle mais un changement *radical de direction*. Il faut même transformer de bon gré nos institutions afin de faire face aux nouvelles réalités. Car la *politique* du futur, selon Alvin Toffler, devra évacuer le *complexe du Messie, cette illusion* selon laquelle nous pouvons être sauvés rien qu'en changeant l'homme *(ou la femme) qui tient la barre*.

Selon notre auteur, il faudra repenser la vie politique en fonction *de trois principes-clés : redonner du* pouvoir aux minorités, instituer une démocratie semi-directe, enfin « *diviser la décision* », et la faire prendre là où il convient. Il va jusqu'à *penser que le peuple serait mieux* représenté si les membres du Parlement étaient choisis au hasard au sein de la population.

Le *foisonnement* des idées contenues dans le livre de Toffler étourdit le lecteur. Certes, des formules font choc, mais on trouve de longues plages où l'auteur rassemble le fruit de *ses nombreuses lectures américaines* et européennes, faisant son miel de choses lues et comprises *déjà partout depuis un certain temps*.

Alvin Toffler aurait dû élaguer. Certes, la tentation est forte de tout *embrasser, chaque fois que l'on* refait le monde. Mais la troisième vague doit aussi porter l'homme vers l'essentiel. *Or*, si l'auteur est disert sur bien des efforts de la technologie, *il ne nous dit pratiquement* rien de cette grande épreuve du vingt et unième siècle que sera l'affrontement *d'une société* « *démassifiée* » avec... la masse des pauvres de la planète, empêtrée dans *sa première* vague de subsistance. La collision de ces vagues-là aurait sûrement assombri *le tableau*.

PIERRE DROUIN.

★ Editions Denoël, 623 pages. Environ 80 F.

(1) *Le Monde* du 7 mai, article sur « L'horloge sociale ».

MARCHÉ COMMUN

La Grande-Bretagne toujours isolée

(Suite de la première page.)

Mis à part un accord à neuf, bien problématique, la formule la moins destructrice serait sans doute que la Commission européenne, assumant les responsabilités que lui confie le traité de Rome, prenne sur elle de *« gérer la crise »* en décidant, une fois constatée la carence du conseil des ministres, que les nouveaux prix de campagne doivent s'appliquer.

Certains commissaires — par exemple M. Cheysson, qui, voici quelques jours, a fait à Marseille des déclarations dans ce sens, — estiment qu'une telle initiative est nécessaire. La semaine passée, lors du débat sur la crise devant l'Assemblée européenne, des parlementaires, tels M. Josselin, qui *parlait au nom des socialistes* français, ont invité la Commission à prendre ses responsabilités.

Il n'est pas évident, cependant, que la majorité du collège de Bruxelles — lequel, par nature, est prudent et se trouve présentement dirigé, de surcroît, par un Britannique, M. Jenkins, qui peut être tenté de laisser « pourrir » la situation — soit disposée à se prêter à ce genre de coup de force.

Sur le plan pratique, à savoir l'entrée en vigueur rapide des nouveaux prix agricoles, les Français devraient logiquement être favorables à une telle prise en main des choses par la Commission. Il n'est pas évident, cependant, que cela soit le cas : en retard d'au moins dix ans, certains à Paris feraient valoir qu'accepter une telle valorisation des pouvoirs de l'institution bruxelloise serait politiquement dangereux, et doit donc être refusé.

PHILIPPE LEMAITRE.

● *« C'est bien la dernière chose que souhaite le gouvernement, mais un recours au blocage des salaires n'est pas exclu »*, a déclaré le chancelier de l'Echiquier, M. Geoffrey Howe, évoquant les rumeurs selon lesquelles le cabinet Thatcher pourrait imposer un blocage des salaires.

« Nous estimons que ce n'est ni avisé ni nécessaire, notamment en raison des effets qu'ont eus par le passé de telles mesures », a ajouté M. Howe, tout en rappelant néanmoins que Mme Thatcher elle-même *« ne l'a pas exclu »*.

● *Affrontement entre ouvriers en Grande-Bretagne.* — Trente et un ouvriers ont été arrêtés et deux policiers blessés mardi matin aux portes de la plus grande centrale électrique en construction d'Europe, à 50 km à l'est de Londres. Les incidents se sont produits alors que plusieurs centaines de militants du syndicat des travailleurs municipaux (G.M.W.U.) tentaient d'empêcher des cars, transportant des ouvriers du syndicat des électriciens de pénétrer sur le chantier de l'usine.

Les deux syndicats s'opposent depuis plusieurs mois sur les suites à donner au licenciement de vingt-sept ouvriers spécialisés. *(A.F.P.)*

MONNAIES ET CHANGES

Les industriels italiens réclament une dévaluation de la lire

De notre correspondant

Rome. — *« Je suis profondément opposé à la dévaluation de la lire. Je pense qu'elle ne servira absolument à rien, mais c'est une mesure quasi inévitable »*, affirmait, le 25 mai, dans *la Republica*, M. Carlo De Benedetti, vice-président d'Olivetti. On ne saurait mieux résumer le débat qui agite depuis quelques semaines les milieux économiques italiens.

Le gouvernement n'a pas su — ou pas voulu — le désamorcer. Au lieu de démentir formellement les rumeurs de dévaluation, comme il est de règle, le ministre du Trésor, M. Pandolfi a fait crépiter les télescripteurs en déclarant : *« La lire sera bientôt indéfendable, si on ne réduit pas l'inflation. »* Le taux de change s'est dégradé au cours des derniers mois, le franc vaut désormais un peu plus de 200 lires, soit un record absolu. Mais la dépréciation de la monnaie italienne reste contenue, en raison de son appartenance au nouveau « serpent » (système monétaire européen, S.M.E.), où elle ne peut osciller que de 6 %.

Le S.M.E. désoriente les industriels italiens. Jusqu'en 1979, la compétitivité de leurs produits sur les marchés extérieurs se fondait sur une dépréciation contenue de la monnaie nationale. La lire n'a-t-elle pas perdu la moitié de sa valeur au cours des sept dernières années ?

En interdisant ce phénomène, le S.M.E. crée une situation insupportable. La plupart des opérations commerciales de l'Italie se font avec des pays du Marché commun, dont les devises sont quasiment liées à la lire. Or les prix industriels augmentent beaucoup plus vite dans la péninsule : plus de 20 % en 1979, contre 7 % seulement en Allemagne fédérale. Les conséquences commencent à se faire sentir : si les exportations italiennes en R.F.A. ont augmenté de 14 % l'an dernier, le mouvement inverse s'est accru de 29 %. La balance des paiements penche de plus en plus dans le mauvais sens : le déficit des quatre premiers mois de 1980 a atteint 2 750 milliards de lires.

L'Italie savait dès le départ que son entrée dans le S.M.E. était risquée. Comment supporterait-elle un système de parités presque fixes avec des pays dont le taux d'inflation est nettement moindre que le sien ? Une telle association supposait des réformes en profondeur. Or rien n'a été fait dans ce sens ; les Italiens se sont contentés de colmater les brèches, sachant pourtant que le corset européen ne suffirait pas à les rendre vertueux.

Le rythme annuel moyen de l'inflation s'est ralenti au cours des derniers mois, revenant de 25 % à 16 %. Mais il demeure le plus fort — avec celui de la Grande-Bretagne — de tous les grands pays industrialisés. Les exportateurs ne peuvent même pas se rattraper par d'autres voies : la productivité reste faible, malgré des progrès sensibles en 1979 ; les coûts du travail augmentent très rapidement.

Il n'est pas question de toucher au mécanisme de l'échelle mobile. Les industriels se rabattent donc sur deux autres revendications : soit la fiscalisation de certaines charges sociales (mais l'Etat est déjà terriblement déficitaire) ; soit une dévaluation de la lire.

« Tout le monde déclare ne pas la vouloir, tout le monde accuse le voisin de la chercher, et tout le monde se comporte de manière à la provoquer », remarquait en mars un économiste, M. Antonio Pedone. Dévaluer ? La question est moins actuelle que ne le laisse croire le débat en cours. Si une telle décision doit intervenir, ce ne sera pas avant l'automne ou l'hiver. Grâce au tourisme et à la faible consommation de pétrole, la saison estivale permet toujours de redresser un peu le navire.

Chacun sait, en tout cas, que la dévaluation serait un remède illusoire. Elle permettrait pendant quelques mois aux produits italiens d'être compétitifs, puis on se retrouverait au point de départ à cause d'une inflation galopante. Mais, si rien n'est fait pour assainir l'économie italienne — et les conditions politiques ne paraissent pas réunies pour le faire, — on voit mal comment la dévaluation pourrait être évitée.

ROBERT SOLÉ.

DOLLAR ENCORE EN BAISSE : 4,13 FRANCS

Nouvel affaiblissement du dollar *après le long week-end de la Pentecôte.* La devise américaine était cotée mardi matin à Francfort 1,7680 DM (contre 1,7825 DM vendredi) et à Paris 4,13 F (contre 4,1530 F). La livre sterling s'affermit encore, cotant 2,36 dollars (contre 2,3460).

Les taux d'intérêt sur l'eurodollar restent à leur niveau (bas) de la fin de la semaine dernière. L'once d'or a été cotée par opposition à Londres 514,28 dollars (contre 511,25 vendredi après-midi).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,1270	4,1310	+ 125	+ 145	+ 230	+ 260	+ 625	+ 685
$ can.	3,5540	3,5585	— 40	0	+ 15	+ 70	+ 360	+ 465
Yen (100)	1,8700	1,8740	— 20	+ 5	— 55	— 20	— 45	+ 130
DM	2,3330	2,3375	+ 50	+ 75	+ 100	+ 135	+ 380	+ 440
Florin	2,1240	2,1280	+ 15	+ 30	+ 40	+ 65	+ 170	+ 215
F.B. (100)	14,5460	14,5690	— 580	— 435	— 880	— 660	—1630	—1150
F.S.	2,5125	2,5190	+ 135	+ 175	+ 290	+ 340	+ 905	+1000
L. (1 000)	4,9650	4,9730	— 355	— 240	— 585	— 450	—1400	—1210
£	9,7500	9,7640	— 435	— 340	— 815	— 670	—1685	—1500

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	9 1/8	9 5/8	9 7/16	9 15/16	9 7/16	9 15/16	9 1/4	9 5/8
$ E.-U.	8	8 1/2	8 3/4	9 1/8	8 15/16	9 5/16	9 3/8	9 3/4
Florin	11	11 3/4	10 15/16	11 11/16	10 15/16	11 11/16	10 3/4	11 1/4
F.B. (100)	16 3/4	19 1/4	15 3/4	16 1/2	15 3/4	16 1/4	14 1/2	15 1/4
F.S.	7/8	1 5/8	5 7/16	5 15/16	5 3/8	5 7/8	5 1/16	5 9/16
L. (1 000)	15 3/4	20 1/4	19 1/2	21	19 1/2	21	18 1/4	19 1/4
£	17	18	17	17 3/4	17 1/4	18	16 1/4	17
Fr. franç.	12 3/8	12 5/8	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 11/16	12 15/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

DOUZE DES TREIZE PAYS DE L'OPEP ONT RELEVÉ LE PRIX DE LEUR PÉTROLE

Le gouvernement gabonais a décidé de relever de 2 dollars par baril le prix de son pétrole, *« afin de se mettre en harmonie avec les autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole »*. Cette décision prend effet à compter du 15 mai 1980. Le Gabon est ainsi le douzième pays membre à augmenter ses prix. Seul l'Iran, dont les prix étaient il est vrai bien supérieurs à ceux de ses partenaires, s'est abstenu de renchérir son pétrole ces dernières semaines.

D'autre part, plusieurs pays non membres de l'OPEP suivent le mouvement. Après Oman, l'Angola vient de majorer les prix de son « brut » de 1,70 dollar par baril avec effet rétroactif au 1er mai. Le pétrole angolais coûtera désormais 35,50 dollars le baril. — *(A.F.P.)*.

● *L'U.R.S.S. a relevé de 2 dollars par baril le prix de son pétrole brut* à l'exportation vers les pays autres que ceux du Comecon (Marché commun de l'Est), apprend-on dans les milieux pétroliers londoniens. Elle s'est ainsi alignée sur les autres pays exportateurs, à la suite de la hausse générale déclenchée il y a une dizaine de jours par l'Arabie Saoudite. Selon le bulletin pétrolier *Europe-Oil Prices*, un nouveau relèvement par l'Arabie Saoudite du prix de son « brut » aurait lieu dans un proche avenir, *« peut-être à la veille ou pendant la réunion ministérielle de l'OPEP devant s'ouvrir à Alger le 9 juin, et cette fois non plus de 2 dollars mais de 5 dollars ou plus »*. — *(A.F.P.)*

● *Réunion des ministres des finances de l'OPEP à Vienne.* — Les ministres des finances des treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent le 27 mai à Vienne pour une conférence consacrée au *« Fonds spécial »* créé par l'organisation en 1976 afin d'aider les pays en voie de développement. Les ministres du pétrole avaient accepté à Caracas, en décembre, de porter la dotation du Fonds à 4 milliards de dollars, mais aucune décision ferme n'avait pu être arrêtée par les ministres des finances lors de leur précédente réunion, le 16 janvier.

● *La France va fournir une assistance technique au développement de mines de charbon en Inde de l'Est.* — L'Inde possède en effet d'importantes réserves charbonnières (12 427 millions de tonnes) qui sont, pour des raisons techniques, insuffisamment exploitées.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION



AFFAIRES

Remous au sein du groupe Empain-Schneider dont l'état-major pourrait être profondément remanié

Le baron Edouard-Jean Empain et son empire seront-ils toujours un de ces « signes de contradiction » dont parlent les Écritures ? A nouveau, les rumeurs courent au sein du groupe et dans les milieux financiers : « Il va se passer des *choses, des têtes vont rouler...*) On prétend que le directeur général, le Belge René Engen, *homme lige du baron,* serait écarté, que certains grands patrons de filiales seraient mis à l'écart, tandis que l'étoile de certains autres brillerait plus vivement : celle de M. Pierre Pagezy, *président* de la Banque de l'Union européenne, par exemple. De telles rumeurs *ont de quoi* agiter les cabinets ministériels puisque le groupe Empain-Schneider, par le biais de Creusot-Loire, *contrôle,* entre autres choses, la société Framatome, fer de lance de l'industrie nucléaire française.

Même si l'on fait la part de l'intoxication et du véritable ravissement qu'éprouvent banquiers et hommes d'affaires à évoquer, à mots couverts, des « luttes intestines », il n'en reste pas moins que le baron pourrait prendre certaines mesures au sein de son groupe.

Dans un entretien remarqué accordé à notre confrère *le Point* à la fin d'avril dernier, il déclarait : « *Oui, je me sens un devoir vis-à-vis de mes ancêtres, des gens qui m'ont fait confiance dans le groupe... Mais je ne peux plus faire confiance à personne, parce que je n'ai jamais réussi à savoir ce qui s'était vraiment passé pendant ma séquestration...* » Suivaient des propos passablement menaçants : « *Et puis, j'ai certains comptes à régler. Je suis le patron, j'ai les mains libres, et je me sens suffisamment soutenu pour le faire. J'ai, aujourd'hui, l'impression de gouverner un certain nombre de sociétés du groupe et de n'en pas gouverner d'autres. Mais, faites-moi confiance : ceux qui pensent qu'ils peuvent mener leur propre politique se trompent. Je ne leur donne pas six mois pour rentrer dans le rang, ou partir !* »

Après s'être montré si belliqueux, le baron ne peut en rester là : il lui faut agir, et agir en patron qui détient avec sa famille 55 % d'un empire de cent cinquante sociétés employant cent vingt mille personnes et réalisant 35 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le cas Creusot-Loire

Mais c'est là où les choses risquent de se compliquer. L'une des pierres angulaires du groupe est la société Creusot-Loire contrôlée à 50/50 avec la C.G.I.P. (ex-petit-fils de François de Wendel), mais dont le rôle de chef de file a été dévolu au groupe Empain-Schneider. Elle est considérée par les pouvoirs publics comme l'un des « fers de lance » de l'industrie française, que ce soit pour le nucléaire (Framatome), les métaux spéciaux ou pour la mécanique lourde et les usines clés en main, sa grande spécialité.

Or Creusot-Loire a perdu plus de 500 millions de francs en 1978 et 1979 : sans doute, la société compte-t-elle revenir à l'équilibre en 1980, mais de mauvaises surprises sont toujours à redouter, notamment du côté de sa filiale Creusot-Loire Entreprises. Il lui faut donc reconstituer ses fonds propres, fortement entamés, et en outre régler le sort de sa division « métallurgie-aciers spéciaux » qui a fait le plus clair des pertes du groupe ces dernières années.

On sait que le dossier « aciers spéciaux » est sur le bureau du premier ministre, et que, parmi les solutions éventuelles, figure l'apport à Usinor de cette division « métallurgie ». Seulement voilà : la restructuration de ce secteur comme la reconstitution des fonds propres de Creusot-Loire nécessitent une injection très importante de capitaux frais. L'État peut aider Usinor ou Sacilor, dont le contrôle est pratiquement détenu par la puissance publique.

Dans le cas du groupe Empain-Schneider, la chose est moins facile. Elle l'est d'autant moins que la situation financière du groupe, sans être catastrophique, n'est pas totalement satisfaisante. Si la filiale Spie-Batignolles (travaux publics et bâtiment), Jeumont-Schneider, Merlin-Gérin et Dunkerque-Normandie sont bénéficiaires (cette dernière grâce aux chantiers navals), Ernault-Somua (machines-outils) a dû apurer son bilan au terme d'un exercice 1979 désastreux, et Creusot-Loire, on l'a vu, a éprouvé de graves mécomptes. Dans ces conditions, on voit mal comment le groupe pourrait rassembler les ressources *suffisantes* pour régler les problèmes en suspens.

Ajoutons, et c'est peut-être là l'un des points les plus brûlants, qu'en haut lieu on n'a jamais complètement « digéré » la façon dont, en 1963, les héritiers de M. Charles Schneider, à la suite de divergences, vendirent au groupe belge Empain 24,3 % des actions de la société Schneider. M. Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, avait tenté de bloquer l'opération par des artifices juridiques.

Certes, depuis, au nom de l'efficacité, *Framatome s'est vu confier* le monopole de la construction des réacteurs nucléaires en France — le Commissariat à l'énergie atomique prend une *participation* de 30 % dans son capital — et le groupe Empain-Schneider a pu, avec l'appui de l'Elysée, assujettir son contrôle sur Creusot-Loire.

Mais, aujourd'hui, bien des choses ont changé. Comme on l'a vu, le groupe Empain-Schneider a besoin de capitaux, et il voudrait bien que l'État fasse, pour lui, le même effort que celui qui a été consenti pour Usinor et Sacilor. En outre, à l'occasion de son enlèvement, l'image de marque du baron a quelque peu souffert, une passion perdurable pour le poker constituant rarement un atout pour un P.-D. G. à l'heure actuelle, quelle que soit l'épaisseur du mur de la vie privée.

Et puis, se demande-t-on, le baron est-il vraiment en mesure de mener son groupe dans les eaux agitées que nous connaissons ? S'il a démontré qu'il pouvait « foncer » dans un « grand coup », il lui manquerait, assure-t-on, un « grand » directeur général susceptible de fixer une politique d'ensemble et d'en trouver les moyens...

Pour toutes ces raisons, certains ont pu imaginer des schémas, allant jusqu'au rachat intégral des actions du baron (mais le voudrait-il et qui rachèterait ?) ou, à tout le moins, à un démantèlement partiel visant Creusot-Loire et Framatome, clés de voûte du nucléaire français. Des consultations auraient même commencé. Une chose est certaine en tout cas : le problème du développement et du renforcement de la société Creusot-Loire est posé, et il devra, de toute façon, être résolu. Avec ou sans le baron.

FRANÇOIS RENARD.

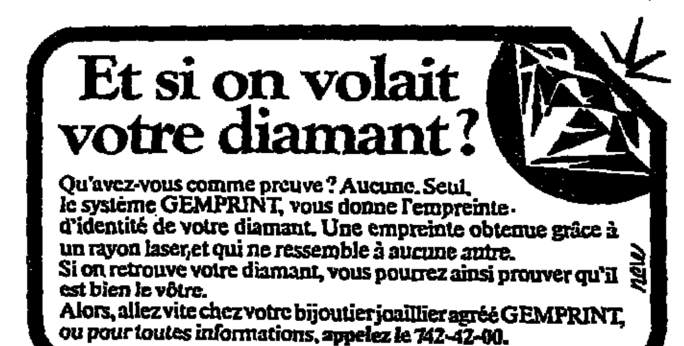
AUTOMOBILE

RECUL IMPORTANT DES VENTES DE VOITURES IMPORTÉES AU PREMIER TRIMESTRE

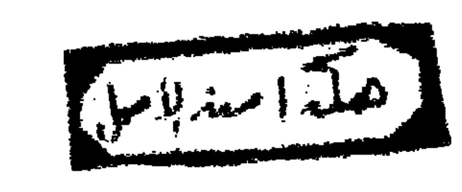
Le recul des ventes de voitures particulières en France au *cours du premier trimestre* a surtout touché les firmes étrangères dont la part de marché est tombée au cours de cette période en dessous de 20 %, revenant à 19,7 % (contre 20,5 % *l'an passé à la même époque*). Dans un marché globalement en baisse de 2,2 % (avec 506 425 véhicules vendus) par rapport au premier trimestre 1979, les ventes de voitures étrangères (99 686 unités) ont chuté de 6 %, tandis que celles des constructeurs français (405 739) n'ont diminué que de 0,9 %. Seuls les constructeurs *allemands* et *japonais ont* vu leurs ventes progresser.

Volkswagen, notamment grâce au succès de la Golf, a augmenté ses ventes de 13 %, passant au premier rang des importateurs, avec 4 % du marché, devant Fiat et Ford, dont les ventes ont chuté respectivement de 15,8 % et de 24,2 %. De même les marques japonaises ont marqué une nette reprise après un effritement continu depuis deux ans. Au total les immatriculations de Datsun, Toyota, Mazda, Honda et Mitsubishi ont représenté, avec 11 938 unités, 2,37 % du total, contre 1,5 % un an auparavant.









AFFAIRES

Le groupe Dassault rachète à Renault sa participation dans Motobécane

Le groupe Dassault a racheté à Renault la participation de 17,35 % que celui-ci détenait depuis 1975 dans le capital de Motobécane, principal producteur français de bicyclettes et de cyclomoteurs (avec le groupe Peugeot). Cette opération vise, pour le groupe Dassault, à *« poursuivre la diversification de ses investissements »*. Pour le groupe *nationalisé*, à l'inverse, elle signifie qu' *« il n'est plus dans la stratégie de la Régie de s'intéresser aux deux roues motorisées »*.

Renault entend cependant, a précisé son porte-parole, développer sa filiale « *Micmo-Gitane* » qui a produit deux cent mille bicyclettes en 1979. La direction de *Motobécane*, enfin, considère qu' *« une prise de participation d'un groupe disposant d'une technologie avancée dans notre entreprise est positive »*.

Ce rachat fait du groupe Dassault (par l'intermédiaire de la Société centrale d'études Marcel Dassault) le second actionnaire de Motobécane, presque à égalité avec les actionnaires familiaux et *devant le groupe* P.S.A. Peugeot-Citroën, qui détient depuis 1975 16,91 % du capital.

Le rachat par Renault en 1975 de 17,35 % du capital (en échange de la participation majoritaire qu'il détenait dans Vélosolex) avait donné lieu à une bataille boursière avec le groupe Peugeot, principal concurrent français de Motobécane, peu soucieux de voir se constituer un puissant groupe français des deux roues (Motobécane + Vélosolex + Gitane).

A *l'époque*, on *pensait que* le marché des deux roues offrait de meilleures perspectives que celui de l'automobile, qui battait de l'aile, touché de plein fouet par la crise pétrolière. Ces espoirs ont été en partie déçus. Dès la fin *1977*, le marché des cyclomoteurs s'est effondré (du fait *notamment* de *l'obligation* du port du casque), passant de près d'un million en *1974* à *moins* de six cent mille en 1979, tandis que les ventes de motocyclettes souffraient de la concurrence écrasante des constructeurs japonais.

Le brutal rétrécissement du marché et la *stagnation* de son *chiffre d'affaires* (851,5 *millions* de francs en 1978) ont contraint Motobécane, après *une perte* de 38,8 millions de francs en 1978, à mettre sur pied un plan de redressement draconien : réduction des effectifs (de 4 200 à 3 250), regroupement de la production dans quatre usines (au lieu de sept) et *fermeture des* établissements les moins performants (à *Mâcon notamment*).

En décembre 1979, la société a *annoncé son intention* de diversifier ses activités dans le matériel *de jardin* : *tondeuses* à gazon, en coopération avec la filiale spécialisée de la régie Renault (Bernard Moteurs), et tronçonneuses avec une petite société allemande (Solo). Depuis un an, Motobécane, qui a réussi en 1979 à équilibrer son exploitation, fabrique aussi pour Gitane des bicyclettes (*50 000* par an).

Le désengagement de Renault *remettra-t-il en cause cette coopération*, vitale pour l'entreprise de *Saint-Quentin* ? *Motobécane* n'aurait plus, alors, d'autre solution que de se retourner vers Peugeot, « ennemi héréditaire », solution que la famille fondatrice a toujours refusée.

L'entrée de Dassault dans le capital pourrait annoncer aussi une nouvelle tentative pour lancer la production d'une *moto* française. M. Marcel Dassault a, *à plusieurs reprises*, *déploré que* la France soit contrainte d'acheter ses motos au Japon.

● *Le troisième Salon national de la création d'entreprises se tiendra à Tarbes du 4 au 7 juin.* — Deux cents créateurs d'entreprise, sélectionnés par les chambres régionales de commerce et d'industrie parmi mille dossiers, présenteront leurs réalisations et leurs projets. Plusieurs prix, pour un montant total supérieur à 7 millions de francs, seront attribués à l'occasion de ce Salon, auquel participeront, outre l'Agence *nationale* pour *la création* d'entreprise et le ministère de l'industrie, organisateurs, *tous* les organismes concernés par ce problème (chambres de commerce, organismes financiers, écoles techniques, associations, etc.).

● *La grande banque d'affaires (Merchant Bank)* de Londres, Keyse-Ullman va être rachetée, pour 43 millions de livres sterling (420 millions de F) par le groupe Charter House, holding industriel et financier. Tous deux ont des ramifications en Europe, en France et en Suisse notamment. La banque Keyser-Ullman, avait dû être renflouée par la Banque d'Angleterre en 1975, après avoir éprouvé une perte de 61 millions de livres (590 millions de francs)

UNE NOUVELLE PRIME POUR FACILITER LES DÉPARTS EN PROVINCE

Un décret paru au *Journal officiel* du 23 mai institue une allocation dite *« à la mobilité des conjoints »*, dont l'objet est de faciliter la décentralisation des entreprises hors de la région Ile-de-France.

Le gouvernement a décidé l'attribution de cette prime de mobilité de 10 000 F aux personnes qui, exerçant une activité dans la région Ile-de-France, doivent *abandonner leur emploi à la suite* d'opérations de décentralisation touchant leur conjoint.

Cette allocation versée au titre du conjoint concerne *« les agents publics mutés d'office à l'occasion d'une opération de décentralisation hors de la région Ile-de-France »*, ainsi que les travailleurs *salariés du secteur privé « acceptant une mutation hors de la région Ile-de-France consécutive à une opération de décentralisation d'activité tertiaire »*.

Cette allocation s'ajoute à l'indemnité de décentralisation déjà accordée aux agents publics et aux indemnités prévues pour les travailleurs du secteur privé.

CONJONCTURE

LES CHEFS D'ENTREPRISE N'ATTENDENT PAS DE BAISSE D'ACTIVITÉ A L'AUTOMNE

« En avril, la production s'est maintenue au niveau élevé du mois précédent, nettement supérieur, en général, à ce qu'il était il y a un an », écrit la Banque de France dans sa dernière analyse de conjoncture.

« Les capacités de fabrication ont de nouveau été largement utilisées et sont restées parfois insuffisantes pour satisfaire les exigences de certains clients. Toutefois, cette situation d'ensemble est devenue moins fréquente dans les industries de biens intermédiaires.

» La fermeté persistante de l'activité se trouve corroborée par la conjoncture de l'emploi qui, tout en gardant ses caractéristiques préoccupantes, a confirmé en avril les quelques indices un peu plus encourageants observés le mois précédent : recherche active de main-d'œuvre qualifiée, remplacement des partants... »

La Banque de France estime que, jusqu'à l'été, les carnets de commandes assurent, le plus souvent, une activité suffisante. *« Pour la rentrée, les chefs d'entreprise n'envisagent pas de changement marqué dans leur production. Toutefois, inquiets des difficultés induites par le nouveau choc pétrolier, ils s'efforcent d'en prévenir dès à présent l'incidence en pratiquant une gestion plus rigoureuse; ils poursuivent une politique qui leur permette de renforcer ou d'élargir leurs positions dans la compétition internationale. »*

« Pourtant, les dépenses d'investissement, qui auraient pu correspondre à des extensions de capacité grâce aux résultats financiers, relativement bons, de 1979, continueront de se limiter à des réalisations, certes importantes, mais destinées surtout à améliorer la productivité. »

● RECTIFICATIF. — *Le Syndicat de la médecine générale* n'est en rien affilié à la Confédération des syndicats médicaux français contrairement à ce que *le Monde* daté 25-26 mai a indiqué : il fait partie, avec le Syndicat de la médecine hospitalière, le Syndicat de la médecine du travail et les médecins de prévention, d'une autre confédération : l'Union syndicale de la médecine.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● *Plus d'une centaine d'agriculteurs ont manifesté à Deauville* (Calvados), lundi 26 mai, pour demander une hausse immédiate des prix à la production de 12 % et une nouvelle augmentation en septembre. Rappelons que M. Barre avait annoncé le 21 mai que les agriculteurs français bénéficieraient de mesures compensatoires si aucun accord sur les prix agricoles n'intervenait à Bruxelles les 28 et 29 mai prochains (*Le Monde* daté 25-26 *mai*.)

Colloques

● *Une journée d'étude « Informatique et travail »* est organisée, le vendredi 13 juin 1980, par l'université de Paris-IX-Dauphine, de 9 heures à 23 heures. (Renseignements : 505-14-10, poste 4620, M. J.-L. Rigal.) Quatre sujets seront abordés : l'informatisation des processus de travail ; les expériences françaises et étrangères ; le rôle des cadres ; la participation des syndicats au plan informatique.



SICOTEL

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 21 mai 1980 pour approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembr 1979. Après 11 553 275,97 francs d'amortissements et provisions, le bénéfice net ressort à 24 730 960,20 francs. Le dividende a été fixé à 11,25 francs par action de 100 francs, contre 10,25 pour l'exercice précédent. *Il sera payé le 30 mai 1980 à tous les guichets de la Société générale.*

Dans son rapport, *le conseil a souligné que l'année 1979* avait été satisfaisante pour l'hôtellerie, confirmant en cela les signes de *reprise observés l'année précédente.* SICOTEL a bien profité de cette conjoncture en engageant 101 millions de francs de nouvelles opérations, ce qui a porté le montant des engagements bruts de la société à 757 millions de francs. Dans ce total, la location simple (271 millions de francs) et le crédit-bail à valeur de rachat élevée *(88 millions de francs)* comparés à *des fonds propres de 222 millions* de francs (capital, réserves et subventions d'équipement) confèrent à SICOTEL un caractère foncier marqué.

Les prix de revient moyen des hôtels figurant à l'actif du bilan *demeurent* très inférieurs aux coûts actuels de construction, ce qui laisse espérer des plus-values potentielles non négligeables.

Afin d'assurer le financement des futures opérations, l'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue le même jour, a autorisé le conseil d'administration à procéder à l'émission d'un emprunt obligataire convertible d'un montant *maximum de 40 millions* de francs.

Utilisant cette autorisation, le conseil d'administration qui a suivi les assemblées *générales* a *décidé d'émettre très prochainement* cet emprunt, pour le montant autorisé de 40 millions de francs.



Société anonyme au capital de 906 373 300 francs.
Siège social : Tour Aquitaine - COURBEVOIE.
R.C.S. NANTERRE B 552 120 784.
Direction générale : 7, rue Nélaton, 75015 PARIS.

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la Société nationale Elf Aquitaine sont convoqués le
JEUDI 12 JUIN, à 14 h. 30,
à l'Hôtel des Ingénieurs des Arts-et-métiers,
9 bis, avenue d'Iéna, PARIS (16e).

en assemblée générale ordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour *suivant :*

1) Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 1979 et rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice.

2) Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux *articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 ; approbation de ce rap*port, ainsi que des conventions qui s'y trouvent visées.

3) Affectation des bénéfices et fixation du dividende.

4) Ratification de la nomination d'un administrateur faite à titre provisoire par le conseil.

5) Nomination de deux administrateurs.

A. — Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 50 francs qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée ou de s'y faire représenter, les actionnaires auront, au préalable, à justifier de leur qualité :

● Si les actions sont nominatives, par l'inscription desdites actions sur les registres de la société, cinq jours au moins avant la date de cette l'assemblée.

● Si les actions sont au porteur :
- — Soit, en les déposant cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, à la *Banque de Paris et des Pays-Bas, service des* assemblées, 3, rue d'Antin, Paris (2e) ;
- — Soit, si ces actions sont en dépôt ailleurs, en priant le dépositaire d'immobiliser lesdites actions en vue de l'assemblée et d'en informer l'établissement précité, cinq jours avant la date de l'assemblée.

Le service des assemblées de la Banque de Paris et des Pays-Bas tiendra des formules de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.

B. — Le mandataire, désigné par un actionnaire en vue de le représenter à l'assemblée générale, doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la Banque de Paris et des Pays-Bas trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions de 50 francs, soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'assemblée générale seront tenus à la disposition des actionnaires à la *direction financière, service des actionnaires,* 7, rue Nélaton, Paris (15e), ou envoyés aux actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

∴

Le conseil d'administration a décidé de verser à chaque actionnaire qui assistera à l'assemblée générale un jeton de présence de 20 francs, et, ce, *quel que soit le nombre* d'actions qu'il représente tant pour lui-même que comme mandataire.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

IMMOBANQUE

L'Assemblée générale ordinaire s'est réunie le 23 mai 1980 sous la présidence de M. Gérard Billaud pour *approuver les comptes du* dixième exercice, qui illustre particulièrement le bien-fondé de la politique financière suivie par Immobanque depuis sa création en 1969.

La société a systématiquement eu pour règle d'assurer, en montant et en durée, la couverture totale de ses *engagements au moyen* notamment de crédits bancaires à long terme dont les conditions confèrent au montage des opérations une réelle sécurité dans les périodes de hausse de taux.

Au cours de cet exercice, la société a conclu 24 opérations nouvelles représentant un montant d'engagement hors taxes de 143 427 000 F. Ces opérations se répartissent en 3 opérations de location simple et 21 opérations de crédit-bail, dont le montant a été supérieur d'environ 1/3 aux objectifs fixés.

Au 31 décembre 1979, Immobanque gérait 176 opérations contre 154 au 31 décembre 1978, correspondant à un montant total d'engagements bruts hors taxes de 1 001 685 000 F contre 868 850 000 F *fin 1978.*

La répartition du patrimoine, sur le plan géographique et par nature d'immeuble, est restée stable, l'augmentation de la part des locaux à usage *commercial dans* les opérations de crédit-bail étant compensée par une progression similaire de la part des bureaux destinés à la location simple.

*Les recettes locatives sont pas*sées de 128 000 000 F à 144 000 000 F en progression de près de 13 %.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 37 189 413 francs contre 29 650 366 francs en *1978.* Il enregistre une plus-value de 2 113 000 F à l'occasion de 2 levées d'options intervenues en cours d'année dont 1/3 a été incorporé conformément aux dispositions *légales* et statutaires, au bénéfice soumis à l'obligation de *distribution.*

L'assemblée a décidé, sur proposition du conseil, de distribuer à partir du 2 juin 1980, un dividende par action de 25,50 F contre 23 F *au titre de l'exercice précédent* entraînant une progression de la distribution globale de 20,5 % compte tenu de la conversion en actions de 95 142 obligations convertibles enregistrées en 1979.

SPR

Le conseil d'administration, dans sa séance du 6 mai 1980, a arrêté les comptes de l'exercice 1979 et le bilan, qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1980.

Les comptes de la société holding S.P.R. se soldent par un bénéfice net de 2 258 000 F, qui comprend, pour la première fois, les dividendes *provenant de la filiale* S.P.R. Entreprise créée en 1978.

Nos principales filiales ont réalisé les chiffres d'affaires et résultats suivants :

	C.A. hors taxe	Bénéfice net
S.P.R. Entreprise	153 086 000	7 905 000
Dekerpel et Cie	59 340 000	967 000
P.M.B.	*42 990 000*	1 352 *000*

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende net de 8 F par action, soit 12 F, avoir fiscal compris.

EMPRUNT D'ÉTAT

JUIN 1980

taux de rendement actuariel brut :

13,25%

UNION CARBIDE FRANCE

UCAR, leader sur *le marché français* des piles miniatures et position de premier plan sur celui des piles alcalines.

En 1979, le chiffre d'affaires de la société Union Carbide France a été de 563 012 000 francs, réalisé pour 44,6 % à l'exportation.

Le bénéfice net ressort à 17 654 000 francs en 1979, contre 6 482 000 francs en 1978, en hausse de 172 %.

L'activité de la société, qui est essentiellement orientée dans le domaine de la chimie, s'est *développée très fortement* en 1979, notamment dans le secteur des piles électriques vendues sous la marque UCAR, grâce à sa *première place* sur le marché français des piles miniatures et à sa position de premier plan sur celui des piles alcalines. La société Union Carbide France est une filiale du groupe Union Carbide, premier fabricant mondial de piles électriques.

EXPANSO S.D.R.

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie, le 28 avril 1980, à Bordeaux, *sous la présidence de* M. Antoine de Tavernost.

ACTIVITES

Dans son rapport, le conseil d'administration a souligné que, dans un contexte difficile, EXPANSO S.D.R. a pu développer, en *1979,* ses *concours* pour aider à la création, au *développement,* à la restructuration d'entreprises régionales.

Ayant plus que doublé son capital depuis 1976, la *Société de développement* régional du Sud-Ouest a pu accroître sensiblement le nombre de ses participations dans les P.M.I., dont une part importante a concerné des créations d'entreprises.

Bien que les investissemnts industriels aient été très modérés dans le *Sud-Ouest,* EXPANSO S.D.R. a développé ses prêts à long terme, notamment en faveur des sociétés investissant pour économiser *l'énergie* ou développer les exportations.

*Au total, la Société de développe*ment régional du Sud-Ouest est intervenue, en 1979, en faveur de cent quarante-sept entreprises régionales pour un montant global de *161 millions de francs (contre 95 mil*lions de francs en 1977 et 137 millions de francs en 1978). Ces concours correspondent à des programmes prévoyant la création de deux mille *huit cents emplois industriels* régionaux et au maintien de quatre cent cinquante emplois relatifs à des dossiers de restructuration.

RESULTATS

Le bénéfice d'exploitation, après *amortissements et provisions affectées,* s'élève à 4 375 000 francs (contre 4 097 000 francs en 1978).

Après impôt et provisions non affectées, le bénéfice net disponible se monte à 3 141 000 francs (contre 2 686 000 francs en 1978).

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 8 francs (7,50 francs l'an dernier) applicable à la totalité des deux cent vingt-deux mille actions, assorti d'un avoir fiscal de 2,60 francs.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée, a coopté un nouveau censeur : *les* Assurances générales de France.

TRAILOR

CONTAINERS - REMORQUES, SEMI-REMORQUES - *LOCATION* EQUIPEMENTS POIDS LOURD ET SERVICE

Chiffre d'affaires consolidé hors taxes 1979 : 796 millions de francs.

Réunis le 9 mai 1980 en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. René More, président-directeur *général,* les actionnaires ont approuvé les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1979, qui se soldent par un bénéfice net de 8 661 000 F (contre 7 896 000 F en *1978, soit + 9,8 %), avant provision* pour investissements de 181 000 F.

Le cash flow s'est élevé à 40 829 000 F (contre 34 104 000 F en 1978, soit + 19,7 %).

Toutes les résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

Le dividende, fixé à 20 F (30 F avoir fiscal compris), identique à celui de l'exercice précédent, sera payé le 16 juin 1980, contre détachement du coupon n° 8.

SCREG

SCREG FINANCE, INC.

filiale de SCREG
Société Chimique Routière et d'Entreprise Générale
La Défense - 92806 - Puteaux - France

a acquis le contrôle de
NIELSONS, INC. - Cortez (Colorado - U.S.A.)
filiale de ASHLAND OIL INC.

Les soussignés ont initié la *transaction*
et conseillé la SCREG au cours des négociations

B.O.I.C.	GENERAL OCCIDENTAL, Inc.
Banque Occidentale	650 Fifth Avenue
pour l'Industrie et le Commerce	*New-York,* NY 10019
42, avenue de Friedland	(filiale de la BOIC)
75008 Paris, France	



N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ

Établie à La Haye/Pays-Bas

(Royal Dutch)

A l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 20 mai 1980 à La Haye, il a été *décidé* de fixer le dividende total de l'exercice 1979 à fl. 12,25 par action ordinaire. Un acompte de fl. 5,50 ayant été mis en paiement en septembre 1979, il reste à distribuer un dividende complémentaire de fl. 6,75 par action.

Sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25%) *et contre remise du coupon* No. 167 des certificats d'action au porteur munis de coupons, le dividende complémentaire sera payable en France, à partir du vendredi *30 mai 1980,* auprès de

Lazard Frères & Cie
121, boulevard Haussmann
Paris, 8e.

Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10%) *de l'impôt sur le dividende,* si les coupons *sont accompagnés, lors de leur présentation,* de la déclaration "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F", prévue pour l'application de la *convention franco-néerlandaise de double imposition.*

Ont droit au dividende complémentaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne se compose pas de coupons séparés (dits titres CF), ceux qui, le 20 mai 1980, à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en depôt auprès de Sicovam. Le dividende complémentaire sera versé le vendredi 30 mai 1980, sous déduction de l'impôt néerlandais *sur le dividende (25%) au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Adminis*tration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10%) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, la ou les déclarations "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F".

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15% effectuée aux Pays-Bas.
Lazard Frères & Cie tiendra à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage.

La Haye, le 21 mai 1980.

LA DIRECTION

SOCIETE LYONNAISE IMMOBILIERE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

« SLIMINCO »

L'assemblée générale ordinaire du 22 mai 1980, qui s'est réunie sous la présidence de M. Henry Sauty de Chalon, a approuvé les comptes de l'exercice 1979, qui font apparaître, après dotation de 48 315 [illegible], 39 F aux *comptes* d'amortissements et de provisions un bénéfice net de 68 782 865,55 F contre 62 199 140,10 F l'an passé.

Cette assemblée a *décidé* la distribution de 85,05 % du bénéfice net distribuable, soit 58 500 000,00 F, correspondant à un dividende de 26 F par action (contre 23,50 F précédemment), soit une progression de 10,64 %, cette distribution interviendra à partir du 20 juin 1980 contre remise du coupon n° 12.

Au cours de *l'exercice 1979,* l'activité de la société a été soutenue ; ainsi, les engagements nouveaux se sont élevés à 105 752 000 FHT, portant le volume des opérations engagées à 1 229 000 000 FHT au 31 décembre 1979 pour 199 opérations réalisées par SLIMINCO depuis sa création, dont 35 en propriété directe (336 500 000 F).

La situation locative du patrimoine est satisfaisante.

CODETEL

Réunis en assemblée générale ordinaire, *le 21 mai 1980, sous la prési*dence de M. Jacques Caplain, les actionnaires de CODETEL ont approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Le résultat net s'élève à 105 301 541,79 francs, après dotation *de 166 872 340,44* francs aux amortissements. L'assemblée a décidé de distribuer une somme de 104 800 000 francs, soit un dividende de 13,10 francs à chacune des huit millions d'actions qui constituent le capital. Le report à nouveau s'élèvera à 12 450 825,15 *francs.*

L'assemblée générale a ratifié la nomination de M. Jacques Caplain en qualité d'administrateur. Elle a également réélu en qualité d'administrateur de la société, pour six ans, le Crédit lyonnais, la Société générale, la Banque *de Paris et des* Pays-Bas, et procédé au renouvellement pour six ans des censeurs : MM. Georges Champeau, M. André Pinet, la Banque de l'Indochine et de Suez, *le Crédit du Nord, et la* banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée, a fixé au 9 *juin* 1980 la date de mise en paiement du dividende, en échange du coupon numéro 10.

FERODO

L'activité du groupe, au cours du *premier trimestre 1980,* est demeurée à un niveau élevé tant en France qu'à l'étranger. Le chiffre d'affaires consolidé a dépassé 1,8 milliard de francs, en augmentation de 22 % par rapport au *premier trimestre 1979.* A structure identique, l'accroissement ressort à 19 % (7 % en volume).

La société mère a vu son chiffre d'affaires progresser de 23,6 % (12 % en volume) à 584,4 millions de francs.

Pour le second trimestre, l'activité reste à un niveau soutenu, conforme aux prévisions.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

26 MAI

Calme mais bien orienté

La Bourse de Paris a rouvert ses portes mardi après le long week-end de la Pentecôte. Ce chômage ne semble guère l'avoir affectée et malgré des courants d'échanges assez réduits, source pourtant d'une certaine irrégularité, le marché est resté assez bien orienté et à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait un modeste gain de 0,3 % environ.

Tous les compartiments ont plus ou moins bénéficié de ces bonnes dispositions, Prénatal (+ 9,4 %), prenant la tête des valeurs les plus recherchées, au nombre desquelles figuraient notamment Primagaz (+ 6,3 %), Sacilor (+ 4,7 %), Martell (+ 3,8 %) et Radiotechnique (+ 3,7 %).

Des baisses se produisirent, mais n'excédèrent pas de beaucoup les 3 %, le titre le plus affecté étant celui de la Chiers (— 3,7 %), suivi par Presses de la Cité (— 2,7 %).

Rien, décidément, ne semble devoir rebuter les opérateurs. Selon certains professionnels, les déclarations de M. Monory, ministre de l'économie, sur l'élargissement prochain du champ d'application de la liberté des prix auraient produit un excellent effet. Cela paraît douteux dans la mesure où il y a très peu d'entreprises cotées pouvant en bénéficier. En fait, la belle allure de Wall Street vendredi dernier semble avoir, une fois de plus, incité les investisseurs à ne pas rester inactifs.

Quant à la hausse des prix de détail en avril dont on sait déjà qu'elle sera importante (plus de 1 %), elle n'a guère influé sur le comportement du marché.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 50 F à 71 950 F (après 71 995 F) et le napoléon 3,10 F à 662,10 F. Le volume des transactions a diminué : 13,02 millions de F contre 18,95 millions.

LONDRES

Le marché est calme et les cours évoluent de façon irrégulière. Les industrielles fléchissent mais les pétroles et les fonds d'État progressent. Les mines d'or sont indécises.

Or (ouverture) (dollars) 514 20 contre 511 25

VALEURS	CLÔTURE 23/5	COURS 27/5
Beecham	116 ..	119 ...
British Petroleum	338 ...	346 ...
Courtaulds	70 ...	69 ...
*De Beers	9 03	9 25
Imperial Chemical	358 ..	350 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	347 ..	355 ...
Shell	378 ...	380 ...
Vickers	109 ...	110 ...
War Loan 3 1/2 %	33 ...	33 1/8
*West Driefontein	80 1/2	82 1/2
*Western Holdings	60 ...	61 ...

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

JAZ. — L'exercice 1979 a été mauvais pour la société, dont les comptes ont été dans le rouge, faisant ressortir une perte de 12,43 millions de francs. Pour 1978, le groupe Jaz avait fait un bénéfice net de 2,4 millions de francs. La distribution du dividende est suspendue.

VITTEL. — *Bénéfice net pour* 1979 : 18,4 millions de francs contre 9,4 millions. Dividende global : 31,50 F contre 27 F.

ARJOMARI-PRIOUX. — Émission *à 120 F des 200 193 actions de 75 F,* jouissance 1er janvier 1980. Le capital est porté de 75 342 450 F à 90 410 925 F (1 pour 5).

COMPAGNIE INTERNATIONALE *DES WAGONS-LITS ET DU TOURISME.* — Émission à 750 francs belges de 519 493 actions de 500 francs belges. Le capital est porté de 779 240 000 francs belges à 1 038 986 500 francs belges (1 pour 3).

S. D. R. DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS. — Répartition de 18 165 actions gratuites de 100 F (1 pour 20) et émission à 110 F de 90 835 actions de 100 F (1 pour 4 anciennes). Le capital est porté de 36 305 000 F à 47 235 000 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	22 mai	23 mai
Valeurs françaises	106,9	108
Valeurs étrangères	102,7	103,5
Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	108,4	109,8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	26.5	27/5
1 dollar (en yens)	218 30	220 90

NEW-YORK

Tous les marchés financiers et commerciaux des États-Unis ont chômé lundi 26 mai pour la célébration du Memorial Day.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	16 mai	23 mai
Indice général	129,6	132,6
Assurances	229,4	232,1
Banq. et sociétés financ.	91,6	91,7
Sociétés foncières	143,3	142,9
Sociétés investiss. portef.	125,4	120,3
Agriculture	131,7	138,7
Aliment., brasseries, distill.	135,3	137
Autom., cycles et l. équip.	73,6	79,6
Bâtim., matér. constr., T.P.	154,3	155,9
Caoutchouc (ind. et comm.)	63,9	61,3
Carrières salines, charbon.	122,9	122,9
Constr. mécan. et navales.	132,9	134
Hôtels, casinos, thermal.	163,5	164,3
Imprimeries, pap. cartons.	100,6	99,2
Magas., compt. d'exportat.	98,3	99,2
Matériel électrique	139,5	141,7
Métall., com. des pr. métal.	46,6	47,5
Mines métalliques	172,2	170,7
Pétroles et carburants	172,9	183,7
Prod. chimiq. et él.-mét.	183,5	172,6
Services publics et transp.	108,1	106,2
Textiles	122,8	122
Divers	151,9	165,4
Valeurs étrangères	145,7	146,1
Valeurs à rev. fixe ou ind.	172,6	173,6
Rentes perpétuelles	39,6	39,4
Rentes amort., fonds gar.	381,3	383,2
Sect. indust. publ. à r. fixe.	88,9	89,1
Sect. ind. publ. à rev. ind.	449,4	463,2
Secteur libre	96,5	96,7
INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à rev. fixe ou ind.	302,4	304,1
Val. franç. à rev. variable	898,1	918,9
Valeurs étrangères	1 076,9	1 079,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	107,6	109,8
Produits de base	101	105,7
Construction	147,5	143
Biens d'équipement	111,5	112,9
Biens de consom. durables.	85,4	86,1
Biens de cons. non durabl.	84,2	85,6
Biens de consom. aliment.	108,6	109,6
Services	157,6	158,2
Sociétés financières	109	109,9
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	203,4	204,2
Valeurs industrielles	100,5	103,2
BOURSES RÉGIONALES Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	128,9	127,5

(*) Cours rectifié.

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 27/5 ...... 12 3/8 %

BOURSE DE PARIS - MAI - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	38 20	1 967
5 %	46 20	1 598
5 % 20-60	.. ..	.. ..
3 % amort. 45-54	71	2 467
4 1/4 % 1963	94 50	3 115
Emp. N. Eq.5½ 65	111 30	3 396
Emp. N. Eq.6% 66	107 65	3 934
Emp. N. Eq.6% 67	95 30	5 934
Emp. 7 % 1973	5595	. .
Emp. 8,80 % 77.	96 60	0 821
Emp. 9,80 % 78.	96 10	8 595
EDF 5 % 60	... ..	2 643
EDF 14,6% 80-92	... ..	. ...

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	184 50	... ..
A.G.F. (Sté Cent.)	740 ..	741 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	2000 ..	2000 ..
Concorde	388 ..	388 ..
Epargne France	295 ..	305 ..
Financ. Victoire	345 .	340 ..
France I.A.R.D.	188 20	180 ..
Gan (Sté) Centr.	747 ..	748 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	208 ..	215 ..
U.A.P.	558 ..	555 ..
Alsacien. Banque	334 .	334 .
Banque Hervet	281 70	281 30
Bque Hypot. Eur.	308 .	307 ..
Bque Nat. Paris	279 70	279 60
B.O.I.C.	24 30	24 80
(Li) B. Scalb Dup.	115 .	114 70
Banque Worms	204 ..	205 ..
C.G.I.B.	34 ..	33 ..
C.Crédit Univ.	380 ..	383 ..
C.A.M.E.	87 ..	82 ..
Créditel	121 ..	123 ..
Créd.Gén. Ind.	260	250 ..
Crédit Lyonnais	273 50	274 ..
Electro-Banque	160 .	164 ..
Eurobail	149	141 ..
Financière Sofal.	319 80	321 .
Fr. Cr. et B. (Cie)	120 ..	123 ..
France-Bail	299 ..	297 ..
Hydro-Energie	25	. ..
Immobail B.I.P.	191 10	193 50
Immobanque	304 ..	304 10
Immofice	263 .	261 ..
Interbail	222 .	222 ..
— (obl. conv.)	221 ..	220 ..
Laffitte-Bail	190 ..	190 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail Immob.	330 ..	329 80
Loca-Expansion	135 ..	135
Locafinancière	184 ..	186 ..
(Ly) Lyon Dép. Ct.	128 ..	129 ..
Marseille Créd.	306 .	272 .
Paris-Réescompte	410 ..	409
Séquanaise Banq.	246	248 .
Sicotel	141 20	141 20
SLIMINCO	318	311 .
Sté Cent. Banq.	70 .	69 80
Sté Générale	239 .	238 50
SOFICOMI	232 10	239 ..
Sovabail	299 .	298 .
UCIP-Bail	135 50	135 50
— (obl. conv.)	167 ..	167 20
Unibail	275 ..	270 ..
Un. Ind. Crédit	242 ..	246 ..
Cie Foncière	167	170 ..
C.G.V.	242 50	241 ..
Fonc. Ch.-d'Eau	856 ..	860 ..
(M.) S.O.F.I.P.	90 ..	91 ..
Fonc. Lyonnaise	1150 ..	1150 ..
Immob. Marseille	1643 ..	1535 ..
Louvre	248	245
SINVIM	140 10	145 ..
Cogifi	222	222 10
Foncina	172 ..	171 50
Gr. Fin. Constr.	191 .	190 50
Immindo	188 50	188 40

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Imminvest	160 ..	158 90
Cie Lyon. Imm.	132 ..	127
UFIMEG	112 ..	112 ..
U.G.I.M.O.	176 50	175 .
Union Habit.	279 ..	280 ..
Un. Imm. France	229 .	230
Acier Investiss.	117 50	117 50
Sofragi	265 ..	275 60
Applic. Hydraul.	236 ..	235 ..
Artois	191 20	193 ..
Centen. *Blanzy*	375 ..	372 ..
(NT) Centrest	123 ..	125 ..
(NY) Champex	128 ..	120 ..
Char. Réun.-(p.).	4040 .	4000 ..
Comindus	450 50	468 ..
Cie Industrielle	298 ..	304 ..
(LI) Dév. R. Nord	138 ..	133 ..
Electro-Financ.	300 ..	294 ..
(M) Et. Particip.	78 ..	
Fin. Bretagne	86 .	86 90
Fin. Ind. Gaz Eaux	586 ..	588 .
Fin. et Mar. Park.	75 50	77 ..
France (La)	671 ..	670 ..
La Mure	.. ..	..
Lebon et Cie	348 ..	343 ..
(NY) Lordex	113 ..	113 ..
Cie Marocaine	32 ..	32 ..

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1942 ..	4,5 % 1973.	1974 ..	1995 ..	1999 ..	1968 ..
4180 ..	C.N.E. 3 %	4200 ..	4249 ..	4245 ..	4249 ..
355 ..	Afrique Occ.	360 ..	358 10	358 ..	352 10
1330 ..	Elf-Aquitaine	1385 ..	1390 ..	1385 .	1365 ..
240 ..	— (certific.)	256 ..	257 .	258 90	257 ..
270 ..	E. I. Lefebvre	275 ..	279 50	279 50	274 ..
127 ..	E. San.-Duval	123 ..	120 20	122 ..	117 80
159 ..	*Navig. Mixte*	162 50			
43 ..	Nobel-Bozel.	44 90			
34 ..	Nord-Est	35 20			
76 ..	Nouvel. Gal.	75 10			

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
172 ..	Chase Manh.	173 80	174	174 ..	173 .
141 ..	Cie Petr. Im.	146 50	146 10	146 10	144 ..
37 ..	De Beers	37 ..	37 40	37 40	37 30
590 ..	Deuts Bank	595 ..	596 ..	596 ..	587 ..
266 ..	Dome Mines	270 ..	269 60	264 ..	265 10
161 ..	DuPontNem.	166 50	169	169 ..	168 ..
215 ..	East Kodak	222	220 90	220 90	.. ..
109 ..	East Rand	112 30	115	115 ..	114 60
97 ..	Ericsson	97 ..	96 ..	96 ..	95 20
265 ..	Exxon Corp.	267 50	270 ..	270 ..	266 ..
103 ..	Ford Motor	108 ..	107 ..	107 ..	106 ..
230 ..	Free State	237 ..	241 ..	242 ..	240 ..
195 ..	Gen. Electr.	200 50	203 .	203 ..	201 90
139 ..	St Helena Co	139 ..	139 ..	139 ..	140 ..
450 ..	Schlumberger	468 ..	461 50	462 10	460 ..
35 ..	Shell Fr.	35 80	36 30	36 47	36 10
595 ..	Siemens A G	590 .	603 ..	603 ..	600 ..
38 ..	Sony	38 10	37 60	37 60	37 ..
230 ..	Unilever	228 50	229 .	229	229 60
103 ..	U. Min. 1/10	105 ..	107 50	110 ..	104 ..
173 ..	Unit. Techn.	179 .	178 50	178 30	178 ..
335 ..	West Drief.	347 ..	349 80	353 ..	349 90
165 ..	West Deep	175 ..	177 .	177 ..	174 8.
285 ..	West Hold.	286 ..	288 20	289 60	289 40
225 ..	Xerox Corp.	229 ..	236 ..	236 ..	231 30
2 50	Zambia Corp.	2 72	2 78	2 75	2 75

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon *détaché* ; *d : demande ; * droit détaché*

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/5	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	4 152	4 123	4 030	4 240
Allemagne (100 DM)	232 870	233 180	226 ...	238 ...
Belgique (100 F)	14 533	14 548	13 900	14 600
Pays-Bas (100 fl.)	212 ...	212 380	205 ...	216 ...
Danemark (100 krd)	74 715	74 610	71 ...	78 ...
Norvège (100 K)	85 110	84 820	82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 697	9 792	9 550	10 050
Italie (1 000 lires)	4 958	4 964	4 850	5 200
Suisse (100 fr.)	250 ..	251 220	244 ...	256 ...
Suède (100 krs)	99 145	99 190	96 ...	101 500
Autriche (100 sch.)	32 645	32 702	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 886	5 904	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 455	8 460	8 200	9 100
Canada ($ can. 1)	3 590	3 554	3 470	3 700
Japon (100 yens)	1 873	1 878	1 780	1 880

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/5
Or fin (kilo en barre)	72000 ..	71995 ..
Or fin (en lingot)	72200 ..	71950 ..
Pièce française (20 fr.)	665 20	662 10
Pièce française (10 fr.)	389 50	385 ..
Pièce suisse (20 fr.)	525 10	526 10
Pièce latine (20 fr.)	506 ..	502 10
Souverain	641 50	642 ..
Pièce de 20 dollars	2699 50	2699 60
Pièce de 10 dollars	1280 ..	1299 ..
Pièce de 5 dollars	... ..	..
Pièce de 50 pesos	2866 ..	2864 ..
Pièce de 10 florins	520 50	510 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 27 mai 1980 a été tiré à 466 192 exemplaires.

Après la prise de participation de l'agence Havas dans le capital de Publicis S.A.

M. Bleustein-Blanchet rappelle qu'il détient le contrôle de son groupe

L'agence Havas nous a confirmé, mardi 27 mai, le rachat en Bourse par sa filiale SNIP (Société nationale d'investissement pour la publicité, contrôlée à 98 %) de près de 11 % du capital de Publicis S.A., société mère du groupe, créé en 1927 par M. Marcel Bleustein-Blanchet (« le Monde » daté 25-26 mai). A la suite de ce rachat, celle-ci a publié le communiqué suivant :

« Publicis tient à préciser qu'aucun accord n'est intervenu à ce sujet entre elle et l'agence Havas. Publicis n'a, en effet, pas été consultée ni même avisée par les dirigeants de l'agence Havas de cette acquisition par voie d'achats en Bourse poursuivis en secret pendant des mois.

» A cette occasion, Publicis S.A. rappelle que M. Bleustein-Blanchet contrôle personnellement 78,5 % du capital de la société.

» Si cette initiative unilatérale témoigne de la confiance de l'agence Havas dans la prospérité et l'avenir de Publicis S.A., elle ne saurait en aucun cas porter atteinte au contrôle exercé par M. Bleustein-Blanchet sur le groupe dont il est le fondateur. »

***

Le communiqué publié par Publicis a l'avantage de la clarté. Charbonnier entend rester maître chez lui, et M. Marcel Bleustein-Blanchet n'était pas du tout d'accord pour que l'agence Havas (contrôlée à 56 % par l'Etat) entre — même très minoritairement — dans le capital de son affaire.

L'agence Havas, c'est une nébuleuse, dotée d'une triple activité : l'organisation de voyages, la presse et l'édition, de nombreuses agences de publicité. Ces dernières activités sont regroupées dans Eurocom (filiale à 45 % de l'agence Havas), dans Univas (réseau international) et dans un réseau d'agences de province. En tout, sur le plan publicitaire, le groupe Havas est de loin le premier groupe français d'agences (4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1979).

Ce n'est donc qu'en apparence que Publicis-Conseil tient le premier rang en France

Pour achever de planter le décor, il faut ajouter que la France est le seul pays européen où des agences autochtones tiennent les premières places. Ailleurs, ce sont des groupes américains qui sont en tête.

Il y a longtemps que l'agence Havas s'intéresse à Publicis. Si l'on peut considérer que le rachat de 10 % des actions de Publicis S.A. constitue une excellente affaire financière (les résultats sont bons, et, si le cours de l'action a monté, ce n'est peut-être pas dû uniquement aux achats d'Havas), on ne peut imaginer que le seul souci des responsables de l'agence Havas soit d'assurer une saine gestion de leur portefeuille financier

Depuis longtemps aussi, on s'intéresse chez Havas au devenir de Publicis, qui reste une affaire familiale, sans que le « vieux lion » qu'est M. Marcel Bleustein-Blanchet ait jamais fait part officiellement de ses intentions pour assurer sa succession. Il aura soixante-quatorze ans le 21 août. Nul doute que les grands de la publicité, américains et japonais, ne soient aussi soucieux qu'Havas de l'avenir à long terme de la première grande agence française.

Dans ces conditions, la prise de participation par Havas ne peut qu'apparaître comme un jalon, une position tactique prise pour dissuader un « publicitivore » américain d'espérer gagner ainsi, un jour, une place prépondérante sur le marché français.

Il reste qu'Havas n'est pas parvenue à séduire le fondateur de Publicis : c'est son premier concurrent, même s'il n'apparaît pas comme tel grâce à son éclatement en filiales multiples. De plus, l'agence Havas — même si sa privatisation partielle cherche à rassurer l'univers capitaliste — garde une teinture étatique peu propre à convaincre : les pouvoirs publics ont obligatoirement été prévenus de l'achat des actions Publicis et ne s'y sont pas opposés.

Que deviendra la participation d'Havas dans Publicis ? Il semble douteux que, dans un avenir proche, après la prise de position publique de M. Bleustein-Blanchet, elle puisse s'accroître. On peut se demander, en revanche, si dans le futur cette participation ne sera pas cédée à un troisième groupe non publicitaire et non étatique, avec l'accord, cette fois, des deux partenaires actuellement en présence. — J. D.

LANCÉ PAR SOYOUZ-36

Un équipage soviéto-hongrois va rejoindre la station orbitale Saliout-6

L'Union soviétique a lancé lundi 26 mai à 20 h 21 (heure française) le vaisseau spatial Soyouz-36 dans lequel ont pris place le Hongrois Bertalan Farkas et le Soviétique Valeri Koubassov, ancien de la mission commune américano - soviétique Apollo-Soyouz.

Comme tous les équipages mixtes qui les ont précédés — à l'exception de l'équipage soviéto-bulgare de Soyouz-33 gêné par des problèmes de moteurs, — Valeri Koubassov et Bertalan Farkas vont rejoindre la station orbitale Saliout-6 où se trouvent, depuis le 9 avril, les deux cosmonautes soviétiques Leonid Popov et Valeri Rioumine (1). L'amarrage devrait, si tout se passe bien, avoir lieu vingt-quatre heures environ après le lancement de Soyouz-36. Ensuite, comme l'a confirmé le général Vladimir Chatalov, responsable de la formation des cosmonautes soviétiques, les deux hommes passeront une semaine à bord de la station Saliout, récemment ravitaillée par le vaisseau automatique Progress-9.

Au terme de leur séjour, selon un scénario désormais bien réglé par différents équipages, Valeri Koubassov et Bertalan Farkas repartiront, non pas à bord de leur vaisseau, mais à bord de celui qui, en avril dernier, a amené Valeri Rioumine et Leonid Popov à pied d'œuvre. C'est désormais devenu une règle d'or pour les Soviétiques que de laisser aux hommes appelés à passer un long séjour en orbite le vaisseau le plus neuf pour leur retour.

Après la visite de l'équipage de Soyouz-36, Rioumine et Popov recevront-ils d'autres cosmonautes étrangers à bord de Saliout-6 ? Nul ne le sait encore, ne serait-ce que parce que la durée de la mission qu'ils doivent accomplir n'a pas été révélée. Quoi qu'il en soit, des cosmonautes étrangers — mongol, cubain, vietnamien, etc., — se préparent à voler, tandis que, en France, le Centre national d'études spatiales procède à la sélection finale du Français, qui, en compagnie d'un Soviétique, doit rejoindre en 1982 une station orbitale soviétique qui ne sera pas Saliout-6.

(1) Ont déjà volé, outre le Bulgare, un Tchèque, un Allemand de l'Est et un Polonais.

M. SCHMIDT IRA A MOSCOU LE 30 JUIN

Bonn (Reuter). — Le chancelier Schmidt se rendra à Moscou le 30 juin, pour une visite de deux jours, au cours de laquelle il aura des entretiens avec le président Brejnev, a-t-on appris de source informée, mardi 27 mai, à Bonn.

● *Une délégation du Soviet suprême de l'U.R.S.S.*, conduite par M. Zamiatine, membre de la commission des affaires étrangères du Soviet des nationalités, a quitté mardi 27 mai Moscou pour Paris, annonce l'agence Tass. Les deux autres membres de la délégation sont MM. Inozemtsev, membre de la Commission des affaires étrangères du Soviet de l'Union et Koulidjanov, membre de la commission de l'instruction publique et de la culture du Soviet des nationalités, précise l'agence. M. Zamiatine est en même temps chef de la section du comité central du P.C. de l'U.R.S.S. pour l'information à destination de l'étranger. — (A.F.P.)

Le comité central du P.C.F. prépare la campagne présidentielle

Le comité central du parti communiste, réuni mardi 27 et mercredi 28 mai à la mairie d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) examine sur le rapport de M. Gustave Ansart, membre du bureau politique, la situation politique, et sur le rapport de M. Paul Laurent, membre du secrétariat, celle du parti.

M. Georges Marchais, qui a visité, vendredi 23 et samedi 24 mai, les Vosges, la Meurthe-et-Moselle et la Moselle, s'est adressé, à Thionville, à plusieurs milliers de jeunes, devant lesquels il a souligné la nécessité « d'assurer un bon résultat au candidat du parti communiste français à l'élection présidentielle ».

M. Marchais a évoqué les progrès accomplis par les pays socialistes, et il a dénoncé le « coup de bluff » du président des Etats-Unis contre les Jeux olympiques. « *Les Jeux olympiques auront lieu à Moscou, à la date prévue, et ce seront de grands Jeux olympiques* », a-t-il déclaré. Le dirigeant du P.C.F. a traité ensuite de l'union de la gauche. Il a déclaré à ce sujet :

« *Dans la période qui vient, il y aura un moyen important de faire pencher la balance du côté de l'union et du changement, ce sera d'assurer un bon résultat au candidat du parti communiste français à l'élection présidentielle.* »

Devant les ouvriers du textile d'Igney (Vosges), vendredi soir, et devant ceux des mines de fer de Piennes (Meurthe-et-Moselle), samedi matin, M. Marchais avait déclaré que la Lorraine est « *vendue et soumise à l'appétit de profits des trusts ouest-allemands, en raison de la politique de déclin et d'intégration engagée par M. Giscard d'Estaing* ».

LES MISSILES FRANÇAIS PLUTON NE SONT PLUS CONTROLÉS PAR L'AGENCE DE L'U.E.O.

Les missiles nucléaires tactiques français Pluton viennent d'être soustraits aux inspections de l'Agence pour le contrôle des armements dépendant du conseil de l'Union de l'Europe occidentale, selon un rapport de M. Francis Tanghe, sénateur du parti social-chrétien de Belgique.

Créée par le traité de Bruxelles de 1948 (remanié par les accords de Paris conclus en 1954) et siégeant à Paris, l'Agence pour le contrôle des armements fait régulièrement rapport au conseil de l'Union de l'Europe occidentale qui réunit la Belgique, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. L'Agence est chargée, en principe, de contrôler le niveau des stocks des armements définis par le traité et détenus par les pays membres et, aussi, le respect des engagements de l'Allemagne fédérale de ne pas fabriquer certains types d'armements sur son territoire.

Dans le rapport annuel de l'Agence au conseil de l'Union de l'Europe occidentale, dont fait état le sénateur belge, il est indiqué que, si les activités de l'Agence ne couvrent pas le domaine nucléaire, les composants non nucléaires des armes atomiques (les missiles et autres équipements spéciaux) sont soumis à contrôle sauf en ce qui concerne les armements qu'un des Etats membres qualifie de « *stratégiques* ». « *Cet Etat*, est-il précisé dans le rapport de l'Agence, *ayant déclaré que l'ensemble de ses moyens nucléaires concourt à un seul et même objectif, celui de la dissuasion, ses missiles-vecteurs et ses chars-lanceurs ne sont plus soumis au contrôle.* » L'Agence n'indique pas de quel Etat il s'agit.

En revanche, M. Tanghe, dans son rapport particulier sur les activités de l'Agence, précise : « *L'Assemblée* (de l'Union de l'Europe occidentale) *est ainsi informée pour la première fois que les missiles nucléaires tactiques français Pluton viennent d'être soustraits au contrôle de l'Agence. Jusqu'ici, ces missiles (mais non leurs ogives nucléaires) étaient contrôlés par l'Agence comme le sont toujours les missiles Lance et autres engins analogues qui équipent les forces belges, allemandes, italiennes, néerlandaises et britanniques sur le continent (les ogives nucléaires destinées à ces engins, appartenant aux Américains et étant entreposées dans des dépôts américains, ne sont pas soumises aux contrôles prévus).* »

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL A DÉPASSÉ 1 % EN AVRIL

L'augmentation des prix de détail a encore été très forte en avril. Le pourcentage exact de hausse n'était pas rendu public mardi 27 mai en début d'après-midi, mais, d'après nos informations, la hausse aurait été du même ordre que celles enregistrées en février (+ 1,1 %) et mars (+ 1,2 %).

Cette nouvelle et forte poussée des prix, qui porterait à 5,3 % ou 5,4 % environ la hausse enregistrée depuis le début de l'année (en quatre mois) s'explique notamment par les relèvements des loyers et des prix des automobiles. Les prix des produits pétroliers (essence et fuel) avaient été relevés le 26 avril. Des hausses unilatérales d'honoraires médicaux avaient été pratiquées par un grand nombre de médecins dans l'attente d'un règlement entre la profession et la Sécurité sociale.

● *Une panne d'électricité* a paralysé le fonctionnement de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil (Val-de-Marne), dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 mai, pendant quarante minutes. Les services médicaux et chirurgicaux étant particulièrement peu chargés en ce week-end de Pentecôte, aucun des malades n'a souffert de l'interruption momentanée des appareillages : en effet, ceux des patients qui nécessitaient une assistance respiratoire ont été très rapidement secourus par des respirateurs manuels. Treize patients seulement étaient cette nuit-là sous assistance médicale automatique.

En Ile-de-France

LA MANIFESTATION DES CHAUFFEURS ROUTIERS A TRÈS SÉRIEUSEMENT PERTURBÉ LA CIRCULATION

La manifestation des chauffeurs routiers de l'Ile-de-France — ils ont décidé de rouler à 10 kilomètres à l'heure — a sérieusement perturbé, ce mardi 27 mai, la circulation sur toutes les grandes voies d'accès à la capitale. Les embouteillages ont été particulièrement importants au début de matinée, et, en début d'après-midi, on constatait encore des ralentissements importants sur les autoroutes, notamment l'autoroute du Nord.

Cette opération « escargot » devait se prolonger jusqu'à 22 heures dans les huit départements de la région. L'union régionale d'Ile-de-France et la Fédération nationale des chauffeurs routiers entendent ainsi protester contre « les conditions de travail de plus en plus difficiles », notamment « les difficultés de chargement et de déchargement, le nombre accru de contraventions pour stationnement interdit et les retraits de permis en cas d'excès de vitesse ».

Les responsables de la Fédération nationale et de l'union régionale se sont déclarés satisfaits de leur mouvement et ont précisé qu'il ne s'agissait « que d'un simple avertissement ».

A B C D E F G

